

CINÉTISMES HS n°4/2026

Septembre/September 2026

Hors-série/Special issue

6^e année/Year 6

PUBLIER SANS ÊTRE LU : POUR UNE THÉORIE DE LA COMMUNAUTÉ DE RÉCEPTION DU LIVRE SCIENTIFIQUE EN AFRIQUE

(Coordination)

Faty-Myriam MANDOU AYIWOUO

Aristide BITOUGA



CINÉTISMES

Revue pluridisciplinaire sur le langage | Pluri-disciplinary Journal on Languages

Hors-série n° 4 | 30 septembre 2026

Publier sans être lu : pour une théorie de la communauté de réception du livre scientifique en Afrique

Pratiques, enjeux épistémiques et perspectives institutionnelles

Publishing without being read: Toward a theory of the reception community of the academic book in Africa

Practices, epistemic stakes, and institutional perspectives

Coordination | Editors

Faty-Myriam MANDOU AYIWOUO

Aristide BITOUGA

*Image de couverture : Jean Daniel Nkot, ##Rightofreply@gmail.com,
170 × 280 cm, 2019, (reprise de la couverture du n° 4, décembre 2024).*

CINÉTISMES

Hors-série n° 4, 30 septembre 2026

6^e année (revue créée en 2021)

Publier sans être lu : pour une théorie de la communauté de réception du livre scientifique en Afrique

Pratiques, enjeux épistémiques et perspectives institutionnelles

Publishing without being read: Toward a theory of the reception community of the academic book in Africa

Practices, epistemic stakes, and institutional perspectives

Sous la direction de | Edited by

Faty-Myriam Mandou Ayiwouo et Aristide Bitouga

Université de Douala, Cameroun

Cinétismes, Hors-série n° 4, 30 septembre 2026.

CINÉTISMES, BP 3132, FLSH, FREF, ESSEC, Université de Douala, Douala, Cameroun

<https://www.revue-cinetismes.com/> | revuecinetismes@gmail.com

ISSN-L 2791-2973 | E-ISSN 2791-2981 | Indexée DOAJ: <https://doaj.org/toc/2791-2981> , diffusée sur OpenEdition

Licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0).

Les autrices et auteurs conservent leurs droits.

Administration | Executives of the Journal

Directeur de publication

Pr Assanvo Amoikon Dihye (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire)

Rédactrice-en-chef

Dr (CC) Mandou Ayiwouo Faty-Myriam (Université de Douala, Cameroun)

Comité technique et de rédaction

Pr Ghada Saber	Université d'Ain Shams, Le Caire, Égypte
Pr (HDR) Kharroubi Sihame	Université Ibn Khaldoun de Tiaret, Algérie
Dr (MC) Azérad Hugues	Magdalene College, University of Cambridge, UK
Dr (MC) Manifi Maxime	École normale supérieure de Yaoundé, Cameroun
Dr (MC) Mbarga François	Université de Yaoundé 1, Cameroun
Dr Dior Harouna	Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal
Dr Ngouloure Jean-Pierre	Université Lyon 3 / Toulouse, France
Dr (CC) Ngodji Léopold	Université de Yaoundé 1, Cameroun
Dr Oumarou El-Farouk Hamza	Université de Ngaoundéré, Cameroun
M. Bradley Reike	Université du Québec à Rimouski / UCAC

Comité scientifique

Pr Amabiamina Flora	Université de Douala, Cameroun
Pr Atenga Thomas	Université de Douala, Cameroun
Pr Boutisane Outhman	Université Moulay Ismail, Errachidia, Maroc
Pr Charles Forsdick	University of Cambridge, Royaume-Uni
Pr Diki-Kidiri Marcel	ACALAN, France
Pr Efoua Mbozo'o Samuel	Université de Douala, Cameroun
Pr Ewane Christiane Félicité	Université de Yaoundé 1, Cameroun

Pr Fandio Ndawouo Martine	Université de Buea, Cameroun
Pr Fotsing Mangoua Robert	Université de Dschang, Cameroun
Pr Gbaguidi Koffi Julien	Université d'Abomey-Calavi, Bénin
Pr Lemos Lindenber C.	Universidade Federal do Ceará, Brésil
Pr Loum Daouda	Université Cheikh Anta Diop, Sénégal
Pr Mondoue Roger	Université de Douala, Cameroun
Pr Monneret Philippe	Sorbonne Université, Paris, France
Pr Moupou Moise	Université de Yaoundé 1, Cameroun
Pr Mpoche Kizitus	Université de Douala, Cameroun
Pr Noumssi Gérard Marie	Université de Yaoundé 1, Cameroun
Pr Pali Tchaa	Université de Kara, Togo
Pr Tandia Mouaffou J.-J. R.	Université de Dschang, Cameroun
Pr Tonye Alphonse Joseph	Université de Yaoundé 1, Cameroun

Comité de lecture du numéro

La coordination remercie les évaluatrices et évaluateurs qui ont expertisé, en double aveugle, les contributions de ce hors-série.

Pr Chouarupouo Ndassa Moussa Kallil	Université de Douala, Cameroun
Pr Boutisane Outhman	Université Moulay Ismail, Errachidia, Maroc
Pr Alioune Sow	Université de Floride, États-Unis
Pr Emmanuel Ndour	Université du Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud
Pr Njoh Kome Ferdinand	Université de Douala, Cameroun
Pr Assanvo Amoikon Dihye	Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
Pr Hugues Azerad	Magdalene College, Université de Cambridge,

Dr Dior Harouna

Dr Njutapwoui Aboubakar Sidi

Dr Charles Sylvain Eloundou Mvondo

Pr Khadim Rassoul Thiam

Dr Aristide Bitouga

Dr Faty-Myriam Mandou Ayiwouo

Royaume-Uni

Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar,
Sénégal

Université de Maroua, Cameroun

Université de Dschang, Cameroun

Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal

Université de Douala, Cameroun

Université de Douala, Cameroun

CINETISMES



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Présentation du numéro | Foreword

La revue et le principe de cinétisme

Cinétismes est une revue scientifique pluridisciplinaire et internationale, éditée à l'Université de Douala et diffusée en accès libre. Elle promeut un regard transversal sur les phénomènes du langage (signe, texte, langue, mémoire), favorise le dialogue entre plusieurs générations de recherches et de chercheuses et chercheurs, et défend l'engagement de la recherche dans la société. Elle publie deux numéros par an, composés d'un dossier thématique et d'un dossier Varia, et accueille des hors-séries consacrés à des questions émergentes ou transversales.

Son nom renvoie à la notion de cinétisme telle que l'a élaborée Gustave Guillaume : la pensée ne saisit jamais un objet de manière statique, elle le construit dans un mouvement orienté, dont l'analyse peut intercepter les étapes. La revue fait de ce principe une ligne éditoriale. Elle s'intéresse aux savoirs en train de se faire, aux déplacements d'un champ à l'autre, et aux conditions concrètes dans lesquelles un texte devient, ou ne devient pas, un objet de lecture partagée. Ses comités scientifique, de rédaction et de lecture réunissent des membres de disciplines et d'institutions variées, en Afrique et ailleurs.

Le hors-série : publier sans être lu

Ce hors-série part d'un constat que beaucoup d'entre nous éprouvent sans toujours le formuler. Les enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs des universités africaines francophones publient avec une régularité croissante, sous la pression des dossiers de carrière et des injonctions à la productivité. Pourtant, leurs ouvrages restent souvent non lus, peu cités et rarement discutés par celles et ceux qui en sont les destinataires naturels : les pairs. Tout se passe ainsi comme s'il existait un écart entre la communauté qui produit le savoir et la communauté qui devrait le recevoir.

L'appel proposait de nommer cette seconde instance « communauté de réception », c'est-à-dire l'ensemble des actrices et acteurs, des dispositifs, des pratiques et des institutions qui participent à l'accueil, à la circulation, à la discussion et à la valorisation des productions scientifiques dans un champ académique donné. Les causes économiques de la non-réception sont réelles, mais elles ne suffisent pas à l'expliquer. Interviennent sans doute aussi l'absence de politiques de valorisation du livre local, la faible présence des productions endogènes dans les bibliothèques universitaires, et une hiérarchie intériorisée des savoirs qui fait préférer les références venues d'ailleurs. Le numérique, l'accès ouvert et les réseaux sociaux académiques modifient enfin les conditions de circulation des textes, sans garantir pour autant qu'ils soient lus.

Six axes structuraient l'appel : les théories et concepts de la réception (axe 1) ; l'économie, les institutions et la politique du livre scientifique (axe 2) ; la colonialité épistémique et les hiérarchies du savoir (axe 3) ; le numérique, l'accès ouvert et les nouvelles pratiques de réception (axe 4) ; l'éthique et la solidarité intellectuelle (axe 5) ; l'édition scientifique africaine, ses actrices, ses acteurs et ses enjeux de légitimation (axe 6). Les contributions réunies ici, présentées par ordre alphabétique des prénoms des autrices et auteurs, répondent à ces axes selon des angles disciplinaires différents : sciences de l'information et de la communication, science politique, analyse du discours, sociologie de l'éducation. La rubrique Varia, ouverte en permanence, accueille en outre quatre articles, qui relèvent de la communication pour le développement, de l'analyse des médias, des études cinématographiques et de la didactique des langues nationales.

Les contributions

1. Edouard Epiphane Yogo, *Sécuriser le livre pour le faire exister ? Essai de sécuritisation du savoir scientifique endogène en Afrique centrale*, aborde la non-réception par le biais de la théorie de la sécuritisation de l'École de Copenhague, complétée par Bigo. À partir d'un corpus de documents institutionnels (appels à contributions, chartes éditoriales, discours et rapports du CAMES et de l'AUF), l'auteur montre que le discours institutionnel sur le livre scientifique africain reste en deçà du seuil sécurisant, faute d'un objet référent stabilisé et d'un locuteur suffisamment autorisé. Il

discute ensuite la validité normative d'une sécuritisation réussie et plaide pour un usage stratégique et temporaire de ce geste.

2. Faty-Myriam Mandou Ayiwouo, *Séduire pour publier : analyse du discours des sollicitations de revues prédatrices auprès des enseignantes-chercheuses et des enseignants-chercheurs camerounais*, part d'un corpus de quarante-huit courriels de sollicitation adressés par des revues et maisons d'édition dites « prédatrices » à des enseignants-chercheurs camerounais et, plus largement, francophones africains, réunis grâce à une collecte collective auprès de collègues. L'analyse du discours y dégage six procédés rhétoriques récurrents et propose une cartographie des ancrages géographiques revendiqués ainsi qu'une typologie des bases de contact alléguées. L'article montre que ces sollicitations exploitent moins la crédulité des chercheurs que la fragilité d'un système d'évaluation où la métrique compte davantage que la lecture par les pairs.

3. Lionel Thierry Owona Essengue, *Le livre comme opérateur de lien en milieu scolaire rural camerounais : rareté documentaire, pratiques d'échange et espace symbolique d'interdépendance*, déplace la question de la réception vers le lycée rural. À partir d'une enquête mixte menée en 2020 au lycée de Mengong, dans le Sud du Cameroun, auprès de trente-neuf élèves et douze enseignants, l'auteur mobilise la dramaturgie de Goffman, la théorie du don de Mauss et l'approche systémique. Il montre que la rareté documentaire fait du livre un opérateur de socialisation et de reconnaissance, inscrit dans une économie symbolique structurée par un discours de la pauvreté. L'article relève de l'axe consacré à l'éthique et à la solidarité intellectuelle.

4. Olivier Ange-Yannick Moussavou Ndjimbit, *Accès ouvert et réception des savoirs sur l'IA éducative en Afrique : état des lieux à partir d'un corpus documentaire*, examine, à partir d'un corpus de quatorze documents directement liés à l'Afrique, la manière dont les travaux consacrés à l'intelligence artificielle en éducation circulent en accès ouvert. En croisant les travaux de Suber et de Willinsky, la Recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte et l'esthétique de la réception de Jauss et d'Iser, l'auteur propose une chaîne analytique à quatre maillons : production, accessibilité, visibilité et réception. Sa conclusion rejoint directement la question du numéro : la disponibilité numérique d'un texte ne suffit pas à en assurer la lecture.

5. Victorine Bertille Ngo Makoumag, *Les figures énonciatrices des discours publics sur l'agriculture au Cameroun : regards à partir de la problématique de la circulation des savoirs*, interroge la manière dont les savoirs agricoles circulent dans l'espace public camerounais. Par une démarche herméneutique appliquée à des discours présidentiels, à la SND30, aux cadres stratégiques de la FAO et du FIDA, à la presse spécialisée et à dix entretiens avec des responsables de coopératives et d'une ONG, l'autrice identifie quatre figures énonciatrices : l'État garant de l'intérêt général, les partenaires multilatéraux et leurs injonctions, les médias agricoles comme témoins, les organisations de producteurs comme voix polémiques et de plaidoyer.

Varia

6. Danielle Olive Mouasso Lotin, *Analyse interactionniste des titraillles à l'écran sur YouTube : écart et puissance communicationnelle dans les polémiques FECAFOOT-MINSEP*, étudie les titres affichés à l'écran des vidéos consacrées au conflit qui a opposé le ministère des Sports et de l'Éducation physique à la Fédération camerounaise de football entre avril 2024 et septembre 2025. À partir d'un corpus raisonné de huit vidéos et d'une grille qui mesure l'écart entre la promesse du titre et le contenu, l'autrice montre que la sur-promesse est devenue la règle sur les chaînes d'infodivertissement et que la titraille introduit souvent un référentiel politique absent des vidéos. Elle en fait le lieu où se joue la politisation du sport.

7. Demindoyee D. Kako-Kakudji, *La communication autonomisante ou démarche de rupture épistémologique*, propose un cadre conceptuel qui place la capacité des individus, des communautés et des peuples à définir leurs priorités au cœur de la communication pour le développement. En faisant dialoguer la critique décoloniale, la pédagogie de la conscientisation de Paulo Freire et les Community Media Studies, et en s'appuyant sur une enquête auprès de radios communautaires d'Afrique de l'Ouest, l'autrice articule cinq axes interdépendants, de l'éducation populaire à l'ouverture politico-économique décidée de manière souveraine. Elle présente sa proposition comme théorique et programmatique, et en précise les conditions de mise à l'épreuve.

8. Laurent Ghislain Togué Togué, Victor Ngu Cheo et Paul Animbom Ngong, *Subtitled film as a pedagogical tool for teaching Ghomálá': A mixed-methods study of pedagogical effectiveness*, évaluent l'usage d'un documentaire sous-titré pour l'enseignement du ghomálá', langue bantoue parlée dans l'Ouest du Cameroun. L'étude, menée auprès de 241 élèves de Bandjoun, combine un questionnaire, des entretiens et des groupes de discussion. Les apprenants jugent très majoritairement le film sous-titré utile et motivant pour l'apprentissage de la langue, mais l'étude s'interdit toute conclusion statistique, faute de mesure des acquis et de groupe témoin. Le film sous-titré y apparaît comme un complément de l'enseignement des langues nationales, non comme un substitut.

9. NGANG Romanus Ntseh, Tafor Kmchwang et Paul Animbom Ngong, *Recalibrating dark skin in cinema: A visual analysis of Elesin Oba: The King's Horseman by Biyi Bandele (2022)* interrogent les choix techniques qui conditionnent la visibilité des peaux foncées à l'écran. Leur analyse visuelle du film de Biyi Bandele, fondée sur la théorie formaliste et sur les approches critiques de la visibilité raciale, porte sur l'éclairage, l'exposition, l'étalonnage, le cadrage, les costumes et le maquillage. Elle montre qu'un éclairage diffus préserve les contours et les nuances du visage, tandis que le clair-obscur accentue la profondeur dramatique, et conclut que la juste présentation des peaux foncées dépend d'une coordination délibérée des choix esthétiques et techniques.

Ouverture

Pris ensemble, ces textes donnent à penser que la non-réception n'est pas un simple déficit de lecture. Elle tient à des dispositifs (bibliothèques, plateformes, revues), à des discours institutionnels, à des hiérarchies de légitimité et à des économies symboliques qui se renforcent les uns les autres. Ils esquissent aussi des leviers : lire, citer et discuter les travaux des pairs, organiser l'accès ouvert pour qu'il débouche sur une lecture effective, protéger les chercheuses et chercheurs contre les circuits de publication qui imitent l'évaluation sans la pratiquer. Aucun article du dossier ne relève à titre principal des axes 2 et 6, consacrés à l'économie et à la politique du livre

scientifique, et à l'édition scientifique africaine ; ces questions, qui traversent pourtant plusieurs contributions, mériteraient un prolongement.

Prochain appel et appel permanent Varia

Le prochain numéro thématique de *Cinétismes*, prévu pour février 2027, portera sur « Langage, intelligence artificielle et médiations numériques : discours, pratiques et enjeux de légitimité scientifique en Afrique ». Les articles complets sont attendus au plus tard le 30 janvier 2027. L'appel complet est reproduit, en français et en anglais, à la fin du présent volume. La rubrique Varia reste ouverte en permanence : les propositions peuvent être adressées à tout moment à revuecinetismes@gmail.com, selon le protocole de rédaction reproduit en fin de volume.

Les coordonnateurs

Faty-Myriam Mandou Ayiwouo et Aristide Bitouga

Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Sommaire | Contents

Dossier thématique Thematic section.....	13
Edouard Epiphane Yogo, <i>Sécuriser le livre pour le faire exister ? Essai de sécuritisation du savoir scientifique endogène en Afrique centrale.....</i>	<i>14</i>
Faty-Myriam Mandou Ayiwouo, <i>Séduire pour publier : analyse du discours des sollicitations de revues prédatrices auprès des enseignantes-chercheuses et des enseignants-chercheurs camerounais.....</i>	<i>36</i>
Lionel Thierry Owona Essengue, <i>Le livre comme opérateur de lien en milieu scolaire rural camerounais : rareté documentaire, pratiques d'échange et espace symbolique d'interdépendance.....</i>	<i>68</i>
Olivier Ange-Yannick Moussavou Ndjimbit, <i>Accès ouvert et réception des savoirs sur l'IA éducative en Afrique : état des lieux à partir d'un corpus documentaire.....</i>	<i>87</i>
Victorine Bertille Ngo Makoumag, <i>Les figures énonciatrices des discours publics sur l'agriculture au Cameroun : regards à partir de la problématique de la circulation des savoirs.....</i>	<i>106</i>
Varia Varia section.....	131
Danielle Olive Mouasso Lotin, <i>Analyse interactionniste des titraillles à l'écran sur YouTube : écart et puissance communicationnelle dans les polémiques FECAFOOT-MINSEP.....</i>	<i>132</i>
Demindoyee D. Kako-Kakudji, <i>La communication autonomisante ou démarche de rupture épistémologique.....</i>	<i>154</i>
Laurent Ghislain Togué Togué, Victor Ngu Cheo et Paul Animbom Ngong, <i>Subtitled film as a pedagogical tool for teaching Ghomálá': A mixed-methods study of pedagogical effectiveness.</i>	<i>179</i>
NGANG Romanus Ntseh, Tafor Kmchwang et Paul Animbom Ngong, <i>Recalibrating dark skin in cinema: A visual analysis of Elesin Oba: The King's Horseman by Biyi Bandele (2022).....</i>	<i>202</i>
Notices biographiques Contributors.....	224
Prochain appel Next call.....	227
Protocole de rédaction Guidelines.....	238
Déjà parus Published.....	242
Annexe. Métadonnées OpenEdition.....	243

Dossier thématique

Thematic section

Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Sécuriser le livre pour le faire exister ? Essai de sécuritisation du savoir scientifique endogène en Afrique centrale

Securing the book to make it exist? An essay on the securitization of endogenous scientific knowledge in Central Africa

Edouard Epiphane YOGO¹

Pour citer cet article : Yogo, E. E. (2026). Sécuriser le livre pour le faire exister ? Essai de sécuritisation du savoir scientifique endogène en Afrique centrale. *Cinétismes*, Hors-série 4, pp. 14-35. Licence CC BY 4.0.

CINETISMES



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

¹ Édouard Épiphané Yogo est politologue, chargé de cours en science politique à l'Université de Yaoundé II-Soa et chercheur au Centre de Recherche d'Études Politiques et Stratégiques (CREPS). Il enseigne également à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) et à l'École Supérieure Internationale de Guerre (ESIG). Directeur exécutif et chercheur principal du Bureau des Études Stratégiques (BESTRAT), rédacteur associé de la revue NEXUS, il travaille sur la sécurité, la défense et la géopolitique en Afrique centrale et dans le bassin du lac Tchad, notamment sur la fragilité étatique, la contre-insurrection et la résilience communautaire. Contact : edouardyogo@yahoo.fr ; ORCID 0009-0000-4563-4726.

Résumé

La production éditoriale scientifique des universités francophones d'Afrique centrale semble connaître, depuis une décennie, une croissance quantitative. Cette croissance ne s'accompagnerait cependant d'aucune dynamique symétrique de réception : selon la littérature et le discours institutionnel analysé ici, les ouvrages circuleraient peu, seraient faiblement cités par les pairs du continent et resteraient absents des politiques documentaires des bibliothèques universitaires. La littérature existante explique ce paradoxe par des facteurs matériels ou par des mécanismes culturels de dépréciation qui prolongent la colonialité du savoir décrite par Mudimbe (1988) et Hountondji (1977). Aucun travail n'a toutefois interrogé le régime discursif dans lequel cette non-réception est énoncée par ses propres acteurs institutionnels. À partir d'un corpus de documents institutionnels (appels à contribution, chartes éditoriales, discours et rapports du CAMES et de l'AUF) et mobilisant la grammaire de la sécuritisation de l'École de Copenhague (Buzan, Wæver et de Wilde, 1998), complétée par Bigo (2002), cet article montre que le discours institutionnel sur le livre scientifique africain reste bloqué en amont du seuil sécurisant, faute d'un objet référent stabilisé et d'un locuteur suffisamment autorisé. Il simule ensuite les effets d'une sécuritisation réussie, en discute la validité normative, et plaide pour un usage stratégique et temporaire du geste sécurisant au service d'une désécuritisation ultérieure.

Mots-clés : sécuritisation ; communauté de réception ; colonialité épistémique ; souveraineté cognitive ; Afrique centrale

Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Abstract

Scientific book publishing in Francophone Central African universities appears to have grown quantitatively over the past decade. This growth would not be matched, according to the literature and the institutional discourse examined here, by any symmetrical dynamic of reception: books reportedly circulate little, are seldom cited by continental peers, and remain largely absent from university library acquisition policies. Existing scholarship explains this paradox through material factors or through cultural mechanisms of devaluation that extend the epistemic coloniality described by Mudimbe (1988) and Hountondji (1977). No study has yet examined the discursive regime within which this non-reception is articulated by its own institutional actors. Drawing on a corpus of institutional documents (calls for papers, editorial charters, speeches and reports issued by CAMES and AUF) and on the securitization grammar of the Copenhagen School (Buzan, Wæver, and de Wilde, 1998), complemented by Bigo's (2002) sociology of professional security fields, this article shows that institutional discourse on the African scientific book remains blocked upstream of the securitizing threshold, for want of a stabilized referent object and a sufficiently authorized speech actor. It then simulates the effects of a successful securitization, discusses its normative validity, and argues for a strategic and temporary use of the securitizing move in the service of a subsequent desecuritization.

Keywords: securitization; reception community; epistemic coloniality; cognitive sovereignty; Central Africa

Introduction

Depuis le tournant des années 2010, la production de livres scientifiques dans les universités francophones d'Afrique centrale semble avoir fortement augmenté, sous l'effet conjugué des exigences de publication dans l'évaluation des carrières et de la multiplication des structures d'édition universitaire et d'autopublication numérique. Cette croissance ne s'accompagnerait pourtant d'aucune dynamique symétrique de réception ; selon le diagnostic que dresse la littérature existante, les ouvrages circuleraient peu au-delà du cercle des collègues immédiats, seraient rarement cités par les pairs du continent, qui leur préfèrent souvent des références produites en Europe ou en Amérique du Nord, et resteraient largement absents des politiques d'acquisition des bibliothèques universitaires, un constat que cet article reprend de la littérature et du discours

institutionnel plutôt qu'il ne l'établit par une enquête bibliométrique ou documentaire propre. C'est ce découplage entre production et réception que ce hors-série de la revue *Cinétismes* invite à interroger.

Deux traditions l'ont déjà éclairé, sans toutefois l'épuiser. La sociologie des champs et les théories de la réception analysent la lecture comme un acte social situé (Jauss, 1978 ; Iser, 1985 Bourdieu, 1992 ; Wenger, 1998), chacune à partir d'un ancrage théorique distinct. La pensée décoloniale montre, de son côté, comment une hiérarchie intériorisée des savoirs dévalorise les productions endogènes au profit de références venues d'ailleurs (Hountondji, 1977 ; Mudimbe, 1988 ; Mignolo, 2000). Aucune de ces deux traditions ne s'interroge cependant sur le régime discursif dans lequel les acteurs institutionnels énoncent eux-mêmes ce problème. Or ce régime demeure celui de la politique ordinaire, alors que d'autres enjeux régionaux, telle la criminalité organisée (ONUDC, 2011), sont traités sur le mode de l'urgence et des mesures d'exception.

D'où la question qui guide cet article : pourquoi un phénomène parfois présenté comme une menace pour la souveraineté cognitive du continent ne franchit-il jamais le seuil de la sécuritisation ? Et, si ce seuil était franchi, la sécuritisation du savoir endogène serait-elle une émancipation épistémique ou une nouvelle forme de clôture ? Nous faisons l'hypothèse que le discours institutionnel mobilise déjà certains marqueurs sécuritaires, mais que l'absence conjointe d'un objet référent stabilisé et d'un locuteur suffisamment autorisé, dans un espace saturé de menaces concurrentes, le maintient en deçà du seuil. Nous soutenons par ailleurs qu'une sécuritisation réussie ne serait défendable que comme un geste temporaire, ouvrant sur une désécuritisation, faute de quoi elle risquerait de reproduire les hiérarchies qu'elle prétendrait corriger.

Le cadre théorique est celui de l'École de Copenhague, pour qui un enjeu devient une question de sécurité par la réussite d'un acte de langage qui légitime des mesures d'exception (Buzan, Wæver et de Wilde, 1998), situé ici dans le secteur sociétal de l'identité collective et complété par la sociologie des professionnels de la sécurité de Bigo (2002), qui permet d'interroger les institutions scientifiques comme des acteurs susceptibles de participer à la définition des menaces. L'étude

adopte une démarche qualitative d'analyse discursive à partir d'un ensemble de documents institutionnels et éditoriaux relatifs à la production, à la diffusion et à la réception du livre scientifique en Afrique centrale francophone, notamment des appels à contribution, des chartes éditoriales ainsi que des discours et rapports institutionnels. Ces matériaux sont mobilisés de manière exploratoire afin d'identifier les registres lexicaux de la crise, de la menace, de l'urgence et de la vulnérabilité. L'analyse porte sur le livre scientifique dans l'espace francophone de la CEMAC et de la CEEAC et ne prétend pas mesurer les pratiques effectives de citation ou de réception. La première partie établit que ce discours reste bloqué en amont du seuil sécurisant (1). La seconde simule les effets d'une sécurisation réussie, en discute la validité normative et ouvre sur l'horizon de la désécurisation (2).

1. Le discours institutionnel sur le livre scientifique africain : une sécurisation inachevée

Le diagnostic porté par cette première partie est celui d'un blocage. Le discours institutionnel produit sur le livre scientifique en Afrique centrale francophone, en dépit d'une rhétorique parfois alarmiste, ne franchit jamais le seuil qu'impose la grammaire de la sécurisation. La première raison de ce blocage (1.1) tient à la nature du vocabulaire mobilisé par les acteurs institutionnels, un vocabulaire de la menace qui reste dispersé entre plusieurs registres concurrents sans jamais se stabiliser autour d'un objet référent unique. La seconde (1.2) tient aux conditions sociales de production de ce discours, marquées à la fois par la concurrence d'objets référents rivaux déjà institutionnalisés et par l'absence d'un locuteur suffisamment autorisé pour porter un discours unifié. Ces deux raisons, loin de s'exclure, agissent de façon conjointe.

1.1. Les marqueurs sécuritaires latents dans le discours existant

Le vocabulaire employé par les acteurs institutionnels pour décrire la crise de la réception du livre scientifique africain fait l'objet, dans cette sous-partie, d'un examen attentif de sa texture même. Un premier temps (1.1.1) établit que ce vocabulaire emprunte déjà, de façon récurrente, au registre de la menace, de l'urgence et de la survie, satisfaisant ainsi partiellement aux conditions

internes de l'acte sécurisant identifiées par l'École de Copenhague. Un second temps (1.1.2) montre que ce vocabulaire demeure néanmoins dispersé entre trois registres non hiérarchisés, économique, culturel et patrimonial, dont la coexistence produit un brouillage empêchant la stabilisation de l'objet référent que tout acte de langage sécurisant réussi exige. Cette dispersion est enfin relue à travers la sociologie des échanges de Marcel Mauss, comme la rupture d'un cycle d'obligations réciproques entre production et réception du savoir.

1.1.1. L'identification d'un vocabulaire de la menace, de l'urgence et de la survie

L'examen du corpus retenu fait apparaître une présence récurrente d'un vocabulaire que la grammaire sécuritaire classique reconnaîtrait sans peine. Les formulations qui qualifient la situation du livre scientifique africain de « crise silencieuse », de « fracture » entre communauté de production et communauté de réception, ou encore de manifestation d'une « colonialité » persistante des structures du savoir, apparaissent de façon récurrente dans les appels à contribution et chartes éditoriales dépouillés ainsi que dans les discours et rapports du CAMES et de l'AUF. Ces formulations empruntent très directement au registre de l'urgence existentielle plutôt qu'à celui de la gestion incrémentale d'un problème ordinaire. Ce constat rejoint, sur un plan plus général, l'analyse que Berger et Luckmann (1966) proposent de la construction sociale de la réalité : la communauté de réception, catégorie analytique désignant ici, non un groupe sociologique aux contours stables, mais l'ensemble discursivement présupposé des lecteurs, citateurs et institutions susceptibles de faire vivre un texte après sa parution, loin d'être une donnée objective préexistante, se constitue discursivement comme une réalité socialement instituée, dont l'existence même dépend de la capacité des acteurs à s'accorder sur un vocabulaire commun pour la désigner. Or ce vocabulaire, en l'espèce, oscille sans jamais se stabiliser entre plusieurs registres qui ne convergent pas vers un objet référent unique.

1.1.2. La dispersion entre plusieurs registres concurrents et non hiérarchisés

Trois registres concurrents peuvent ainsi être distingués dans le corpus étudié. Le premier est un registre économique, qui insiste sur la fragilité des circuits de diffusion, l'absence de subventions

institutionnelles régulières et la nécessité de modèles éditoriaux alternatifs tels que le modèle auteur-payeur (Article Processing Charges), présenté par certaines revues comme la seule voie de soutenabilité financière disponible en l'absence de financement structurel. Le deuxième est un registre culturel et décolonial, qui met l'accent sur l'intériorisation d'une hiérarchie du savoir dévalorisant les références produites localement, en écho direct aux analyses classiques de Mudimbe (1988) sur l'invention discursive de l'Afrique comme objet de savoir extérieur à elle-même, et de Hountondji (1977) sur la critique de l'ethnophilosophie comme symptôme d'une extraversion intellectuelle plus large. Le troisième, enfin, est un registre patrimonial, qui insiste sur la nécessité de préserver une mémoire académique institutionnelle menacée de disparition faute d'archivage numérique et de politiques documentaires adéquates. Chacun de ces trois registres, pris isolément, pourrait fournir la matière d'un acte de langage sécurisant efficace ; leur coexistence non hiérarchisée, en revanche, produit un brouillage qui empêche la stabilisation d'un objet référent unique, condition pourtant nécessaire, dans la grammaire de Buzan *et al.* (1998), au franchissement du seuil sécurisant.

Le registre économique mérite, à cet égard, une attention particulière par contraste avec un objet voisin que la littérature a, elle, largement saisi comme enjeu de gouvernance régionale : les économies frontalières d'Afrique centrale. Karine Bennafla (2002) a montré, dans son étude désormais classique du commerce frontalier entre le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine et le Nigeria, que ces circulations marchandes informelles, longtemps ignorées des politiques publiques, ont fini par être saisies par les États et les organisations régionales comme un enjeu de gouvernance à part entière, donnant lieu à des dispositifs de régulation et de taxation. Rien de comparable ne s'observe s'agissant de l'économie du livre scientifique : alors que la fragilité des circuits de diffusion est identifiée par les acteurs eux-mêmes comme un facteur central de la crise, aucune institution régionale équivalente à celles qui encadrent aujourd'hui le commerce frontalier n'a émergé pour en assurer la régulation. Le registre économique du discours institutionnel sur le livre reste ainsi un registre de plainte plutôt qu'un registre de gouvernance, ce qui confirme, par contraste, l'analyse de Bennafla selon laquelle c'est la capacité d'un phénomène à être saisi par un

appareil de régulation qui atteste, en dernière instance, de sa reconnaissance institutionnelle comme problème légitime d'action publique.

Cette dispersion discursive peut être utilement éclairée par le détour qu'offre la sociologie des échanges de Marcel Mauss (1925). Mauss a montré que le don, dans les sociétés qu'il a étudiées, constitue un fait social total qui engage simultanément des dimensions économiques, juridiques, morales et religieuses, et qui repose sur un cycle de trois obligations indissociables : donner, recevoir et rendre. Or la publication scientifique, envisagée sous cet angle, peut elle-même être lue comme un fait social total structuré par un cycle analogue : l'auteur donne son texte à la communauté savante, celle-ci est censée le recevoir par la lecture, et rendre par la citation, la discussion critique ou la mobilisation dans ses propres travaux. Le paradoxe camerounais, tchadien ou centrafricain documenté par ce hors-série peut alors se relire comme une rupture du cycle maussien à son deuxième maillon : le don est bien offert, mais la réception fait défaut, ce qui interdit mécaniquement le troisième temps du rendu citationnel. Cette lecture, qui semble peu mobilisée dans la littérature consultée sur la réception du livre scientifique africain, permet de comprendre pourquoi le sentiment d'un manquement moral, plus que d'une simple défaillance logistique, traverse en filigrane le vocabulaire institutionnel étudié : ce qui est en jeu, au fond, n'est pas seulement un problème de diffusion, mais une atteinte à un système d'obligations réciproques constitutif du lien social savant lui-même.

1.2. Les raisons structurelles de l'échec du franchissement du seuil sécurisant

Si les marqueurs sécuritaires existent, pourquoi ne convergent-ils jamais vers un acte de langage sécurisant réussi ? Deux raisons structurelles, conjointes plutôt que concurrentes, répondent à cette question. D'une part (1.2.1), le livre scientifique africain doit affronter, dans l'espace institutionnel régional, la concurrence d'objets référents rivaux déjà pleinement sécurisés, criminalité transfrontalière, banditisme, qui captent en priorité l'attention des bailleurs et des institutions. D'autre part (1.2.2), cette concurrence se double d'une fragmentation persistante entre les acteurs susceptibles de porter un discours unifié, revues, académies, ministères et *think tanks* évoluant en

ordre dispersé, sans instance dotée de l'autorité nécessaire pour imposer une définition commune de la menace.

1.2.1. La concurrence entre objets référents rivaux dans l'espace public institutionnel

La première raison tient à la concurrence d'objets référents rivaux dans l'espace public institutionnel africain. La grammaire sécuritaire de Buzan *et al.* (1998) insiste sur le fait qu'un acte de langage sécurisant ne réussit que s'il parvient à convaincre un public de l'urgence existentielle de l'objet référent qu'il désigne, ce qui suppose une forme de rareté relative de l'attention publique disponible. Or l'espace institutionnel d'Afrique centrale apparaît structurellement saturé par des objets référents concurrents dont le caractère sécuritaire est, lui, pleinement stabilisé et institutionnalisé. L'évaluation des menaces liées à la criminalité organisée dans la sous-région, telle que documentée par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime dans son rapport consacré à l'Afrique centrale (ONUDD, 2011), mobilise un appareil de coopération interétatique, de financement d'urgence et de coordination sécuritaire dont l'ampleur donne la pleine mesure de ce que produit un objet référent sécuritaire pleinement stabilisé.

De même, les phénomènes de banditisme transfrontalier documentés dans le bassin conventionnel du lac Tchad par Saïbou Issa (2010), dont les travaux ont montré comment la porosité des frontières camerouno-tchadiennes alimente des économies de prédation qui échappent largement au contrôle étatique, ou les dynamiques d'insécurité frontalière analysées par Cyril Musila (2009) dans sa lecture géopolitique du Kivu comme charnière entre bassins atlantique et indien, bénéficient d'un régime discursif et institutionnel sécuritaire pleinement constitué, avec ses propres commissions, ses propres rapports d'évaluation et ses propres instruments de financement d'urgence. Le livre scientifique, dans cette économie de l'attention institutionnelle, ne pèse vraisemblablement pas assez lourd pour capter un public déjà mobilisé par des menaces à la fois plus visibles et plus anciennement institutionnalisées.

Cette asymétrie dans la répartition de l'attention institutionnelle trouve un éclairage complémentaire, par analogie, dans le constat que Paul Collier et Anke Hoeffler (2004) établissent à

propos des conflits armés : la probabilité qu'un enjeu mobilise l'attention et les ressources institutionnelles tient moins à sa gravité intrinsèque qu'à la configuration des opportunités, matérielles et symboliques, qu'il offre aux acteurs susceptibles de s'en saisir. Transposée au cas présent, cette logique éclaire pourquoi un objet référent devient sécurisable en fonction des opportunités institutionnelles qu'il ouvre plutôt que de sa seule gravité, opportunités que le livre scientifique n'offre pas encore au même degré que la criminalité organisée. Marielle Debos (2016), dans son analyse des carrières combattantes au Tchad, montre par ailleurs que le métier des armes y est devenu une véritable modalité d'insertion sociale et professionnelle, dotée d'une stabilité institutionnelle que ne connaît pas, en comparaison, l'investissement dans la production éditoriale scientifique. La comparaison n'est pas anodine : elle indique que ce n'est pas seulement la gravité intrinsèque d'un phénomène qui détermine son degré de sécurisation, mais la configuration des incitations institutionnelles dans laquelle il s'inscrit, configuration structurellement défavorable à un objet référent aussi peu immédiatement rentable, en termes d'image institutionnelle, que la crise de la réception du livre scientifique.

Cette concurrence des objets référents peut être éclairée par la notion d'extraversion que Jean-François Bayart (2000) a proposée pour décrire la stratégie par laquelle les élites politiques africaines mobilisent leurs relations avec l'extérieur comme ressource de pouvoir interne. Transposée au champ académique, cette notion permet de comprendre pourquoi les mêmes acteurs institutionnels qui pourraient porter un discours sécurisant sur le livre endogène ont, structurellement, davantage à gagner symboliquement et matériellement à mobiliser leur attention et leurs ressources sur des objets référents déjà validés par les bailleurs extracontinentaux, sécurité, migration, changement climatique, que sur un objet référent dont la validation resterait à construire de toutes pièces. L'extraversion, en ce sens, ne joue pas seulement au niveau des pratiques de citation individuelles, comme le suggère la littérature décoloniale ; elle structure également, à un niveau plus englobant, les priorités discursives des institutions elles-mêmes.

1.2.2. L'absence d'un locuteur sécuritisant suffisamment autorisé et univoque

La seconde raison structurelle tient à l'absence d'un locuteur sécuritisant suffisamment autorisé et univoque. La grammaire sécuritaire suppose, pour réussir, qu'un acteur socialement reconnu comme légitime pour parler au nom de l'objet référent menacé parvienne à s'imposer face à des interlocuteurs concurrents. Or le champ de l'édition scientifique en Afrique centrale francophone se caractérise par une fragmentation institutionnelle prononcée : les revues scientifiques, les académies nationales, les ministères en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, les associations professionnelles et les *think tanks* stratégiques évoluent en ordre dispersé, sans instance de coordination dotée d'une autorité suffisante pour porter un discours unifié. Cette fragmentation peut être éclairée par transposition du prisme des champs professionnels de sécurité que développe Bigo (2002) : Bigo montre, pour les professionnels de la sécurité, que les acteurs en concurrence pour définir une menace ne se contentent pas d'énoncer un discours, mais cherchent simultanément à capter les ressources symboliques et matérielles associées à cette définition ; transposée au champ éditorial scientifique, cette lecture suggère que les mêmes logiques s'y retrouvent, reconnaissance internationale, financements de coopération, positions d'autorité dans les instances de gouvernance scientifique régionale. Cette concurrence entre entrepreneurs de la définition empêche, en l'état actuel des choses, l'émergence d'un locuteur sécuritisant unique et reconnu, condition pourtant indispensable au franchissement du seuil sécuritisant selon la grammaire de Wæver (1995).

Cette fragmentation institutionnelle peut également être éclairée, par transposition théorique plutôt que par application directe, de la notion d'institutions du clair-obscur (twilight institutions) que Christian Lund (2006) a développée pour décrire les situations où l'autorité publique locale en Afrique se répartit entre une pluralité d'instances aux statuts hybrides, ni pleinement étatiques ni pleinement informelles, qui se disputent la capacité à faire autorité sur un même domaine sans qu'aucune ne l'emporte durablement. Transposée, par analogie, du local vers des organisations régionales et interétatiques, cette grille suggère que l'écosystème éditorial scientifique d'Afrique centrale présente une configuration structurellement comparable : revues, académies, ministères et *think tanks* fonctionneraient moins comme les rouages coordonnés d'une politique scientifique

unifiée que comme des instances en clair-obscur, dont l'autorité respective sur la définition de ce qui constitue une crise du livre scientifique demeure disputée et jamais tranchée.

Cette fragmentation institutionnelle n'est pas qu'un constat externe : elle semble se vérifier dans l'expérience concrète des centres de recherche régionaux sur la sécurité et la géopolitique en Afrique centrale, qui doivent chercher à faire reconnaître leurs productions à la fois par les instances académiques universitaires classiques, par les cercles de la politique de défense et de sécurité régionale, et par les réseaux internationaux de coopération sur les questions de paix et de sécurité, sans qu'aucune de ces trois sphères ne reconnaisse pleinement à elle seule l'autorité de leurs travaux. Cette navigation concrète entre des instances de légitimation concurrentes, dont aucune ne suffit isolément à garantir la réception effective d'une production scientifique endogène, corrobore le diagnostic théorique proposé ici : la fragmentation des locuteurs susceptibles de porter un discours de valorisation du savoir endogène ne relève pas d'une simple observation externe, mais d'une réalité vécue par les acteurs mêmes qui cherchent, depuis l'intérieur du champ, à faire exister leurs productions face à des publics institutionnels dont les critères de reconnaissance demeurent non harmonisés.

2. Simuler et évaluer une sécuritisation réussie du savoir endogène

Un changement de registre s'opère dans cette seconde partie, du diagnostic vers l'exercice prospectif et normatif. En supposant, à des fins heuristiques, que les deux obstacles identifiés dans la première partie, objet référent non stabilisé et locuteur non autorisé, viennent à être levés, il devient possible d'interroger ce que produirait une sécuritisation réussie. Une première sous-partie (2.1) modélise les mesures d'exception qu'un tel franchissement rendrait plausibles et en évalue la faisabilité politique et institutionnelle. Une seconde (2.2) en examine les risques normatifs, avant d'ouvrir sur l'horizon d'une désécuritisation stratégique, seule issue compatible avec les hypothèses posées en introduction.

2.1. Les mesures d'exception qu'une sécuritisation réussie produirait

Trois types de mesures peuvent être modélisés, par analogie avec des dispositifs observés dans d'autres secteurs sécuritisés de l'action publique régionale, pour anticiper ce qu'une sécuritisation réussie du livre scientifique endogène pourrait produire : des quotas de citation endogène, un fonds souverain de soutien au livre, et des clauses de préférence continentale dans les comités de lecture. Leur plausibilité politique et institutionnelle est ensuite mise à l'épreuve des rapports de force actuels entre académies, bailleurs internationaux et instances régionales, ainsi que des contraintes budgétaires réelles que connaissent la plupart des États de la sous-région, contraintes qui rendent peu probable, à court terme, la constitution d'un dispositif de soutien doté de moyens substantiels et pérennes.

2.1.1. La modélisation des mesures dérogatoires plausibles

À titre strictement prospectif, trois types de mesures peuvent être envisagés, par analogie avec des dispositifs observés dans d'autres secteurs sécuritisés de l'action publique régionale, sans qu'aucun de ces trois dispositifs n'existe, à notre connaissance, sous une forme déjà constituée. Le premier consisterait en des quotas de citation endogène intégrés aux procédures d'évaluation de carrière des enseignants-chercheurs, sur le modèle hypothétique de mécanismes de discrimination positive documentaire que des politiques scientifiques régionales pourraient envisager de développer. Le deuxième prendrait la forme d'un fonds souverain de soutien au livre scientifique, financé par une taxation ciblée ou par une réallocation de ressources existantes ; l'analogie avec les mécanismes de financement d'urgence que mobilisent, dans le registre sécuritaire classique, des instances régionales telle la Commission du Bassin du Lac Tchad demeure, à ce stade, une hypothèse de travail plutôt qu'un fait documenté. Le troisième consisterait en des clauses de préférence continentale explicitement intégrées aux comités de lecture des revues scientifiques, imposant une proportion minimale de références bibliographiques produites sur le continent ; cette mesure, qui porte sur les revues alors que le corpus de cette étude s'en tient délibérément au livre, relèverait non d'une extension du corpus empirique mais d'un mécanisme de gouvernance éditoriale distinct, susceptible d'accompagner, sans s'y substituer, la sécuritisation du livre scientifique.

2.1.2. L'évaluation de la plausibilité politique et institutionnelle de ces mesures

L'évaluation de la plausibilité politique et institutionnelle de ces mesures doit toutefois tenir compte des rapports de force actuels entre académies nationales, bailleurs internationaux et instances régionales de coordination scientifique. James Ferguson (1994), dans son analyse classique du développement comme « machine anti-politique » au Lesotho, a montré que les dispositifs technocratiques conçus pour résoudre un problème structurel tendent systématiquement à dépolitiser ce problème en le traduisant en catégories administratives gérables, au prix d'un déplacement de la question politique de fond que ces dispositifs prétendent résoudre. La transposition de cette analyse au cas présent invite à la prudence : un fonds souverain du livre scientifique, présenté comme solution technique à la crise de la réception, risquerait fort de reproduire ce mouvement de dépolitisation, en déplaçant la question de la hiérarchie épistémique vers une simple question de gestion financière et administrative, sans jamais affronter les mécanismes profonds d'intériorisation de la dévalorisation décrits par Hountondji (1977) et Mignolo (2000).

Cette prudence se trouve renforcée par la situation budgétaire des États de la sous-région. Le Cameroun se classe au 151^e rang du Rapport sur le développement humain 2023-2024 du PNUD, et le Tchad parmi les derniers pays du classement ; cet indicateur, sans mesurer directement la capacité budgétaire des États, dessine un contexte de forte contrainte sur les finances publiques dont la plupart des États de la CEMAC, à des degrés divers, ne sont pas exempts. Cette contrainte rend hautement improbable, à court et moyen terme, la constitution d'un fonds souverain du livre scientifique doté de moyens financiers substantiels et pérennes, sauf à ce qu'il soit rattaché à des mécanismes de financement extracontinentaux, Agence universitaire de la Francophonie, coopération bilatérale, fondations privées, dont la dépendance reproduirait alors, de manière presque ironique, la logique même d'extraversion (Bayart, 2000) que la sécuritisation du savoir endogène prétendrait précisément combattre. Cette tension, propre à toute politique de rupture financée depuis l'extérieur du système qu'elle entend transformer, constitue une limite structurelle que toute évaluation sérieuse de la plausibilité institutionnelle des mesures envisagées se doit d'intégrer.

2.2. Les risques normatifs d'une sécuritisation réussie et l'horizon de la désécuritisation

Un examen normatif clôt la démonstration en soumettant la sécuritisation simulée à l'épreuve de ses propres effets. À l'aide d'Agamben, de Mbembe et de Scott, un premier temps (2.2.1) établit que les mesures d'exception envisagées risquent de se sédimenter en régime permanent et de reproduire, sous une forme inversée, les hiérarchies qu'elles prétendraient corriger. Un second temps (2.2.2) propose une issue à cette impasse en s'appuyant sur la théorie wævérienne de la désécuritisation, après avoir explicitement reformulé l'hypothèse d'une communauté de réception de l'ombre comme piste de recherche plutôt que comme résultat établi.

2.2.1. Le risque de reproduction inversée des hiérarchies épistémiques

Cette réserve méthodologique en appelle une seconde, de nature plus directement normative. Giorgio Agamben (1998, 2005) a montré que l'état d'exception, loin de constituer une simple suspension temporaire et circonscrite du droit ordinaire, tend structurellement à devenir le paradigme de gouvernement dominant des sociétés contemporaines, brouillant durablement la frontière entre la règle et son exception. Transposée au champ académique, cette analyse invite à interroger la réversibilité réelle des mesures d'exception qu'une sécuritisation réussie du livre scientifique produirait : rien ne garantit que des quotas de citation endogène ou des clauses de préférence continentale, une fois institués au nom de l'urgence existentielle de la souveraineté cognitive, demeurerait des dispositifs transitoires plutôt que de se sédimenter en un nouveau régime permanent de gouvernance du champ académique, potentiellement tout aussi excluant que celui qu'ils prétendraient corriger.

Ce risque de reproduction inversée des hiérarchies épistémiques peut être précisé à l'aide des travaux d'Achille Mbembe (2001) sur la postcolonie, qui a montré comment les dispositifs de pouvoir africains contemporains tendent à reconduire, sous des formes renouvelées, les logiques de hiérarchisation et d'exclusion héritées de la période coloniale, y compris lorsque ces dispositifs se réclament explicitement d'un projet de rupture décoloniale. Une politique de quotas de citation qui hiérarchiserait mécaniquement les références en fonction de leur origine géographique, plutôt que de leur pertinence scientifique, courrait ainsi le risque de substituer une clôture géographique à une

clôture hiérarchique, sans nécessairement garantir une amélioration substantielle de la qualité du débat scientifique qu'elle prétendrait protéger. James Scott (1998), dans sa critique des grands schémas de simplification étatique (*high-modernist schemes*), a par ailleurs montré que les dispositifs administratifs conçus depuis le sommet d'un appareil d'État pour réorganiser des pratiques sociales complexes échouent fréquemment à saisir la richesse et la légitimité des pratiques informelles préexistantes ; appliquée au cas présent, cette mise en garde invite à ne pas sous-estimer la vitalité possible de pratiques informelles de circulation du savoir dans les groupes de discussion académiques en ligne et les réseaux sociaux savants, pratiques que Scott (1985) qualifierait, dans un autre registre, d'« armes des faibles » : des formes de résistance et de contournement discrètes que des acteurs subalternes du champ académique pourraient développer pour faire circuler leurs propres références en dépit de l'absence de dispositifs institutionnels formels, une hypothèse que la présente étude n'a pas les moyens empiriques d'établir mais qu'elle propose comme piste pour des recherches ultérieures.

Le risque d'une reproduction, par la sécuritisation elle-même, des hiérarchies qu'elle prétendrait combattre trouve un éclairage supplémentaire dans les travaux que Claude Abé (2011) a consacrés aux rapports inégalitaires entre Pygmées et Bantous dans le sud du Cameroun. Abé y montre comment des dispositifs institutionnels conçus pour corriger une discrimination scolaire structurelle peuvent, faute d'une attention suffisante aux mécanismes concrets de leur mise en œuvre, reconduire ou même redoubler les inégalités qu'ils visaient à corriger, dès lors que les catégories mobilisées pour définir les bénéficiaires de la mesure correctrice restent elles-mêmes prisonnières des hiérarchies sociales préexistantes. Transposé au cas des quotas de citation endogène, cet enseignement invite à une vigilance analogue : rien ne garantit que la catégorie même de « référence endogène », si elle venait à être institutionnalisée dans les procédures d'évaluation scientifique, échapperait aux hiérarchies internes qui traversent déjà le champ académique régional, entre centres universitaires historiquement dotés et périphéries institutionnelles moins bien dotées, entre disciplines davantage internationalisées et disciplines plus enclavées, entre générations de chercheurs inégalement insérées dans les réseaux de reconnaissance existants. La sécuritisation du

livre endogène pourrait ainsi, paradoxalement, consolider une hiérarchie interne au champ académique africain plutôt que de la corriger, si la définition de ce qui compte comme référence légitime à privilégier n'est pas elle-même soumise à un débat contradictoire suffisamment ouvert.

2.2.2. L'usage stratégique et temporaire du geste sécurisant : vers la désécuritisation

Les pratiques informelles de circulation du savoir évoquées plus haut, qui se développeraient en dehors des circuits bibliométriques officiels, peuvent être rapprochées, à titre d'hypothèse, des analyses que Janet Roitman (2005) consacre à la désobéissance fiscale dans le bassin du lac Tchad, où des pratiques non autorisées par l'État en viennent à constituer un ordre alternatif à part entière, doté de sa propre légitimité sociale, plutôt qu'une simple déviance résiduelle par rapport à la norme officielle. De même que Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou (1997) montrent que l'économie politique de l'État en Afrique repose largement sur des dispositifs informels et des externalisations de fonctions étatiques, l'économie de la citation savante en Afrique centrale francophone pourrait se recomposer, par hypothèse, en marge des circuits bibliométriques formels, autour de pratiques de circulation numérique, messageries instantanées, réseaux sociaux académiques, plateformes de partage de documents, constituant une communauté de réception encore invisible aux instruments de mesure classiques. William Reno (1998) a proposé, pour décrire des configurations politiques comparables, la notion d'État de l'ombre (*shadow state*), qui pourrait, par analogie, s'appliquer à une telle communauté de réception informelle si son existence venait à être établie empiriquement. Faute d'une telle vérification dans le corpus retenu ici, cette communauté de réception de l'ombre doit être présentée comme une hypothèse et une piste de recherche, non comme un résultat acquis.

Si cette hypothèse se vérifiait, elle relativiserait le constat de départ : la crise ne serait peut-être pas tant celle d'une absence totale de réception que celle d'un désajustement entre des circuits informels potentiels et des circuits institutionnels formels, comités de lecture, politiques documentaires, procédures d'évaluation de carrière, qui demeurent aveugles à cette vitalité. Cette hypothèse invite à reformuler la question normative posée par la sécuritisation : plutôt que de chercher à sécuriser un manque de réception peut-être partiellement surestimé par les seuls

instruments institutionnels de mesure, il pourrait être plus fécond de chercher à rendre visibles et à légitimer les pratiques informelles déjà existantes, en les articulant progressivement aux circuits formels plutôt qu'en les ignorant au profit de dispositifs d'exception potentiellement contre-productifs.

C'est sur ce point que l'apport de la théorie de la désécuritisation, telle que formulée par Ole Wæver (1995), prend toute sa pertinence normative. Wæver a montré que la sécuritisation d'un enjeu, si elle peut se révéler un instrument efficace de mobilisation politique à court terme, comporte un coût démocratique intrinsèque, dans la mesure où elle soustrait cet enjeu au débat contradictoire ordinaire au profit d'une logique d'urgence qui légitime des mesures d'exception difficilement contestables. La désécuritisation, entendue comme le mouvement inverse par lequel un enjeu initialement sécuritisé retourne progressivement dans le champ du débat politique et scientifique ordinaire, constitue à ses yeux un horizon normatif préférable à la pérennisation indéfinie du régime d'exception. Appliquée au cas du livre scientifique africain, cette perspective invite à envisager la sécuritisation non comme une fin en soi, mais comme un levier stratégique et transitoire, destiné à capter, le temps d'une mobilisation institutionnelle décisive, l'attention et les ressources nécessaires à la mise en place de dispositifs de soutien structurels, avant que le problème ne soit délibérément reversé dans le registre du débat scientifique normalisé, où les pratiques de citation, de lecture et de discussion entre pairs pourront se recomposer sur des bases plus authentiquement délibératives que ce que produirait la pérennisation d'un régime d'exception permanent.

Ce mouvement de désécuritisation stratégique peut être précisé en trois temps distincts. Un premier temps, bref et délibérément spectaculaire, correspondrait à l'acte de langage sécurisant proprement dit, porté par une coalition d'acteurs suffisamment large, revues, académies, *think tanks*, ministères, pour surmonter la fragmentation institutionnelle identifiée dans la première partie, et destiné à capter, dans un espace public saturé d'objets référents concurrents, une fenêtre d'attention exceptionnelle. Un second temps, de nature instrumentale, correspondrait à la mise en place effective des dispositifs de soutien rendus possibles par cette mobilisation exceptionnelle, financements, quotas transitoires, politiques d'acquisition renforcées, conçus d'emblée comme des

mesures à durée de vie limitée et soumises à évaluation. Un troisième temps, enfin, correspondrait à la désécuritisation proprement dite, c'est-à-dire au retour délibéré de la question dans le champ du débat scientifique ordinaire, où la légitimité des références mobilisées serait à nouveau évaluée sur des critères de pertinence scientifique plutôt que sur des critères d'origine géographique, une fois les conditions structurelles d'une réception plus équitable et durablement établies. Cette séquence en trois temps, qui doit beaucoup à la lecture que Wæver (1995) propose de la désécuritisation comme processus délibéré plutôt que comme simple relâchement spontané de l'attention publique, offre un schéma normatif qui évite à la fois l'écueil du *statu quo*, dénoncé par l'ensemble du corpus institutionnel étudié dans cet article, et l'écueil symétrique d'une exception permanente que les analyses d'Agamben (1998, 2005) invitent précisément à redouter.

Conclusion

Cet article s'est demandé pourquoi la non-réception du livre scientifique en Afrique centrale francophone, parfois décrite comme une menace pour la souveraineté cognitive, ne franchit jamais le seuil de la sécuritisation. L'analyse du corpus institutionnel montre que les marqueurs de la menace et de l'urgence y sont bien présents, mais dispersés entre des registres économique, culturel et patrimonial qui empêchent la stabilisation d'un objet référent. Ce blocage tient aussi à la position des locuteurs : dans un espace saturé par des menaces déjà institutionnalisées, le corpus examiné ne fait apparaître aucune instance, qu'il s'agisse du CAMES, de l'AUF, des académies ou des revues, disposant seule de l'autorité nécessaire pour imposer une définition commune du problème. Ces deux facteurs, objet référent non stabilisé et locuteur non autorisé, agissent de façon conjointe plutôt que concurrente.

La simulation d'une sécuritisation réussie conduit à une réponse nuancée à la seconde question posée en introduction. Les mesures d'exception envisageables, quotas de citation endogène, fonds souverain du livre, préférence continentale, pourraient mobiliser des ressources, mais elles risqueraient de se pérenniser et de substituer une clôture géographique à la hiérarchie qu'elles prétendent corriger. La sécuritisation n'apparaît dès lors défendable que comme un geste stratégique

et temporaire, ouvrant sur une désécuritisation délibérée plutôt que comme une émancipation définitive.

Ces conclusions restent tributaires du corpus retenu : fondées sur l'analyse de discours, elles ne mesurent ni les pratiques effectives de citation ni l'existence, ici seulement esquissée comme hypothèse, d'une réception informelle. Une enquête bibliométrique et des entretiens auprès des acteurs institutionnels permettraient d'éprouver plus rigoureusement les hypothèses avancées. Reste que la question posée par ce hors-série, publier sans être lu, gagne à être envisagée non seulement dans ses causes matérielles et culturelles, mais aussi dans le régime discursif par lequel elle est, ou n'est pas, énoncée comme une menace.

Références

Ouvrages scientifiques et monographies

- Agamben, G. (1998). *Homo sacer: Sovereign power and bare life* (D. Heller-Roazen, Trans.). Stanford University Press.
- Agamben, G. (2005). *State of exception* (K. Attell, Trans.). University of Chicago Press.
- Bayart, J.-F., Ellis, S., & Hibou, B. (1997). *La criminalisation de l'État en Afrique*. Complexe.
- Bennafla, K. (2002). *Le commerce frontalier en Afrique centrale : Acteurs, espaces, pratiques*. Karthala.
- Berger, P. L., & Luckmann, T. (1966). *The social construction of reality: A treatise in the sociology of knowledge*. Doubleday.
- Bourdieu, P. (1992). *Les règles de l'art : Genèse et structure du champ littéraire*. Seuil.
- Buzan, B., Wæver, O., & de Wilde, J. (1998). *Security: A new framework for analysis*. Lynne Rienner.
- Debos, M. (2016). *Living by the gun in Chad: Combatants, impunity and state formation*. Zed Books.
- Ferguson, J. (1994). *The anti-politics machine: "Development," depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*. University of Minnesota Press. (Original work published 1990)

- Hountondji, P. J. (1977). *Sur la « philosophie africaine » : Critique de l'ethnophilosophie*. François Maspero.
- Iser, W. (1985). *L'acte de lecture : Théorie de l'effet esthétique* (E. Sznycer, Trans.). Mardaga. (Original work published 1976)
- Issa, S. (2010). *Les coupeurs de route : Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*. Karthala.
- Jauss, H. R. (1978). *Pour une esthétique de la réception* (C. Maillard, Trans.). Gallimard.
- Mbembe, A. (2001). *On the postcolony*. University of California Press.
- Mignolo, W. D. (2000). *Local histories/global designs: Coloniality, subaltern knowledges, and border thinking*. Princeton University Press.
- Mudimbe, V. Y. (1988). *The invention of Africa: Gnosis, philosophy, and the order of knowledge*. Indiana University Press.
- Reno, W. (1998). *Warlord politics and African states*. Lynne Rienner.
- Roitman, J. (2005). *Fiscal disobedience: An anthropology of economic regulation in Central Africa*. Princeton University Press.
- Scott, J. C. (1985). *Weapons of the weak: Everyday forms of peasant resistance*. Yale University Press.
- Scott, J. C. (1998). *Seeing like a state: How certain schemes to improve the human condition have failed*. Yale University Press.
- Wenger, E. (1998). *Communities of practice: Learning, meaning, and identity*. Cambridge University Press.

Articles scientifiques dans des revues

- Abé, C. (2011). Rapports inégalitaires entre Pygmées et Bantous : Discrimination et inégalités scolaires au Sud Cameroun. *Autrepart*, (59), 145-159.
- Bayart, J.-F. (2000). Africa in the world: A history of extraversion. *African Affairs*, 99(395), 217-267.
- Bigo, D. (2002). Security and immigration: Toward a critique of the governmentality of unease. *Alternatives*, 27(1_suppl), 63-92. <https://doi.org/10.1177/03043754020270S105>
- Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, 56(4), 563-595. <https://doi.org/10.1093/oeq/gpf064>

Lund, C. (2006). Twilight institutions: Public authority and local politics in Africa. *Development and Change*, 37(4), 685-705. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00497.x>

Mauss, M. (1925). *Essai sur le don : Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. *L'Année sociologique, nouvelle série*, 1, 30-186.

Chapitre d'ouvrage collectif

Wæver, O. (1995). Securitization and desecuritization. In R. D. Lipschutz (Ed.), *On security* (pp. 46-86). Columbia University Press.

Notes, rapports et documents institutionnels

Musila, C. (2009). *Le Kivu, charnière entre l'Atlantique et l'océan Indien* (Note de l'Ifri). Institut français des relations internationales.

Office des Nations unies contre la drogue et le crime. (2011). *Criminalité organisée et instabilité en Afrique centrale : Une évaluation des menaces*. ONUDC.

Programme des Nations unies pour le développement. (2024). *Rapport sur le développement humain 2023-2024 : Sortir de l'impasse. Repenser la coopération dans un monde polarisé*. PNUD.



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Séduire pour publier : analyse du discours des sollicitations de revues prédatrices auprès des enseignantes-chercheuses et des enseignants-chercheurs camerounais

Courting to publish: A discourse analysis of predatory journal solicitations targeting Cameroonian scholars

Faty-Myriam MANDOU AYIWOUO²

Pour citer cet article : Mandou Ayiwouo, F.-M. (2026). Séduire pour publier : analyse du discours des sollicitations de revues prédatrices auprès des enseignantes-chercheuses et des enseignants-chercheurs camerounais. *Cinétismes*, Hors-série 4, pp. 36-67. Licence CC BY 4.0.



² Faty-Myriam Mandou Ayiwouo est enseignante-chercheuse au Département de Français et Études Francophones de l'Université de Douala, fondatrice et rédactrice en chef de la revue Cinétismes. Titulaire d'un doctorat en sciences du langage (Université de Yaoundé I) et d'un master professionnel en ingénierie des formations (Université Jean Monnet de Saint-Étienne), elle est membre de l'Observatoire européen du plurilinguisme. Spécialiste de la psychomécanique guillaumienne appliquée aux corpus francophones africains, elle travaille sur les articulations entre linguistique énonciative, gouvernance éducative et politiques de la connaissance en Afrique. Contact : mandou.ayiwouo@gmail.com.

Résumé

Cet article propose une analyse du discours des courriels de sollicitation envoyés par des revues et maisons d'édition dites « prédatrices » à des enseignants-chercheurs camerounais et, plus largement, francophones africains. Il s'inscrit dans l'Axe 3 du présent hors-série (colonialité épistémique et hiérarchies du savoir), en dialogue avec les Axes 5 et 6. Le corpus rassemble 48 sollicitations distinctes : 14 reçues directement par la rédaction en chef ou par la revue Cinétismes (novembre 2023-août 2026), et 34 transférées par dix-sept collègues sollicités dans le cadre de cette enquête (juillet-août 2026). Cette double collecte transforme un fait individuel, recevoir un courriel indésirable, en objet d'enquête collective : un contributeur a lui-même suggéré d'observer que le coût est rarement mentionné dans le message initial, observation confirmée sur 90 % du corpus et retenue parmi neuf critères d'identification, aux côtés d'un critère plus rare, le camouflage typographique par caractères Unicode homoglyphes. L'analyse du discours dégage six procédés rhétoriques récurrents, de la simulation de la reconnaissance individuelle à la multiplication de façades commerciales, et propose deux apports supplémentaires : une cartographie sommaire des ancrages géographiques revendiqués et une typologie des bases de contact alléguées, qui révèle des recoupements narratifs entre messages officiellement distincts. L'étude montre que ces sollicitations exploitent moins la crédulité des chercheurs que la fragilité structurelle d'un système d'évaluation où la métrique importe plus que la lecture par les pairs, et qu'elles visent aussi bien l'auteur individuel que la revue africaine elle-même, jusque dans sa fonction éditoriale.

Mots-clés : revues prédatrices ; analyse du discours ; colonialité épistémique ; édition scientifique africaine ; sollicitation académique ; Cameroun

Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Abstract

This article analyzes the discourse of solicitation emails sent by so-called “predatory” journals and publishing houses to Cameroonian and, more broadly, Francophone African scholars. It engages with Axis 3 of this special issue (epistemic coloniality and hierarchies of knowledge), in dialogue with Axes 5 and 6. The corpus comprises 48 distinct solicitations: 14 received directly by the editor-in-chief or by the journal *Cinétismes* (November 2023-August 2026), and 34 forwarded by seventeen colleagues contacted for this inquiry (July-August 2026). This dual collection method turns an individual event, receiving an unwanted email, into an object of collective inquiry: one contributor himself suggested observing that cost is rarely mentioned in the initial message, an observation confirmed on 90% of the corpus and retained among nine identification criteria, alongside a rarer one, typographic camouflage through homoglyphic Unicode characters. The discourse analysis identifies six recurring rhetorical strategies, from the simulation of individual recognition to the multiplication of commercial fronts, and offers two further contributions: a summary mapping of claimed geographic origins and a typology of alleged bases of contact, which reveals narrative overlaps between officially unrelated messages. The study shows that these solicitations exploit less the credulity of researchers than the structural fragility of an evaluation system in which metrics matter more than peer reading, and that they target the individual author as much as the African journal itself, down to its editorial function.

Keywords: *predatory journals; discourse analysis; epistemic coloniality; African scholarly publishing; academic solicitation; Cameroon*

Introduction

Le présent article naît d’une double sollicitation. Il procède d’abord d’une démarche de collecte : des collègues ont été invités à transférer leurs courriels indésirables de revues et maisons d’édition prédatrices, en leur indiquant une adresse commune pour en faciliter la centralisation. Quarante-huit courriels de ce type, reçus directement par nous-même et par la revue *Cinétismes* depuis novembre 2023, ou transférés par dix-sept collègues entre le 19 juillet et le 31 août 2026, en constituent la matière première ; un dernier envoi, parvenu le 31 août sur l’adresse indiquée aux collègues, a enrichi la collecte jusqu’à la veille de la clôture rédactionnelle, preuve du caractère cumulatif du dispositif. Il procède ensuite d’un dialogue, noué avec plusieurs d’entre eux, qui a permis d’affiner la grille de lecture proposée ici.

L'écosystème éditorial scientifique connaît, depuis le milieu des années 2010, la prolifération d'un phénomène que le bibliothécaire américain Jeffrey Beall a le premier désigné sous le terme de « revues prédatrices » (Beall, 2012) : des publications qui, sous couvert de forme scientifique (comité de rédaction affiché, processus d'évaluation par les pairs revendiqué, indexation dans des bases de données reconnues ou inventées), poursuivent en réalité un objectif commercial reposant sur la perception de frais de publication (*Article Processing Charges*, APC) sans contrôle qualité réel. Le phénomène a suscité une abondante littérature critique, mais celle-ci s'est principalement construite autour de l'identification, de la caractérisation et de la mesure du problème (Grudniewicz *et al.*, 2019 ; Cobey *et al.*, 2018) : combien de revues sont concernées, quels indicateurs les distinguent, quels préjudices elles causent à la science. Plus rares sont les travaux qui interrogent le discours même de la sollicitation, sa texture langagière, ses procédés rhétoriques, la manière dont il construit, énonciativement, une relation de séduction avec son destinataire ; plus rares encore sont ceux qui documentent empiriquement, comme nous tentons de le faire ici, à quel stade du message le coût véritable de l'opération est révélé, ou dissimulé, à quel endroit du globe l'entité expéditrice prétend se situer, et sur quelle base elle affirme avoir remarqué le chercheur qu'elle sollicite.

C'est cette double lacune que le présent article entend combler, en articulant trois gestes. Le premier est méthodologique : plutôt que de constituer un corpus par échantillonnage *a posteriori* dans des bases bibliométriques, l'enquête a mobilisé la communauté scientifique elle-même comme instance de collecte et, *in fine*, comme instance de relecture critique de ses propres catégories d'analyse. Le second geste est typologique : à partir du corpus rassemblé, nous proposons neuf critères d'identification empiriquement fondés, dont l'occultation initiale du coût, suggérée par un collègue au fil de la collecte. Le troisième geste est analytique : il s'agit de lire ces sollicitations non comme de simples arnaques à décrire, mais comme des énoncés dont l'examen linguistique et pragmatique donne accès à une configuration plus large, celle des rapports de pouvoir qui structurent la reconnaissance scientifique dans l'espace académique africain francophone, et que ce hors-série de *Cinétismes* propose précisément de théoriser sous le nom de « communauté de réception ».

Notre hypothèse est la suivante : les sollicitations de revues prédatrices ne sont pas seulement un problème d'intégrité scientifique parmi d'autres ; elles sont un symptôme privilégié de la colonialité épistémique qui traverse la communauté de réception du savoir en Afrique. Elles ne s'adressent pas au hasard : elles ciblent des chercheurs déjà engagés dans une quête de visibilité internationale, et elles empruntent, pour les séduire, très exactement le vocabulaire de légitimation (indexation, facteur d'impact, comité international) que le système global de l'évaluation académique leur a appris à valoriser ; surtout, elles ne visent pas seulement l'auteur isolé, mais l'appareil de légitimation scientifique dans son ensemble, jusqu'à la revue africaine elle-même et sa fonction éditoriale, comme le montre la strate de sollicitations reçues directement par *Cinétismes*.

L'article se structure en cinq temps. Nous exposons d'abord le cadre théorique convoqué : la notion de revue prédatrice, la pragmatique de la sollicitation comme acte de langage, et la colonialité épistémique comme grille de lecture des rapports Nord-Sud dans la production du savoir. Nous présentons ensuite le dispositif méthodologique de constitution du corpus. Nous proposons alors neuf critères d'identification empiriquement fondés, complétés d'une brève cartographie des ancrages géographiques revendiqués. Nous procédons à l'analyse du discours proprement dite, organisée autour de six procédés rhétoriques dominants. Nous discutons enfin la portée de ces résultats pour une théorie de la communauté de réception, avant de formuler quelques pistes institutionnelles.

1. Cadre théorique : sollicitation, discours prédateur et colonialité épistémique

Ce cadre s'articule en trois temps : le statut contesté mais opératoire de la catégorie « revue prédatrice » (1.1), la sollicitation prédatrice comme détournement d'un acte de langage légitime (1.2), et la colonialité épistémique comme grille de lecture de la reconnaissance scientifique en Afrique (1.3).

1.1. Une catégorie contestée mais opératoire

La notion de « revue prédatrice » a fait l'objet de critiques épistémologiques sérieuses depuis la disparition, en 2017, de la liste de Beall, jugée arbitraire et parfois discriminatoire à l'égard des revues émergentes du Sud global (Crawford, 2019). Un collectif international réuni par Alex Grudniewicz a proposé, dans *Nature*, une définition consensuelle mais prudente :

« Predatory journals and publishers are entities that prioritize self-interest at the expense of scholarship and are characterized by false or misleading information, deviation from best editorial and publication practices, a lack of transparency, and/or the use of aggressive and indiscriminate solicitation practices » (Grudniewicz et al., op. cit., p. 210).

Cette définition présente l'intérêt, pour notre propos, de placer la sollicitation agressive et indiscriminée, ainsi que le défaut de transparence, au cœur même du diagnostic.

Nous retenons de cette discussion la nécessité de ne pas figer la catégorie en une liste fermée d'éditeurs coupables, mais de la traiter comme un faisceau d'indices discursifs et pragmatiques repérables empiriquement dans un corpus donné, qu'aucun critère unique ne suffit à établir. C'est cette approche par faisceau d'indices, plutôt que par étiquetage institutionnel ou par critère unique, que nous systématisons en section 3, sous la forme de neuf critères d'identification.

1.2. La sollicitation comme acte de langage

Le courriel de sollicitation prédatrice appartient au genre discursif plus large de l'appel à contribution (*call for papers*), dont il emprunte la forme tout en détournant la fonction illocutoire. Selon la théorie des actes de langage (Austin, 1962 ; Searle, 1969), un appel à contribution légitime relève d'un acte directif adressé à une communauté indéterminée de destinataires potentiels, fondé sur une promesse implicite de traitement équitable par les pairs. La sollicitation prédatrice, elle, se présente formellement comme un acte directif de même nature, mais elle est doublée d'un acte perlocutoire dissimulé : obtenir un paiement, un manuscrit exploitable commercialement, ou l'adhésion apparente d'un nom reconnu à un comité éditorial de façade. Le décalage entre l'acte de langage affiché et sa visée perlocutoire réelle constitue, à notre sens, le trait pragmatique le plus

stable du genre. Le fait que cette visée réelle demeure le plus souvent non formulée dans le message initial, comme nous le vérifierons en section 3, en est la conséquence logique plutôt qu'un simple hasard rédactionnel.

Ce décalage explique le recours systématique, dans notre corpus, à des marqueurs d'adresse individualisée (la salutation nominale, la mention d'un article ou d'un ouvrage prétendument lu) qui simulent une relecture attentive du profil du destinataire alors que l'acte réel est un envoi de masse automatisé. Cette tension entre l'énonciation individualisée et l'énonciation de masse est elle-même un objet d'étude classique de la pragmatique du discours publicitaire (Adam & Bonhomme, 1997), dont la sollicitation prédatrice apparaît comme une variante académique.

1.3. Colonialité épistémique et fétichisme des métriques

La notion de colonialité épistémique, élaborée par Walter Mignolo (2000) puis reprise dans le contexte africain par Paulin Hountondji (1976) et Achille Mbembe (Mbembe & Sarr, 2017), désigne la persistance, après les indépendances politiques, d'une « hiérarchie du savoir » qui continue de faire dépendre la légitimité scientifique d'une validation venue d'ailleurs. Cette hiérarchie, comme le rappelle l'argumentaire du présent hors-série, ne s'impose pas seulement de l'extérieur : elle s'intériorise, au point de conditionner l'évaluation des carrières elles-mêmes : c'est très exactement ce que souligne l'une de nos contributrices lorsqu'elle observe que, dans l'espace du CAMES, « les revues indexées sont prioritaires » et qu'« une liste de revues est souvent mise à distance pour encourager les chercheurs à y publier » (Corpus, item R6-e, échange du 28 juillet 2026).

Nous proposons de lire le discours des revues prédatrices comme un cas limite, presque caricatural, de ce fétichisme des métriques. Au sens marxien du terme, le fétichisme consiste à attribuer à un objet, ici un sigle (Scopus, ISI), un chiffre (facteur d'impact 8,132) ou un acronyme (DOI, SJR), une valeur intrinsèque déconnectée du procès social qui, en principe, la produit. Les revues prédatrices ne créent pas ce fétichisme ; elles l'exploitent et le radicalisent. En cela, elles ne font que pousser à son terme une logique déjà installée par le système global d'évaluation académique, où le chercheur africain est structurellement incité à rechercher la métrique plutôt que

la discussion scientifique, faute de disposer, sur son propre continent, d'instances de reconnaissance suffisamment dotées en capital symbolique international (Bourdieu, 1984 ; 1992). Notre corpus montre, en outre, que ce fétichisme n'épargne pas la revue africaine elle-même, sommée à son tour d'acheter sa propre légitimité métrique (voir 4.6).

2. Méthodologie : constituer un corpus par sollicitation directe et collective

Cette section expose le dispositif de constitution du corpus : les deux canaux de collecte mobilisés, réception directe et transfert communautaire (2.1) ; la description quantitative et qualitative du corpus ainsi obtenu, y compris ses ancrages géographiques (2.2) ; et les précautions éthiques observées, notamment le choix de ne pas anonymiser les entités sollicitantes (2.3).

2.1. Deux canaux de collecte

Le corpus de cet article résulte de deux dispositifs complémentaires. Le premier est la veille ordinaire que nous avons menée en tant qu'auteure, doublée de celle de la revue *Cinétismes* elle-même : l'une et l'autre reçoivent, depuis la création de la revue en 2021, des sollicitations de ce type sur leurs différentes adresses de contact ; ces courriels, conservés au fil du temps, constituent la strate directe du corpus (14 items, de novembre 2023 à août 2026). Le second est une démarche menée auprès de notre réseau professionnel (collègues, membres du comité de lecture, partenaires institutionnels), invités à transférer les courriels indésirables qu'ils identifiaient eux-mêmes comme relevant de ce type de sollicitation, en leur indiquant une adresse commune, choisie pour sa seule commodité ; cette strate communautaire (34 items) a été transférée par dix-sept collègues entre le 19 juillet et le 31 août 2026, certains agissant en leur nom propre, d'autres relayant, à titre d'exemple, une sollicitation reçue par un tiers de leur connaissance. Un dernier envoi, relayé le 31 août vers cette même adresse, a ajouté huit contributeurs à la collecte.

Ce dispositif combiné s'apparente, dans son principe, aux méthodes de science citoyenne (*citizen science*) et aux corpus crowdsourcés mobilisés en linguistique de corpus (Eisenstein, 2013). Sauf qu'ici, ceux-ci sont transposés à un objet institutionnel, tout en s'enracinant dans la pratique

éditoriale ordinaire d'une revue en activité depuis cinq ans. Il présente un intérêt heuristique supplémentaire pour notre problématique : le geste même de solliciter des collègues pour documenter la sollicitation prédatrice reproduit, en miroir, la structure de solidarité intellectuelle que l'Axe 5 de ce hors-série appelle de ses vœux : « lire, citer, discuter, acquérir » devient ici transférer, signaler, mutualiser, et jusqu'à contribuer, comme on le verra en section 3, à l'affinement même des catégories d'analyse.

2.2. Description du corpus

Le corpus final rassemble 48 sollicitations distinctes. La strate directe (14 items, D1 à D15, à l'exclusion de D4, cas écarté ; voir 2.3) montre que la cible n'est pas seulement le chercheur auteur d'articles, mais la revue *Cinétismes* elle-même, sollicitée à plusieurs reprises pour une indexation payante (Corpus, items D1, D2) ou pour l'achat d'un « facteur d'impact certifié » (Corpus, item D6), et jusqu'à la rédactrice en chef, nommément visée sur la base d'un article publié dans la revue mais dont elle n'était pas l'autrice (Corpus, items D14, D15 ; voir 4.1). La strate communautaire (34 items, R1 à R18) provient de dix-sept collègues rattachés à des institutions et à des pays différents (Universités de Douala, Yaoundé I, Yaoundé II et Garoua au Cameroun, Moulay Ismaïl à Meknès, Gaston Berger de Saint-Louis, Lagos, IFRA-Nairobi), auxquels s'ajoutent quelques contributeurs dont le message ne précisait pas l'institution, ainsi que deux relais transitant par un compte institutionnel de la revue (Corpus, items R8, R18).

Les langues employées se répartissent très majoritairement en faveur de l'anglais (43 sollicitations, 90 %) ; le français (5 sollicitations, 10 %) provient de deux sources distinctes : un réseau de « revues » se présentant comme des déclinaisons nationales d'une entreprise éditoriale unique (ASTR Ghana, Enclume Côte d'Ivoire, Archives Congo, Evalua Bénin, Relecture Togo, Corpus, item R7), et des maisons d'édition européennes de livres (Éditions Universitaires Européennes, Eliva Press) qui, elles, rédigent systématiquement en français lorsqu'elles s'adressent à un chercheur francophone, signe d'un ciblage linguistique délibéré plutôt que d'un simple envoi générique. Aux revues au sens strict s'ajoutent des maisons d'édition de livres (Corpus, items R1,

R9, R10, R13-a, R17), des plateformes de conférences (Corpus, items R11, R13-b, R14-a, D5) et des services d'indexation ou de certification bibliométrique s'adressant directement à la revue (Corpus, items D1, D2, D6), ce qui atteste que le procédé discursif décrit ici déborde le seul genre de la revue périodique pour caractériser plus largement une économie de la publication savante prédatrice.

Les disciplines des chercheurs ciblés sont hétérogènes et souvent sans rapport avec le contenu prétendument visé par la revue sollicitante : un économiste est sollicité par une revue d'audiologie consacrée au bruit et à la santé (Corpus, item R3-f) ; un géographe est sollicité deux fois, à trois semaines d'intervalle, pour le même article (Corpus, items R4-a et R4-b) ; deux archéologues distincts, rattachés à la même université de Garoua, reçoivent l'un et l'autre une offre de publication gratuite de livre signée par la même editrice chez Eliva Press (Corpus, items R9, R17) ; la rédaction en chef d'une revue de sciences du langage est invitée à faire indexer cette revue contre paiement (Corpus, items D1, D2, D6). Un même intitulé consacré à la chefferie traditionnelle camerounaise revient par ailleurs, à quelques semaines d'écart, dans deux sollicitations adressées à deux chercheurs différents par la même « revue » de biologie cellulaire (Corpus, items R8, R18), ce qui suggère un ciblage à partir d'un même vivier bibliographique thématique plutôt que d'un pur hasard d'envoi.

Les lieux revendiqués par les entités sollicitantes, qu'il s'agisse d'une adresse postale en pied de page, d'un indicatif téléphonique ou d'une ville de congrès, dessinent une géographie contrastée que nous présentons sous forme de tableau en annexe (Tableau 3) plutôt que dans le corps du texte, afin de ne pas alourdir la démonstration : Europe de l'Ouest (Amsterdam, Londres, Vienne) pour les congrès et les maisons d'édition de livres, Asie du Sud et Extrême-Orient (Inde, Chine, Singapour) pour plusieurs indicatifs téléphoniques et sièges revendiqués, Amérique du Nord (Vancouver) pour une agence organisatrice de conférences. Cette dispersion, loin de correspondre à une implantation vérifiable, fonctionne elle-même comme un argument de légitimité par association à des pôles scientifiques reconnus.

2.3. Précautions éthiques

Conformément aux principes de la recherche sur données de communication électronique, plusieurs précautions ont été observées. Premièrement, les collègues ayant transféré des courriels sont anonymisés dans le corps de cet article et désignés par un code (R1 à R18) associé uniquement à leur fonction et à leur institution, telles qu'ils les ont eux-mêmes indiquées ; aucune adresse électronique personnelle n'est citée, à l'exception du remerciement nominatif adressé, avec son accord, au collègue dont la remarque méthodologique est directement discutée en section 3 (voir Remerciements). Deuxièmement, lorsque le courriel prédateur transféré mentionnait le nom d'un tiers chercheur non consentant, ce nom a été remplacé par une désignation générique dans le corps de l'analyse. Troisièmement, les noms des entités éditoriales elles-mêmes ne sont pas anonymisés, choix reconsidéré puis maintenu en cours de rédaction. Trois raisons l'emportent sur la prudence inverse : ces entités commerciales ne relèvent pas de la logique d'anonymisation des sujets de recherche ; la tradition d'identification nominale inaugurée par la liste de Beall (*op. cit.*) répond à une fonction d'alerte collective, et masquer les noms sous la forme « Revue A » priverait la communauté scientifique africaine francophone de l'information la plus actionnable de cet article ; enfin, des constats comme le numéro d'enregistrement partagé par Globe Edit et les Éditions Universitaires Européennes (voir 4.6) perdraient toute force démonstrative si les marques étaient masquées. Quatrièmement, une sollicitation initialement collectée (invitation à rejoindre le comité éditorial de la revue algérienne ATRAS) a été écartée du corpus final après examen : recommandée par un pair identifié et dépourvue de toute demande financière, elle ne réunissait pas un nombre suffisant des critères exposés en section 3 pour être retenue ; ce cas limite est néanmoins discuté ci-dessous à titre pédagogique.

3. Critères d'identification d'un courriel prédateur

À partir de l'examen systématique du corpus, nous proposons neuf critères, aucun n'étant à lui seul suffisant ni nécessaire, mais dont l'accumulation permet de qualifier une sollicitation de

prédatrice avec un degré de confiance croissant. Le tableau 1 les présente avec leur assise empirique dans le corpus.

N°	Critère	Description opératoire	Illustration dans le corpus
1	Sollicitation non désirée et non sollicitée	Aucune relation antérieure entre le chercheur et l'entité expéditrice ; le chercheur n'a rien demandé	Ensemble du corpus (48/48)
2	Flatterie individualisée sur fond d'envoi de masse	Salutation nominale et mention d'un titre réel de publication, sans preuve d'une lecture effective	R1, R4-a/b, R8, R12-c, R14-d/e, D9, D11, D14, D15
3	Métriques invérifiables ou fantaisistes	Facteur d'impact chiffré, sigles ISI/Scopus/SJIF/SJR énumérés sans lien vers une source tierce vérifiable dans le message	R2, R3-c, R12-a/b, R13-c, D9, D10, D11, D12
4	Délai d'évaluation incompatible avec une expertise réelle	Acceptation annoncée « within a week » ou publication « within 24 hours »	R2, R6-b, R16
5	Élargissement disciplinaire suspect	Une revue se dit « multidisciplinaire » ou sollicite un chercheur hors de son champ scientifique affiché	R3-f, R8, R18, D9 à D13
6	Occultation initiale du coût	Le message ne mentionne aucun montant, ou emploie un vocable de gratuité/récompense ; le coût réel n'apparaît, quand il apparaît, qu'à un stade ultérieur (lien externe, second courriel) ou jamais	43 items sur 48 (90 %) ; exceptions : R6-a à R6-d, R12-b
7	Adresse d'expédition non institutionnelle ou incohérente	Adresse gratuite (gmail, yahoo) ou domaine ne correspondant pas au nom de la revue affichée	Majorité du corpus (34/48) ; ex. R14-e (domaine « wjopublichealth.com » pour une revue de linguistique), D14/D15 (deux domaines différents pour un même titre revendiqué)

N°	Critère	Description opératoire	Illustration dans le corpus
8	Démultiplication de façades commerciales	Une même structure, identifiable par un numéro d'enregistrement, une signature récurrente ou une infrastructure technique commune, opère sous plusieurs noms de marque apparemment indépendants	R1/R10/R13-a (Omniscryptum) ; R9/R17 (même signataire, Eliva Press) ; R7 (réseau « Regards d'Afrique ») ; D1/D2/D6 (réseau Europub) ; D14/D15 (même titre revendiqué, deux domaines)
9	Camouflage typographique par caractères Unicode homoglyphes	Substitution de lettres latines par des caractères d'apparence identique empruntés à d'autres alphabets (grec, cyrillique), destinée à déjouer les filtres antispam tout en restant lisible à l'œil humain	R14-a, R14-d, R14-e

Source : Mandou Ayiwouo, construction à partir du corpus documentaire actualisé, 2021-2026

Le sixième critère mérite un commentaire particulier, dans la mesure où il résulte directement d'une observation formulée par un contributeur au cours même de la collecte, et non d'une catégorie préexistante importée de la littérature. Sa vérification systématique sur les 48 items du corpus en confirme la portée quasi générale : 43 sollicitations sur 48 (90 %) ne mentionnent aucun montant dans leur message initial, qu'il s'agisse des maisons d'édition de livres, qui se présentent comme entièrement gratuites (Corpus, items R1, R9, R10, R13-a, R17), des plateformes de conférences, qui ne mentionnent que des dates d'inscription sans jamais en indiquer le tarif (Corpus, items R11, R13-b, D5), ou des services d'indexation adressés à la revue elle-même, qui se présentent d'abord comme une distinction avant de déboucher, dans un second courriel ou via un lien externe, sur une demande de paiement (Corpus, items D1 et D6, séparés de neuf mois).

Cinq sollicitations seulement font exception à cette règle : les quatre transférées par la contributrice R6, provenant de revues qui se rémunèrent explicitement par un APC modeste annoncé dès le premier message (30 à 60 dollars américains), et une cinquième, reçue par un autre collègue, où la revue *Veredas do Direito* indique d'emblée un tarif nettement supérieur de 750 dollars américains (Corpus, item R12-b).

Loin d'infirmier le critère, cette double exception dessine une hypothèse complémentaire : l'affichage précoce d'un tarif, modique ou non, peut lui-même fonctionner comme un gage de

crédibilité, une revue qui « ose » annoncer son prix paraissant, paradoxalement, plus transparente qu'une offre présentée comme gratuite.

L'occultation du coût n'est donc pas un critère à appliquer isolément, mais elle constitue, avec le septième critère qui lui est statistiquement associé dans notre corpus, l'indice le plus fiable d'une intention non déclarée dès le premier contact.

Le neuvième critère, absent du corpus initial, mérite également un mot : les cinq sollicitations transférées par un même collègue en juillet 2026 (Corpus, items R14-a, R14-d, R14-e, et deux autres du même envoi) substituent, dans leurs mots les plus sensibles au filtrage automatique (« Academic », « Journal », « Invites », « Submission »), des lettres latines par des caractères grecs ou cyrilliques visuellement indiscernables à l'écran mais distincts au niveau du code Unicode. Cette pratique, documentée dans la littérature sur le pourriel commercial mais rarement signalée dans celle sur les revues prédatrices, révèle un raffinement technique supplémentaire : l'entité sollicitante ne cherche pas seulement à séduire son destinataire humain, elle cherche activement à contourner les dispositifs de protection que les institutions académiques ont mis en place contre elle, ce qui range cette pratique du côté de la fraude délibérée plutôt que du seul abus commercial.

Le cas écarté du corpus (invitation au comité éditorial de la revue ATRAS, université de Saïda, Algérie) illustre en creux la nécessité de ce faisceau d'indices : recommandation nominale par un pair identifiable et vérifiable, adresse institutionnelle plausible, aucune mention d'aucun paiement à aucun stade de l'échange qui a suivi. Deux critères sur neuf (adresse d'expédition en gmail.com et absence de délai d'évaluation annoncé) restaient certes présents, mais l'ensemble ne suffisait pas à emporter la qualification, d'où son exclusion prudente du corpus analytique.

4. Analyse du discours : une rhétorique de la séduction en six procédés

L'analyse qui suit dégage, dans l'ordre où elle les présente, six procédés rhétoriques récurrents : la simulation de la reconnaissance individuelle (4.1), la mise en scène de la légitimité savante (4.2), l'incitation économique déguisée en faveur ou son occultation (4.3), la pression

temporelle fabriquée (4.4), le simulacre d'un appareil éditorial humain (4.5) et, enfin, la multiplication des façades commerciales, procédé qui n'apparaît qu'à l'échelle du corpus rassemblé (4.6).

4.1. La simulation de la reconnaissance individuelle

Le procédé le plus constant du corpus est ce que nous proposons d'appeler la simulation de la reconnaissance individuelle : le courriel s'ouvre presque systématiquement par la mention nominale du destinataire, suivie d'une allusion, généralement exacte quant au titre mais vide quant au contenu, à une publication antérieure de la cible. Ainsi ce courriel adressé à un collègue géographe : « *Due to the rich knowledge shown in your previous publication "Place des petits producteurs dans la « course à l'avocat » en Afrique de l'Est", we sincerely invite you to submit any unpublished papers in your specialized/interested field* » (Corpus, item R4-a). Le titre est reproduit avec exactitude (signe d'une collecte automatisée à partir de bases bibliographiques ouvertes), mais rien, dans la suite du message, n'atteste d'une lecture réelle de l'article.

Cette simulation atteint un degré supplémentaire de sophistication lorsqu'elle mobilise un vocabulaire affectif de l'exclusivité et du mérite : « *We believe it has potential to reach a broader audience* » (Corpus, item R1) ; « *we would be deeply honored to welcome you to submit* » (Corpus, item R3-f) ; « *After carefully examining the exceptional academic work you have shared online, we are thrilled to invite you* » (Corpus, item D11, revue Preslia). L'emploi récurrent du lexique de l'honneur et de la rareté construit un *ethos* de sélectivité qui contredit frontalement la réalité pragmatique de l'envoi : un même gabarit de courriel est adressé à un nombre indéterminé de chercheurs, comme en atteste la récurrence, sur de courtes périodes, de messages identiques adressés à des destinataires différents (la « Social Sciences (SS) » sollicite le même collègue à deux reprises, à trois semaines d'écart, avec un texte identique au mot près, Corpus, items R4-a et R4-b), ou l'envoi en copie cachée à des listes entières de destinataires sans lien entre eux, comme le montre un courriel de 2023 adressé simultanément, en copie visible, à quatre chercheurs de nationalités et d'institutions différentes (Malaisie, Afrique du Sud, Cameroun ; Corpus, item D13), ou encore, plus

explicitement, un courriel de 2026 adressé à la fois à « Boutisane, O » et à « Boudiab, A », deux noms accolés dans une même salutation qui trahit, à elle seule, l'origine du message dans une liste de diffusion plutôt que dans une lecture individuelle (Corpus, item R12-c).

Au-delà de la seule mention d'un titre, l'examen comparé des formules d'entrée en matière fait apparaître quatre bases de contact revendiquées, détaillées en annexe (Tableau 4) : la citation exacte d'un article effectivement écrit par le destinataire, environ la moitié du corpus ; la citation d'un article que le destinataire a seulement dirigé, édité ou publié en tant que revue, et non rédigé lui-même, erreur de collecte particulièrement révélatrice (Corpus, items D14, D15) ; l'allusion vague à un « profil » ou à un travail « partagé en ligne », sans référence bibliographique précise (Corpus, item D11) ; et l'absence de toute base de contact énoncée, le message se présentant d'emblée comme un appel général (Corpus, items R14-c, R15). Cette typologie fait surtout apparaître un recoupement instructif : un même article publié dans *Cinétismes* sous la signature de Sall Moussa est invoqué par deux « revues » au nom distinct, à cinq jours d'intervalle, l'une et l'autre désignant nous désignant au titre de rédactrice en chef comme l'autrice d'un article que nous n'avons fait que publier en tant qu'éditrice (Corpus, items D14, D15). Un recoupement de même nature relie R8 et R18 (voir 2.2), où un intitulé quasi identique sur la chefferie traditionnelle camerounaise ressurgit dans deux sollicitations distinctes émanant de la même « revue » de biologie cellulaire. De tels recoupements suggèrent que les bases bibliographiques mobilisées, qu'elles soient collectées automatiquement ou achetées à un tiers, circulent entre plusieurs façades commerciales plutôt que d'être constituées isolément par chacune, ce qui prolonge, à l'échelle des sources de ciblage, le constat de démultiplication des façades développé en 4.6.

4.2. La mise en scène de la légitimité savante

Le deuxième procédé consiste en la mobilisation systématique de marqueurs bibliométriques et institutionnels destinés à authentifier la revue aux yeux d'un lecteur formé à en reconnaître la valeur : ISSN, facteur d'impact chiffré à la décimale près, indexation revendiquée dans Scopus, SJR, Google Scholar, Crossref, J-Gate, ISI Thomson Reuters, Index Copernicus. Un même titre,

« *International Journal of Current Research* », revendique un facteur d'impact de 1,532 en 2024, puis de 8,132 quelques mois plus tard, sans qu'aucune de ces deux valeurs ne soit rattachée à une source vérifiable (Corpus, items D12, deux occurrences séparées de six mois). L'instabilité même du chiffre affiché, d'une occurrence à l'autre, trahit son caractère purement rhétorique, et l'accumulation de sigles fonctionne, plus largement, comme un signal de légitimité par saturation plutôt que par démonstration.

Ce procédé se double fréquemment de listes de noms de « membres du comité éditorial » et de « relecteurs », rattachés à des institutions universitaires réelles et prestigieuses. Un exemple particulièrement chargé, dans notre corpus, est celui de la revue *Cell Biology*, dont le comité annoncé comprend des chercheurs affiliés à l'université de Pennsylvanie et au Mount Sinai Hospital de New York, sollicitant pourtant un article camerounais d'anthropologie politique sur la chefferie traditionnelle et l'administration territoriale ; ceci est le signe patent d'une absence totale d'adéquation entre le champ scientifique affiché du comité et le champ disciplinaire réel de la cible sollicitée (Corpus, item R8). La même revue récidive quelques semaines plus tard auprès d'un second chercheur camerounais travaillant sur un objet apparenté, l'articulation entre chefferie traditionnelle et administration territoriale (Corpus, item R18), preuve que l'incohérence disciplinaire n'est pas un accident isolé mais un trait structurel du procédé de ciblage.

4.3. L'incitation économique déguisée en faveur, ou son occultation

Le troisième procédé se subdivise, à la lumière du critère 6 établi en section 3, en deux variantes. La première, minoritaire dans notre corpus, consiste à présenter la transaction financière comme un avantage accordé au chercheur : le Centre for International Research Development propose ainsi une offre « *Publish One, Get One Free* » (Corpus, item R6-a), le montant de l'APC (60 dollars américains) étant néanmoins clairement énoncé ; la revue *Veredas do Direito*, elle, annonce sans détour un tarif nettement supérieur de 750 dollars américains dès le premier message (Corpus, item R12-b), preuve que la franchise tarifaire ne se limite pas aux offres les plus modestes. La seconde variante, très largement majoritaire (43 items sur 48), consiste à ne mentionner aucun coût : les

maisons d'édition de livres promettent une gratuité totale (« nos livres sont distribués dans le monde entier [...] nous prenons en charge tous les coûts liés à la production, au marketing et à la distribution », Corpus, item R10), tandis que les services d'indexation adressés à la revue elle-même se présentent d'abord comme une reconnaissance gratuite avant de déboucher, plusieurs mois plus tard, sur une demande de paiement via un lien PayPal sans montant affiché dans le corps du courriel (Corpus, item D6). Cette occultation constitue, comme établi plus haut, l'indice le plus statistiquement robuste de notre corpus.

Le paiement, dans les rares cas où il est mentionné dès le premier message, l'est presque toujours en position finale, après l'énumération des bénéfices, et sous une formulation qui en atténue le statut de condition : « *Payment is required only after acceptance* » (Corpus, item R6-d). Cette place syntaxique confirme, à l'échelle du discours, l'analyse pragmatique proposée en 1.2 : l'acte perlocutoire réel est systématiquement subordonné, dans la structure du texte, à l'acte illocutoire affiché, ou purement et simplement absent de l'énoncé.

4.4. La pression temporelle fabriquée

Le quatrième procédé mobilise des stratégies d'urgence rhétorique classiques du discours publicitaire (compte à rebours, relance, dernier délai) appliquées au calendrier éditorial. Un même titre, « *Peer-Reviewed IJRSI June Issue Invitation* », est suivi trois semaines plus tard d'un « *Final Reminder (Today's Deadline)* », puis, le mois suivant, d'une nouvelle invitation pour le numéro de juillet reprenant le même format (Corpus, items R6-b et R6-c) : la « date limite » se révèle ainsi purement rhétorique, puisqu'elle se reproduit indéfiniment d'un mois sur l'autre. La maison d'édition Eliva Press use d'un procédé identique auprès d'un archéologue camerounais, sous le titre même de « *Rappel* » (Corpus, item R9). Cette temporalité fabriquée s'oppose terme à terme au calendrier affiché par les revues scientifiques légitimes, où le délai de l'évaluation par les pairs (un mois au minimum dans les normes de *Cinétismes* elle-même) constitue une garantie de qualité plutôt qu'une contrainte commerciale.

4.5. Le simulacre d'un appareil éditorial humain

Le cinquième procédé consiste en la construction d'une énonciation individuelle (une éditrice ou un éditeur nommé, signant de son prénom, adoptant un registre de politesse personnalisé) destinée à masquer l'automatisation de l'envoi. Sabrina Kuek, Winnie Ren, Christina Wang, Alexandra Morozan (Eliva Press) ou Silvia Frunza (Éditions Universitaires Européennes) signent chacune des messages au ton chaleureux et faussement conversationnel, construisant un *ethos* discursif de proximité individuelle en flagrante contradiction avec l'échelle industrielle de l'entreprise de sollicitation qu'elles servent : une plateforme revendiquant, dans un des courriels du corpus, l'hébergement de « *more than 300 open-access journals* » (Corpus, item R4-a). Alexandra Morozan, précisément, signe deux sollicitations distinctes de notre corpus, adressées à deux archéologues camerounais différents rattachés à la même université (Corpus, items R9, R17), ce qui confirme, chiffres à l'appui, que l'individualisation du ton n'empêche nullement l'ampleur industrielle de la campagne sous-jacente. Le même procédé s'observe côté institutionnel : la société Europub, qui sollicite directement la revue *Cinétismes*, signe ses courriels au nom d'un « Dr. Afshar Mirzaei, Founder & Director », tout en opérant depuis deux adresses différentes (europubdatabase@gmail.com puis europubcms@gmail.com) à neuf mois d'intervalle (Corpus, items D1, D6), ce qui masque, là encore, la structure de campagne automatisée sous-jacente.

4.6. La multiplication des façades : une même entreprise, plusieurs marques

Le sixième procédé n'apparaît qu'à l'échelle du corpus rassemblé, ce qui constitue en soi un argument en faveur de la méthode de collecte mutualisée retenue ici. Trois sollicitations reçues par des chercheurs distincts, échelonnées sur plus d'un an et portant des noms de marque différents (Globe Edit, Corpus, item R1 ; Éditions Universitaires Européennes, Corpus, items R10 et R13-a), comportent, dans leur signature, exactement le même numéro d'enregistrement commercial : « Omniscryptum S.R.L., Business Registration No. 1018600021562 ». Ce même principe de démultiplication caractérise, du côté francophone, le courriel « DERNIER NUMERO 2026 » (Corpus, item R7), qui promeut simultanément cinq revues aux ancrages nationaux revendiqués (Ghana, Côte d'Ivoire, Congo, Bénin, Togo) depuis une adresse d'expédition unique ; le réseau

Europub, qui se décline en au moins deux adresses et deux offres successives adressées à la revue elle-même, indexation gratuite puis « facteur d'impact » payant (Corpus, items D1, D2, D6), sans qu'aucun des courriels ne signale explicitement ce lien ; et, plus subtilement encore, deux sollicitations adressées directement à la rédactrice en chef, sous un même titre revendiqué, « *International Journal of Education, Culture and Society* », mais depuis deux domaines d'expédition distincts et deux signataires différents, à cinq jours d'intervalle (Corpus, items D14, D15), qui suggèrent soit une même entité opérant sous alias multiples, soit une revente de fichier de contacts entre entités concurrentes.

Ce procédé de démultiplication mérite d'être distingué des cinq précédents en ce qu'il ne relève pas directement de l'énoncé mais de l'énonciation institutionnelle elle-même : il ne s'agit plus de séduire par le contenu d'un message isolé, mais de construire, par la prolifération de marques, une illusion de pluralisme éditorial qui maximise les chances qu'un chercheur, ou une revue, sollicité plusieurs fois sous des habillages différents finisse par céder à l'une des occurrences sans reconnaître qu'il s'agit, structurellement, du même acteur commercial.

5. Discussion : ce que révèle la sollicitation prédatrice de la communauté de réception

Cette discussion tire les conséquences des résultats qui précèdent pour une théorie de la communauté de réception. Elle montre d'abord que la prédation vise l'auteur individuel autant que l'appareil éditorial lui-même (5.1) ; elle rattache ensuite ce constat à l'économie de la publication et à la gouvernance de la carrière académique (5.2) ; elle revient enfin sur ce que le dispositif méthodologique de cet article, en lui-même, apporte à cette théorie (5.3).

5.1. Une prédation qui vise l'auteur, mais aussi l'appareil éditorial lui-même

L'inclusion, dans le corpus final, des sollicitations reçues directement par la revue *Cinétismes* ou par sa rédactrice en chef, nommément visée (items D1, D2, D6, D14, D15) permet un constat qu'une analyse centrée sur le seul chercheur-auteur aurait manqué : la logique prédatrice ne vise pas

seulement l'individu en quête de publication, mais l'ensemble de l'appareil de légitimation scientifique, jusque dans ses maillons les plus institutionnels. La rédaction en chef, qui occupe structurellement la position de gardienne de la communauté de réception, se retrouve pourtant, à son tour, placée en position de cible, signe que la colonialité épistémique décrite en 1.3 ne procède pas d'une opposition binaire simple entre un centre prédateur et une périphérie victime, mais d'une circulation généralisée de dispositifs de fausse légitimation qui s'attaquent à chaque point du système où une reconnaissance peut être monnayée : l'auteur, mais aussi la revue, le facteur d'impact, jusqu'au comité éditorial lui-même érigé en marchandise.

5.2. Économie de la publication et gouvernance de la carrière académique

Cette convergence entre auteur et appareil éditorial s'explique par une même économie de la publication, où la carrière académique se joue au nombre d'articles indexés plutôt qu'à leur teneur scientifique. Le témoignage recueilli auprès de l'une des contributrices du corpus éclaire directement cette mécanique institutionnelle : « Si les changements de grade et promotions académiques ne s'appuyaient pas plus sur les publications scientifiques que sur les réalisations scientifiques des chercheurs, ces revues n'auraient pas pignon sur rue » (Corpus, item R6-e). Cette analyse indigène rejoint la thèse bourdieusienne du champ académique comme espace de luttes pour un capital symbolique converti en positions statutaires (Bourdieu, 1984), tout en la spécifiant : dans le contexte des systèmes d'évaluation régionaux tels que le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), la publication dans une revue « indexée » constitue un critère quantitatif de promotion dont l'application mécanique ouvre un espace de vulnérabilité que les revues prédatrices occupent avec une efficacité redoutable.

5.3. De la victime isolée à la preuve collective, et de la preuve collective à la théorie partagée

Le dispositif méthodologique de cet article constitue, à notre sens, une réponse possible (modeste mais répliquable) à la colonialité épistémique qu'il documente. En sollicitant des collègues pour qu'ils nous transfèrent leurs courriels indésirables, nous avons transformé un vécu individuel de gêne ou d'agacement (« un vrai harcèlement », Corpus, item R6-e) en matériau de connaissance

partagé ; en accueillant, en cours de route, la relecture critique de l'un des contributeurs sur nos propres catégories d'analyse (Corpus, item R11), la démarche est allée plus loin encore : la communauté de réception ne fournit pas seulement des données à une analyse qui lui préexisterait, elle participe à la production même des critères d'analyse. C'est là, très concrètement, ce que peut signifier « lire, citer, discuter, acquérir » lorsque l'objet du débat est la sollicitation prédatrice elle-même : discuter n'est plus seulement commenter un résultat, mais contribuer à la méthode qui le produit.

Conclusion et perspectives institutionnelles

L'analyse du discours des sollicitations de revues et maisons d'édition prédatrices, menée à partir d'un corpus combinant réception directe et mobilisation collective d'une communauté scientifique, met en évidence neuf critères d'identification convergents et six procédés rhétoriques récurrents. Le plus robuste de ces critères, statistiquement, est l'occultation initiale du coût, confirmée sur 90 % du corpus, dont la formulation revient à un contributeur de cette enquête plutôt qu'à la littérature préexistante, ce qui illustre à lui seul la thèse défendue ici : la communauté de réception, quand elle est mobilisée, ne se contente pas de subir ou de signaler la prédation éditoriale, elle produit du savoir sur elle, jusque dans ses instruments d'analyse les plus techniques, tels le camouflage typographique ou la cartographie des ancrages géographiques revendiqués. Ces procédés ne relèvent pas d'une simple malhonnêteté commerciale isolée : ils exploitent, avec une précision presque clinique, les points de fragilité d'un système académique où la reconnaissance scientifique demeure structurellement suspendue à des marqueurs venus d'ailleurs, et où la revue africaine elle-même, non moins que le chercheur individuel, est devenue une cible.

Trois pistes se dégagent pour les institutions concernées. La première est la mise en place, au niveau des universités et des instances d'évaluation régionales (CAMES), de listes actualisées et de dispositifs de vérification accessibles aux enseignants-chercheurs, en particulier aux plus jeunes d'entre eux. La deuxième est le renforcement des revues scientifiques africaines elles-mêmes, à l'image de *Cinétismes*, comme espaces alternatifs de légitimation endogène. La troisième, enfin, est

la poursuite de démarches de documentation collective telles que celle initiée ici, qui pourraient utilement être répliquées, élargies à d'autres disciplines et d'autres pays, voire institutionnalisées sous la forme d'un observatoire régional des pratiques éditoriales prédatrices.

Remerciements

Je remercie chaleureusement les dix-sept collègues qui ont accepté de transférer leurs courriels indésirables pour constituer le corpus de cette étude, ainsi que Pierre Frath, dont la relecture attentive a directement suggéré le critère d'identification développé en section 3.

Références bibliographiques

- Adam, J.-M., & Bonhomme, M. (1997). *L'argumentation publicitaire : rhétorique de l'éloge et de la persuasion*. Nathan.
- Austin, J. L. (1962). *How to Do Things with Words*. Oxford University Press.
- Beall, J. (2012). Predatory publishers are corrupting open access. *Nature*, 489(7415), 179. <https://doi.org/10.1038/489179a>
- Bourdieu, P. (1984). *Homo academicus*. Minuit.
- Bourdieu, P. (1992). *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*. Seuil.
- Cobey, K. D., Lalu, M. M., Skidmore, B., Ahmadzai, N., Grudniewicz, A., & Moher, D. (2018). *What is a predatory journal? A scoping review*. *F1000Research*, 7, 1001. <https://doi.org/10.12688/f1000research.15256.2>
- Crawford, W. (2019). *Predatory Journals: Kritik and Correction*. Cites & Insights Books.
- Eisenstein, J. (2013). What to do about bad language on the internet. *Proceedings of NAACL-HLT 2013*, 359-369.
- Grudniewicz, A., Moher, D., Cobey, K. D., Bryson, G. L., Cukier, S., Allen, K., Ardern, C., Balcom, L., Barros, T., Berger, M., Ciro, J. B., Cugusi, L., Donaldson, M. R., Egger, M., Graham, I. D., Hodgkinson, M., Khan, K. M., Mabizela, M., Manca, A., ... Lalu, M. M. (2019). Predatory journals: No definition, no defence. *Nature*, 576(7786), 210-212. <https://doi.org/10.1038/d41586-019-03759-y>
- Hountondji, P. J. (1976). *Sur la « philosophie africaine ». Critique de l'ethnophilosophie*. Maspero.

- Mbembe, A., & Sarr, F. (dir.). (2017). *Écrire l'Afrique-monde*. Philippe Rey / Jimsaan.
- Mignolo, W. (2000). *Local Histories / Global Designs. Coloniality, Subaltern Knowledges, and Border Thinking*. Princeton University Press.
- Searle, J. R. (1969). *Speech Acts: An Essay in the Philosophy of Language*. Cambridge University Press.



Annexe 1. Tableau 2 : Corpus des sollicitations analysées (contributeurs anonymisés)

Le tableau suivant recense, sollicitation par sollicitation, l'ensemble du corpus analysé dans cet article : provenance, date, canal de collecte, entité sollicitante, objet, discipline ciblée et présence ou absence d'un coût mentionné au premier message.

Code	Provenance	Date	Contributeur.rice / canal	Entité sollicitante	Objet	Discipline / cible	Coût mentionné au 1er message ?
R1	Communautaire	19/07/2026	Collègue	Globe Edit (Omniscryptum)	Publication d'un livre	Sémiotique	Non
R2	Communautaire	20/07/2026	Collègue	IJRAMR	Appel à article	Pluridisciplinaire	Non
R3-a à f	Communautaire	20/07/2026	Économiste, Univ. Yaoundé II	IJEFM, CCI, SSD (x2), KLA, Noise and Health	Soumission / comité éditorial	Économie, hors champ	Non (sauf CCI : waiver annoncé)
R4-a/b	Communautaire	21 et 27/07/2026	Géographe, IFRA-Nairobi	« Social Sciences (SS) »	Soumission, répétée à l'identique	Géographie	Non
R5	Communautaire	22/07/2026	Collègue	IJRAMR (variante)	Appel à article	Pluridisciplinaire	Non
R6-a à d	Communautaire	28/07/2026	Professeure, ENS Yaoundé I	CIRD, IJRSI (x2), Ayden	Soumission, promotions APC	Pluridisciplinaire	Oui (30-60 USD)
R7	Communautaire	28/07/2026	Collègue	Réseau « Regards d'Afrique » (5 revues)	Campagne éditoriale	Pluridisciplinaire	Non

Code	Provenance	Date	Contributeur.rice / canal	Entité sollicitante	Objet	Discipline / cible	Coût mentionné au 1er message ?
R8	Communautaire	05/08/2026	Compte éditorial (relais)	Cell Biology	Soumission, comité éditorial	Anthropologie (hors champ)	Non
R9	Communautaire	21/07/2026	Archéologue, Univ. de Garoua	Eliva Press	Publication gratuite d'un livre	Archéologie	Non
R10	Communautaire	27/07/2026	Collègue (relais)	Éditions Universitaires Européennes	Publication d'un ouvrage	Linguistique	Non
R11	Communautaire	19/07 et 31/08/2026	Collègue linguiste	GCHSS 2026 (congrès de Vienne)	Appel à résumés, congrès	Sciences humaines	Non
D1	Directe (revue)	16/01/2025	Réception directe	EuroPub Database	Indexation de la revue	Édition scientifique	Non (identifiants imposés)
D2	Directe (revue)	28/05 ; 08/08/2025 ; 13/08/2026	Réception directe	Index Copernicus	Évaluation-indexation	Édition scientifique	Non
D3	Directe (auteure)	15/04/2025	Réception directe	Interciencia	Sollicitation d'article	Pluridisciplinaire	Non
D5	Directe (revue)	23/10/2025	Réception directe	Scholarly Meet	5 appels à conférence	Informatique / IA	Non
D6	Directe (revue)	24/10/2025	Réception directe	Europub (facteur d'impact)	Paiement via PayPal	Édition scientifique	Non (lien sans montant)
D7	Directe (auteure)	03/02/2024	Réception directe	« Global Scientific... Journal »	Invitation à publier	Pluridisciplinaire	Non
D8	Directe (auteure)	20/09/2025	Réception directe (autotransfert)	IJDR	Appel à article, IF 8.058	Pluridisciplinaire	Non
D9	Directe (auteure)	02/11/2023	Réception directe	Wulfenia	Soumission ISI-JCR	Pluridisciplinaire	Non

Code	Provenance	Date	Contributeur.rice / canal	Entité sollicitante	Objet	Discipline / cible	Coût mentionné au 1er message ?
D10	Directe (auteure)	27/05 et 25/08/2024	Réception directe	IJISRR	Appel à article (x2)	Pluridisciplinaire	Non
D11	Directe (auteure)	11/07/2024	Réception directe	Preslia	Soumission, IF 2.233	Pluridisciplinaire	Non
D12	Directe (auteure)	30/08/2024 et 14/02/2025	Réception directe	IJCR	Appel à article (x2)	Pluridisciplinaire	Non
D13	Directe (auteure)	21/03/2023	Réception directe (BCC massif)	IJRSR	Appel à article, envoi groupé	Pluridisciplinaire	Non
R12-a	Communautaire	13/07/2026	Univ. Moulay Ismaïl (Meknès, Maroc)	Health Psychology Research (AccScience)	Relance de soumission	Pluridisciplinaire (hors champ)	Non
R12-b	Communautaire	12/07/2026	Univ. Moulay Ismaïl (Meknès, Maroc)	Veredas do Direito	Appel à article, « Scopus Q3 »	Littérature comparée (hors champ)	Oui (750 USD)
R12-c	Communautaire	11/07/2026	Univ. Moulay Ismaïl (Meknès, Maroc)	IJLL (ijola.org)	Comité éditorial / relecteur	Linguistique	Non
R13-a	Communautaire	27/04/2026	Univ. Gaston Berger (Sénégal)	Éditions Universitaires Européennes (Omniscryptum)	Publication d'un ouvrage	Didactique du français	Non
R13-b	Communautaire	09/02/2026	Univ. Gaston Berger (Sénégal)	Adv. ESCC 2026 (Peers Alley Media)	Conférencier invite	Sciences de la terre (hors champ)	Non
R13-c	Communautaire	27/10/2025	Univ. Gaston Berger (Sénégal)	IJDR	Appel à article, IF 8.058	Pluridisciplinaire	Non
R14-a	Communautaire	27/06/2026	Collègue (institution non précisée)	Conférence de Qingdao (homoglyphes)	Conférencier invite	Sciences sociales	Non

Code	Provenance	Date	Contributeur.rice / canal	Entité sollicitante	Objet	Discipline / cible	Coût mentionné au 1er message ?
R14-b	Communautaire	24/04/2025	Collègue (institution non précisée)	DMJR	Appel à article, gratuité déclarée	Pluridisciplinaire	Non
R14-c	Communautaire	18/02/2024	Collègue (institution non précisée)	IJSPE (ICPK)	Appel à article, générique	Sciences sociales / éducation	Non
R14-d	Communautaire	23/07/2023	Collègue (institution non précisée)	IJLL (ijlangling.org, homoglyphes)	Soumission, comité éditorial	Linguistique	Non
R14-e	Communautaire	08/09/2022	Collègue (institution non précisée)	IJLL (langlinguist.org, homoglyphes)	Soumission, comité éditorial	Linguistique	Non
R15	Communautaire	15/07/2026	Univ. de Lagos (Nigeria)	IJLLH (Scholastic Research Publication)	Appel à article, générique	Lettres / humanités	Non
R16	Communautaire	14/07/2026	Collègue (institution non précisée)	IJRAMR (3e occurrence dans le corpus)	Appel à article, générique	Pluridisciplinaire	Non
R17	Communautaire	24/06/2026	Archéologue, Univ. de Garoua	Eliva Press (même signataire que R9)	Publication gratuite d'un livre	Archéologie	Non
R18	Communautaire	11/08/2026	Compte éditorial (relais)	Cell Biology (2e occurrence dans le corpus)	Soumission, comité éditorial	Anthropologie (hors champ)	Non
D14	Directe (rédactrice en chef)	18/08/2026	Réception directe	IJECS (ijobecs.org)	Comité éditorial, article cité mal attribué	Éducation (article d'un tiers publié dans Cinétismes)	Non
D15	Directe (rédactrice en chef)	23/08/2026	Réception directe	IJECS (ijomafs.com, second domaine)	Comité éditorial, même article cité que D14	Idem D14	Non

Source : Mandou Ayiwouo, construction à partir du corpus documentaire actualisé, 2021-2026³



³ Les codes R1 à R18 désignent les contributeurs de la strate communautaire, anonymisés à l'exception du remerciement nominatif à Pierre Frath ; les entités éditoriales, objets de l'enquête, ne sont pas anonymisées, pour les raisons exposées en 2.3. La ligne R6-e correspond à un commentaire réflexif d'une contributrice, cité comme donnée d'analyse secondaire et non comme courriel prédateur. Le cas ATRAS, écarté du corpus (voir 2.3), n'apparaît pas dans ce tableau, non plus qu'une seconde sollicitation de congrès (« Executive Congresses », Amsterdam), transférée par le même contributeur que R11 mais mentionnée seulement au Tableau 3, faute d'éléments suffisants pour l'évaluer au regard des critères de la section 3.

Annexe 2. Tableau 3 : Ancrages géographiques revendiqués (esquisse de cartographie)

Le tableau suivant reprend, entité par entité, les éléments de localisation géographique évoqués en 2.2 et les indices, cohérents ou contradictoires, qui permettent d'en apprécier la fiabilité.

Entité ou réseau	Lieu(x) revendiqué(s) dans le message	Indice(s) contradictoire(s) ou notable(s)	Items concernés
GCHSS 2026	Vienne, Autriche (lieu du congrès)	Domaine d'expédition « journalhubeco.live » et adresse de contact « conferencesglobal.org » : deux domaines distincts pour un seul événement	R11
Executive Congresses (complément lié à R11, non comptabilisé)	Amsterdam, Pays-Bas (lieu du congrès)	Adresse postale à Londres, Royaume-Uni, sans lien apparent avec le lieu du congrès	R11 (compl.)
Health Psychology Research / AccScience	Singapour (siège social affiché)	Cohérence apparente entre siège et domaine d'expédition	R12-a
Veredas do Direito	Brésil (revue et indicatif téléphonique +55)	Cohérence apparente, seule sollicitation du corpus dont le tarif est vérifiable dès le premier message	R12-b
Adv. ESCC 2026 / Peers Alley Media	Londres pour la conférence annoncée, Vancouver (Canada) pour l'organisateur	Deux lieux distincts pour un même événement	R13-b
IJDR, IJRAMR	Non précisé dans le corps du message	Indicatifs téléphoniques WhatsApp indiens (+91) partagés par deux revues aux titres différents	R13-c, R2, R5, R16

Entité ou réseau	Lieu(x) revendiqué(s) dans le message	Indice(s) contradictoire(s) ou notable(s)	Items concernés
Conférence de Qingdao (homoglyphes)	Qingdao, Chine	Domaine d'expédition « icefamsci.com », sans organisme chinois identifiable	R14-a
Omniscriptum (Globe Edit, Éditions Universitaires Européennes)	Allemagne (« fondées en Allemagne en 2002 »), diffusion revendiquée en Europe, Afrique, Asie et Amérique latine	Numéro d'enregistrement commercial identique pour des marques présentées comme indépendantes (voir 4.6)	R1, R10, R13-a
Eliva Press	Non précisé dans le message	Numéro d'enregistrement distinct de celui d'Omniscriptum, mais signataire identique sur deux items du corpus	R9, R17

Source : Mandou Ayiwouo, construction à partir du corpus documentaire actualisé, 2021-2026⁴



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

⁴ Cette cartographie, nécessairement sommaire, ne prétend pas localiser avec certitude le siège réel de chaque entité, plusieurs de ces informations étant elles-mêmes invérifiables (critère 3). Elle montre en revanche que l'ancrage revendiqué fonctionne comme un argument de légitimité par association à des pôles scientifiques reconnus (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Extrême-Orient), tandis que les seuls indices matériellement vérifiables, les indicatifs téléphoniques, convergent de façon disproportionnée vers l'Asie du Sud.

Annexe 3. Tableau 4 : Bases de contact revendiquées et recoupements narratifs

Le tableau suivant synthétise la typologie des bases de contact revendiquées présentée en 4.1, avec, pour chaque type, sa proportion approximative dans le corpus et les items qui l'illustrent.

Type de base de contact revendiquée	Description	Proportion approximative	Items représentatifs
Citation exacte d'un article effectivement écrit par le destinataire	Titre, et parfois extrait d'abstract, reproduits avec exactitude	Environ la moitié du corpus	R4-a/b, R8, R18, D9, D11
Citation d'un article dirigé, édité ou publié par le destinataire, mais non écrit par lui	Erreur de collecte révélant la nature automatisée du ciblage	Cas isolé, mais doublement attesté à cinq jours d'intervalle	D14, D15
Mention vague d'un « profil » ou d'un travail « partagé en ligne »	Absence de référence bibliographique précise	Minoritaire	D11 (formule d'ouverture), R1
Absence de toute base de contact énoncée	Message se présentant d'emblée comme un appel général, sans salutation nominale ni référence à un travail antérieur	Environ un cinquième du corpus	R14-b, R14-c, R15

Source : Mandou Ayiwouo, construction à partir du corpus documentaire actualisé, 2021-2026⁵

⁵ Le recoupement le plus significatif de ce tableau, deux « revues » distinctes invoquant le même article publié dans Cinétismes à cinq jours d'intervalle (D14, D15), est discuté en 4.1 et 4.6 ; il constitue l'indice le plus direct, dans notre corpus, d'une circulation de données entre entités sollicitantes officiellement indépendantes.

Le livre comme opérateur de lien en milieu scolaire rural camerounais : rareté documentaire, pratiques d'échange et espace symbolique d'interdépendance

The book as a relational operator in rural Cameroonian schools: Documentary scarcity, exchange practices, and the symbolic space of interdependence

Lionel Thierry OWONA ESSENGUE⁶

Pour citer cet article : Owona Essengue, L. T. (2026). Le livre comme opérateur de lien en milieu scolaire rural camerounais : rareté documentaire, pratiques d'échange et espace symbolique d'interdépendance. *Cinétismes*, Hors-série 4, pp. 68-86. Licence CC BY 4.0.

CINETISMES



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

⁶ Lionel Thierry Owona Essengue est doctorant en sciences de l'information et de la communication (SIC) à l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC). Diplômé en édition et arts graphiques de la même institution, il est, depuis deux ans, enseignant vacataire au Département de Sciences et Techniques de la Communication (STC) de l'Université d'Ebolowa. Ses recherches portent notamment sur l'édition, la médiation et l'écriture numérique. Le présent article est sa première publication scientifique. Courriel : owonalionel578@gmail.com.

Résumé

Cet article qui s'inscrit dans le cadre d'une étude rétrospective menée en 2020 au sein du lycée de Mengong dans le Sud Cameroun, se propose d'analyser la fonction médiatrice du livre en contexte d'apprentissage rural. À partir d'une enquête mixte menée auprès de (39 élèves de Terminale A, 12 enseignants), l'étude mobilise la dramaturgie de Goffman, la théorie du don de Mauss et l'approche systémique, pour montrer que la rareté documentaire active une économie symbolique structurée par un discours de la pauvreté. Les interactions symétriques (entre pairs) et dissymétriques (élèves-enseignants) observées dans le milieu éducatif en zone rurale excèdent la fonctionnalité didactique du livre pour le constituer en opérateur de socialisation et de reconnaissance. L'article qui, pour le cas d'espèce de ce numéro, s'inscrit dans l'éthique et la solidarité intellectuelle, soutient que le livre fonctionne, en contexte de précarité, comme un médium systémique régulant les rapports sociaux au sein du sous-système-classe en particulier et éducatif en général, et propose une lecture postcoloniale de ce phénomène. Certes, il ne s'agit pas spécifiquement ici du milieu universitaire, mais nous inscrivons notre analyse dans la dynamique plus large de la réception du livre pédagogique et donc scientifique, en contexte académique africain.

Mots-clés : livre, médium, économie du don, espace symbolique, discours de la pauvreté, approche systémique de la communication

*Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language*

Abstract

This article, part of a retrospective study conducted in 2020 at the Lycée of Mengong in southern Cameroon, examines the mediating role of the book in a rural learning environment. Drawing on a mixed-methods survey of 39 final-year (Terminale A) students and 12 teachers, the study brings together Goffman's dramaturgy, Mauss's gift theory, and a systemic approach to show that documentary scarcity gives rise to a symbolic economy shaped by a discourse of poverty. The symmetrical interactions observed among peers and the asymmetrical ones between students and teachers in this rural educational setting go beyond the book's purely didactic function, turning it into an operator of socialization and recognition. Written in keeping with the spirit of ethics and intellectual solidarity that frames this special issue, the article argues that, under conditions of precarity, the book operates as systemic medium regulating social relations within the class subsystem in particular and the educational system more broadly, and it offers a postcolonial reading of this phenomenon. While the focus here is not specifically on higher education, our analysis is situated within the broader dynamics of how pedagogical (and by extension scientific) books are received in an African academic context.

Keywords: book, medium, gift economy, symbolic space, discourse of poverty, systemic approach to communication

Introduction

La sociologie des objets et les Sciences de l'information et de la communication (SIC) s'accordent sur un point rarement explicité : les objets du quotidien ne sont pas de simples instruments ; ils constituent des opérateurs de relation. Depuis les travaux fondateurs de Bruno Latour (1994) sur l'interobjectivité⁷ et ceux de Tisseron (cité par Blandin, 2001) sur les registres symboliques des objets, la recherche en SIC a progressivement enrichi cette agentivité des objets en s'intéressant aux médiations culturelles que ceux-ci rendent possibles entre les individus.

Dans le champ spécifique du livre, les études se sont longtemps concentrées sur ses dimensions économiques (marché éditorial), pédagogiques (usage didactique) ou sociologiques (pratiques de lecture). Sa fonction de *médium* (au sens d'un dispositif qui configure et structure des relations

⁷La notion d'interobjectivité, développée par Latour (1994), désigne les « arrangements » entre objets qui structurent les relations humaines en médiatisant les interactions. Elle anticipe, dans une perspective matérielle, la question de la « biographie des objets » telle que la formule plus tard Appadurai (1986).

interpersonnelles) demeure en revanche peu explorée, *a fortiori* dans les contextes scolaires africains subsahariens. Cette lacune est d'autant plus significative que l'établissement scolaire en milieu rural camerounais, caractérisé par une rareté documentaire structurelle, offre un terrain privilégié pour observer comment un objet contraint crée, par sa circulation même, un espace d'échanges et de solidarités. Cette rareté confère par ailleurs au livre une charge symbolique spécifique que les théories de la communication développées en contexte occidental ne permettent pas toujours de saisir pleinement.

Cette étude rétrospective, quoique n'étant pas spécifiquement ancrée au milieu universitaire comme terreau d'investigation, mais élargie au domaine académique ou de l'apprentissage, a pour soubassement analytique l'axe cinq de ce hors-série sur l'éthique, la solidarité intellectuelle et les perspectives institutionnelles. Ainsi, l'enquête menée en 2020 au lycée de Mengong, commune rurale du Sud-Cameroun, auprès d'élèves de Terminale A et de leurs enseignants peut se résumer dans la question directrice suivante : *Comment les élèves des classes de Terminale A du lycée de Mengong construisent-ils leurs rapports autour du livre, et de quelle manière ces rapports révèlent-ils la dimension sociale et symbolique de cet objet ?*

Nous formulons l'hypothèse que le livre, en contexte de précarité documentaire, excède sa fonction didactique première pour opérer comme un *médium social* structurant les relations interpersonnelles. Cette hypothèse se décline en trois propositions analytiques : (1) la rareté du livre active une économie symbolique qui strate les acteurs selon leur capital livresque ; (2) les pratiques d'échange autour du livre obéissent à des logiques d'interaction différenciées selon la nature des relations (symétriques ou dissymétriques) ; (3) l'ensemble de ces pratiques converge vers un espace symbolique d'interdépendance contribuant à l'équilibre du sous-système-classe. Pour éprouver ces propositions, l'article mobilise trois principaux outils théoriques : la *dramaturgie* de Goffman, la *théorie du don* de Mauss et l'*approche systémique* de Lohisse *et al.*, chacun assigné à un niveau spécifique de l'analyse.

1. Cadre théorique et conceptuel

La réflexion sur le statut de l'objet en sciences humaines traverse plusieurs traditions. La phénoménologie husserlienne établit une relation d'interdépendance constitutive entre le sujet et l'objet : c'est à travers le processus perceptif que « sujet et objet se constituent et prennent conscience de leur existence » (Semprini, 1995 : 50). Alfred Schutz prolonge cette intuition en montrant que le sujet porte un *stock of knowledge* socialement accumulé qui oriente ses catégorisations : les objets ne sont pas perçus de manière neutre mais *typifiés*⁸ à partir de schèmes d'interprétation collectivement partagés. Cette opération de typification sera centrale dans notre analyse de la manière dont les élèves catégorisent les possesseurs de livres.

1.1. De l'objet-livre à l'opérateur de relation : usages, don et médiation

La sociologie des usages, notamment à travers Michel de Certeau (1980), enrichit cette perspective en montrant que les individus *détournent* et se *réapproprient* les objets au-delà de leurs usages prescrits. Serge Proulx (2005) systématise cette approche en identifiant plusieurs registres d'usage, dont la « construction subjective du sens par les acteurs ». L'approche de Madeleine Akrich (citée par Proulx, 2005), qui identifie le *détournement* comme mode d'usage non prévu par les concepteurs, trouve dans notre terrain une illustration majeure : les élèves transforment le livre, outil pédagogique, en vecteur de socialisation et d'identité sociale.

C'est ici que la théorie maussienne du don s'impose comme outil analytique de premier plan. Pour Marcel Mauss (1923-24), tout don engage une triple obligation : *donner, recevoir, rendre*. Ce qui paraît un geste gratuit (prêter un livre à un camarade) s'avère en réalité un échange réglé qui établit un lien de dette et de réciprocité entre les parties. Cette obligation de réciprocité n'est pas nécessairement immédiate ni symétrique : elle peut s'acquitter de manière différée et en nature différente (aide aux devoirs, information, soutien moral). L'économie du don sera ainsi notre outil principal pour analyser la section 3.3.

⁸Le concept de typification (Schutz) renvoie à la capacité du sujet de catégoriser les objets et les situations à partir d'un répertoire d'expériences préalables socialement constitué. Dans notre corpus, les catégories « enfant de riche » et « génie » constituent deux typifications concurrentes du même objet-livre.

Le livre constitue par ailleurs un cas particulier au sein des objets médiateurs. Défini par Kant comme « l'instrument de la diffusion d'un discours au public » et qualifié par Zogo (1996) de « premier support de communication des temps modernes », il est à la fois un support matériel (*vu*), un contenu intellectuel (*lu*) et un dispositif de médiation sociale (*su*), selon la tridimensionnalité proposée par Salaün (2012). C'est cette troisième dimension (le *su*, c'est-à-dire la réputation et le rôle social conforme à l'objet) qui sera au cœur de notre analyse.

1.2. Dramaturgie et espace symbolique : Goffman, Bourdieu et la mise en scène de la classe

Erving Goffman (1973) conçoit l'interaction sociale comme une *représentation théâtrale* : chaque acteur gère ses impressions sur une « scène » face à un « public », en mobilisant des « accessoires » et en s'appuyant sur des « coulisses ». Dans la salle de classe de Terminale A du lycée de Mengong, le livre fonctionne précisément comme un tel accessoire : le montrer, le prêter ou le refuser constituent autant de performances qui positionnent l'acteur sur la scène scolaire. La dramaturgie de Goffman sera mobilisée pour analyser les pratiques de prêt (section 3.2.1) et la relation élèves-enseignants (section 3.2.2).

Pierre Bourdieu (1979) offre la notion de *capital symbolique* pour comprendre pourquoi la possession du livre génère des positions sociales différenciées dans le champ scolaire ou académique. Dans un espace où le capital économique est rare, le capital livresque fonctionnerait comme une forme de capital culturel reconvertible en prestige social et en pouvoir de prescription au sein du groupe-classe. Ce capital est d'autant plus précieux que sa rareté l'amplifie. Mbia (2016 : 110), à la suite de Bourdieu, analyse comment le discours institue des hiérarchies symboliques : la salle de classe camerounaise offre un terrain complémentaire où ces hiérarchies se jouent autour de l'objet-livre.

1.3. Approche systémique et contexte postcolonial

Notre analyse s'inscrit dans la tradition organiciste de la communication prolongée par la théorie des systèmes (Lohisse *et al.*, 2010). Un système se caractérise par l'interdépendance de ses éléments : dans les systèmes ouverts, aucun sous-système ne peut être isolé sans altérer l'ensemble.

La salle de classe constitue précisément un tel sous-système, inséré dans le lycée, lui-même ancré dans une commune structurée par des conditions socio-économiques spécifiques. La théorie systémique sera mobilisée pour analyser la fonction régulatrice des pratiques d'échange (section 4.2). L'École de Palo Alto, dont nous retenons le cinquième axiome (« Tout échange de communication est symétrique ou complémentaire selon qu'il se fonde sur l'égalité ou la différence » (Lohisse et al., 2010)), fournit en outre une grille de lecture des modalités interactionnelles.

Il est enfin nécessaire de souligner que l'école camerounaise ne constitue pas un espace neutre : elle porte l'empreinte d'une histoire coloniale qui a fait du livre un signe majeur de la modernité et de l'émancipation individuelle. Achille Mbembe (2000) analyse comment dans la « postcolonie », les sujets intègrent et détournent simultanément les signes du pouvoir colonial⁹. Le livre, en tant qu'artefact de la modernité scolaire issue de la colonisation, est porteur de cette double valence : il est à la fois un signe d'allégeance à la norme éducative dominante et, en contexte de rareté, un support de solidarités informelles qui subvertissent cette norme. Cette dimension postcoloniale sera prise en compte dans notre discussion (section 4.1).

2. Terrain d'enquête et dispositif méthodologique

La commune de Mengong constitue le terrain de l'étude, en raison de critères favorables que cette section vise à présenter de façon sommaire.

2.1. Le lycée de Mengong : un terrain de précarité structurelle

Le lycée de Mengong est implanté dans la commune rurale du même nom, située à 30 km d'Ebolowa (Région du Sud, Cameroun), pour une population de 41 389 habitants répartis dans 49 villages sur 683 km². Créé en 1978 comme Collège d'Enseignement Général (CEG), il a été promu

⁹Mbembe (2000 : 14) analyse la « postcolonie » comme un espace où les sujets « simulent la conformité aux normes » imposées tout en les détournant à leur profit. Les pratiques d'échange de livres relèvent de cette logique : les élèves simulent la possession individuelle du savoir (norme scolaire) tout en pratiquant une économie collective du partage (tactique de survie).

lycée en 1999. Il accueille environ un millier d'élèves répartis dans 19 salles de classe, dont quatre classes de Terminale représentant un effectif global d'environ 200 élèves toutes classes confondues.

L'ancrage socio-économique de la commune se caractérise par une précarité multidimensionnelle : agriculture vivrière itinérante à faible productivité, absence d'établissements bancaires, couverture électrique et sanitaire insuffisante (Plan communal de développement Mengong, 2013). Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD, 2000) distingue trois formes de pauvreté (extrême, générale et humaine) dont les deux dernières affectent significativement Mengong. Cette précarité se répercute directement sur les ressources documentaires disponibles pour les élèves : 80 % des parents « ne sont pas capables d'acheter des livres à leurs enfants à cause de la pauvreté ambiante », selon les dires d'un enseignant de sciences physiques interrogé. Pilon (2006), dans une synthèse sur l'éducation en Afrique subsaharienne, montre que cette rareté documentaire est un phénomène structurel qui affecte la majorité des établissements ruraux du continent, invalidant toute lecture qui la traiterait comme une exception locale.

2.2. Dispositif méthodologique

L'enquête combine une *approche quantitative* (questionnaire) et une *approche qualitative* (entretiens semi-directifs). Elle a été menée en novembre 2020 après obtention de l'accord formel du proviseur¹⁰ et est présentée ici sous forme d'étude rétrospective, afin d'enrichir non seulement le concept de communauté de réception porté par ce numéro, mais également de mettre en relief les logiques interactives autour du livre en contexte académique rural. La population étudiée comprend 39 élèves des classes de Terminale A (sur un effectif de 42) et 12 enseignants sur 29 pour la phase quantitative. La phase qualitative a été menée auprès de 18 élèves (deux groupes de 9) et de 5 enseignants, sélectionnés par volontariat avec équilibre de genre.

¹⁰L'enquête a été menée avec l'accord formel du proviseur du lycée de Mengong (lettre d'autorisation en date du 2 novembre 2020). Les participants ont été informés de l'anonymat de leurs réponses. Le protocole respecte les principes éthiques de la recherche en sciences sociales (consentement éclairé, confidentialité, non-nuisance).

Le questionnaire a permis de quantifier les comportements et représentations liés au livre (possession, modes d'acquisition, prêt, emprunt, recommandation). Les entretiens semi-directifs ont visé à dégager les motivations profondes et les significations attribuées au livre. Les données quantitatives ont été traitées sous tableur et présentées en fréquences ; les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse du discours centrée sur les typifications, les motivations déclarées et les tensions énonciatives.

Cette enquête comporte deux limites principales qu'il convient d'explicitier dès l'abord. Premièrement, la taille de l'échantillon (39 élèves et 12 enseignants dans un établissement unique) ne permet pas la généralisation statistique : les résultats visent une *saturation thématique* des processus communicationnels et symboliques en jeu plutôt qu'une représentativité populationnelle. Deuxièmement, le contexte sanitaire de novembre 2020 (Covid-19) a pu modifier certaines pratiques d'échange physique des livres. Ces limites seront prises en compte dans l'interprétation des résultats.

3. Résultats : de la typification à l'économie symbolique du livre

La première question posée aux élèves (« que pensez-vous d'un camarade qui possède plusieurs livres ? ») a généré des réponses dont la structuration révèle un processus de typification au sens de Schutz : les élèves ne décrivent pas un individu singulier, mais appliquent un schème collectif de classification qui en dit davantage sur l'ordre social de la communauté scolaire que sur les caractéristiques réelles du possesseur.

3.1. La typification du possesseur de livres : discours dominant et discours dominés

Un *discours dominant*¹¹ émerge, porté par 60 % des répondants, qui réduit la possession de livres à la richesse économique familiale : « est un enfant de riche » ou « a des parents qui ont des

¹¹Nous entendons par « discours dominant » celui qui est statistiquement majoritaire et culturellement hégémonique dans l'espace observé, par opposition aux « discours dominés » qui coexistent avec lui en position marginale (Messanga Obama, 2009). La distinction ne renvoie pas à une hiérarchie de vérité mais à une hiérarchie de fréquence et de légitimité sociale.

moyens ». Ce discours peut être dit objectif au sens durkheimien : il s'appuie sur une observation empiriquement fondée de la corrélation entre revenus parentaux et possession du livre. Il est par ailleurs corroboré par les enseignants : « En milieu rural, l'importance du livre n'est pas notoire pour défaut de moyens financiers des parents à 80 % ; l'enseignant est considéré comme un thaumaturge pédagogique », dit l'enseignant de philosophie. Ce discours constitue une *typification économiciste* du livre qui l'ancre dans le registre du vu (Salaün, 2012) : l'objet y est perçu comme signe extérieur de richesse avant d'être perçu comme contenu.

Trente pour cent des élèves produisent cependant un *discours dominé* qui déplace radicalement l'axe de typification : « un camarade qui possède plusieurs livres est quelqu'un qui possède et recherche plus de connaissances » ; « c'est un génie ». Ce discours opère une *typification intellectualiste* qui réhabilite la dimension *lu* de l'objet-livre (Salaün, 2012) : ici, le livre est avant tout un capital culturel et cognitif. La tension entre ces deux typifications est analytiquement décisive : elle révèle que le même objet matériel peut être classé dans des registres symboliques radicalement distincts selon le *stock of knowledge* de celui qui l'observe. Un troisième groupe, minoritaire (10 %), produit une typification synthétique articulant les deux dimensions : « c'est un camarade dont les parents sont riches et qui va avoir une bonne culture ».

Cette tripartition discursive n'est pas sans tension interne. Un examen attentif des verbatims révèle que certains élèves appartenant au groupe « économiciste » (60 %) recommandent simultanément des livres à leurs camarades « pour les instruire » et « cultiver leur mental » : ils valorisent donc en pratique la dimension intellectuelle du livre qu'ils minorent dans leur discours de représentation. Cette contradiction entre discours et pratique est un indice de la complexité du rapport à l'objet-livre en contexte de précarité : le discours public témoigne de la hiérarchie sociale ambiante, tandis que les pratiques quotidiennes révèlent une valorisation plus nuancée de l'objet.

3.2. Les interactions autour du livre : performances et règles de la scène scolaire

Le relevé exhaustif des performances et règles de la scène scolaire a donné des résultats inattendus.

3.2.1. Les interactions symétriques entre pairs : prêter, échanger, recommander

Les données quantitatives révèlent un taux d'emprunt très élevé entre pairs (80 %). Une lecture goffmanienne de ces pratiques invite à ne pas s'en tenir à leur dimension fonctionnelle (pallier l'absence de livre) mais à en analyser la dimension performative. Prêter un livre n'est pas seulement un acte de solidarité : c'est aussi une représentation sur la scène de la classe, où le prêteur s'institue en « acteur » porteur d'un capital symbolique reconnu. La récurrence de l'emprunt dans les mêmes dyades ou groupes crée des rôles stables : le « donneur » (celui qui possède et partage) et l'« emprunteur » (celui qui reçoit et doit, symboliquement, rendre) constituent deux positions sociales aux coulisses distinctes.

Les échanges verbaux sur les lectures, pratiqués par 93 % des répondants, révèlent également une dimension performative : « pour les convaincre à aimer la lecture et à être instruits » ; « pour donner conseil à un ami quand il a un problème dont la solution est introuvable ». Parler de ses lectures, c'est aussi construire une image de soi comme « lecteur » ou « personne cultivée » sur la scène scolaire. La dimension phatique¹² jakobsonienne est ici intégrée à une stratégie de « gestion des impressions » (Goffman, 1973) : le livre semble servir moins à informer qu'à établir et maintenir un statut.

La recommandation de livres entre pairs (83 %) obéit à une logique similaire. Cependant, une tension apparaît dans le corpus : certains élèves recommandent des livres qu'ils n'ont pas lus eux-mêmes, tirant leur connaissance de leurs propres prescripteurs ou de résumés circulés informellement. Cette pratique de *recommandation médiée* repose moins sur la maîtrise du contenu que sur la maîtrise de la scène : il s'agit de paraître informé plutôt que de l'être. Elle illustre de manière exemplaire la distinction goffmanienne entre *face* (l'image projetée) et *backstage* (la réalité cachée).

¹²La fonction phatique, chez Roman Jakobson (1963), vise à établir, maintenir ou interrompre le contact entre les interlocuteurs, indépendamment du contenu informationnel du message. Dans notre corpus, les échanges verbaux sur les lectures fonctionnent davantage comme opérateurs de lien social que comme transmissions de savoirs.

3.2.2. Les interactions dissymétriques : la relation élèves-enseignants

La grande retenue des élèves vis-à-vis de leurs enseignants en matière de livre (20 % seulement demandent des conseils de lecture ; 27 % empruntent) s'explique, dans un cadre goffmanien, par la gestion du *territoire* et la crainte de la *rupture de face*. Les verbatims le confirment : « par peur d'égarer le livre de l'enseignant » ; « parce que certains enseignants ne collaborent presque pas avec les élèves, donc il y a une peur en nous » ; « parce que c'est un signe de mépris ». La demande de livres suppose une vulnérabilité avouée (ne pas posséder ce qu'on devrait avoir) face à un acteur doté d'un statut institutionnel supérieur : elle expose l'apprenant à une perte de face potentielle.

L'enseignant, décrit par son collègue de philosophie comme un « thaumaturge pédagogique » qui « mâche tout » pour l'élève, a construit une *persona* professionnelle qui décourage l'initiative bibliographique autonome. Cette *persona* apparaît comme un artefact de la scène scolaire : en se positionnant comme source exclusive du savoir, l'enseignant rend sa propre bibliothèque inaccessible. La conséquence est paradoxale : la fonction prescriptrice formellement attribuée à l'enseignant glisse, dans les faits, vers les échanges horizontaux entre élèves.

Une exception notable apparaît néanmoins : certains enseignants rompent ce script institutionnel en devenant des *facilitateurs d'accès* au livre : « Je fais des photocopies du document à exploiter avant la leçon et ceci de ma propre poche. Il m'arrive même parfois de mettre mes livres à la disposition de x ou de y », déclare l'enseignant de littérature. Ce geste constitue, dans la terminologie goffmanienne, une *rupture de rôle* productive : en sortant de sa posture *transmissive* pour adopter une posture de don, l'enseignant redéfinit les règles de la scène et génère une nouvelle forme de lien avec ses élèves.

3.3. La construction de l'espace symbolique : vers une économie du don livresque

L'ensemble des pratiques décrites (emprunt, échange verbal, recommandation, facilitation par les enseignants) converge vers la mise en place d'un espace symbolique d'interdépendance. Quarante-trois pour cent des élèves affirment que le livre leur permet de « se faire des amis » : « à chaque fois qu'il vient emprunter le livre, nous nous rapprochons » ; « dans la mesure où le livre est

rare et comme moi j'en ai, certains camarades m'abordent pour l'emprunter ». Le livre fonctionne ici comme un *opérateur de contact* (il crée la situation de rencontre) et comme un *opérateur de lien*, il génère une obligation réciproque.

C'est ici que la théorie maussienne du don¹³ s'avère la plus heuristique. Le prêt de livres constitue structurellement un *don* qui engage le donataire dans une obligation de réciprocité. Cette réciprocité est rarement immédiate ni strictement symétrique : le « contre-don » peut prendre la forme d'une aide aux devoirs, d'un service rendu, d'une information partagée ou simplement d'une reconnaissance publique du généreux prêtant. C'est précisément cette asymétrie du contre-don qui génère la texture sociale du groupe-classe : les échanges ne se soldent pas mais se cumulent, tissant un réseau d'obligations mutuelles informelles.

Cette économie du don livresque se construit à deux niveaux articulés. Au niveau micro, chaque prêt inscrit les acteurs dans une relation bilatérale de dette et de reconnaissance. Au niveau méso, la circulation répétée des livres entre multiples acteurs configure un système redistributif informel qui compense partiellement les inégalités d'accès : la possession d'un livre par un seul élève peut bénéficier, via la chaîne des emprunts, à un groupe beaucoup plus large. Ce processus, que l'on peut qualifier de *solidarité documentaire*, constitue une réponse collective à une contrainte structurelle.

4. Discussion

Les résultats de cette enquête ne peuvent être pleinement interprétés sans prendre en compte la dimension postcoloniale de l'institution scolaire camerounaise. Mbembe (2000) analyse comment, dans la « postcolonie », les artefacts hérités de l'ordre colonial sont simultanément intériorisés comme normes légitimes et détournés comme ressources tactiques. Le livre écrit en français, prescrit par un curriculum d'héritage colonial, se trouve dans cette position ambiguë : il est à la fois le signe

¹³Chez Mauss (1923-24), le don engage une triple obligation : donner, recevoir, rendre. Dans notre corpus, le prêt de livres engage le donataire dans une dette symbolique qui peut être acquittée de manière différée et par des biens non homogènes (aide aux devoirs, information, soutien moral). C'est cette asymétrie du contre-don qui génère la texture sociale du groupe-classe.

d'une modernité scolaire importée et le vecteur possible d'une émancipation individuelle et collective au sein du système que cette modernité a instauré.

4.1. La charge postcoloniale du livre : entre signe de modernité et outil d'émancipation

Cette double valence contribue sans doute à expliquer l'intensité du discours des élèves sur le livre. Lorsque 30 % d'entre eux typifient le possesseur de livres comme un « génie », ils ne font pas seulement une observation cognitive ; ils investissent le livre d'une capacité transformatrice (celle de faire accéder à un statut supérieur) qui renvoie à l'imaginaire de l'école comme voie de sortie de la pauvreté. Le discours dominant (« enfant de riche »), s'il réduit le livre à un signe de capital économique, révèle-lui aussi une conscience aiguë des inégalités structurelles que l'école est censée compenser mais qu'elle contribue en réalité à reproduire (Bourdieu, 1979). Les deux typifications (économiste et intellectualiste) sont donc les deux faces d'une même conscience postcoloniale de l'inégalité.

Cette lecture postcoloniale permet de situer notre contribution par rapport aux travaux de Hoggart (1970) sur la culture populaire en Angleterre industrielle. Là où Hoggart observe un rapport distancié et ambigu des classes populaires britanniques aux produits culturels légitimes, notre corpus révèle un rapport d'appropriation collective intense : la rareté du livre, loin de produire le désintérêt observé par Hoggart, génère au contraire une survalorisation symbolique et une économie de partage active. La différence de contexte (précarité post-coloniale africaine versus marginalité de classe européenne) produit des logiques sociales distinctes à partir d'une tension structurelle similaire (l'accès différencié aux ressources culturelles).

4.2. L'équilibre systémique par la solidarité documentaire

D'un point de vue systémique, les interactions autour du livre remplissent une fonction régulatrice qui dépasse leur dimension relationnelle. Les pratiques de prêt, d'emprunt et d'échange verbal constituent des *mécanismes de régulation* qui compensent les inégalités d'accès au livre et maintiennent une cohésion minimale du groupe-classe en dépit des fractures économiques. Dans la terminologie de Lohisse *et al.* (2010), ces mécanismes assurent l'équilibre dynamique du sous-

système-classe : non pas un équilibre figé mais une homéostasie permanente construite par les interactions.

On peut également lire ces pratiques comme des *tactiques* au sens de De Certeau (1980) : les élèves, privés de la « stratégie » institutionnelle (la bibliothèque, les manuels fournis), développent des ruses et des contournements qui leur permettent d'exercer un « pouvoir de faire » dans un espace qui leur est imposé et contraint. La « solidarité documentaire » que nous avons identifiée constitue précisément l'une de ces tactiques : une réponse inventive à une contrainte structurelle qui, ce faisant, réaffirme l'agentivité des acteurs.

Il importe toutefois de ne pas idéaliser cette solidarité documentaire. L'économie du don livresque n'élimine pas les hiérarchies : elle les reconfigure. Le détenteur de livres acquiert un capital symbolique qui le positionne avantageusement dans le groupe-classe, reproduisant à une échelle réduite les inégalités structurelles que cette économie informelle est censée atténuer. La solidarité documentaire est donc à la fois compensatrice des inégalités et productrice de nouvelles hiérarchies symboliques au sein du groupe-classe.

4.3. Implications épistémologiques et pistes de recherche

Sur le plan épistémologique, cette étude invite à réfléchir aux limites des cadres théoriques mobilisés, essentiellement construits dans des contextes occidentaux, pour rendre compte de phénomènes africains. La théorie maussienne du don, la dramaturgie de Goffman et l'approche systémique de l'École de Palo Alto se révèlent cependant fructueuses, même si elles n'ont pas été conçues pour rendre compte de la spécificité des solidarités nées de la précarité post-coloniale africaine. La dimension de médiation culturelle *sud-sud* que de futurs travaux pourraient développer suppose l'intégration d'auteurs africains travaillant sur l'éducation, la communication et la culture matérielle dans des contextes de rareté.

Trois pistes de recherche se dégagent. Premièrement, une étude comparative élargie à plusieurs lycées ruraux et urbains camerounais permettrait de tester la robustesse des résultats et d'identifier les variables contextuelles déterminantes (densité urbaine, niveau socio-économique, disponibilité

des bibliothèques). Deuxièmement, une approche longitudinale permettrait de mesurer l'évolution des pratiques avec la généralisation des ressources numériques, dont l'accès reste très inégal en zone rurale (Chéneau-Loquay, 2012) : la question se pose de savoir si la solidarité documentaire se reproduit avec le partage de fichiers PDF ou de connexions internet ou si elle perd sa dimension de lien social en se dématérialisant. Troisièmement, une analyse de la dimension générée des interactions autour du livre, insuffisamment investiguée dans cette étude, constituerait un prolongement nécessaire.

Conclusion

Cet article était parti d'une hypothèse : le livre, en contexte de précarité documentaire, excède sa fonction didactique pour opérer comme un médium de la relation à autrui. L'analyse des discours et des pratiques des élèves et des enseignants du lycée de Mengong permet de valider et de nuancer cette hypothèse.

La validation porte sur l'existence, dans ce corpus, d'une économie symbolique du livre : les typifications concurrentes du possesseur (l'« enfant de riche » vs le « génie ») révèlent des logiques de classement social complexes ; les pratiques de prêt, d'échange et de recommandation s'organisent selon les principes maussiens du don (triple obligation de donner, recevoir, rendre) ; et la circulation des livres remplit une fonction régulatrice systémique au sein du groupe-classe.

La nuance essentielle est que cette économie symbolique n'est pas seulement compensatrice des inégalités : elle en produit de nouvelles, en reconfigurant les hiérarchies sociales autour du capital livresque plutôt qu'en les réduisant. La solidarité documentaire observée est donc à la fois une tactique d'émancipation collective face à la contrainte structurelle et une reproduction microscopique des inégalités macrosociales au sein du groupe-classe.

Sur le plan théorique, cette étude contribue à une meilleure compréhension de la fonction sociale des objets culturels en contexte de précarité et à l'enrichissement du concept de communauté de réception : l'objet n'est pas seulement le vecteur d'un message ; il est un *configurateur de liens*, un

opérateur de socialisation et un révélateur des structures sociales dans lesquelles il circule. Elle suggère en outre que les théories de la communication gagneraient à intégrer la dimension postcoloniale des pratiques documentaires en Afrique subsaharienne, pour ne pas réduire à un simple « déficit » ce qui constitue, en réalité, une forme originale d'économie symbolique adaptée à des conditions spécifiques.

Références

- Ailincal, R. (2010). « *Interactions éducatives en contexte plurilingue et multiculturel* ». Actes du colloque international, Université Paris 10. Paris.
- Akrich, M. (1987). « *Comment décrire les objets techniques ?* ». *Techniques & Culture*, 9, pp. 49-64.
- Balock, L. L. (2014). « *Les adolescents et la lecture à Yaoundé : contribution à la mise en œuvre d'une politique de développement de la lecture* ». IFLA Library. Disponible en ligne.
- Bernard, M. (2006). *Introduction aux études littéraires assistées par ordinateur*. Presses universitaires de France.
- Blandin, B. (2001). *Des hommes et des objets : esquisses pour une sociologie avec objets*. Thèse de doctorat en sociologie, dir. P. Caspar. Paris : CNAM.
- Bourdieu, P. (1979). *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Éditions de Minuit.
- Boyomo Assala L. C. & Tétu J.-F. (2002). *Communication et modernité sociale : questions Nord/Sud*. Paris : L'Harmattan.
- Certeau, M. de. (1980 [rééd. 1990]). *L'Invention du quotidien. 1 : Arts de faire*. Gallimard.
- Chéneau-Loquay, A. (2012). « *Modes d'entrée de l'Afrique dans la mondialisation par les réseaux de communication à l'ère du numérique* ». *Netsuds*, 7, pp. 91-118.
- Corcuff, P. (1995). *Les nouvelles sociologies*. Paris : Nathan.
- Fairen, A. (2005). « *Les interactions entre élèves : une source d'apprentissages ?* ». Mémoire de recherche, dir. M. Bouveau. IUFM de Bourgogne, Centre d'Auxerre.
- Felouzis, G. (1993). « *Interactions en classe et réussite scolaire. Une analyse des différences filles-garçons* ». *Revue française de sociologie*, 34(2), p. 199-222.

- Goffman, E. (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*. Éditions de Minuit.
- Hoggart, R. (1970). *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Éditions de Minuit.
- Jakobson, R. (1963). *Essais de linguistique générale*. Éditions de Minuit.
- Kant, E. (1785 [rééd. 1995]). *De l'illégitimité de la reproduction des livres*. [Texte en ligne].
- Latour, B. (1994). « Une sociologie sans objet ? Note théorique sur l'interobjectivité ». *Sociologie du travail*, 36(4), pp. 587-607.
- Lohisse, J., Jodts, A., Lambotte, M.-C. & Lucas, G. (2010). *La communication : de la transmission à la relation* (4^e éd.). De Boeck.
- Mauss, M. (1923-24 [rééd. 2007]). *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Presses universitaires de France.
- Mbembe, A. (2000). *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Karthala.
- Mbia, A. C. (2016). « Des discours instituants ». *Fréquence Sud*, 22, pp. 100-120.
- Messanga Obama, C. (2009). *La communication sur le SIDA : discours dominants et discours dominés dans la construction de la réalité du SIDA au Cameroun*. Thèse de doctorat en SIC. Université Lumière Lyon II.
- Mucchielli, A. (2006). « Deux modèles constructivistes pour le diagnostic des communications organisationnelles ». *Communication et organisation*, 30, pp. 7-26.
- Njoh-Mouelle É. (1970). *De la médiocrité à l'excellence : essai sur la signification humaine du développement*. Yaoundé : CLE.
- Pilon, M. (dir.) (2006). *Défis du développement en Afrique subsaharienne : l'éducation en jeu*. CEPED.
- Plan communal de développement Mengong. (2013). *Rapport communal*. Mengong.
- PNUD (2000). *Vaincre la pauvreté humaine*. New York : Programme des Nations Unies pour le développement.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2000). *Vaincre la pauvreté humaine*. PNUD.

- Proulx, S. (2005). « *Penser les usages des TIC aujourd'hui : enjeux, modèles, tendances* ». In L. Vieira & N. Pinède (dir.), *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels* (t. 1, pp. 7-20). Presses universitaires de Bordeaux.
- Salaün, J.-M. (2012). *Vu, lu, su. Les architectes de l'information face au monopole du web*. La Découverte.
- Semprini, A. (1995). *L'objet comme procès et comme action : de la nature et de l'usage des objets dans la vie quotidienne*. L'Harmattan.
- Vounda Etoa M. (2016). *Livre et manuels scolaires au Cameroun : la dérive mercantiliste*. Yaoundé : CLE.
- Zogo, F. (1996). *L'édition et le livre au Cameroun : production, distribution, consommation. Contribution à l'étude des systèmes éditoriaux dans les pays d'Afrique subsaharienne*. Thèse de doctorat en SIC, dir. N. Toussaint-Desmoulins. Paris 2.

CINETISMES



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Accès ouvert et réception des savoirs sur l'IA éducative en Afrique : état des lieux à partir d'un corpus documentaire

Open access and reception of knowledge on educational AI in Africa: A documentary corpus review

Olivier Ange-Yannick MOUSSAVOU NDJIMBIT¹⁴

Pour citer cet article : Moussavou Ndjimbit, O. A.-Y. (2026). Accès ouvert et réception des savoirs sur l'IA éducative en Afrique : état des lieux à partir d'un corpus documentaire. *Cinétismes*, Hors-série 4, pp. 87-105. Licence CC BY 4.0.

Résumé

Cette étude examine la diffusion en accès ouvert des travaux consacrés à l'intelligence artificielle (IA) et à l'éducation en Afrique. Elle repose sur une analyse documentaire conduite entre septembre 2025 et mars 2026. Le corpus comprend quatorze documents directement liés à l'Afrique, dont dix articles scientifiques (71,4 %) et quatre autres ressources documentaires (28,6 %). Sa répartition géographique comprend quatre documents sur le Maghreb (28,6 %), quatre études situées en Afrique subsaharienne (28,6 %), cinq documents à l'échelle continentale (35,7 %) et un document de catégorie mixte Afrique/Maghreb (7,1 %). L'analyse distingue la mise à disposition numérique, l'accessibilité, la visibilité et la réception. Les résultats montrent que l'accès ouvert favorise la circulation des travaux, tandis que les études empiriques récentes au Ghana, au Nigeria et en Afrique du Sud mettent en évidence des usages étudiants, des effets cognitifs, des besoins de formation et des conditions de préparation des enseignants. À partir de Suber et Willinsky pour l'accès ouvert, de la Recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte et de Jauss et Iser pour la réception, l'article propose une chaîne analytique à quatre maillons : production, accessibilité, visibilité et réception.

Mots-clés : accès ouvert ; intelligence artificielle ; éducation ; Afrique ; visibilité ; réception

¹⁴ Olivier Ange-Yannick Moussavou Ndjimbit est docteur en sciences de l'information et de la communication (thèse soutenue en 2026) et membre du laboratoire MICA (Médiations, Informations, Communication, Arts, UR 4426) de l'Université Bordeaux Montaigne (France). Il inscrit ses travaux dans l'axe Analyse des transitions et des innovations en information et en art (ATIIA). Ses recherches portent sur les usages numériques et l'intelligence artificielle, la circulation des savoirs, la gouvernance environnementale et les formes de justice cognitive en Afrique. Contact : olivier-ange-yannick.moussavou-ndjimbit@etu.u-bordeaux-montaigne.fr ; yannickaldanirvana@gmail.com.

Abstract

Open access and reception of knowledge on educational AI in Africa: a documentary corpus review

This study examines the open-access dissemination of research on artificial intelligence (AI) and education in Africa. It is based on a documentary analysis conducted between September 2025 and March 2026. The corpus now comprises fourteen documents directly related to Africa, including ten scientific articles (71.4%) and four other documentary resources (28.6%). Geographically, four documents focus on the Maghreb (28.6%), four on specific sub-Saharan African contexts (28.6%), five on Africa at continental level (35.7%), and one combines Africa and the Maghreb (7.1%). The analysis distinguishes online availability, accessibility, visibility, and reception. Recent empirical studies from Ghana, Nigeria, and South Africa document student uses, cognitive effects, training needs, and teacher preparedness. Drawing on Suber and Willinsky for open access, UNESCO's Recommendation on Open Science, and Jauss and Iser for reception, the article proposes a four-link analytical chain: production, accessibility, visibility, and reception.

Keywords: open access; artificial intelligence; education; Africa; visibility; reception

Introduction

En l'espace de quelques années, l'intelligence artificielle (IA) est devenue un objet important des politiques éducatives africaines. La Stratégie continentale sur l'intelligence artificielle, publiée par l'Union africaine en juillet 2024, l'inscrit dans une perspective de développement, d'innovation et de renforcement des capacités (Union africaine, 2024). Parallèlement, une littérature récente examine les usages pédagogiques de l'IA, ses conditions institutionnelles et ses enjeux éthiques dans l'enseignement africain (El Ganbour & Belouali, 2024, pp. 91-124 ; Falebita & Kok, 2024, pp. 1-22 ; Huet, 2024, pp. 1-2 ; Jenfi & Zitouni, 2024, pp. 1-15). Une part de ces travaux est désormais consultable en ligne, dans des revues, des rapports institutionnels ou des publications professionnelles.

Cette disponibilité ne résout toutefois pas la question posée par le présent hors-série : publier et rendre un texte accessible ne signifient pas nécessairement qu'il soit visible, lu ou approprié. Suber

définit l'accès ouvert comme une littérature « *digital, online, free of charge* » et largement libérée des restrictions de droit d'auteur et de licence (Suber, 2012, p. 4, traduction de l'auteur). Willinsky formule, pour sa part, un principe de responsabilité scientifique visant à étendre la circulation des travaux « as far as possible » (Willinsky, 2006, p. xii). Dans les contextes africains, cette ouverture se déploie cependant au sein de systèmes éducatifs marqués par des contraintes de démographie, de financement, d'inclusion, de qualité et d'emploi des jeunes (IIP-UNESCO, 2022). Les travaux menés dans six universités camerounaises montrent également que les conditions d'accès à Internet et à la littérature scientifique affectent concrètement l'accès à la recherche (Willinsky *et al.*, 2005, pp. 1-15).

La question de recherche est donc la suivante : comment se structure la diffusion en accès ouvert des publications consacrées à l'IA dans l'éducation en Afrique, et que permet-elle d'établir sur leurs conditions de réception ? L'hypothèse retenue est que l'ouverture numérique élargit les possibilités d'accès sans garantir, à elle seule, la visibilité ni l'appropriation des textes. La distribution documentaire observée doit ainsi être interprétée comme une visibilité dans le corpus constitué, et non comme une mesure exhaustive de la production scientifique africaine.

Pour répondre à cette question, l'étude croise deux ensembles conceptuels. Le premier rassemble les travaux sur l'accès ouvert et la circulation des savoirs (Suber, 2012 ; Willinsky, 2006 ; UNESCO, 2021). Le second mobilise les théories de la réception de Jauss (1978) et d'Iser (1985), qui permettent de distinguer la disponibilité d'un texte de son actualisation par un lecteur. L'analyse documentaire porte désormais sur quatorze documents directement liés à l'Afrique. Les quatre articles ajoutés documentent des contextes du Ghana, du Nigeria et de l'Afrique du Sud et renforcent la base empirique relative aux usages éducatifs de l'IA.

L'article présente d'abord le cadre théorique, puis l'état de la littérature et la méthode documentaire. Il expose ensuite les résultats sur la nature des documents, leur répartition géographique, leurs modalités d'accès et leurs thématiques. La discussion revient enfin sur la chaîne production-

accessibilité-visibilité-réception afin de préciser ce que l'accès ouvert permet, et ce qu'il ne permet pas encore de conclure sur la réception des savoirs.

1. Cadre théorique

L'analyse repose d'abord sur le principe d'accès ouvert. Suber (2012, p. 4) le caractérise comme un accès numérique, en ligne, gratuit et largement affranchi des restrictions de copyright et de licence. Cette définition permet de distinguer la mise à disposition d'un texte des permissions attachées à son usage. Willinsky (2006, p. xii) relie l'ouverture à une responsabilité de circulation du savoir : la valeur de la recherche implique d'en étendre la diffusion aussi largement que possible.

1.1. De l'ouverture des savoirs à leur réception

Les diverses approches énumérées permettent d'étudier l'accessibilité d'un document sans confondre cette propriété avec son audience effective. La perspective de l'accès ouvert est complétée par la *Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte* (2021), qui associe l'ouverture des publications à celle des données, des infrastructures et des capacités nécessaires à une participation plus équitable à la production et à la circulation des connaissances. Cette approche invite à ne pas réduire l'ouverture à la seule présence d'un document en ligne : l'accessibilité dépend également de sa stabilité documentaire, de sa repérabilité, des infrastructures disponibles et des compétences permettant son appropriation.

Ces théories de l'ouverture ne suffisent pourtant pas à expliquer la réception. Jauss situe l'expérience des lecteurs dans un « horizon d'attente » historiquement constitué (Jauss, 1978, pp. 53-54). Iser (1985) insiste sur l'activité du lecteur et sur l'interaction par laquelle le sens du texte s'actualise. Transposées à la circulation numérique des publications scientifiques, ces propositions invitent à distinguer quatre niveaux : la production d'un document, son accessibilité, sa visibilité dans les espaces documentaires et sa réception par des publics capables de le lire, de l'interpréter et éventuellement de le réutiliser.

L'articulation de ces deux ensembles théoriques constitue le cadre opératoire de l'étude. Elle évite d'assimiler accès ouvert, visibilité et lecture. Elle permet aussi de formuler une limite méthodologique centrale : un corpus documentaire peut renseigner la production repérable, les conditions d'accès et certains indices de visibilité, mais il ne mesure pas directement la réception. Celle-ci exigerait des données complémentaires de consultation, de citation, d'enquête ou d'observation des usages.

1.2. État de la littérature

Les travaux retenus montrent d'abord que l'IA éducative en Afrique est abordée sous plusieurs angles. Au Maroc, El Ganbour et Belouali (2024, pp. 91-124) élaborent et valident un référentiel éthique destiné à encadrer l'usage de l'IA en éducation. Jenfi et Zitouni (2024, pp. 1-15) discutent ses opportunités, ses défis et ses perspectives dans le système éducatif marocain. Kihel (2025, pp. 128-134) examine ses usages dans l'enseignement-apprentissage des langues. Ces travaux associent les potentialités pédagogiques à des exigences de médiation, d'éthique et de formation. À une échelle plus large, Falebita et Kok (2024, pp. 1-22) montrent, dans une revue systématique consacrée à l'enseignement supérieur africain, que l'IA est mobilisée dans les activités d'enseignement-apprentissage et dans plusieurs pratiques académiques. Les travaux empiriques ajoutés précisent cette dynamique.

Au Ghana, Essel *et al.* (2024) étudient expérimentalement l'effet de ChatGPT sur les compétences de pensée critique, créative et réflexive de 125 étudiants, tandis que Baidoo-Anu *et al.* (2024) analysent les perceptions de 277 étudiants et mettent en évidence à la fois des bénéfices académiques, des préoccupations d'intégrité et un déficit de formation institutionnelle. Au Nigeria, Sanusi *et al.* (2024) montrent, à partir d'entretiens avec 21 acteurs éducatifs, que l'intégration de l'IA à l'école suppose de considérer conjointement les attentes des enseignants, des étudiants et des décideurs. En Afrique du Sud, Ayanwale *et al.* (2024) analysent les réponses de 430 enseignants en exercice et montrent que l'intégration technologique, l'influence sociale, les attitudes et l'auto-efficacité contribuent à leur préparation à l'intégration de l'IA.

La transformation numérique ne peut cependant être isolée des contraintes structurelles de l'éducation. L'IPE-UNESCO (2022) identifie cinq enjeux majeurs : démographie, financement, inclusion, qualité et emploi des jeunes. Ouni Ghobtane et Ben Amor (2021, pp. 1-19) documentent, dans le cas tunisien, les promesses et les obstacles de l'enseignement universitaire à distance à partir d'une étude qualitative auprès de trente enseignants. Azaroual (2024, pp. 1-8) situe plus largement les opportunités et contraintes de l'IA en Afrique. Dans une revue systématique consacrée à l'enseignement supérieur africain, Falebita et Kok (2024, pp. 1-22) analysent les usages de l'IA dans l'enseignement-apprentissage et les activités académiques, ainsi que les conditions stratégiques de son intégration.

Enfin, les recherches sur l'accès aux connaissances donnent une profondeur empirique à cette question. Willinsky *et al.* (2005, pp. 1-15) étudient l'état de l'accès à Internet et à la littérature de recherche dans six des sept universités camerounaises, à partir notamment d'une enquête auprès de 91 enseignants, bibliothécaires et étudiants de cycle supérieur. Cette étude invite à traiter l'accès ouvert non comme un état binaire, mais comme une condition située dans des infrastructures, des dispositifs d'indexation et des compétences documentaires.

1.3. Cadre méthodologique

La recherche adopte une démarche qualitative et descriptive d'analyse documentaire. La collecte a été conduite entre septembre 2025 et mars 2026 sur Google Scholar, OpenEdition, HAL, Zenodo, UNESCO-UNESDOC et les sites institutionnels des organismes concernés. Les requêtes ont combiné les termes « intelligence artificielle », « éducation », « Afrique », « accès ouvert », « enseignement supérieur » et « ressources éducatives libres », ainsi que leurs équivalents anglais.

Les critères d'inclusion étaient les suivants : traiter de l'IA, du numérique ou de l'ouverture des savoirs dans le champ éducatif ; présenter un lien explicite avec l'Afrique ; être identifiable par un auteur ou une institution ; et être consultable au moment de la vérification. Les doublons, les contenus sans responsabilité identifiable, les documents inaccessibles et les textes sans lien direct avec la problématique ont été écartés. Les deux textes internationaux de cadrage de la version

précédente ont été retirés du corpus. Ils sont remplacés par quatre articles scientifiques en accès ouvert portant directement sur des usages, perceptions ou conditions d'intégration de l'IA en contexte éducatif africain.

Le corpus permet d'attester quatorze documents directement liés à l'Afrique. La présente étude analyse quatorze documents et explicite cette limite méthodologique. Une grille d'analyse a relevé, pour chaque document, l'auteur ou l'institution, l'année, la nature, l'espace étudié, le thème et la modalité d'accès observée. La modalité d'accès est ici définie prudemment comme la voie de consultation repérée dans le dossier : revue ou plateforme scientifique, site institutionnel, publication web, ou texte de cadrage en ligne. La gratuité ponctuelle d'une page ne vaut pas, à elle seule, preuve d'une licence d'accès ouvert. Les résultats ne déduisent donc pas une licence lorsque celle-ci n'est pas documentée. L'analyse combine un comptage descriptif et une lecture thématique. Les pourcentages de nature et de géographie sont calculés sur les quatorze documents directement liés à l'Afrique. L'ajout de quatre articles empiriques d'Afrique subsaharienne modifie substantiellement la structure du corpus : la part des articles scientifiques augmente et la représentation territoriale se rééquilibre au-delà du Maghreb et des documents continentaux.

2. Résultats

Cette section expose les données issues de l'analyse du corpus documentaire, sans les interpréter. Elle décrit d'abord la composition du corpus, sa répartition par nature de document et par espace géographique, ainsi que les voies d'accès observées. Elle présente ensuite les axes thématiques qui structurent les documents retenus. L'interprétation de ces résultats fait l'objet de la section consacrée à la discussion.

2.1. Composition, diffusion, et accessibilité du corpus

Cette sous-section rend compte des caractéristiques formelles du corpus : l'identité des documents retenus, leur nature, leur ancrage géographique et les modalités par lesquelles ils ont été

consultés. Ces données sont présentées sous forme de tableaux, complétés par deux figures qui en proposent une lecture graphique.

Tableau 1 : Composition du corpus

N°	Auteur / institution	Année	Nature	Espace	Modalité d'accès observée
1	El Ganbour & Belouali	2024	Article scientifique	Maroc / Maghreb	Revue scientifique en ligne
2	Jenfi & Zitouni	2024	Article scientifique	Maroc / Maghreb	Revue / dépôt DOI en ligne
3	Ouni Ghobtane & Ben Amor	2021	Article scientifique	Tunisie / Maghreb	Revue scientifique en ligne
4	Kihel	2025	Article scientifique	Maghreb	Revue scientifique en ligne
5	Huet	2024	Article scientifique	Afrique - échelle continentale	Revue scientifique en ligne
6	Azaroual	2024	Policy brief	Afrique / Maghreb	Site d'un centre de recherche
7	Falebita & Kok	2024	Article scientifique	Afrique - échelle continentale	Revue scientifique en ligne
8	Office des Nations Unies à Genève	2025	Publication institutionnelle	Afrique - échelle continentale	Site institutionnel
9	Union africaine	2024	Document institutionnel	Afrique - échelle continentale	Site institutionnel
10	IIPE-UNESCO	2022	Rapport institutionnel	Afrique - échelle continentale	Site institutionnel
11	Essel <i>et al.</i>	2024	Article scientifique	Ghana / Afrique subsaharienne	Revue scientifique en ligne (<i>open access</i>)
12	Baidoo-Anu <i>et al.</i>	2024	Article scientifique	Ghana / Afrique subsaharienne	Revue scientifique en ligne (<i>open access</i>)
13	Sanusi <i>et al.</i>	2024	Article scientifique	Nigeria / Afrique subsaharienne	Revue scientifique en ligne (<i>open access</i>)
14	Ayanwale <i>et al.</i>	2024	Article scientifique	Afrique du Sud / Afrique subsaharienne	Revue scientifique en ligne (<i>open access</i>)

Source : Moussavou Ndjimbit, corpus documentaire de l'étude, 2025-2026 ; actualisation à partir de quatre articles scientifiques africains vérifiés en ligne.

Le tableau 1 recense les quatorze documents qui constituent le corpus final. Pour chacun, il précise l’auteur ou l’institution, l’année de publication, la nature du document, l’espace de référence et la modalité d’accès observée. Les documents de cadrage international n’ont pas été retenus dans ce corpus, qui est limité aux documents directement liés à l’Afrique.

Présentons maintenant les documents.

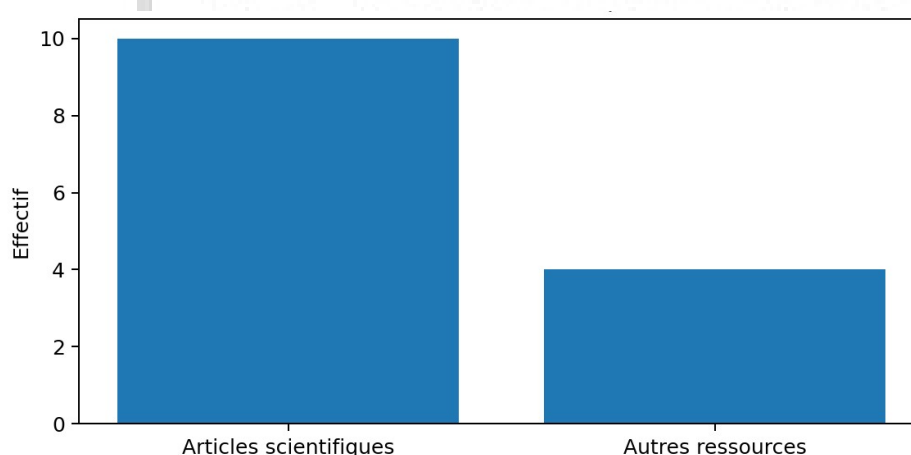
Tableau 2 : Nature des documents

Nature	Effectif	Pourcentage (n = 14)
Articles scientifiques	10	71,4 %
Autres ressources documentaires	4	28,6 %
Total	14	100 %

Source : Moussavou Ndjimbite, calcul à partir des quatorze documents directement liés à l’Afrique.

Le tableau 2 répartit les documents selon leur nature. Le corpus comprend dix articles scientifiques, soit 71,4 %, et quatre autres ressources documentaires, soit 28,6 %. Ces dernières regroupent un *policy brief* et trois documents institutionnels. Le calcul à partir du corpus-documentaire actualisé (2025, 2026) se donne à lire comme suit :

Figure 1 : Nature des documents du corpus actualisé (n=14)



Source : Moussavou Ndjimbit, calcul à partir du corpus documentaire actualisé, 2025-2026.

La figure 1 reprend sous forme graphique la répartition présentée dans le tableau 2. Elle montre que les articles scientifiques sont nettement majoritaires : dix documents sur quatorze, soit 71,4 %. Les quatre autres ressources documentaires représentent 28,6 % du corpus. Le corpus demeure néanmoins hybride, car les articles coexistent avec un *policy brief* et des documents institutionnels qui participent eux aussi à la circulation des savoirs sur l'IA éducative en Afrique.

En ce qui concerne l'espace géographique, le tableau 3 présente la répartition statistique.

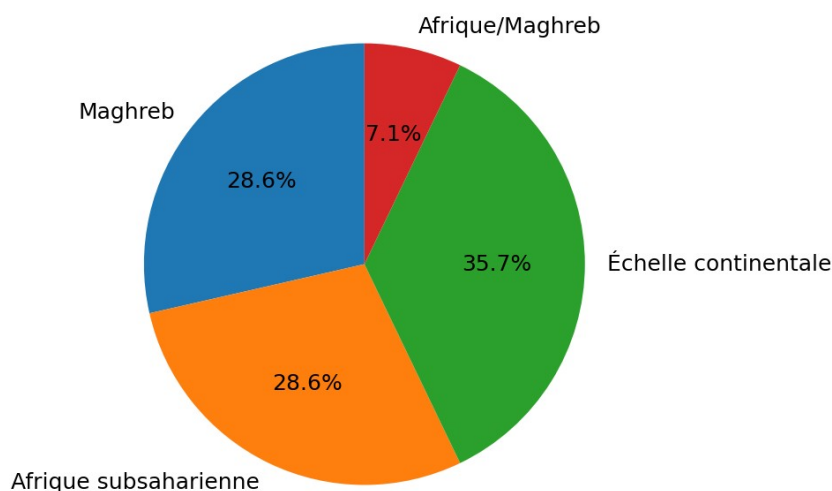
Tableau 3 : Répartition géographique

Espace de référence	Effectif	Pourcentage (n = 14)
Maghreb	4	28,6 %
Afrique subsaharienne / terrains nationaux	4	28,6 %
Afrique / échelle continentale	5	35,7 %
Afrique / Maghreb (catégorie mixte)	1	7,1 %
Total	14	100 %

Source : Moussavou Ndjimbit, reclassement du tableau 1 sur quatorze documents africains.

Le tableau 3 classe les documents selon l'espace de référence qu'ils abordent. Cinq documents portent sur l'Afrique à l'échelle continentale (35,7 %). Quatre concernent le Maghreb (28,6 %) et quatre des terrains nationaux d'Afrique subsaharienne, à savoir le Ghana, le Nigeria et l'Afrique du Sud (28,6 %). Un document relève d'une catégorie mixte Afrique/Maghreb (7,1 %).

Figure 2 : Répartition géographique du corpus actualisé (n=14)



Source : Moussavou Ndjimbit, classement du corpus documentaire, 2025-2026.

La figure 2 traduit graphiquement la répartition du tableau 3. La géographie documentaire révèle que quatre documents portent sur le Maghreb (28,6 %) et quatre études sont situées dans des pays d'Afrique subsaharienne, notamment le Ghana, Nigeria et Afrique du Sud, soit 28,6 %. Cinq documents abordent l'Afrique à l'échelle continentale (35,7 %), tandis qu'un *policy brief* relève d'une catégorie mixte Afrique/Maghreb (7,1 %). Ce constat permet d'observer la répartition territoriale du corpus final. Ces proportions décrivent toutefois la visibilité des documents dans le corpus constitué et non la production scientifique réelle du continent.

Tableau 4 : Modalités d'accès observées

Voie de consultation	Documents concernés	Interprétation
Revue scientifique / DOI en ligne	1-5, 7, 11-14	Accès à dix publications scientifiques via une infrastructure éditoriale numérique.
Site de recherche ou publication web	6	Diffusion par un centre de recherche ; métadonnées précisées par l'organisme éditeur.
Site institutionnel	8-10	Diffusion institutionnelle de documents ou d'actualités.

Source : Moussavou Ndjimbit, grille d'analyse actualisée. La modalité décrit la voie de consultation et non une licence juridique non vérifiée.

Le tableau 4 indique la voie par laquelle chaque document a été consulté. Dix documents (n° 1 à 5, 7 et 11 à 14) sont accessibles par une revue scientifique en ligne ou un DOI. Un document (n° 6) est diffusé sur le site d'un centre de recherche. Trois documents (n° 8 à 10) proviennent de sites institutionnels. La modalité mentionnée désigne la voie de consultation et non le statut juridique de la licence. Ces données renforcent sans doute la solidité scientifique du corpus sans permettre, à elles seules, de mesurer leur réception effective.

2.2. Axes thématiques du corpus

Cette sous-section présente les principales orientations thématiques repérées dans le corpus. Les documents ont été regroupés selon les enjeux qu'ils traitent, un même document pouvant relever de plusieurs axes. Le tableau 5 en propose la synthèse.

Tableau 5 : Axes thématiques du sous-corpus

Axe	Enjeux observés	Documents du corpus uniquement
IA et innovation pédagogique	Personnalisation, apprentissage, production de contenus, compétences cognitives	Huet (2024) ; Jenfi & Zitouni (2024) ; Kihel (2025) ; Essel <i>et al.</i> (2024)
Éthique, perceptions et gouvernance	Responsabilité, intégrité académique, données, risques, encadrement institutionnel	El Ganbour & Belouali (2024) ; Union africaine (2024) ; Office des Nations Unies à Genève (2025) ; Baidoo-Anu <i>et al.</i> (2024)
Digitalisation et infrastructures	Enseignement à distance, capacités techniques, contraintes structurelles	Ouni Ghobtane & Ben Amor (2021) ; IPE-UNESCO (2022) ; Azaroual (2024)
Usages de l'IA dans l'enseignement supérieur	Recherche, information, apprentissage et activités académiques	Falebita & Kok (2024) ; Essel <i>et al.</i> (2024) ; Baidoo-Anu <i>et al.</i> (2024)
Littératie en IA et préparation des acteurs	Formation, curriculum, auto-efficacité, préparation des enseignants et coordination des parties prenantes	Sanusi <i>et al.</i> (2024) ; Ayanwale <i>et al.</i> (2024)

Source : Moussavou Ndjimbit, analyse thématique du corpus actualisé.

Le tableau 5 distingue cinq axes. L'axe « IA et innovation pédagogique » réunit quatre documents, tout comme l'axe « Éthique, perceptions et gouvernance ». Les axes « Digitalisation et infrastructures » et « Usages de l'IA dans l'enseignement supérieur » comptent chacun trois documents. L'axe « Littératie en IA et préparation des acteurs » en rassemble deux. Deux documents, Essel *et al.* (2024) et Baidoo-Anu *et al.* (2024), apparaissent dans deux axes, ce qui porte le total des occurrences à seize pour quatorze documents.

3. Discussion

Les résultats présentés dans la section précédente décrivent un corpus documentaire, non des pratiques de lecture. Leur intérêt tient à ce qu'ils permettent d'interroger l'écart entre la mise à disposition des savoirs sur l'IA éducative en Afrique et leur réception effective. La discussion examine d'abord ce que la composition du corpus révèle des conditions d'appropriation, puis les limites de l'observation de la réception, avant de revenir sur l'hypothèse de l'étude.

3.1. De la disponibilité à la réception aux conditions d'appropriation

Cette sous-section reprend les trois principaux résultats de l'analyse, relatifs à la nature des documents, à leur ancrage géographique et aux usages de l'IA qu'ils décrivent.

Le premier résultat tient à la place prépondérante des articles scientifiques, qui représentent dix documents sur quatorze (tableau 2 et figure 1). Le corpus demeure toutefois hybride puisque ces articles coexistent avec un *policy brief* et trois documents institutionnels, qui participent eux aussi à la circulation des savoirs sur l'IA éducative. Parmi les articles, quatre études apportent des données empiriques sur les pratiques et conditions d'appropriation : une expérimentation menée auprès d'étudiants au Ghana (Essel *et al.*, 2024), une enquête sur les perceptions d'étudiants ghanéens (Baidoo-Anu *et al.*, 2024), une étude des attentes de parties prenantes au Nigeria (Sanusi *et al.*, 2024) et une analyse de la préparation des enseignants en Afrique du Sud (Ayanwale *et al.*, 2024). La connaissance sur l'IA éducative circule donc à travers des espaces éditoriaux et institutionnels diversifiés, et, en partie, elle s'appuie davantage sur des enquêtes de terrain.

Le deuxième résultat concerne la géographie documentaire (tableau 3 et figure 2). Le Maghreb est représenté par quatre documents sur quatorze, l'Afrique subsaharienne par quatre documents portant sur des terrains nationaux, l'échelle continentale par cinq documents et la catégorie mixte Afrique/Maghreb par un seul. La présence d'études portant sur le Ghana, le Nigeria et l'Afrique du Sud élargit la couverture empirique du corpus. Ces proportions décrivent cependant la visibilité des documents dans le corpus constitué, et non la productivité scientifique réelle du continent : elles ne permettent ni de classer les régions selon leur activité de recherche scientifique réelle ni d'inférer une représentativité continentale. L'étude conduite par Willinsky *et al.* dans six universités camerounaises rappelle en outre que les conditions matérielles d'accès à Internet et à la littérature scientifique pèsent sur la visibilité effective des ressources (Willinsky *et al.*, 2005, pp. 1-15).

Le troisième résultat porte sur les usages de l'IA et les conditions de son intégration, qui correspondent aux axes « Usages de l'IA dans l'enseignement supérieur » et « Littératie en IA et préparation des acteurs » du tableau 5. Dans un dispositif expérimental conduit au Ghana, Essel *et al.* (2024) observent que l'usage de ChatGPT est associé à des différences dans les compétences de pensée critique, créative et réflexive. Baidoo-Anu *et al.* (2024) relèvent que, parmi les 277 étudiants ayant complété l'enquête, 76,9 % avaient entendu parler de ChatGPT et 60,6 % l'avaient déjà utilisé ; 89,2 % déclaraient toutefois n'avoir reçu aucune formation ni directive sur son utilisation, tandis que des préoccupations d'ordre éthique, académique et sécuritaire persistaient. Au Nigeria, Sanusi *et al.* (2024) soulignent la nécessité d'un soutien coordonné aux enseignants, aux étudiants et aux décideurs pour développer la littératie en IA. En Afrique du Sud, Ayanwale *et al.* (2024) montrent, auprès de 430 enseignants, que l'intégration technologique, l'influence sociale, les attitudes et l'auto-efficacité contribuent à la préparation à l'IA. Ces travaux déplacent l'analyse de la simple disponibilité documentaire vers les capacités concrètes d'usage, de formation et de médiation.

3.2. La réception, un maillon que le corpus ne permet pas d'observer

Cette sous-section précise les limites de l'étude au regard de la réception et propose un modèle permettant de situer l'accès parmi les autres conditions de la lecture.

La réception constitue le point le plus délicat de l'analyse. Le corpus documentaire n'observe aucun lecteur et ne fournit ni statistiques de consultation, ni données de citations, ni entretiens avec des usagers. Le tableau 4 atteste que les quatorze documents étaient consultables, par des voies d'ailleurs hétérogènes (revues et DOI, site d'un centre de recherche, sites institutionnels), mais cette accessibilité ne dit rien de leur lecture. Il serait donc scientifiquement infondé d'affirmer que ces documents sont effectivement lus ou appropriés. Jauss rappelle que l'expérience de l'œuvre se constitue en fonction de l'« horizon d'attente » propre à ses lecteurs (Jauss, 1978, p. 53). Iser (1985) met, pour sa part, l'accent sur l'activité interprétative du lecteur. L'accès rend ainsi la rencontre possible, la visibilité rend le document repérable, mais la réception suppose une activité située d'interprétation et d'usage.

La chaîne analytique proposée peut être formulée ainsi : **production** → **accessibilité** → **visibilité** → **réception**. La production désigne l'existence du savoir ; l'accessibilité, la possibilité matérielle et juridique d'y accéder ; la visibilité, sa repérabilité dans les espaces documentaires ; la réception, son interprétation et son usage par des publics. Une rupture à l'un de ces maillons peut conduire à la situation qui est au cœur de ce hors-série : un texte peut être publié et même accessible sans être effectivement lu. Cette proposition prolonge le principe d'accès de Willinsky (2006) en y ajoutant une interrogation sur les conditions documentaires et cognitives de la rencontre avec le lecteur.

3.3. Retour sur l'hypothèse

Le corpus documentaire a permis, de notre point de vue, d'étayer au mieux l'hypothèse de cette étude. En effet, l'analyse confirme que l'ouverture numérique élargit les possibilités d'accès, comme en témoigne la prédominance des voies de consultation en ligne (tableau 4). Quant aux quatre études empiriques mobilisées dans la discussion, elles montrent cependant que

l'appropriation dépend de médiations supplémentaires, parmi lesquelles la formation, les règles institutionnelles, l'auto-efficacité, la littératie en IA, les conditions techniques et l'encadrement éthique. L'accès ne saurait donc être assimilé à la réception. Cette dernière suppose des publics capables d'identifier, de comprendre, d'évaluer et d'utiliser les ressources dans des contextes éducatifs situés.

Conclusion

Cet article s'est demandé comment se structure la diffusion en accès ouvert des publications consacrées à l'IA dans l'éducation en Afrique, et ce qu'un corpus documentaire permet d'établir sur leurs conditions de réception. Le corpus comprend quatorze documents directement liés à l'Afrique. Dix sont des articles scientifiques (71,4 %) et quatre relèvent d'autres formes documentaires (28,6 %). Quatre portent sur le Maghreb (28,6 %), quatre sur des terrains subsahariens identifiés (28,6 %), cinq sur l'Afrique à l'échelle continentale (35,7 %) et un sur une catégorie mixte Afrique/Maghreb (7,1 %). Ces proportions décrivent le corpus repéré et non la production scientifique africaine dans son ensemble. Le principal apport articule accessibilité documentaire et usages, en montrant que les acteurs éducatifs africains expérimentent déjà l'IA tout en exprimant des besoins de formation et d'encadrement. Au Ghana, les études relèvent des effets cognitifs et des perceptions étudiantes ambivalentes, tandis qu'au Nigeria l'intégration de l'IA mobilise plusieurs acteurs éducatifs. En Afrique du Sud, la préparation des enseignants dépend notamment de l'auto-efficacité, des attitudes et de l'environnement sociotechnologique. Ces résultats renforcent la chaîne production-accessibilité-visibilité-réception en montrant que la réception implique des compétences, des normes et des médiations institutionnelles. Les limites sont nettes : le corpus est restreint, dépend des outils de recherche mobilisés et ne comporte aucune mesure directe de lecture. De plus, le décompte initial des résultats de recherche et des exclusions intermédiaires n'a pas été archivé, ce qui limite la reproductibilité du processus de sélection. Des recherches ultérieures devront conserver un flux de sélection complet et mobiliser des données de consultation, de citation et d'enquête auprès des publics. En définitive, publier en accès ouvert ne signifie pas nécessairement être lu, visible ou effectivement approprié par les publics. L'enjeu est de transformer l'accès

numérique aux savoirs en capacité réelle de réception, de circulation et de production des connaissances.

Références

- Ayanwale, M. A., Ntshangase, S. D., Adelana, O. P., Afolabi, K. W., Adam, U. A., & Olatunbosun, S. O. (2024). Navigating the future: Exploring in-service teachers' preparedness for artificial intelligence integration into South African schools. *Computers and Education : Artificial Intelligence*, 7, 100330. <https://doi.org/10.1016/j.caeai.2024.100330>
- Azaroual, F. (2024, mai). *L'intelligence artificielle en Afrique : défis et opportunités* (Policy Brief PB-23/24). Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/lintelligence-artificielle-en-afrique-defis-et-opportunités>
- Baidoo-Anu, D., Asamoah, D., Amoako, I., & Mahama, I. (2024). Exploring student perspectives on generative artificial intelligence in higher education learning. *Discover Education*, 3, Article 98. <https://doi.org/10.1007/s44217-024-00173-z>
- El Ganbour, M., & Belouali, S. (2024). Élaboration et validation d'un référentiel éthique de l'intelligence artificielle en éducation : cas du contexte marocain. *Médiations et médiatisations*, (18), 91-124. <https://doi.org/10.52358/mm.vi18.403>
- Essel, H. B., Vlachopoulos, D., Essuman, A. B., & Amankwa, J. O. (2024). ChatGPT effects on cognitive skills of undergraduate students: Receiving instant responses from AI-based conversational large language models (LLMs). *Computers and Education: Artificial Intelligence*, 6, 100198. <https://doi.org/10.1016/j.caeai.2023.100198>
- Falebita, O. S., & Kok, P. J. (2024). Strategic goals for artificial intelligence integration among STEM academics and undergraduates in African higher education: A systematic review. *Discover Education*, 3, Article 151. <https://doi.org/10.1007/s44217-024-00252-1>
- Huet, J.-M. (2024). *L'intelligence artificielle et la digitalisation de l'enseignement : des leviers essentiels pour l'avenir de la formation en Afrique*. Communication, technologies et développement, (16). <https://doi.org/10.4000/12nfg>
- Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO, Bureau régional pour l'Afrique. (2022). *Cinq enjeux de l'éducation en Afrique : démographie, financement, inclusion, qualité, emploi des jeunes*. UNESCO. <https://www.iiep.unesco.org/fr/publication/cinq->

enjeux-de-leducation-en-afrique-demographie-financement-inclusion-qualite-emploi-des-jeunes

- Iser, W. (1985). *L'acte de lecture : théorie de l'effet esthétique* (E. Sznycer, trad.). Pierre Mardaga. (Ouvrage original publié en 1976).
- Jauss, H. R. (1978). *Pour une esthétique de la réception* (C. Maillard, trad.). Gallimard.
- Jenfi, Y., & Zitouni, A. (2024). L'intelligence artificielle au service de l'éducation au Maroc : opportunités, défis et perspectives. *International Journal of Applied Management and Economics*, 2(9), 1-15. <https://doi.org/10.5281/zenodo.12772245>
- Kihel, L. (2025). L'intelligence artificielle au service de l'enseignement/apprentissage des langues. *L'Archétype*, 3(1), 128-134. <https://doi.org/10.34874/PRSM/archtype-54413>
- Office des Nations Unies à Genève. (2025, 4 février). *Les écoles africaines se préparent à la révolution de l'IA*. <https://www.ungeneva.org/fr/news-media/news/2025/02/102895/les-ecoles-africaines-se-preparent-la-revolution-de-lia>
- Ouni Ghobtane, K., & Ben Amor, H. (2021). *L'enseignement universitaire à distance en Tunisie : promesses et obstacles à son adoption*. *Science, Technologie, Développement*, 1(1), 1-19. <https://doi.org/10.21494/ISTE.OP.2021.0671>
- Sanusi, I. T., Agbo, F. J., Dada, O. A., Yunusa, A. A., Aruleba, K. D., Obaido, G., Olawumi, O., Oyelere, S. S., & Centre for Multidisciplinary Research and Innovation (CEMRI). (2024). Stakeholders' insights on artificial intelligence education: Perspectives of teachers, students, and policymakers. *Computers and Education Open*, 7, 100212. <https://doi.org/10.1016/j.caeo.2024.100212>
- Suber, P. (2012). *Open access*. MIT Press. <https://doi.org/10.7551/mitpress/9286.001.0001>
- UNESCO. (2021). *Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte*. UNESCO. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379949_fre
- Union africaine. (2024, juillet). *Stratégie continentale sur l'intelligence artificielle : mettre l'IA au service du développement et de la prospérité de l'Afrique*. Commission de l'Union africaine. https://au.int/sites/default/files/documents/44004-doc-FR_Strategie_Continentale_sur_lIntelligence_Artificielle_3.pdf
- Willinsky, J. (2006). *The access principle: The case for open access to research and scholarship*. MIT Press.

Willinsky, J., Jonas, R., Shafack, R., & Wirsiy, K. C. (2005). Access to research in Cameroonian universities. *The Electronic Journal of Information Systems in Developing Countries*, 21(1), 1-15. <https://doi.org/10.1002/j.1681-4835.2005.tb00134.x>



Les figures énonciatrices des discours publics sur l'agriculture au Cameroun : regards à partir de la problématique de la circulation des savoirs

Enunciative figures in public discourses on agriculture in Cameroon: Perspectives based on the issue of knowledge circulation

Victorine Bertille NGO MAKOUMAG¹⁵

Pour citer cet article : Ngo Makoumag, V. B. (2026). Les figures énonciatrices des discours publics sur l'agriculture au Cameroun : regards à partir de la problématique de la circulation des savoirs. *Cinétismes*, Hors-série 4, pp. 106-130. Licence CC BY 4.0.

Résumé

Cet article aborde les figures énonciatrices comme étant à la fois un acteur et la posture discursive qu'il adopte. Nous les mobilisons théoriquement pour rendre compte des permanences et ruptures des discours publics sur l'agriculture au Cameroun. Il s'articule autour de la question de savoir comment et par quels types de discours les figures énonciatrices de l'agriculture au Cameroun inscrivent cette activité dans l'espace public des débats. Au plan méthodologique, nous tentons d'y répondre à travers la démarche herméneutique. Laquelle permet d'interpréter et de comprendre les textes analysés en les enserrant dans le contexte de leur auteur. Notre corpus est composé de discours présidentiels (2011, 2016, 2018), de la SND30, des cadres stratégiques FAO 2022-2031 et FIDA 2016-2025, de la presse spécialisée (*La voix du paysan*), et de dix entretiens semi-directifs avec des responsables de sociétés coopératives dans la région du Littoral et de l'ONG FADEC. L'analyse fait ressortir quatre figures, chacune adoptant des postures énonciatives identifiables : l'État dans sa figure de garant de l'intérêt général ; les partenaires multilatéraux et leurs figures injonctives ; les médias agricoles comme figures témoin des narratifs ; les organisations de producteurs comme figures polémistes et de plaidoyer.

Mots-clés : figures énonciatrices, discours publics, genres discursifs, circulation des savoirs, herméneutique, agriculture.

¹⁵ Victorine Bertille Ngo Makoumag est enseignante-chercheuse, chargée de cours au Département de Communication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université de Douala. Elle est membre de l'équipe pédagogique de la spécialité Communication publique pour le développement, ainsi que du Laboratoire des Arts et Communications (LAC) et du Laboratoire des Conjonctures de Communication (LACOCOM). Ses recherches portent sur la médiation et la communication agricoles, la communication pour le changement social, la circulation des savoirs et l'agriculture numérique. Courriel : bertilvictory@gmail.com.

Abstract

This article examines “enunciative figures” as comprising both an actor and the discursive stance they adopt. We employ this theoretical framework to account for the continuities and ruptures in public discourse regarding agriculture in Cameroon. The study focuses on how, and through what types of discourse, the figures representing agriculture in Cameroon position this activity within the public sphere of debate. Methodologically, we address this issue using a hermeneutic approach. This enables us to interpret and understand the texts under analysis by situating them within their authors’ contexts. Our corpus comprises presidential speeches (2011, 2016, 2018), the SND30, the FAO (2022-2031) and IFAD (2016-2025) strategic frameworks, specialized press (*La voix du paysan*), and ten semi-structured interviews with officials from cooperative societies in the Littoral region and the NGO FADEC. The analysis highlights four figures, each adopting identifiable enunciative stances: the State as guarantor of the public interest; multilateral partners and their prescriptive roles; agricultural media as witnesses to the narratives; and producer organizations as polemicists and advocates.

Keywords: enunciative figures, public discourse, discursive genres, knowledge circulation, hermeneutics, agriculture.

Introduction

Depuis le Comice agropastoral d’Ebolowa, en janvier 2011, où le chef de l’État avait énoncé les grandes lignes de ce qu’il nommera en décembre 2018 de « révolution agricole », l’agriculture occupe une place centrale dans les discours publics camerounais. La Stratégie nationale de développement 2020-2030 en fait un levier de la transformation structurelle de l’économie (SND30, 2020), tandis que la FAO et le FIDA inscrivent leurs appuis dans des cadres stratégiques qui promeuvent une agriculture « juste et durable ». Ces discours ne circulent pas seulement entre institutions : ils sont relayés par la presse spécialisée, puis repris, adaptés ou contestés par les organisations de producteurs.

Pour analyser ces discours publics et les postures stratégiques de leurs énonciateurs, l’article croise deux cadres. Le premier, issu de la linguistique de l’énonciation, envisage les figures énonciatrices comme des procédés qui mettent en scène la production d’un message et la relation entre locuteur,

énonciateur et destinataire (Benveniste, 1974, p. 80 ; Bonhomme, 2010 ; Salvan, 2013). Nous l'étendons aux instances qui prennent en charge les discours publics sur l'agriculture : une figure énonciatrice désigne ici à la fois un acteur (l'État, une organisation internationale, un média, une organisation agricole) et la posture discursive qu'il adopte, repérable par des marques linguistiques telles que les pronoms, la modalisation ou les questions rhétoriques. Le second cadre, celui de la circulation des savoirs dans une perspective néo-diffusionniste (Boullier, 1989 ; Compagnone & Cerf, 2025), permet d'examiner comment ces discours transmettent, traduisent ou co-construisent les savoirs agricoles.

La question de recherche est dès lors de savoir comment, et par quels types de discours, les figures énonciatrices de l'agriculture au Cameroun inscrivent-elles cette activité dans l'espace public des débats. Nous formulons l'hypothèse que ces figures ne parlent presque jamais en leur nom propre, mais adoptent des postures énonciatives (collective, sacralisée, témoin ou polémique) qui déterminent le mode de circulation des savoirs : un transfert descendant pour les organisations internationales, une traduction pour l'État, une co-construction pour les médias et les organisations agricoles.

Le corpus réunit trois discours de Paul Biya (2011, 2016 et 2018), la SND30, le *Cadre stratégique 2022-2031* de la FAO et le *Cadre stratégique 2016-2025* du FIDA, cent numéros de *La voix du paysan* parus entre 2011 et 2025, à partir de la prise en compte de l'intégrité des numéros parce que certains ayant des pages manquantes ou illisibles, ainsi que dix entretiens semi-directifs menés auprès de présidents du conseil d'administration des sociétés coopératives à leurs sièges sociaux situés dans l'arrondissement du Wouri du 4 avril au 30 mai 2026 et de l'ONG FADEC. Le codage des entretiens correspond à la forme E1 à E10. Ces matériaux sont analysés selon une démarche herméneutique inspirée de Ricœur (1972), à partir de quatre catégories : la personne, le temps, le lieu et le monde social.

1. Les figures énonciatrices de la politique agricole au Cameroun

Cette première partie fait un état des lieux des énonciateurs de l'agriculture dans l'espace public. Du Président de la République aux organisations agricoles en passant par les partenaires multilatéraux et les médias, elle traite de ce qu'ils disent et comment ils le disent.

1.1. Le Président de la République, figure énonciatrice centrale

Traiter du « Président de la République » comme figure énonciatrice centrale, ce n'est pas parler de la personne en fonction, mais de son propos, de sa communication sur la politique agricole au Cameroun. L'État est au confluent de tous les acteurs. Il entend ainsi ne pas subir passivement les politiques agricoles globales diffusées à l'échelle mondiale par les acteurs internationaux. À l'instar du Cameroun, les États moins forts restent dans le jeu de l'énonciation des politiques parce qu'ils « recensent et réorientent les modalités internationales de l'action publique, suivant leurs capacités à faire valoir ou non leurs propriétés ; et surtout suivant leurs inscriptions dans les réseaux internationaux, institutionnels et relationnels qui se déploient de la matrice [...] » (Eboko, 2015, p. 223).

Depuis le comice agropastoral tenu à Ebolowa en 2011, l'État, à travers le président de la République Paul Biya, structure l'ordre des énonciations sur l'agriculture au Cameroun. Dès lors, les énonciations de l'agriculture tournent autour du signe de « la révolution agricole » (Biya, 2011 ; SND30, 2020, p. 7). Ce slogan a connu un véritable écho avec la mise en œuvre de l'agriculture dite de deuxième génération qui repose sur l'idéologie de la transformation structurelle des modes de production agricole avec la modernisation du secteur, l'entrepreneuriat agricole afin de lutter contre la pauvreté, tout en poursuivant l'autosuffisance alimentaire (SND30, 2020, p. 49). La révolution agricole se veut aussi être le premier pourvoyeur d'emplois en général et celui des jeunes en particulier (Biya, 2011). Il déclare à cet effet que : « Deuxièmement, dans un pays comme le nôtre où 60 % de la population vit de l'agriculture, celle-ci devrait être le premier pourvoyeur d'emplois. Or, nous savons que beaucoup de ruraux, les jeunes notamment, trouvent difficilement à s'employer et, attirés par les “ lumières de la ville ”, nourrissent l'exode rural » (Biya, 2011, p. 2). Pour lui,

l'agriculture est une source inépuisable d'emplois des ruraux en général, et des jeunes en particulier face à la difficulté qu'ils ont à trouver un travail décent. C'est aussi, pour lui, un moyen de lutter contre le phénomène de l'exode rural. Enfin, pour lui, l'agriculture est seule capable de contribuer au relèvement du niveau de vie des populations concernées. Paul Biya fait un lien étroit entre l'essor de l'agriculture et le développement humain des populations productrices.

Dans l'énonciation de la politique agricole, l'État et ses institutions dédiées apparaissent comme des adaptateurs. En effet, en tant que milieu d'accueil de la politique internationale agricole, ils mettent en place « [...] des procédures, des structures de gestion, qui permettent les adaptations. Cela correspond à l'idée qu'il ne faut pas imposer à tout prix des projets qui ont été élaborés dans le secret des laboratoires, mais qu'il faut penser le plus précisément possible l'adaptation » (Callon *et al.*, 1999, p. 116). Ainsi, l'État construit sa politique agricole à partir de systèmes de pensée qui lui sont propres comprenant les questions d'autosuffisance alimentaire, d'auto-emploi des jeunes et de respect de l'environnement par l'adoption des pratiques agricoles adaptées aux spécificités des différentes zones agroécologiques du pays (SND30, 2020, p. 50).

À ce propos, « ces systèmes de pensée, historiquement et géographiquement situés et pragmatiquement et socialement construits, ont leur cohérence et leur efficacité », soutiennent Compagnone et Cerf (2025, p. 4). Dès lors, lorsque la politique internationale agricole, basée sur d'autres connaissances techniques, lui parvient, l'État s'en saisit sans toutefois la mettre simplement en œuvre. Dans un processus de traduction, il l'adapte à ses systèmes de pensée et à sa situation historique et géographique à travers la prise en compte de l'environnement et du social avec l'intégration des démunis (les femmes, les enfants et les jeunes) afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ainsi, les questions d'autosuffisance alimentaire, d'auto-emploi des jeunes et de respect de l'environnement correspondent à trois des quatre améliorations du « *Cadre stratégique 2022-2031* de la FAO » (FAO, 2021, p. 16).

1.2. Les partenaires multilatéraux : entre prescriptions et injonctions

Dans le cadre spécifique de la filière manioc, au cœur de l'agriculture durable, l'État bénéficie de l'appui et de l'accompagnement de partenaires internationaux : gouvernements étrangers, organisations internationales, institutions financières, etc. Tous ces acteurs affirment œuvrer au développement de la filière en raison de son importance sociale et économique (Achancho, 2013, p.141). En s'appuyant sur l'étude de l'influence bureaucratique des organisations internationales de Nay (2010, pp. 10-11), pour Eboko, bien que parlant du domaine de la santé, les énonciations des partenaires internationaux répondent à une influence bureaucratique caractérisée de trois manières :

D'abord, elles détiennent une influence prescriptive, c'est-à-dire " ont une capacité à élaborer des règles et des normes ayant un impact sur le processus d'élaboration de l'action publique, les instruments d'action publique et les règles de gestion ". Ensuite, elles détiennent une influence technique qui " résulte du développement d'instruments et de compétences techniques spécifiques par lesquels l'administration accroît sa capacité à aider ses partenaires " à définir des programmes et mettre en œuvre des décisions. Enfin, elles disposent d'une influence cognitive, c'est-à-dire une capacité à rassembler, intégrer, façonner, générer et diffuser de la connaissance. (Eboko, 2015, p. 107)

Dans la catégorie « prescriptions » de l'énonciation de la politique agricole, les organisations internationales entendent transformer l'agriculture, qui jusqu'ici était tournée vers des problématiques d'autosuffisance alimentaire, et d'amélioration de la productivité, en une agriculture juste et durable. Par agriculture juste, elles mettent en avant l'accessibilité des ressources agricoles pour tous sans exception. La question de la durabilité rattachée à l'agriculture souligne une agriculture soucieuse du changement climatique et environnemental. À cet effet, la FAO déclare qu'il est question pour cette décennie

d'« établir des modes de consommation et de production durables grâce à des filières d'approvisionnement efficaces et inclusives dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture aux niveaux local, régional et mondial, en veillant à la résilience et à la durabilité des systèmes agroalimentaires dans le contexte du changement climatique et environnemental » (FAO, 2021, p. 18).

La formulation de la politique agricole doit donc prendre en compte les principes de justice sociale, de respect et de préservation de l'environnement aux côtés des principes de base, notamment une agriculture nourricière capable de produire des aliments de qualité en quantité suffisante pour tous.

Pour la catégorie « technique », les organisations internationales articulent la politique agricole autour de thèmes techniques bien précis, notamment l'inclusion sociale afin de réduire les inégalités et d'inclure les jeunes et les femmes, et des thèmes techniques transversaux comme le changement climatique, la nutrition et la biodiversité. Par cette catégorie, elles déclinent les axes prioritaires de leurs actions en termes de mesures d'accompagnement auprès des États partenaires comme le Cameroun. C'est ainsi que le Fonds international de développement agricole (FIDA) cite sur sa page consacrée au Cameroun la protection de l'environnement, et le renforcement de la résilience parmi ses domaines d'intervention dans le pays (FIDA, s.d.).

Enfin, pour la catégorie « cognitive », les organisations multilatérales s'expriment à partir des logiques organisationnelles régissant toutes leurs actions, leurs discours dans le secteur agricole et permettant par la même occasion la diffusion de leur idéologie en termes de connaissance. Dans le cas de la FAO, les logiques organisationnelles régissant ses discours sur la politique agricole sont les « quatre améliorations », dont découlent les domaines prioritaires du programme (DPP) : l'amélioration de la production, l'amélioration de la nutrition, l'amélioration de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie (FAO, 2021, p. 16). C'est donc à partir de ces quatre améliorations que la FAO construit son discours sur l'agriculture. Ces différentes catégories d'énonciation des organisations internationales deviennent, dans le domaine de la formulation de la politique agricole, des normes et prescriptions à respecter pour pouvoir bénéficier de tout accompagnement de leur part.

Dans cette analyse, les organisations internationales dans l'énonciation de la politique agricole au Cameroun sont « des matrices institutionnelles pour le développement et le maintien des ordres internationaux » (Gauthier *et al.*, 2025, p. 75). North souligne que « la matrice institutionnelle consiste en un réseau interdépendant d'institutions et d'organisations politiques et économiques qui

en dérivent et qui se caractérisent par des rendements croissants » (traduit de North, 1991, p. 109). Ainsi, les organisations internationales peuvent être envisagées comme des réseaux d'échanges et de partenariats de développement entre les pays membres, organisations politiques et partenaires économiques, sur la base des règles du jeu structurant ces échanges. Ces règles du jeu sont matérialisées dans les différents documents cadres structurant les politiques publiques internationales. Par cette position supranationale, les organisations multilatérales deviennent des ordonnateurs des politiques publiques, qui, par prescriptions et injonctions, inscrivent leurs cadres de connaissances en matière de développement agricole dans l'agenda des politiques nationales de leurs différents États membres en leur proposant leurs expertises et appuis de tout genre comme avantages en cas d'implémentation.

1.3. Les médias agricoles : entre enjeux éducatifs et enjeux informationnels

Dans ce schéma d'énonciation de l'agriculture et des savoirs en circulation dans le secteur, les médias font partie intégrante des acteurs en présence. Qu'ils soient institutionnels, appartenant à des institutions de recherche agricole et autres, ou privés, les médias sont des moyens de communication aux enjeux éducatifs et informationnels des savoirs agricoles (Voufo, 2013 ; Ngo Makoumag, 2024).

Par l'enjeu éducatif, les médias pour le développement forment les agriculteurs sur les innovations agricoles en présence dans le secteur ainsi que leurs usages. Par innovation agricole, la FAO entend le

« processus par lequel des personnes ou des organisations mettent en application pour la première fois des produits, des processus ou des modes d'organisation, nouveaux ou existants, dans un certain contexte afin d'accroître l'efficacité, la compétitivité et la résilience en poursuivant un objectif qui apporte la solution à un problème » (FAO, 2021, p. 22).

Les médias deviennent des outils de sensibilisation et de formation visant l'accompagnement des populations réceptrices (agriculteurs et organisations agricoles) dans ce processus d'acceptation et d'adoption des innovations soutenues par la politique agricole. Ces innovations sont les nouvelles

pratiques agricoles et d'élevage venues de la recherche. Pour ce faire, l'Institut de Recherche Agronomique pour le développement (IRAD) et le Centre de Coopération Internationale Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) informent sur la technique de production du cacao nécessitant le respect de plusieurs étapes à l'instar du choix du site. Pour eux, pour avoir de bons résultats « il faut éviter les terrains qui ont une forte pente. Une pente inférieure ou égale à 10 % favorise les opérations de mise en place, d'entretien et de récolte. Les sols doivent être profonds et riches » (*La voix du paysan*, Août 2013, p. 9). Dans le même ordre d'idées, dans son numéro 266 de l'année 2013, le journal informe la population agricole sur les différentes variétés améliorées du manioc disponibles : « trois variétés de manioc ont été développées par l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) à Ekona, dans la région du Sud-Ouest et une quinzaine de variétés par l'institut international d'agriculture tropicale (IITA) à Nkolbisson, Yaoundé » (*La voix du paysan*, Juillet 2013, p. 8). Sensibiliser sur ces innovations issues de la recherche, c'est permettre aux populations agricoles d'avoir les informations nécessaires pouvant les aider à produire plus. Cette pratique semble aussi viser à convaincre les populations agricoles de la légitimité de l'État en tant qu'acteur du développement du secteur. Cette forme de communication est considérée par Pasquier, comme un outil d'accompagnement de toutes les décisions et actions des institutions et de l'administration (Pasquier, 2011, pp. 76-77).

Pour ce qui est de l'enjeu informatif, les médias pour le développement agricole diffusent des informations stratégiques favorables d'origine soit gouvernementale, soit des agriculteurs et de leurs organisations, soit des médias eux-mêmes (Ngo Makoumag, 2024, pp. 57-60). Dans le cadre de l'information gouvernementale, les médias diffusent des innovations issues de l'action publique agricole et s'articulant autour de la nouvelle approche du changement arrêtée par l'État et les organisations multilatérales, les programmes de développement. Le numéro 249 du journal informe sur l'action conjointe du gouvernement et le programme alimentaire mondial (PAM) contre la malnutrition dans l'extrême-nord (février 2012, p. 17). Toujours dans le même numéro, ce média informe sur la récupération et la redistribution des tracteurs abandonnés à Ebolowa par le ministre de l'agriculture et du développement rural (*La voix du paysan*, février 2012, p. 17). En somme, cette

information gouvernementale diffusée par les médias de masse est une « information publique à caractère politique » (Pasquier, 2011, p. 70). C'est une information de service public portant sur la politique agricole au niveau de certaines de ses activités.

À côté de la diffusion des informations gouvernementales sur la politique agricole nationale et internationale, les médias diffusent également des innovations issues des organisations agricoles comme de nouvelles pratiques agricoles pouvant améliorer la productivité, la production et la compétitivité des produits agricoles ; leur institutionnalisation adaptée aux normes OHADA.

Concernant la production animale, certaines mettent en avant la fabrication de la provende destinée à l'alimentation de leurs volailles afin réduire les cas de maladies. Dans le numéro 268 de l'année 2013, à propos du mode d'approvisionnement de la provende dans l'élevage de poulets, à côté de celles qui se ravitaillent chez les grands fournisseurs, il y'en a celles qui fabriquent elles-mêmes leur propre provende, car elles estiment que celles vendues sur le marché sont de mauvaise qualité : « Cette activité que je pratique est ma seule source de revenus, donc je ne peux pas m'amuser avec l'alimentation de mes poules. Puisque je ne suis pas sûr que les aliments du marché soient de bonne qualité, je préfère acheter les ingrédients et en fabriquer moi-même » (*La voix du paysan*, septembre 2013, p. 7).

De l'autre côté, ceux qui se ravitaillent chez leur fournisseur et ajoutent quelques touches personnelles pour la bonne croissance de leurs bétails : « je les nourris avec la provende que j'achète dans une provenderie de mon quartier et j'ajoute le riz et les arachides pour enrichir d'avantage l'aliment » (*La voix du paysan*, septembre 2013, p. 7). Par cette diffusion, ces organisations agricoles cherchent à émouvoir et à impliquer tous les éleveurs de poulets face à la qualité de l'alimentation de leurs bétails afin de lutter contre les maladies et d'améliorer la production. De ce fait, elles tendent à devenir des institutions privées chargées de missions de service public (SND30, 2020, p. 56).

La diffusion des informations des sociétés coopératives relève de ce que Pasquier a appelé « la communication institutionnelle (au niveau de l'organisation) » (2011, p. 77). Pour lui, « il ne

s'agit pas de mettre en valeur les activités de ces entités mais l'organisation en tant que telle » (Pasquier, 2011, p. 77). Les objectifs visés par la diffusion des informations des organisations agricoles par les médias sont leur visibilité dans leurs missions, le renforcement de leur légitimité et enfin leur positionnement et la construction d'une image positive (Pasquier, 2011, pp. 77-78) dans le monde agricole camerounais.

1.4. Les organisations agricoles et les agriculteurs : acteurs de l'empowerment

Les organisations agricoles expriment leur logique d'action dans la politique agricole comme relevant d'un besoin de s'autonomiser, c'est-à-dire d'améliorer leurs capacités et compétences, afin de sortir du chômage et de la pauvreté par l'auto-emploi. Dans cette optique, leur participation à la politique agricole devient un moyen d'autonomisation. L'autonomisation ici renvoie à l'*empowerment*. Selon Bacqué et Biewener,

L'*empowerment* articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Il peut désigner autant un état (être *empowered*) qu'un processus. Cet état et ce processus peuvent être à la fois individuels, collectifs et sociaux ou politiques, même si, selon les usages de la notion, l'accent est mis sur l'une de ces dimensions ou au contraire sur leur articulation. (Bacqué et Biewener, 2013, p. 25)

D'après elles, l'*empowerment* relève à la fois du fait d'être autonome comme un état d'autonomie et d'un processus d'acquisition de l'autonomie. Ces deux dimensions du concept d'*empowerment* s'apparentent à celles relevées par Calvès, pour qui l'*empowerment* désigne aujourd'hui à la fois « autonomisation » et « insertion » (Calvès, 2009, p. 736). En tant qu'« autonomisation », l'*empowerment* prend en compte les capacités, les compétences et les savoirs des organisations agricoles considérés comme des acteurs dans le secteur. Interviewées sur le terrain, les organisations agricoles affirment pour la plupart pratiquer l'agriculture depuis des années de façon individuelle pour certaines, de façon collective sous forme de GIC, ou de coopératives, pour d'autres. « Avant de m'inscrire à ma coopérative, je faisais les champs avec ma famille. Mais le travail était pénible. Je faisais tout seule avec les mains sans mécanisation » (E1, 2026, 23 mai). Pour un autre, « nous travaillons depuis ensemble sous la forme du GIC. Nous faisons uniquement dans

la production et la commercialisation du manioc. Ça fait six ans que nous avons changé de forme pour devenir une société coopérative. Nous transformons dorénavant le manioc en cossettes et amidon » (E9, 2026, 30 mai). Dès lors, elles étaient déjà des acteurs autonomes de l'agriculture, bien que limitées sur certains points comme la difficulté d'accès aux intrants et à la mécanisation agricole. Pour elles, participer au développement de l'agriculture leur a permis de renforcer leurs capacités et compétences afin d'améliorer la production de leurs différentes plantations et, par extension, d'améliorer leurs revenus par la commercialisation de leurs produits agricoles.

Pour ce qui est de l'« insertion » en tant que processus d'acquisition de l'autonomie, les organisations agricoles affirment bénéficier de formations encadrées parfois par l'État, par des organisations non gouvernementales (ONG) nationales ou internationales, et de plateformes de mise en visibilité de leurs activités et produits agricoles. Dans le cas de formations et de mise en visibilité dont bénéficient les organisations agricoles en vue de s'autonomiser, l'ONG nationale FADEC offre des ateliers de formation sur la production et la valorisation du manioc et met en lumière les actions des différentes organisations agricoles membres au travers de son festival international du manioc « ALL KASSAVA », tenu tous les ans au mois d'octobre à Douala, dont la troisième édition est en cours de préparation (FADEC, 2025). Pour ce faire, sa présidente soutient que :

La FADEC organise régulièrement des ateliers de formation et d'accompagnement sur le renforcement des capacités de nos coopératives. Nous formons et échangeons avec nos participants sur l'adoption et l'utilisation des innovations notamment les boutures améliorées, la mécanisation agricole pour une nette amélioration de la production. Nous avons aussi des ateliers de formation sur la gastronomie avec l'utilisation de la farine de manioc panifiable dans la fabrication des gâteaux, la fabrication du yaourt de manioc et bien d'autres (présidente FADEC, 2026, 27 mai).

Ainsi ces ateliers de formation sont animés par des spécialistes comme des agronomes, des phytopathologistes, des chefs de cuisine ou des restauratrices (FADEC, 2025, pp. 9-10), pour renforcer les capacités des organisations agricoles sur la pratique culturelle du manioc et sur la gastronomie à partir de produits à base de manioc.

2. Des figures énonciatrices polymorphes à des discours en tension

Tous ces acteurs montrent que les figures énonciatrices modifient la posture du locuteur pour convaincre, impliquer ou émouvoir le destinataire. Cette partie examine d'abord les procédés linguistiques par lesquels les énonciateurs impliquent leurs destinataires (2.1), puis les rôles énonciatifs qu'ils endossent (2.2), avant de montrer que la pluralité de ces postures produit des discours qui ne convergent pas toujours (2.3).

2.1. Les procédés linguistiques de l'implication du destinataire

De toutes les figures énonciatrices que nous venons d'analyser, nous voyons qu'elles recourent fréquemment à divers outils linguistiques :

- **l'apostrophe**, qui consiste à interpeller directement le destinataire pour capter son attention ou créer un effet dramatique, comme dans les exemples suivants : (ex. n° 1) « Populations de la région du Sud » (Biya, 2011, p. 1), (ex. n° 2) « Mes jeunes compatriotes » (Biya, 2016, p. 1) ;
- **la question rhétorique** (ou interrogation oratoire), c'est-à-dire une question dont la réponse est implicite, posée pour impliquer le lecteur et l'amener à réfléchir. C'est le cas dans l'exemple (ex. n° 3) : « Est-il vraiment nécessaire de rappeler ce que sont nos potentialités dans le domaine agro-pastoral ? » (Biya, 2011, p. 2) ;
- **la modalisation**, qui renvoie à l'utilisation de termes (adverbes, verbes d'opinion, conditionnel) révélant la subjectivité ou le degré de certitude de l'énonciateur à l'égard de son propre discours. C'est encore le cas dans l'exemple (ex. n° 4) : « J'ai l'impression que dans ces secteurs nous faisons preuve d'une timidité que je trouve excessive » (Biya, 2011, p. 3) ;
- **la double énonciation**, où les acteurs agissent comme des personnages de théâtre sous le prisme de la mise en abyme ; le personnage parle à un autre personnage sur scène, mais transmet un message pensé par l'auteur directement au public. À l'exemple des propos (ex. n° 5) du Président de la République s'adressant aux jeunes camerounais sur les projets

agricoles susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie, tout en les exhortant à changer de mentalités : « Le développement de notre agriculture y tiendra une place de choix. Je vous engage à opérer une réelle révolution des mentalités à ce sujet » (Biya, 2016, p. 3). Par ce procédé, il informe directement le public des projets, des dispositions et des moyens mis en place pour faciliter la croissance économique du pays (Biya, 2018, p. 2).

Ces procédés ne sont pas neutres : dans les textes et discours politiques, ils reflètent les différentes postures (ou visages) qu'un leader politique adopte pour asseoir sa crédibilité, séduire son public ou dévaloriser ses adversaires.

2.2. Typologie des rôles énonciatifs

Le locuteur politique ne s'exprime que rarement en son nom propre strict ; il adopte plutôt des rôles énonciatifs précis grâce à des pronoms, de structures de phrases et de figures de style. Dans la typologie que nous avons dressée ici, nous avons affaire à :

- des énonciateurs collectifs qui s'expriment en termes de « nous ». Il s'agit principalement du leader politique qui s'efface derrière un collectif pour donner l'impression qu'il parle au nom du peuple entier, d'un parti ou d'une nation. Le mécanisme d'énonciation est l'utilisation massive du « nous » ou du « on ». L'objectif est de créer une communion immédiate avec les destinataires en vue d'atteindre une fusion énonciative ;
- des énonciateurs sacralisés, comme les partenaires multilatéraux. Ce sont des orateurs qui cherchent à légitimer leur politique internationale et inscrire leurs normes dans l'agenda des politiques nationales des États membres. Leurs mécanismes de mobilisation sont la répétition et l'anaphore, l'objectif étant d'imposer leur autorité et leur expertise pour se rendre indispensables ;
- des énonciateurs témoins, considérés comme les acteurs intermédiaires, de l'agriculture. Ce sont des gens « ordinaires » qui mobilisent des récits de vie ou des partages d'expérience pour susciter l'émotion ou l'empathie ;

- des énonciateurs polémiques (militants, défenseurs de la cause agricole et des agriculteurs). Cette figure se construit en opposition frontale avec un adversaire désigné (l'État, les multinationales, les acteurs de la coopération). Elle mobilise l'opposition entre « nous » et « eux », l'ironie, et l'antithèse, l'objectif étant de polariser le débat, et de faire passer le plaidoyer.

Le tableau 1 synthétise cette typologie des postures énonciatrices.

Tableau 1 : les figures d'énonciation et leurs stratégies

Figure d'énonciateur	Outil grammatical ou stylistique clé	Effet recherché
Les énonciateurs collectifs (hommes politiques)	Pronom « nous » inclusive	Créer l'union sacrée, l'esprit de corps.
Les énonciateurs sacralisés	Répétition et anaphore	Persuader, structurer et imposer leurs cadres de la politique internationale dans l'agenda des politiques nationales des États membres.
Les énonciateurs témoins	Récit anecdotique (<i>storytelling</i>)	Générer de la proximité et de la sympathie.
Les énonciateurs polémiques	Opposition « nous » / « eux »	Mobiliser contre une cible commune.

Source : Ngo Makoumag, construction à partir du corpus documentaire actualisé

2.3. Des postures concurrentes : la congruence fragile des discours publics sur l'agriculture

L'analyse de ces figures suggère que le succès d'un discours public dépend largement de la capacité de l'énonciateur à jongler de manière fluide entre ces différentes postures, parfois au cours d'un même discours, pour capter tous les segments de ses publics (Heritage & Clayman, 2010).

Cette pluralité de postures a toutefois un revers : les quatre figures ne parlent pas d'une même voix. Le « nous » inclusif des énonciateurs politiques suppose une communauté d'intérêts que les énonciateurs polémiques contestent précisément, en opposant « nous » et « eux » et en désignant l'État comme adversaire. Les cadres normatifs portés par les partenaires multilatéraux s'inscrivent

dans l'agenda national par la répétition, sans toujours rejoindre l'expérience que rapportent les énonciateurs témoins. Quant à l'exhortation présidentielle à « une réelle révolution des mentalités » (Biya, 2016, p. 3), elle fait reposer le changement sur les dispositions des jeunes, là où d'autres énonciateurs situent le problème dans les conditions matérielles de la production agricole. Certains responsables de sociétés coopératives interrogés déclarent : « C'est bien de dire qu'il faut booster la production de nos plantations grâce à la mécanisation, mais que faire quand les machines sont de mauvaise qualité et coûteuses ? » (E7, 2026, 27 mai) ou encore « l'accès au marché est difficile. Il arrive qu'on ait du manioc à vendre dans les champs mais on ne parvient pas à le faire entièrement faute d'acheteurs » (E8, 2026, 28 mai). C'est dans ces écarts que se joue la circulation des savoirs sur l'agriculture : un même objet est énoncé selon des logiques de légitimation différentes, politique, normative, expérientielle ou militante. Les discours publics qui en résultent ne sont donc pas toujours congruents ; leur juxtaposition dessine moins un consensus qu'un espace de négociation du sens.

3. L'approche multiscalaire appliquée à l'énonciation de la politique agricole : enjeux de la circulation des savoirs

Pierre Grémion mobilise l'approche multiscalaire pour désigner le déploiement territorial des bureaucrates et hauts fonctionnaires dans le gouvernement des programmes et projets (Grémion, 1976). Mobilisée dans cette partie, l'approche multiscalaire intègre l'analyse de l'énonciation de la politique agricole comme un processus de diffusion de l'innovation qui se déroule dans le temps dans un contexte évolutif. Depuis Everett Rogers, la diffusion de l'innovation est entendue comme un processus par lequel un savoir ou une technique est communiqué à travers certains canaux parmi les membres d'un système social (Rogers, 1962). C'est aussi ce que précise Dominique Boullier (1989), qui tente par la suite d'atténuer les critiques du modèle diffusionniste de Rogers. Appliquée au néo-diffusionnisme, l'approche multiscalaire est donc pertinente pour mieux combiner la richesse d'informations du terrain avec les perspectives théoriques. Elle renvoie à la multiplicité des niveaux de gouvernement conjointement impliqués dans la diffusion des savoirs et des innovations

agricoles. Il s'agit donc en fin de compte de restituer la vie des savoirs et des innovations agricoles dans la politique agricole à travers ses acteurs, c'est-à-dire l'État, les organisations agricoles, etc.

3.1. Du transfert des savoirs et connaissances agricoles

Compagnone et Cerf affirment que « si le modèle épidémiologique de diffusion des connaissances a été largement critiqué et si l'usage du terme de diffusion des connaissances s'estompe dans les années 1990 et 2000, par contre, celui de "transfert des connaissances" va alors prendre le relais et connaître une carrière florissante » (2025, p. 7). Pour eux, il s'agit d'une transformation du modèle diffusionniste, intégrant les critiques qui lui ont été faites. Toutefois, la notion de transfert des connaissances est chargée d'ambiguïtés dans la pratique. Cette situation relève du fait que :

L'on peut comprendre le transfert comme le passage, en bloc et tel quel, d'un tout (connaissances, technologies, innovations, pratiques...) dont la charge de l'appropriation revient aux seuls usagers finaux. Une telle acception de la notion de transfert ne se distingue alors guère du diffusionnisme. Mais on peut aussi comprendre ce transfert comme intégrant, d'une manière ou d'une autre, un travail pour rendre accessibles et appropriables, par les praticiens, les connaissances et innovations transférées. (Compagnone & Cerf, 2025, p. 7)

Cette conception distingue deux situations de transfert des connaissances : « le transfert banal et le transfert problématique » (Compagnone & Cerf, 2025, p. 7). Le transfert banal relève de la diffusion des innovations et connaissances, tandis que le transfert problématique relève du modèle de la traduction. Bien qu'opposées dans le processus, ces deux situations mettent en lumière une vision descendante de la production des connaissances.

3.1.1. Les organisations internationales : des réseaux de « transfert banal » des savoirs agricoles

Dans la circulation des savoirs agricoles, les organisations internationales transmettent des constructions symboliques par un concept nouveau, « l'agriculture juste et durable », et ses principes descriptifs et analytiques. Ce processus de transmission s'identifie au transfert banal chez Compagnone et Cerf. Dans ce transfert, les innovations ne subissent aucune transformation. Dominique Boullier souligne qu'elles sont : « [...] un donné définitif auquel les populations vont

s'adapter plus ou moins rapidement. C'est donc le "milieu d'accueil" qui va se transformer [...] » (1989, p. 33). Les innovations agricoles énoncées et véhiculées par les politiques publiques des organisations internationales façonnent les règles du jeu en matière agricole au niveau mondial. Elles sont transmises telles que sorties des « laboratoires » de pensée. Le transfert soutient implicitement l'idée d'une reproduction exacte ou approximative de cette politique internationale agricole par les différents pays membres. Le transfert ou la reproduction ici analysés s'apparente à la diffusion des innovations agricoles à l'échelle mondiale et continentale entre les organisations internationales et les États membres. Les organisations internationales diffusent un discours sur ce qu'est « l'agriculture juste et durable ». Il s'agit de nommer le phénomène agricole. Ceci correspond au nominalisme et au discours du développement (Misse Misse, 2006 ; Olivier de Sardan, 2001).

3.1.2. L'État traducteur : du « transfert problématique » des connaissances agricoles

Appliqué à la circulation des savoirs, le transfert des innovations agricoles intègre les particularités nationales. Ce processus s'apparente au « transfert problématique » de Compagnone et Cerf (2025). Ce modèle de la traduction soutient que l'État intègre ses connaissances techniques à la politique agricole internationale. Ceci le place dans une sorte de dépendance vis-à-vis de l'extérieur (Olivier de Sardan, 1995) dans la conception et la mise en œuvre de sa politique agricole. D'abord, l'État interprète la politique internationale agricole ainsi que ses connaissances techniques à partir de sa maîtrise du système de pensée des organisations internationales dont il est membre. Puis, il fait un travail d'appropriation de ces savoirs internationaux à partir de sa conception du développement agricole et de sa situation économique, sociale et environnementale. C'est en fait « un travail de reconfiguration de ce système de pensée » (Compagnone & Cerf, 2025, p. 4) qu'effectue l'État. Ce travail de reconfiguration vise à améliorer la productivité agricole afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire et la promotion de l'entrepreneuriat, plus particulièrement des jeunes. La traduction appliquée à la diffusion des savoirs et innovations agricoles consiste en une appropriation par l'État des connaissances techniques des organisations multilatérales à partir de ses représentations cognitives et expérientielles. La traduction permet de reconstituer toutes les médiations, impliquées

dans le processus de diffusion des savoirs et innovations agricoles, par lesquelles la politique internationale s'est transformée en stratégie nationale de développement.

3.2. De la construction à la co-construction des connaissances agricoles

Par la circulation des connaissances, les processus sociaux de production des savoirs agricoles deviennent, en principe, plus égalitaires entre les acteurs en présence. À cet effet, Compagnone et Cerf déclarent que :

Ces processus sociaux sont plus larges car ils impliquent une plus grande diversité d'acteurs (producteurs, associations, agences de l'État, collectivités, syndicats, consommateurs...). Ils sont plus pertinents dans le sens où, d'une part, ils s'intéressent à la façon dont peuvent s'agencer différentes formes de connaissances (dont les connaissances des praticiens) pour produire des connaissances pour l'action plus robustes, et, d'autre part, ils prennent en compte les caractéristiques matérielles et la rationalité de l'action de l'agriculteur en situation pour produire des connaissances situées ou locales. (2025, p. 5)

Dans ce cas de figure, les connaissances agricoles en présence résultent des échanges entre agriculteurs ou entre agriculteurs et des sociétés coopératives de développement d'une part, ou d'échanges entre une pluralité d'acteurs d'autre part. Le premier cas relève de la construction des connaissances entre pairs et le deuxième de la co-construction des connaissances, d'après Compagnone et Cerf (2025, p. 5).

3.2.1. Les sociétés coopératives de développement : pour la construction des connaissances agricoles

Dans la circulation des savoirs, les sociétés coopératives de développement et les agriculteurs individuels construisent leurs connaissances agricoles à partir de leurs différentes pratiques. Compagnone et Cerf soulignent, à cet effet, que « les dispositifs mis en œuvre par les acteurs qui défendent la conception de ce pôle critique visent donc à permettre aux agriculteurs d'opérer un travail de construction de connaissances adaptées à leur situation » (2025, p. 5). Pour une transformation économique, ces organisations agricoles et les producteurs individuels mettent en place des dispositifs permettant un partage d'expérience entre pairs et une formation adaptée à leurs réalités à l'instar des ateliers de formation de la FADEC. Ces séances de partage de

connaissances deviennent des espaces de soumissions des préoccupations pour les organisations agricoles ou des producteurs individuels et de conseil agricole. Par l'entremise de ces dispositifs, les normes pratiques mutent vers une production adaptée des connaissances agricoles en circulation. Ces connaissances sont produites en situation pour résoudre les problèmes identifiés et rencontrés par les agriculteurs et les organisations agricoles dans leurs différentes activités.

Cette mutation des connaissances agricoles conduit à des ré-innovations dans un but lucratif. Par ré-innovation, il faut comprendre le fait que « créer une nouvelle connaissance ne revient pas à mettre en œuvre une procédure objective pour traiter l'information. Cela dépend plutôt des relations tacites et des points de vue subjectifs et des intuitions des individus » (Badillo, 2013, p. 29). Les organisations agricoles réinnovent le processus de circulation des savoirs, la manière d'implémenter ces savoirs par l'inclusion des connaissances de ces acteurs d'en bas. Ces ré-innovations agricoles viennent des savoirs populaires des acteurs d'en bas. On entre ainsi dans l'ère du « populisme », c'est-à-dire de « la réhabilitation des acteurs sociaux d'en bas, la description du mode de vie des humbles, l'inventaire des compétences et des ruses paysannes, le recueil de la "vision des vaincus", la chronique des résistances populaires » (Olivier de Sardan, 1995, p. 20). C'est la prise en compte des ré-innovations venues des acteurs sociaux d'en bas, les organisations agricoles, et des règles de fonctionnement décrites par eux.

3.2.2. Les médias : un espace de co-construction des savoirs et innovations agricoles

Dans le processus de circulation des savoirs, les médias sont des plateformes au service du développement agricole et rural. Ils constituent le lieu où s'entremêlent des informations agricoles d'origines diverses. En effet, bien que traitant des médias numériques, le CTA (Centre technique de coopération agricole et rurale) affirme que les médias agricoles « [...] permettent de repousser les frontières de la communication et de l'échange de l'information, tout en attirant toujours plus d'acteurs dans le débat consacré au développement agricole et rural » (CTA, 2015, p. 10). L'information diffusée par les médias provient de trois sources : l'État et ses institutions, les organisations agricoles et producteurs individuels et enfin les médias eux-mêmes. Elle est donc issue

d'une co-construction tripartite. À propos de la co-construction des connaissances, Compagnone et Cerf affirment que

D'une certaine manière, cette notion de co-construction, et l'ensemble des pratiques qui peuvent lui être associées, apparaissent comme un entre-deux entre les deux pôles évoqués précédemment, entre le pôle « diffusionniste », très vertical et descendant dans sa vision des choses, et le pôle de « construction de connaissances » entre pairs, très horizontal dans sa vision (2025, p. 6).

Ainsi, il s'agit d'une construction d'un « monde négocié » (Laigle, 2012, p. 124) par les médias. En effet, le processus de construction des savoirs diffusés par les médias résulte de l'interaction entre ce triptyque d'acteurs dans la création et la mise à disposition des informations. Dans le contexte du développement agricole, la circulation des savoirs se présente dans une perspective interactionniste au sens d'Olivier de Sardan (1995).

À ce propos, il déclare que : « la perspective interactionniste ici défendue entend combiner analyse des contraintes et stratégies des acteurs, pesanteurs structurelles et dynamiques individuelles ou collectives » (1995, pp. 39-40). La communication en tant qu'interaction place les médias comme des lieux, des espaces de co-construction de la rationalité par enchevêtrement des savoirs agricoles en circulation entre contraintes structurelles et stratégies individuelles et collectives des agriculteurs.

Conclusion

Cet article a questionné comment, et par quels types de discours, les figures énonciatrices de l'agriculture au Cameroun inscrivent cette activité dans l'espace public des débats. L'analyse nous a permis d'établir que ces discours sont portés par quatre grandes instances, l'État, les organisations multilatérales, les médias agricoles et les organisations de producteurs, dont aucune ne parle véritablement en son nom propre. Chacune adopte des postures énonciatives identifiables : collective chez le locuteur politique, sacralisée chez les partenaires multilatéraux, témoin chez les acteurs d'en bas, arbitre chez les experts, polémique chez les défenseurs de la cause agricole (tableau 1).

Ces postures ne sont pas neutres pour la circulation des savoirs. Les organisations internationales pratiquent un « transfert banal » de normes, comme celle de l'agriculture juste et durable ; l'État les traduit à partir de ses propres priorités, l'autosuffisance alimentaire et l'emploi des jeunes ; les organisations agricoles construisent des connaissances entre pairs, tandis que les médias offrent un espace de co-construction où se rencontrent ces différentes sources. L'hypothèse de départ se trouve ainsi, pour l'essentiel, confirmée : la posture énonciative adoptée conditionne largement le mode de circulation des savoirs agricoles.

Ces résultats demeurent limités par l'étendue du terrain, dix entretiens menés dans la seule région du Littoral, et par une exploitation encore partielle du corpus de presse. Une analyse systématique des numéros de *La voix du paysan* et l'élargissement de l'enquête à d'autres bassins de production permettraient d'en éprouver la portée. Reste enfin une question que cet article laisse ouverte et qui rejoint directement celle du présent numéro : les savoirs ainsi énoncés sont-ils effectivement lus, entendus et appropriés par les producteurs auxquels ils sont destinés ?

Références

- Achancho, V. (2013). Revue et analyse des stratégies nationales d'investissements et des politiques agricoles en Afrique du Centre : cas du Cameroun. Dans A. Elbehri (dir.), *Reconstruire le potentiel alimentaire de l'Afrique de l'Ouest*. FAO/FIDA, Rome, 125-159.
- Bacqué, M.-H., & Biewener, C. (2013). L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? *Idées économiques et sociales*, (173), 25-32.
- Badillo, P.-Y. (2013). *Les théories de l'innovation revisitées : une lecture communicationnelle et interdisciplinaire de l'innovation ?* Du modèle « émetteur » au modèle communicationnel. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 14(1), 19-34.
- Benveniste, É. (1974). *Problèmes de linguistique générale* (Vol. 2). Gallimard.
- Biya, P. (2011, 17 janvier). *Discours du Président de la République, S.E. Paul Biya*. Discours tenu à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du comice agro-pastoral d'Ebolowa, Ebolowa, Cameroun.
- Biya, P. (2016, 10 février). *Message du chef de l'État à la jeunesse*. 50^e édition de la fête de la jeunesse, Yaoundé, Cameroun.

- Biya, P. (2018, 31 décembre). *Message du chef de l'État à la nation*. Discours de la fin d'année 2018 et du Nouvel An 2019, Yaoundé, Cameroun.
- Bonhomme, M. (2005). *Pragmatique des figures du discours*. Champion.
- Bonhomme, M. (2006). *Le discours métonymique*. Peter Lang.
- Bonhomme, M. (2010). La rhétorique des figures : entre formalisme et énonciation. *Protée*, 38(1), 65-74.
- Boullier, D. (1989). Du bon usage d'une critique du modèle diffusionniste : discussion-prétexte des concepts de Everett Rogers. *Réseaux*, 7(36), 31-51.
- Burger, M. (2013). Qu'est-ce qu'un discours de communication publique ? *Cahiers de l'ILSL*, (34), 3-41.
- Callon, M., et al. (1999). Pour une sociologie de la traduction en innovation. *Recherche et formation*, (31), 113-126.
- Calvès, A.-E. (2009). « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement. *Revue Tiers Monde*, (200), 735-749.
- Centre technique de coopération agricole et rurale. (2015). *Une année en revue : accélérer la transformation agricole*. CTA.
- Cohen, J. (1970). Théorie de la figure. *Communications*, (16), 3-25.
- Compagnone, C., & Cerf, M. (2025). *Transfert ou circulation des connaissances ? Proposition de mise en perspective de notions vives*. *Agronomie, Environnement & Sociétés*, 15(2), 1-14.
- Darbellay, F. (dir.). (2012). *La circulation des savoirs : interdisciplinarité, concepts nomades, analogies, métaphores*. Peter Lang.
- Dugal, J.-P., & Léziart, Y. (2004). La circulation des savoirs entre recherche et formation : l'exemple des concepts didactiques lors d'une action de formation de conseillers pédagogiques. *Revue française de pédagogie*, (149), 37-47.
- Dumarsais, C. C. (1977). *Traité des tropes*. Le Nouveau Commerce. (Ouvrage original publié en 1730)
- Eboko, F. (2015). *Repenser l'action publique en Afrique : du sida à l'analyse de la globalisation des politiques publiques*. Karthala.
- Femmes Action et Développement au Cameroun. (2025). All kassava : festival international du manioc. *Rapport d'activités*, (2), Bonandjo-Douala.

- Fonds international de développement agricole. (2015). *Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 : favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural*. FIDA.
- Fonds international de développement agricole. (s.d.). Cameroun. Consulté le 15 juillet 2016, à l'adresse <https://www.ifad.org/fr/w/etats-membres/cameroun>
- Garric, N., & Calas, F. (2007). *Introduction à la pragmatique*. Hachette Éducation.
- Gauthier, J., et al. (2025). Production de savoirs et organisations internationales : agentivité, autonomie et gouvernance interne. *Relations internationales*, (201), 75-92.
- Grémion, P. (1976). *Le pouvoir périphérique : bureaucrates et notables dans le système politique français*. Seuil.
- Heritage, J., & Clayman, S. (2010). *Talk in action: Interactions, identities, and institutions*. Wiley-Blackwell.
- Laigle, G. (2012). *Les modèles de communication publique des sciences : paradigmes, problèmes, enjeux*. *Sciences de l'information et de la communication*, Mémoire bibliographique, ENS Cachan/INRP.
- Misse, M. (2006). *La communication stratégique : de l'appui au « développement » à la promotion du « changement social »*. Une communication de connivence ? dans *Communication et changement social en Afrique et dans les caraïbes : bilan et perspectives*. Les enjeux de l'information et de la communication, 3(10), 14-35.
- Nay, O. (2010). *Policy Transfer and Bureaucratic Influence in the United Nations*. The case of AIDS. *Questions de recherche/Research in question*, (33), 1-28.
- Ngo Makoumag, P. F. R. (2024). *L'information agricole dans un magazine spécialisé : formes et enjeux pour le développement dans La voix du paysan*, mémoire Master en Communication, spécialité communication pour le développement. Université de Douala.
- North, D. C. (1991). Institutions. *The Journal of Economic Perspectives*, 5(1), 97-112.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*. Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2001). Les trois approches en anthropologie du développement. *Revue Tiers Monde*, (168), 729-754.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2021). *Cadre stratégique 2022-2031*. FAO.
- Pasquier, M. (2011). *Communication publique*. De Boeck.

- République du Cameroun. (2020). *Stratégie nationale de développement 2020-2030 : pour la transformation structurelle et le développement inclusif (SND30)*. MINEPAT.
- Ricœur, P. (1972). La métaphore et le problème central de l'herméneutique. *Revue philosophique de Louvain*, 70(5), 93-112.
- Rogers, E. M. (1962). *Diffusion of innovations*. Free Press of Glencoe.
- Salvan, G. (2013). Les figures de construction à la lumière de l'énonciation. *L'Information grammaticale*, (137), 43-49.
- Voufo, M. P. (2013). *La voix du paysan et the farmer's voice : outils de vulgarisation de l'information agricole au Cameroun 1988-2013. Exposé présenté lors de la célébration des 25ans du journal*, Yaoundé.

CINETISMES



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Varia

Varia section

Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Analyse interactionniste des titrailles à l'écran sur YouTube : écart et puissance communicationnelle dans les polémiques FECAFOOT-MINSEP

Interactionist analysis of on-screen headlines on YouTube: discrepancy and communicative power in the FECAFOOT-MINSEP controversies

Danielle Olive MOUASSO LOTIN¹⁶

Pour citer cet article : Mouasso Lotin, D. O. (2026). Analyse interactionniste des titrailles à l'écran sur YouTube : écart et puissance communicationnelle dans les polémiques FECAFOOT-MINSEP. *Cinétismes*, Hors-série 4, pp. 132-153. Licence CC BY 4.0.

Résumé

Notre article analyse la titraille *YouTube* comme espace de débats et de politisation dans les polémiques entre Ministère des Sports et de l'Éducation physique (MINSEP) et Fédération camerounaise de football (FECAFOOT) entre avril 2024 et septembre 2025. Nous testons deux hypothèses avec un corpus raisonné de huit vidéos stratifiées selon quatre types de médiateurs : télévision classique, webTV sportive, YouTubeurs et infodivertissement. La première hypothèse postule que la puissance de la titraille repose sur l'écart entre promesse et contenu réel. La deuxième indique que la titraille opère une requalification politique du conflit sportif. Notre méthodologie repose sur une grille de codage qui évalue le type et l'intensité de l'écart, puis les marqueurs de politisation. Les résultats révèlent une disproportion : trois vidéos sur quatre accusent une distorsion majeure entre titre et contenu, confirmant l'efficacité paradoxale de la sur-promesse. Parallèlement, 62,5% des vidéos introduisent un référentiel politique hors-sport absent du contenu des vidéos, requalifiant le litige institutionnel en affrontement et en lecture ethno-identitaire. Loin de se limiter à sa fonction d'accroche, la titraille s'impose comme le lieu où se noue le contrat para-médiatique et où se joue la politisation du sport.

Mots-clés : écart, titraille, *YouTube*, clickbait, interactions, communication politique

¹⁶ Danielle Olive Mouasso Lotin est enseignante-chercheuse, chargée de cours au Département de Communication de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Douala (Cameroun). Spécialiste de la communication publique, elle mène des recherches sur les collectivités territoriales décentralisées et sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), en particulier les nouveaux médias et les plateformes numériques, dont *YouTube*, qu'elle étudie dans le présent numéro. Elle est l'autrice de plusieurs ouvrages et articles consacrés à ces questions d'actualité. Courriel : olidanie2002@yahoo.fr.

Abstract

This article analyzes *YouTube* headlines as a space for debate and politicization within the controversies involving the Ministry of Sports and Physical Education (MINSEP) and the Cameroonian Football Federation (FECAFOOT) between April 2024 and September 2025. We test two hypotheses using a purposive sample of eight videos, stratified across four types of media outlets: traditional television, sports web-TV, YouTubers, and infotainment. The first hypothesis posits that the power of headlines relies on the gap between the promise made and the actual content. The second suggests that headlines reframe the sports-related conflict in political terms. Our methodology employs a coding grid to assess the type and intensity of this gap, followed by markers of politicization. The results reveal a significant disparity: three out of four videos exhibit a major distortion between title and content, confirming the paradoxical effectiveness of over-promising. Meanwhile, 62.5% of the videos introduce a non-sports political frame, absent from the actual video content, thereby reframing the institutional dispute as a confrontation and interpreting it through the lens of ethnic identity. Far from being limited to a mere "hook," headlines emerge as the site where the para-media contract is established and where the politicization of sport plays out.

Keywords: discrepancy, headlines, *YouTube*, clickbait, interaction, political communication,

Introduction

Les sciences de l'information et de la communication (SIC), qui constituent déjà un objet « de connaissances élaborées » (Miège, 2004, p. 5) au Cameroun, sont historiquement liées à l'essor des mass médias, médias technologiques que sont la radio et la télévision, et plus tard internet. À partir des années 40, le développement de ces médias donne lieu à des interrogations sur leurs effets sur les individus et la société (Mucchielli, 2001, p. 13). Le premier domaine d'étude des SIC concerne les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Les NTIC sont un ensemble d'outils, de logiciels et matériels de traitement, de stockage, d'échange et de transmission de l'information, qui transforment la société en facilitant la participation aux débats. C'est en cela que les SIC tentent de comprendre les nouveaux phénomènes de communication en œuvre. Le conflit qui oppose le Ministère des Sports et de l'Éducation physique (MINSEP) à la Fédération camerounaise de football (FECAFOOT) interpelle une panoplie d'acteurs qui y jettent un

regard analytique. Depuis avril 2024, les vidéos *YouTube* dominent le paysage numérique, hébergeant de nombreuses vidéos produites par les camerounais et qui façonnent l'histoire des polémiques MINSEP et FECAFOOT. Le choix de leur titraillle à l'écran revêt un caractère particulier pour leurs créateurs et les internautes.

Dans la polémique entre la FECAFOOT et le MINSEP, la titraillle à l'écran ne décrit pas la crise, elle interpelle le spectateur, problème qui soulève deux questions. Comment les titraillles à l'écran des vidéos *YouTube* exercent-elles une puissance sur les internautes malgré les contradictions entre le thème affiché et le contenu réel des débats sur les polémiques entre la FECAFOOT et le MINSEP ? Dans quelle mesure les acteurs impliqués dans ces débats exploitent-ils cette plateforme pour diffuser leurs idéologies politiques ? Deux hypothèses sont formulées pour tenter d'y répondre. D'une part, l'écart entre la titraillle et le contenu réel renforce la puissance communicationnelle des vidéos sur la polémique entre la FECAFOOT et le MINSEP en substituant à la promesse d'information une promesse plus rentable en termes d'engagement. D'autre part, les chaînes *YouTube* instrumentalisent la polémique en requalifiant une crise de gouvernance sportive en crise politique, en utilisant la titraillle pour substituer aux deux institutions des figures politiques antagonistes.

Notre démarche d'analyse s'inscrit dans l'approche interactionniste selon laquelle chaque locuteur développe une compétence sociale à communiquer qui lui permet d'exploiter les ressources du système langagier dans une situation donnée. Dans les échanges, la réussite communicationnelle (Goffman, 1981, pp. 9-10) d'un individu s'évalue en fonction de cette compétence, raisonnement qui s'applique à la communication médiatique.

En évaluant en détail le contenu de chaque vidéo, notre grille analytique à deux entrées comprend plusieurs rubriques. Les données relèvent d'une analyse descriptive et diagnostique car en plus de décrire les faits, nous les expliquons. Notre corpus repose sur la méthode d'échantillonnage à choix raisonné, sur un échantillon (Royer et Zarlowski, 2025) sémiotique significatif qui nous permet d'analyser en profondeur le titre et le contenu de chaque vidéo. Au terme d'une transcription

manuelle des vidéos en textes, nous avons retenu 08 qui portent sur la titraille à l'écran, les faits, l'ordre des informations, le temps de chacune d'elle ainsi que les acteurs de l'information mis en jeu. Ces trois critères reposent sur notre méthode d'échantillonnage qui vise la construction d'une typologie de l'écart, permettant ainsi une analyse qualitative approfondie et une mesure fine de l'écart via une grille d'analyse. Ces vidéos sont conformes aux normes de l'analyse interactionniste qualitative qui privilégie la profondeur à l'exhaustivité. Le choix des vidéos repose donc à la fois sur leur périodicité et leur thématique étant donné qu'elles sont publiées entre avril 2024 et septembre 2025 sur la question des polémiques entre les deux institutions. En dépassant les 08 vidéos, on tombe dans la redondance tandis qu'un nombre en deçà ne couvre pas la diversité des acteurs. Il s'agit des vidéos d'une durée comprise entre **2:01** et **48:37** qui diffusent les polémiques sportives actuelles. La technique de collecte d'informations convoquée ici est l'analyse de contenu, déroulée sur une seule séquence, à savoir « le contenu proprement dit des débats » (Nga Ndong, 2020, p. 9), dans une approche qualitative centrée sur l'interprétation des données. Cette démarche méthodologique permet de comprendre pourquoi certaines vidéos *YouTube* seraient plus favorables que d'autres à transmettre des informations en contexte d'interaction sportive médiatisée.

Notre analyse est construite sur deux grandes parties. Il s'agit en premier de penser la titraille comme interaction, ensuite de mesurer l'écart à l'écran avec *YouTube* que nous classons et expliquons.

1. Polémique FECAFOOT-MINSEP : genèse, structuration et économie médiatique du conflit

Pour comprendre l'écart de la titraille *YouTube* sur le conflit FECAFOOT et MINSEP, il convient d'articuler trois niveaux de la polémique : la mutation de la titraille vers l'économie de l'attention, l'efficacité paradoxale du clickbait dans l'économie de l'attention, et sa construction discursive lorsque le sport devient politisé. C'est à cette triple contextualisation qu'est consacré l'état de l'art.

1.1. La mutation de la titraile journalistique vers l'économie de l'attention

Dans le journalisme, il n'existe pas de texte sans un titre qui est mis en valeur par un chapô, des intertitres, pour pousser le lecteur à lire. Maîtriser la titraile est donc une condition indispensable à la séduction. À la question « Qu'entend-on par titraile ? », Bailly répond :

« pour une définition en creux, on dirait tout le texte qui n'est pas l'article : le surtitre, le chapô, la légende, l'exergue, l'intertitre, le sous-titre, mais pourquoi pas, aussi, les éléments qui accompagnent le texte lorsqu'il est partagé sur les réseaux sociaux, ou indexé par les moteurs de recherche » (Bailly, 2020, p. 134).

La titraile attire l'attention vers le contenu, c'est une forme de « carte de visite de votre texte », pour emprunter à Bailly. Le titre joue ainsi deux rôles, celui qui consiste à séduire et l'autre à informer. Au regard des valeurs démocratiques et éthiques, Charaudeau (2011) propose une critique des médias et de l'activité journalistique. Dans les réseaux sociaux numériques telles que *YouTube*, ce rôle a évolué vers des algorithmes qui doivent capter les téléspectateurs.

Cette transformation s'observe à partir des données 2020 lorsque les webTV se professionnalisent et que les chaînes *YouTube* d'information voient le jour au Cameroun. La rédaction de titres en lettres majuscules ainsi que la ponctuation excessive deviennent la norme éditoriale des chaînes de télévision comme *Canal 2 International*, les influenceurs et lanceurs d'alerte. Le titre devient un appât car la titraile a la mission de déclencher le clic dans un flux saturé.

1.2. L'efficacité paradoxale du piège à clics

Le piège à clics ou « clickbait », est un contenu qui utilise un titre trompeur pour attirer l'attention sur un site Web ou un blog afin d'inciter à cliquer sur le lien, l'image ou la vidéo et générer des revenus publicitaires. Le but est de susciter l'intérêt, afin d'inciter à cliquer sur le lien, l'image ou la vidéo. Il s'agit d'une stratégie de titraile qui crée un écart volontaire entre la promesse et le contenu livré afin de maximiser le taux de clics. L'on distingue trois formes d'écarts : l'exagération, l'omission volontaire et la fausse promesse. Le titre ouvre un vide informationnel que l'utilisateur comble en cliquant. Sur les sites d'information, les journalistes emploient la technique de la

référence anticipée comme procédé stylistique et narratif dans le but de susciter l'anticipation et la curiosité, et inciter les lecteurs à cliquer sur le titre pour poursuivre leur lecture. Les résultats des travaux de Blom et Hansen (2015) montrent que la commercialisation et la tabloïdisation sont susceptibles de favoriser l'usage récurrent de cette technique dans les titres de la presse en ligne.

Le clickbait au Cameroun est lié à la précarité du modèle économique des médias qui, faute de publicité, se tournent vers *YouTube* pour obtenir un nombre assez élevé de vues et gagner des revenus au travers de sa monétisation. Certains parlent de rationalité économique, comme Malinvaud qui écrit que « selon le paradigme dominant en macroéconomie pour modéliser le comportement humain, l'individu agit rationnellement afin de réaliser au mieux son objectif » (1991). Ces titres anxiogènes génèrent parfois plus de vues que les titres informatifs, ce qui constitue un paradoxe, puisque ce titre menteur et exagérant devient puissant.

1.3. Construction discursive d'un affrontement institutionnel sur YouTube : la politisation du sport

La polémique FECAFOOT-MINSEP dépasse le cadre sportif car elle relève la politisation par requalification. Il revient sur la communication politique qui ne saurait être remise en cause malgré les dérapages politiques favorisés en partie par la prépondérance des nouveaux médias dans le champ politique contemporain (Kouassi, 2018, p. 15). Pour lui, l'une des fonctions de la communication politique est la « persuasion », ce qui permet de comprendre que le fait sectoriel soit retraduit en langage politique pour mobiliser. Le football est historiquement un espace de cristallisation identitaire et politique au Cameroun. Les travaux de Bitond montrent comment « le football a constitué un facteur de rassemblement pour la majorité des Camerounais » (2025, p. 119), alors qu'aujourd'hui la réalité est différente. D'ailleurs, la « conflictualité verbale témoigne d'une fracture sociale plus large, qui s'exprime aujourd'hui à travers les plateformes numériques », dit-il.

La requalification se joue, non plus dans la télévision classique, mais dans un espace hybride composé de chaînes de télévision sur *YouTube*, de webTV et de YouTubeurs qui commentent l'actualité avec des codes de l'infodivertissement qui combinent informations utiles et contenu

divertissant. Il s'agit d'accéder à un espace public numérique qui permet à un grand nombre de personnes de s'exprimer sur l'actualité.

Dans ces débats, l'opinion semble primer sur le fait, le clash sur l'analyse et le positionnement sur la neutralité. La polémique entre deux personnalités développe un affrontement idéologique entre le peuple représenté par la FECAFOOT, et l'État dont le MINSEP est l'un des démembrements, à quoi s'ajoute une lecture tribaliste. Le rôle de la titraillie ici est central car elle crée des marqueurs qui sortent du cadre sportif.

2. De l'énonciation éditoriale à l'interactionnisme : pour une approche de la titraillie comme acte de mise en scène

Une réflexion sur la titraillie à l'écran dans la polémique FECAFOOT et MINSEP exige de la saisir comme corpus interactionniste : c'est l'ancrage goffmanienne, que cette partie propose d'établir.

2.1. L'analyse des interactions verbales

Goffman est le premier à analyser les interactions « c'est-à-dire ce qui se passe lorsque deux individus se trouvent en présence l'un de l'autre » (Nizet & Rigaux, 2005, p. 3). Son interrogation tourne autour des formes que prennent les interactions, les règles dont elles se dotent, les rôles que mettent en scène les acteurs qui y sont impliqués et l'ordre spécifique qu'elles constituent.

Kerbrat-Orecchioni et Traverso (2004) voient en l'interaction une forme de co-construction marquée par des rapports de place, des taxèmes et des marqueurs d'adresse. Généralement, les indices génériques sont subtils. Pas étonnant donc que leur maniement prête souvent au malentendu entre les participants à l'interaction en cours. Transposée à *YouTube*, l'interaction réside dans la titraillie et non pas dans la vidéo. C'est à travers le titre que naît la relation entre l'émetteur et le l'internaute qui doit faire un clic pour visionner.

2.2. Le contrat de communication médiatique

Selon Charaudeau (1991), l'acte de communication médiatique repose sur un contrat. C'est celui du média qui promet de présenter la vérité sans perdre de vue son objectif d'informer et de capter l'attention. Trois critères sont fondamentaux dans un contrat : le but, l'identité des partenaires et les termes utilisés.

Dans *YouTube*, nous évaluons la rupture du contrat en comparant la promesse de la titraille au discours de la vidéo pour voir l'écart entre les deux. Si le décalage est total, il s'agira de considérer une rupture du contrat d'information au profit du seul contrat de captation. Dans ce cas, il est possible de penser comme Charaudeau que c'est juste une modification du contrat.

2.3. L'accroche par anticipation et l'analyse de la polémique

Le clickbait est défini par Blom et Hansen comme une accroche par anticipation, qu'ils nomment en termes de stratégie de « forward-reference » (2015). Le titre crée un vide référentiel lorsqu'elle annonce une information qu'elle ne donne pas, forçant le clic pour combler leur manque à gagner dans la publicité.

Dans ces vidéos, les pronoms cataphoriques vides comme « voici », les déictiques d'urgence telles que « *Breaking news* » ou les chiffres suspensifs comme « trois raisons » permettent de classer chaque titre selon qu'il utilise ou non une accroche par anticipation et de quantifier le type d'écart. Par exemple, un titre comme « c'est fini pour Eto'o ? » est une anticipation discursive totale qui pose une question dont la réponse n'est jamais dans la vidéo.

Amossy (2014) fait remarquer que la polémique envahit l'espace public. Pour lui, elle n'est pas un dysfonctionnement dans le débat, mais une forme d'argumentation basé sur le clivage, la délégitimation de l'autre et la convocation du peuple comme arbitre.

Nous observons la requalification d'un litige institutionnel en polémique médiatisée sous le prisme de trois indicateurs : le clivage entre la FECAFOOT et le MINSEP, la délégitimation des acteurs, l'appel au peuple camerounais comme juge. L'insertion des mots comme « Président de la

République » dans la titraille est une forme de requalification polémique qui vise à attribuer au sport un statut de pathos politique et lui enlever celui de logos.

3. De l'écran au code : protocole pour saisir l'écart

En analysant la titraille *YouTube* comme un contrat de communication dont la rupture revêt une signification particulière, cet article adopte une approche qualitative sémiologique dans une démarche déductive.

3.1. Matériau empirique principal pour analyser les écarts

Nous testons deux hypothèses sur un corpus empirique composé de huit vidéos *YouTube* publiées entre avril 2024 et septembre 2025. Le choix de cette période repose sur le pic de la polémique FECAFOOT-MINSEP autour de la nomination du sélectionneur Belge Marc Brys à la tête de l'équipe nationale du Cameroun comme entraîneur en remplacement de Robert Song.

Nous avons retenu les vidéos répondant simultanément à trois conditions : traiter du conflit FECAFOOT-MINSEP, présenter une titraille complète et provenir d'énonciateurs variés. Afin d'assurer la représentativité de l'arène para-médiatique, le corpus est stratifié en plusieurs catégories : télévision classique, webTV sportives, chaînes de YouTubeurs et infodivertissement.

Collecte clôturée le 15 octobre 2025 pour stabiliser les métriques, onze variables ont été codées par vidéo : chaîne, type, date, durée, titre exact, description, vues, j'aime, commentaires, URL et date de consultation.

Nous mobilisons une grille d'analyse comprenant deux entrées. La première concerne la puissance paradoxale de l'écart, avec une typologie des écarts comprenant : l'intensification, la personnalisation, l'urgence, la vacance informationnelle (vide) et la polarisation. Le second palier opérationnalise la politisation via le positionnement énonciatif basé sur quatre modalités : pro-FECAFOOT, pro-MINSEP, neutre et clickbait.

Le tableau du corpus suivant présente les onze variables.

Tableau 1 : Description du corpus de 8 vidéos sur la polémique FECAFOOT et MINSEP

Code	Chaîne	Type de chaîne	Titre à l'écran	Description du Résumé	Date publication	Date Consultation	Durée	Vues	J'aime	Commentaires	URL
V1	France 24	Chaîne de télévision française d'information internationale en continu	Quel avenir pour Samuel Eto'o ?	Fecafoot : les conséquences du clash entre Samuel Eto'o et les autorités camerounaises	6 avril 2024	27 septembre 2025	48:31	153 938	1065	140	https://youtu.be/Nbkl7GbHi18?si=U4PgZLmIKdPPETJb
V2	Canal 2 International	Chaîne de télévision généraliste privée camerounaise	FECAFOOT-MINSEP AU-DELA DE L'AIRE DE JEU...	FECAFOOT-MINSEP AU-DELA DE L'AIRE DE JEU...	12 juin 2024	27 septembre 2025	56:56	7058	36	08	https://youtu.be/KxD3oOoiCFA?si=M0sk2qyKhXtmweG6
V3	INFOS 237 NEWS	Chaîne YouTube d'information et de débat sur l'actualité au Cameroun	Crise Minsep-Fecafoot : à qui profite le désordre ?	CONFLIT FECAFOOT-MINSEP : LE PREMIER MINISTRE AUSSI EST LA A GAROUA	6 septembre 2024	30 septembre 2025	14:24	2304	14	00	https://youtu.be/qiaifhkm04U?si=GRNxxkqgyZxZgGKhd
V4	INFOS 237 NEWS	Chaîne YouTube d'information et de débat sur l'actualité au Cameroun	Débâcle des Lons indomptables, à qui la faute : coaching, Minsep ou Fecafoot ?	Aucune	14 septembre 2024	30 septembre 2025	46:38	44 007	378	119	https://youtu.be/i94Au4kRG8A?si=qkVHLc5sbAq0zYOw
V5	Ndamba Foot	Chaîne à opération spéciale sur les chaînes CANAL+SPORT	-DOUBLE MBAPPE -MAITRE NGUINI S'EXPLIQUE -MINSEP-FECAFOOT	GUINI METLA LUMIERE SUR LE BRAS DE FER ENTRE LA FECAFOOT et LE MINSEP SUR LES ELECTIONS	25 août 2025	27 septembre 2025	10:19	2945	41	00	https://youtu.be/6Sk60WGxANY?si=wBepmblePeWumM1w

Code	Chaîne	Type de chaîne	Titre à l'écran	Description du Résumé	Date publication	Date Consultation	Durée	Vues	J'aime	Commentaires	URL
V6	Bantu Media group sport	Chaîne YouTube axée sur le sport	BANTU + Images	Samuel Eto'o a nouveau siège de la Fecafot avec Song, Mboma et Kalla	13 septembre 2025	27 septembre 2025	02:01	917	18	01	https://youtu.be/64anXnC7E5Q?si=pBicr7ZW A8pew-
V7	Bantu Media group sport	Chaîne YouTube axée sur le sport	BANTU + Images	Info. Mouelle Kombi flatte Paul Biya, Samuel Eto'o, Fecafot, Marc Brys incompetent, André Onana	13 septembre 2025	27 septembre 2025	29:15	2526	54	03	https://youtu.be/RUMwBqQMeYg?si=MBhm69Cm-O_T3rrp
V8	INFOS 237 NEWS	Chaîne YouTube d'information et de débat sur l'actualité au Cameroun	Minsep # Fecafot : qui est hors-jeu ?	MINSEP # FECAFOOT : QUI EST HORS-JEU ?	24 août 2025	27 septembre 2025	45:37	40 843	256	69	https://youtu.be/B23GLWqxVvQ?si=8o-4WKRxPmdioG aJ

Source : Mouasso Lotin, construction à partir du corpus documentaire actualisé, 2026

Les 8 vidéos sont codées par la lettre majuscule « V ». Le chiffre qui suit la lettre indique le numéro de chacune d'elle. Le tableau fait apparaître une fracture structurante, ce qui tend à valider empiriquement notre problématique de l'écart et de la puissance communicationnelle.

D'un côté, on peut y voir qu'il y a une corrélation inverse entre la véracité de la titrairie à l'écran et sa puissance communicationnelle. Les vidéos V1 et V2, issues de médias classiques que sont *France 24* et *Canal 2*, présentent un score d'écart nul à faible situé entre 0 et 0.5. Ils respectent également le contrat d'information car leur titrairie à l'écran « Quel avenir pour Samuel Eto'o ? » et « FECAFOOT-MINSEP AU-DELA DE L'AIRE DE JEU... » reste fidèle au contenu juridique analysé. Leurs vidéos relèvent du régime d'information de Goffman qui considère que le spectateur est un citoyen qu'il faut informer sans menace sur la face.

À l’opposé, les vidéos V3 à V8 issues de INFOS 237 NEWS, Bantu Media group sport et Ndamba Foot basculent dans le régime de l’interpellation avec des scores d’écart situés entre 3.5 et 5+. Le commentaire le plus révélateur est celui de la V3 dont la description de la titraille promet l’intervention du Premier Ministre « LE PREMIER MINISTRE AUSSI EST LA A GAROUA ». Pourtant le contenu de la vidéo ne l’évoque guère. L’écart E4 est un vide sémantique total. Cette vidéo en écart génère 2945 vues. L’écart n’apparaît donc pas comme une erreur : il semble bien performatif car il atteint son objectif qui est de produire de l’audience.

La vidéo V6 met en scène l’analyse de Goffman à travers l’image du présentateur qui pose les mains sur la tête en signe de scandale. La crise institutionnelle est traduite à l’écran en scandale qui interpelle des spectateurs, ce qui génère des interactions à travers 2526 commentaires.

Ce tableau est donc l’illustration de la professionnalisation de l’écart en 2025, avec une croissance de la moyenne des vues entre 2024 et 2025. Il ne présente nullement huit vidéos sur la même crise, mais deux modèles économiques de la titraille à l’écran. L’un à faible écart et faible puissance, en voie de marginalisation. L’autre à fort écart et forte puissance ne se limite plus à faire de la titraille à l’écran un résumé, mais devient une affiche de spectacle où l’écart sert à la visibilité des médias.

3.2. Typologie des écarts et stratégie de la cartographie des 5 indicateurs

L’opérationnalisation du concept nous conduit à cinq indicateurs observables, notés de E1 à E5. Le tableau qui suit met en évidence la fracture dans le traitement *YouTube* de la crise.

Tableau 2 : Typologie des écarts entre titraille et contenu dans le traitement *YouTube* de la polémique et grille d’analyse des 8 vidéos du corpus

Code	Titre écran	Durée	Score E1-E5	Stratégie	E1 Intensification	E2 Personnalisation	E3 Urgence	E4 Vide	E5 Polarisation	Score total
V1	Quel avenir pour Eto'o ?	48:31	0	Témoignage info	0	0	0	0	0	0
V2	Au-delà de l'aire de jeu	56:56	0,5	Témoignage décryptage	0,5	0	0	0	0	0,5

Code	Titre écran	Durée	Score E1-E5	Stratégie	E1 Intensification	E2 Personnalisation	E3 Urgence	E4 Vide	E5 Polarisation	Score total
V3	PM pour Garoua, ONIESS trouble	14:24 / 31:12	5/5	Invention	1	1	1	1	1	5
V4	Débâcle, à qui la faute ?	46:38	3,5/5	Polarisation	1	0,5	0	1	1	3,5
V5	Double Mbappé, Toum Toum, Nguini	10:19	5/5+	Parasitage	1	1	1	1	1	5 + parasitage
V6	Nouveau siège Song Mboma Kalla	02:01	0,5/5	Retour réel	0,5	0	0	0	0	0,5
V7	Kombi flatte Biya, Brys, Onana	29:15	5/5	Double jeu	1	1	1	1	1	5
V8	18/20 philo, 30 ans régression	45:37	2,5	Politisation	0,5	1	0	0	1	2,5

Source : Construction personnelle sur la base des 8 vidéos YouTube du corpus, 2026.

Le score E1-E5 évalue l'écart entre le titre à l'écran et le contenu réel. 0= aucun écart ; 5/5 = écart maximal ; 5/5+ indique un écart maximal avec un parasitage externe.

L'analyse dimensionnelle qui figure dans le tableau révèle que tous les écarts n'ont pas le même poids dans la puissance communicationnelle de la polémique. On grossit, on personnalise, et on crée un vide pour voler l'audience ou une polarisation pour faire commenter. Cette combinaison donne un score total de 3.5 à 5+ et garantit cette puissance. L'écart ne relève plus d'un accident, mais bien d'une stratégie éditoriale, un outil de gain de nouveaux médias (Texier, 2021).

Les cinq indicateurs choisis dans notre analyse interactionniste révèlent chacun une stratégie.

L'indicateur *E1 Intensification* est la technique la plus utilisée car 7 vidéos sur les 8 sont touchées. Le fait administratif est transformé en bombe et en scandale.

E2 Personnalisation a 5 vidéos sur les 8. Ici, la crise entre la FECAFOOT et le MINSEP est réduite à un duel de deux personnalités publiques. Il s'agit d'un cliquable.

Quant à *E3 Urgence*, il n'a que 3 vidéos sur les 8. C'est celui qui a moins, montrant que les médias s'en servent moins par rapport à son apport.

E4 Vide et *E5 Polarisation* ont simultanément 4 et 5 vidéos sur les 8. Ils indiquent le clickbait car leur titre promet ce qui n'est pas visible dans leur vidéo. Leur but est de créer des camps opposés et obtenir autant de commentaires possibles.

Ce tableau conforte notre hypothèse : plus on s'éloigne des médias institutionnels, plus l'écart s'accroît. La figure emblématique de V5 de *Ndamba Foot* » notée « 5 + parasitage » veut capter l'audience jeune. Le titre annonce le football camerounais à travers le mot « FECAFOOT », mais la vidéo parle de Mbappé dans son club Real Madrid.

Alors qu'en 2024, l'écart est exceptionnel, il devient une norme sur les chaînes d'infodivertissement camerounaises en 2025.

3.3. L'écart au cœur de la problématique des interactions sur YouTube

Notion opératoire en SIC, l'écart s'inscrit dans la théorie du contrat de communication médiatique. Lorsque l'écart est assez élevé, Charaudeau en parle en termes de rupture du contrat (1991). Cette dissonance intentionnelle et stratégique se crée entre la titraille et le contenu de la vidéo lorsqu'il faut attirer l'attention plutôt que d'informer.

L'écart peut être définie comme une construction volontaire qui articule plusieurs logiques : sémantique lorsque la vidéo dit A et montre B, pragmatique pour capter l'attention et économique pour la monétisation par le piège à clics. C'est une stratégie interactionniste pour Goffman qui la considère comme une manipulation de façade car la vidéo montre une façade sensationnelle pour faire entrer l'internaute.

L'écart crée une dissonance cognitive chez l'internaute qui, pour n'avoir pas obtenu l'information à laquelle il s'attendait, est piégé par le clickbait et va faire un commentaire pour montrer son indignation. La mise en question de ce concept « semble ouvrir d'intéressants perspectives à la sémantique littéraire » (Gueunier, 1969, p. 45).

4. Dynamiques discursives vers la vidéo YouTube : ce que l'écart fait au discours

La présente partie situe l'objet de l'étude. Elle retrace l'essor de *YouTube* comme plateforme de diffusion et de débat, rappelle les ressorts de la viralité des vidéos, puis précise la place de la titraillle à l'écran dans la présentation des vidéos consacrées à l'actualité sportive camerounaise.

4.1. Finalités des écarts entre vidéogrammes et titraillles

Cette première partie examine, à partir de cinq exemples horodatés, les décalages entre la titraillle affichée à l'écran et le contenu effectif des débats consacrés à la crise FECAFOOT-MINSEP.

L'un des écarts entre vidéogrammes et débats s'observe dans une vidéo de *France 24* de **48:31**, du 06 avril 2024. C'est un extrait de l'émission hebdomadaire *le café des sports*, qui porte à l'écran la titraillle suivante : « *Quel avenir pour Samuel Eto'o ?* ». Elle se décrit en ces termes : « Fécafoot : les conséquences du clash entre Samuel Eto'o et les autorités camerounaises ». L'écart ici s'observe lorsque Suto, l'un des invités du jour sur le plateau, parle du footballeur « Cristiano qui a eu des triplés cette semaine » (**1:57**), un sujet qui n'a rien à voir avec la titraillle de la vidéo, ni des thèmes annoncés par Gasnier, l'animatrice du jour. Cette réponse relèverait de la volonté de l'invité à distraire les téléspectateurs par une blague, afin de faire valoir le rôle ludique (Urbas, 2016) des médias.

« *Crise Minsep-Fécafoot : à qui profite le désordre ?* » est le titre annonciateur à l'écran d'une vidéo scindée en deux. Le média responsable de cette vidéo publiée le 06 septembre 2024 est *INFOS 237 NEWS*. Le premier extrait de la vidéo de **14:24** se décrit en *CONFLIT FECAFOOT-MINSEP : LE PREMIER MINISTRE AUSSI EST POUR GAROUA*. Le deuxième extrait est celle de **31:12** qui a la même titraillle à l'écran mais dont la description est différente. Cela traduit une volonté des Youtubeurs à multiplier les vidéos afin d'augmenter son audience. Seule la première est prise en compte dans cet article. L'on y voit Chouaten qui, à une question du présentateur, déclare : « je me suis rendu compte que nous ne sommes pas sur le thème, nous ne sommes pas dans la thématique » (**10:41**). Il ne se laisse pas distraire d'où sa reprise : « ce n'est pas le débat » (**13:25**), propos qui

seront suivis d'une brouille de quelques secondes entre les panélistes, chacun voulant s'exprimer au même moment que les autres et se faire entendre.

La vidéo de **46:38** du 24 août 2025 du même média présente un titre correspondant à sa description : « *Débâcle des lions indomptables, à qui la faute : coaching, Minsep ou Fécafoot ?* ». L'animateur pose une question à un panéliste : « votre regard sur ce qui s'est passé à Praia ? » (**0:40**) et Elembe de répondre : « Song le peuple camerounais doit te demander pardon » (**5:42**). Song ne figure pas parmi les deux antagonistes mais il est cité pour montrer que c'est le coaching qui fait problème dans cette crise. L'on s'attendrait à ce l'intervenant parle directement de Brys mais il utilise une métaphore, l'exemple de l'autre. L'on peut considérer qu'il s'agit d'un écart dans la mesure où le téléspectateur doit passer plus de temps à visionner afin d'avoir la réponse à sa question. Certains médias préfèrent ce genre d'invités dans leurs émissions de débats pour leur permettre d'atteindre le temps imparti.

Un autre écart se lit *a priori* dans une vidéo de **10:19** du 25 août 2025 de *Ndamba Foot*. La titraille de l'écran ne correspond pas à sa description. L'écran de la vidéo affiche « *DOUBLE MBAPPE* » et « *MAITRE NGUINI S'EXPLIQUE* » au-dessus, puis « *MINSEP vs FECAFOOT* » en dessous. Sa description est la suivante : « *NGUINI MET LA LUMIERE SUR LE BRAS DE FER ENTRE LA FECAFOOT et LE MINSEP SUR LES ELECTIONS* ». À l'entame de la vidéo, c'est « *TOUM TOUM* » qui s'affiche, ce qui fait penser à une vidéo qui présente une guerre féroce. Il est plutôt question d'un extrait de débats où l'intervenant joint au téléphone, présente son point de vue sur la menace qui est brandie sur une éventuelle suspension. Cette vidéo rompt le contrat d'information et vise la rationalité économique dans la mesure où elle utilise Mbappé comme un appât.

Dans la vidéo de **02:01** du 13 septembre 2025, de *Bantu media Group Sport*, l'écran affiche 03 images : l'animateur Cletus, Eto'o en présence de plusieurs autres personnes sur le site en finition qui abritera la fédération, et du logo « *BANTU* ». Pourtant, la description de la vidéo précise qu'il s'agit uniquement de « Samuel Eto'o au nouveau siège de la Fécafoot avec Song, Mboma et Kalla ».

Si l'on s'en tient à la titraille, on pourrait penser avoir uniquement les 03 anciens coéquipiers et Samuel Eto'o, soit uniquement 04 individus. Mais il affirme par la suite que « Samuel Eto'o a amené les anciens lions indomptables, ses amis et anciens collègues au siège de la FECAFOOT à Warda à Yaoundé qui est en finition » (0:13). Cette accroche peut créer une confusion chez le téléspectateur qui sera curieux d'attendre pour voir comment Eto'o a invité tous ses anciens coéquipiers sur le site, alors qu'il entretient des désaccords avec certains d'entre eux. *YouTube* est une plateforme appréciée par les jeunes au même titre que les réseaux sociaux et Samuel Eto'o Fils, est une icône du football mondial que les fans du football vénèrent. Étant donné que « les débats télévisés font toujours recette » (Villeneuve, 2014, p. 138), l'on peut comprendre la motivation de l'animateur à la rationalité économique.

Dans une autre de 29:15 produite par le même média, le même jour, l'écran affiche plusieurs images de joueurs, du logo « BANTU » et de l'animateur qui a posé ses mains derrière sa tête, mimant l'étonnement. La description s'énonce en termes suivants : « Info, Mouelle Kombi flatte Paul Biya, Samuel Eto'o, FECAFOOT, Marc Brys incompetent, André Onana ». Mais dans son discours, l'animateur incrimine un seul acteur : le Ministre, qui selon lui, « cherche tous les moyens pour sauver sa tête » (0:11). Dans la suite, il affirme que « toutes les fédérations sportives ont des problèmes à cause de Narcisse Mouelle Kombi » (1:00), ajoutant que le Ministre a « fait le contraire de ce que les artistes espéraient de lui » (1:22). L'on n'ignore pas l'impact des procédés d'insinuation dans les interactions. Les exemples pris par l'animateur ont pour but d'amener les internautes à soutenir l'un des camps, à manipuler les jeunes à sa cause.

Ces écarts ne relèvent pas seulement de la digression : dans plusieurs vidéos, ils ouvrent la voie à un discours d'ordre politique, qu'il convient à présent d'examiner.

4.2. Vidéo YouTube comme un nouvel espace de communication politique

Cette partie resitue *YouTube* comme un espace de communication politique, à partir de deux vidéos où les prises de parole des panélistes glissent de la crise sportive vers une critique de la gouvernance nationale.

Au Cameroun, « la communication politique est omniprésente » (Mouasso, 2025, p. 18). À l'ère des médias sociaux, les débats politiques s'inscrivent dans un espace public (Habermas, 1988) fragmenté dans lequel la communication politique tient lieu d'instance d'intermédiation. Le rôle majeur que jouent les journalistes et l'opinion publique dans la reconfiguration de cet espace public a été mis en lumière par Wolton (1989, pp. 27-42). Certains choisissent des plateformes numériques qui se présentent à eux pour s'exprimer sur des questions politiques qui leur tiennent à cœur. La plateforme *YouTube* est ainsi devenue un espace d'expression politique, idéologique et de communication des activistes, idée résumée par Charaudeau : « il n'existe pas un discours politique en soi, mais c'est la situation de communication qui le rend politique » (2005, pp. 30-31). Autrement dit, tout énoncé peut avoir un sens politique, dès lors que la situation le justifie. C'est ce qui explique la persistance du conflit entre la FECAFOOT et le MINSEP qui divise les internautes, créant un match des opinions dans les plateformes numériques. Considérons deux vidéos d'analyse politique sur les polémiques sportives en cours diffusées sur la chaîne *YouTube*.

La première vidéo de **56:56** du 5 juin 2024, analysée dans la partie précédente sous un autre angle, porte à l'écran et dans sa description « *FECAFOOT-MINSEP : AU-DELA DE L'AIRE DE JEU* ». Il s'agit d'une émission d'actualité de la chaîne de télévision *Canal 2 International* dans laquelle l'animatrice présente en premier les panélistes, qui sont au nombre de 05. À la question posée sur les prolongations du conflit, Leudjo la transpose à la politique dans son discours suivant : « au Cameroun, on a érigé les hautes instructions en un mode de gouvernance qui permette à ce que on mette de côté le *process* normal pour prendre une décision » [...] « suivant les hautes instructions, on ne suit plus la procédure, on bafoue tout et on dit voilà ce que le Président de la République a décidé [...] c'est justement parce que le Président de la République lui-même est un adepte de la situation de pourrissement » (**13:24-13:39**) et qualifie ce comportement de « silence légendaire » (**14:05**) dont la sortie aurait facilement résolu le problème qu'il qualifie de « guerre de deux membres » (**14:52**) d'un même parti politique. Makon Ma Um le rejoint en parlant d'un « silence assourdissant de Monsieur Biya Paul qui pourtant est la solution de ce problème » (**25:54**). La créativité langagière accompagnant les intérêts politiques, *YouTube* devient une nouvelle forme de

médiation pour la politique en ce qu'elle ouvre la voie aux intervenants qui prétendent expliquer la politique. L'engouement que les acteurs politiques camerounais ont pour débattre des sujets liés à la gestion du pays justifierait les ambitions de ces médias qui s'en servent pour une rationalité économique. Les médias sont devenus, « par la force des choses, de véritables baromètres du jeu politique, en tant qu'animateurs ou acteurs essentiels de la nouvelle vie politique démocratisée » (Nga Ndongo, 2020, p. 7).

Le petit écran est ainsi un espace de diffusion de polémiques entre le MINSEP et la FECAFOOT, créant des polarités idéologiques trop tranchées qui éclatent lors des débats, que les médias numériques utilisent pour avoir une forte audience.

Dans la vidéo du 24 août 2025 de **46:38** d'*INFOS 237 NEWS*, Bahebeck affirme qu'il attend de Mouelle Kombi qu'il réfléchisse « pour sortir le Cameroun de la crise de gouvernance qu'il vit depuis plus de trente ans. Le Cameroun est dans un tourbillon de trente ans de régression » (**20:55**). Sa réponse n'est pas hasardeuse lorsqu'on sait que le panéliste a porté sa candidature aux élections présidentielles du 12 octobre 2025, et que celle-ci a été rejetée (Elecam, 2025). Il fait donc partie de ceux qui espèrent un changement au Cameroun. Il n'est pas possible d'oublier le fait qu'au-delà de l'offre médiatique proposée, les vidéastes offrent aux téléspectateurs une vision personnelle du monde. *YouTube* apparaît comme une scène communicationnelle où se manifestent des activistes, désireux de proposer une offre politique singulière. C'est pourquoi les acteurs politiques, investissant dans ce média pour diversifier leurs publics, se servent de *YouTube* comme un outil de dénonciation et d'action politique en invitant ceux qui orientent les débats.

Conclusion

Cet article avait pour objectif d'analyser, dans une perspective interactionniste inspirée de Goffman, les titraillages à l'écran sur *YouTube* à partir de la polémique entre la FECAFOOT et le MINSEP.

Nous sommes partis d'un constat selon lequel il existe un décalage récurrent entre le titre et le contenu des vidéogrammes sur *YouTube*. Nous avons posé que la puissance de la titraille repose sur l'écart entre promesse et contenu réel et qu'elle opère une requalification politique du conflit sportif. Ces hypothèses nous ont permis de montrer que l'écart entre la titraille et le contenu s'est transformé en dispositif communicationnel, et que son objectif manifeste semble être de capter l'attention.

Trois résultats principaux se dégagent de cette démonstration. L'écart est une mise en scène discursive, un acte interactionnel et une économie de l'attention.

En mesurant cet écart grâce à la grille E1 à E5, nous sommes arrivés au résultat selon lequel 80 % des vidéos que nous avons étudiées relèvent du régime de l'interpellation. Le score d'écart supérieur à 2.5 est un indice révélateur de ce pourcentage. Ce résultat suggère que l'écart possède une puissance communicationnelle : plus il est élevé, plus il génère des « vue », « j'aime » et « commentaires ».

Théoriquement, notre contribution propose qu'il faille considérer la titraille à l'écran comme un acte de mise en scène goffmanienne dont la puissance peut affronter la face et forcer l'interaction car l'écart est performatif.

Comme toute recherche scientifique, notre article présente une limite, celle d'avoir omis une analyse systématique des commentaires des 8 vidéos sélectionnées. Cette omission met en perspective une étude de la réception de l'écart. Les internautes camerounais sont-ils conscients de cet écart ? Le dénoncent-ils dans leurs commentaires ou l'encouragent-ils dans leurs clics ? Ces questions amèneront à comprendre si la puissance communicationnelle de l'écart est durable.

Références

- Amossy, R. (2014). *Apologie de la polémique*. PUF.
- Bailly, S. (2020). La titraille. *Maîtriser les techniques rédactionnelles*, 133-158.
- Bitond, A. (2025). Du débat autour du football aux discours de haine : analyse des interactions numériques entre « hiboux FC » et « églisiens de tsinga » sur Facebook. *Djiboul*, (2)9, 119-136.

- Blom, J. N. & Hansen, K. R. (2015). Le clickbait : la référence anticipée comme appât dans les titres d'actualités en ligne. *Journal of Pragmatics*, (76), 87-100.
- Charaudeau, P. (2011). *Les médias et l'information : L'impossible transparence du discours*. De Boeck Supérieur.
- Charaudeau, P. (2005). *Le discours politique. Les masques du pouvoir*. Vuibert.
- Elecam (2025), *Résolution du 26 juillet portant rejet des candidatures à l'élection du président de la République du 12 octobre*.
- Goffman, E. (1981). *Forms of Talk*. University of Pennsylvania Press.
- Gueunier, N. (1969). La pertinence de la notion d'écart en stylistique. *Revue langue française*, (3), 34-45.
- Habermas, J. (1988). *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Payot.
- Kouassi Kouassi, O. (2018). Arnaud Mercier, dir., *La Communication politique. Questions de communication*, (1)33, 387-390.
- Kerbrat-Orecchioni, C. & Traverso, V. (2004). *Types d'interactions et genres de l'oral. Langages*, 1(153), 41- 51.
- Malinvaud, E. (1991). *Voies de la recherche macroéconomique*. Seuil.
- Miège, B. (2004). *L'information-communication, objet de connaissance*. De Boeck.
- Mouasso, D. (2025). *La communication publique locale au Cameroun et l'effectivité de la participation des habitants :leurre ou réalité ?*. De Midi.
- Mucchielli, Alex (2001), *Les sciences de l'information et de la communication*. Hachette.
- Nizet, J. & Rigaux, N. (2005). Introduction. *La sociologie de Erving Goffman*, 3-8.
- Nga Ndong, V. (2020). *Débats ou combats télévisés ? Esquisse de socioanalyse du jeu médiatico-politique au Cameroun*. L'Harmattan.
- Royer, I. et Zarlowski, P. (2025). Echantillon(s) : choix des individus et des cas. *Méthodes de recherche en management*, 224-254.
- Texier, B. (2021). Nouveaux médias : quelle valeur ajoutée ? *Archimag*, (10)350, 14-16
- Urbas, B. (2016). *Mémoires d'une culture vidéoludique sur la plateforme YouTube*. Expériences de vidéastes amateurs et patrimonialisation du jeu vidéo. *Les Cahiers du numérique*, (12), 93-114.

Vion, R. (1992). *La Communication verbale : analyse des interactions*. Hachette.

Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès*, (4), 27-42.



La communication autonomisante ou démarche de rupture épistémologique

Empowering communication, or the approach of epistemological rupture

Demindoyee D. KAKO-KAKUDJI¹⁷

Pour citer cet article : Kako-Kakudji, D. D. (2026). La communication autonomisante ou démarche de rupture épistémologique. *Cinétismes*, Hors-série 4, pp. 154-178. Licence CC BY 4.0.

Résumé

Cet article propose la communication autonomisante (CA) comme cadre conceptuel de transformation sociale fondé sur la capacité des individus, des communautés et des peuples à définir leurs priorités, à produire et à mobiliser leurs savoirs et à participer à la conduite de leurs affaires collectives. Il interroge les limites de certaines conceptions verticales de la communication pour le développement et met en dialogue la critique décoloniale, la pédagogie de conscientisation de Paulo Freire et les Community Media Studies. La contribution centrale réside dans l'articulation de cinq axes autour de la centralité des peuples dans la prise de décisions des décideurs publics : l'éducation et la formation populaire ; la désignation souveraine des dirigeants ; l'appropriation citoyenne du pouvoir de gestion ; la cogestion associant responsables publics et expertises locales ; et l'ouverture ainsi que l'intégration politico-économiques décidées de manière autonome. Contrairement à la succession linéaire proposée par Rostow, ces axes sont envisagés comme interdépendants et susceptibles de se déployer simultanément. Le texte constitue une proposition théorique et programmatique, et non une validation empirique du modèle. Il en précise les fondements, les mécanismes supposés et les conditions de mise à l'épreuve.

Mots-clés : communication autonomisante ; décolonialité ; éducation populaire ; médias communautaires ; souveraineté ; développement endogène.

¹⁷ Demindoyee D. Kako-Kakudji est chercheuse et autrice indépendante établie en Ontario (Canada). Titulaire d'un doctorat en communication, elle articule sa pratique scientifique autour de l'écriture argumentative, de la recherche documentaire et de l'analyse fine des réalités sociales. Ses travaux s'inscrivent dans la sociologie des médias et la communication pour le développement, et mobilisent des approches décoloniales axées sur la justice sociale. Ses recherches interrogent en priorité les dynamiques des communautés africaines et afrodescendantes, ainsi que les rapports complexes entre savoirs, représentations et pouvoir. Courriel : kako.n_gatoye_denise@courrier.uqam.ca.

Abstract

This article introduces Emancipatory Communication (EC) as a conceptual framework for social transformation grounded in individuals', communities', and peoples' capacity to define their own priorities, produce and mobilize their knowledge, and participate in governing their collective affairs. It critically examines the limitations of certain top-down communication-for-development approaches and brings decolonial critique into dialogue with Paulo Freire's pedagogy of critical consciousness and Community Media Studies.

The article's central contribution lies in the articulation of five interconnected dimensions that place peoples at the heart of public decision-making processes: education and popular training; the sovereign selection of leaders; citizens' appropriation of decision-making and management powers; shared governance involving public officials and local expertise; and autonomously determined political and economic openness and integration.

Unlike Rostow's linear sequence, these dimensions are interdependent and can unfold simultaneously. The article presents a theoretical and programmatic proposition rather than an empirical validation of the model. It clarifies its theoretical foundations, proposed mechanisms, and the conditions under which it could be empirically tested.

Keywords: Empowering Communication; Decoloniality; Popular Education; Community Media; Sovereignty; Endogenous Development.

Introduction

La communication pour le développement a progressivement intégré la participation, la mobilisation communautaire et la reconnaissance des savoirs locaux à ses orientations. Cette évolution n'épuise pourtant pas une question essentielle : qui définit les finalités du développement, choisit les connaissances jugées légitimes et conserve le pouvoir de décision une fois les populations invitées à participer ? La participation peut-elle accroître la place accordée aux communautés sans nécessairement modifier les rapports de pouvoir qui déterminent les priorités, les ressources et l'évaluation des projets ?

C'est à partir de cette interrogation que nous proposons la communication autonomisante (CA) qui s'appréhende comme « le moteur tangible qui concrétise la volonté individuelle et collective

d'émancipation identitaire, culturelle et socio-économique, visant à contribuer à une transformation qualitative et durable des conditions d'existence des communautés et des peuples ». Autrement dit, la CA désigne une dynamique communicationnelle transversale qui accompagne, nourrit et articule les processus individuels et collectifs d'autonomisation. À travers la conscientisation, la mobilisation, l'appropriation des savoirs et la participation aux décisions, elle contribue au développement des capacités des individus, des communautés et des peuples à définir et à maîtriser leur devenir. Dans la perspective de la communication autonomisante, l'autonomisation et l'émancipation constituent deux dimensions distinctes mais indissociables d'une même dynamique de transformation sociale. L'autonomisation désigne le processus par lequel les individus, les communautés et les peuples développent et s'approprient les capacités intellectuelles, culturelles, organisationnelles et politiques nécessaires à la maîtrise de leur devenir, tandis que l'émancipation en constitue la finalité : elle renvoie au dépassement des rapports de domination et de dépendance qui limitent leur liberté de pensée, de décision et d'action. La souveraineté représente, dans cette dynamique, une expression collective de l'autonomie acquise et exercée.

La question qui guide cet article est la suivante : comment concevoir une communication qui ne se contente pas de favoriser la participation à des programmes de développement, mais contribue à l'autonomie des communautés dans la définition de leurs priorités et l'exercice du pouvoir collectif ? Notre hypothèse théorique est que l'éducation populaire, la maîtrise des espaces d'expression et l'appropriation des mécanismes de décision doivent être envisagées conjointement. Nous articulons donc cet article autour de cinq axes majeurs, à savoir : le contexte politique et géostratégique de l'émergence de la communication autonomisante ; l'approche méthodologique ; la communication comme voie et/ou voix d'une réelle émancipation des peuples ; la mise en perspective de la CA avec les Community Media Studies ; et enfin, la nécessité et l'urgence de l'éducation populaire comme moteur de la communication autonomisante.

1. Contexte politico-géostratégique

Misse (2006) écrivait que la communication pour le développement (CPD) est un champ d'étude dont la difficulté majeure réside aussi bien dans son objet que dans son étymologie, car, en plus des ressources propres aux sciences de l'information et de la communication, les défis du domaine sont intrinsèquement liés aux difficultés de la problématique du développement des États, qui, en soi, est d'une complexité inouïe. En effet, la CPD a fait son entrée dans l'écosystème développementaliste en appui aux médias communautaires pour atténuer les revers du diffusionnisme des années 1960-1980, porté par Lerner, Schramm, Pool, Rogers et Pye. Ce modèle a consisté essentiellement en la mobilisation des médias de masse pour la promotion de l'encadrement et l'accompagnement technologique, de l'intégration nationale, de la liaison entre les marchés locaux et internationaux, de la mobilisation nationale en vue d'objectifs de développement et de la diffusion de valeurs et de cultures dites modernes dans des domaines aussi variés que la santé, l'agriculture, l'industrie, la culture, etc., sous l'impulsion des agences spécialisées des Nations-Unies, notamment la FAO, l'UNESCO et l'UNICEF. Cette période constitue une étape charnière de l'histoire moderne des pays africains, avec « le modèle déterministe du tout-État » (Amougou, 2006), très prisé, où l'État est l'acteur principal du développement, par ses fonctions régulatrices et redistributives (Peemans, 1996 ; Assidon, 2000), et la démocratie comme contre-productive par rapport aux objectifs d'unité nationale et de construction de la nation.

Le diffusionnisme s'inscrivait dans le cadre international de la domination hégémonique des États-Unis d'Amérique des années 1948, avec le vote de deux résolutions majeures à l'Assemblée générale des Nations unies : Développement économique des pays insuffisamment développés (198-III) et Assistance technique en vue du développement économique (200-III). C'est dans ce contexte que le 20 janvier 1949, le président américain Harry Truman, dans un discours historique, va opposer le développement au sous-développement en déclarant : « Il nous faut lancer un nouveau programme audacieux qui mette en valeur les avantages de notre avancée scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration de la croissance des régions sous-développées... »

Toutefois, la rigidité, la violence et les disparités dans la coopération entre les pays du Nord et ceux du Sud qui en découlent défavorisent largement les pays du Sud dans leur prise d'initiative. Cette situation va donc susciter une avalanche de critiques, aboutissant à l'instauration de médias communautaires et de la communication pour le développement dans les années 1970. Plusieurs modèles théoriques participatifs vont donc découler de la CPD afin d'atténuer le diffusionnisme vertical des années 1960. La CPD s'impose comme « un outil d'influence sociale et politique » (Jenatsch *et al.*, 2016, p.10), transcendant toutes les divergences idéologiques et les approches théoriques (Bessette, 2004) avec pour mission d'œuvrer en faveur des couches sociales les plus démunies et les plus vulnérables. Ces modèles sont, entre autres, le paradigme de l'interdisciplinarité comme proposition théorique associant développement et diversité culturelle (Loum, 2014) ; la « communication participative » (Koné et Sy, 1995) ; la « communication pour les changements sociaux » (Misse, 2016) ; le modèle de communication « mixte ou intégratif » (Lemaire, 1980) etc. Bien que ces modèles prônent des missions salutaires et humanitaires, il n'en demeure pas moins qu'ils sont caractérisés par une constance majeure : leur imbrication et leur phagocytage par l'idéologie occidendo-centrisme, laquelle impose une vision dominatrice du monde à travers (1) La soif hégémonique par la surexploitation des ressources, (2) l'inégalité et la concentration des richesses, (3) la croissance économique, la consommation de masse et l'industrialisation généralement sélectives, (4) une farouche volonté d'homogénéisation et d'acculturation axée sur la soumission d'autres peuples qui ne correspondent pas suffisamment à sa propre image que l'occident se projette (5) une transposition de modèles de gouvernance inadaptés au contexte socio-économique local etc. Ces modèles participatifs conçus dans le moule de l'occidendo-centrisme et évoluant dans son carcan offre un panorama, une gigantesque chaîne nébuleuse qui ne favorise pas une lisibilité claire du positionnement de ces auteurs. Ils contribuent plutôt à bâtir une architecture économique non souveraine et une architecture politique non soudée en Afrique en général. Chercher le développement au cœur d'un tel système reviendrait à traiter les symptômes du mal sans aller à la cause profonde pour la déraciner. C'est ce qui explique que ces pays sous-développés, ciblés depuis le discours inaugural de 1949, continuent de baigner dans ce modèle socio-développementaliste depuis presque un siècle et ont toujours du mal à mener à bien

leur libération économique et politique. L'absence de contrôle sur les mécanismes, le contexte et la visée réelle des programmes au sein d'un tel système présage, dans une large mesure, leur échec. Ce qui entraîne l'incapacité de ces modèles participatifs et de la communication pour le développement à réaliser pleinement leur potentiel. Thomas Guénolé (2016) parle, à cet effet, de « la mondialisation malheureuse », qu'il définit comme « l'entreprise politique de prédation des ressources humaines et matérielles de la planète, au profit d'une infime minorité de l'humanité »¹⁸. D'où la nécessité de notre contribution théorique : la communication autonomisante.

2. Démarche méthodologique

C'est l'occasion d'indiquer que cet article est extrait d'une recherche exhaustive menée dans le cadre d'une thèse de doctorat ayant abouti à la réalisation d'une œuvre académique intitulée : Radios communautaires en Afrique de l'ouest entre la communication pour le développement et une communication autonomisante.

2.1. Corpus

Dans notre recherche, la démarche méthodologique était à la fois intuitive, documentaire et expérimentale. La combinaison de ces trois dimensions a grandement enrichi le travail, car elle nous a permis, d'une part, de donner vie à notre intuition et, d'autre part, d'ajuster les données théoriques aux données empiriques, pour une approche globale de l'analyse. Bien qu'il s'agisse d'une démarche *a priori* intuitive, renforcée par l'observation et la lecture de l'environnement socio-développementaliste, la conceptualisation de la communication autonomisante qui donne lieu à la production de cet article prend forme à partir de la conjonction de ces deux méthodes de recherche : la recherche documentaire et l'étude de cas.

2.1.1. Démarche de réflexivité

Au-delà de son ancrage théorique et de certains points de rapprochement avec d'autres concepts, la notion de communication autonomisante (CA) dans notre parcours de chercheur

¹⁸ Guénolé, 2016, p.13.

émerge en partie d'une démarche intuitive issue de l'observation non structurée des événements qui nous entourent, du comportement psychohistorique des Africains et du regard général de l'Autre sur ce peuple. Un regard stéréotypé et préjugé, sans doute motivé par la longue histoire d'esclavage et de colonisation du continent noir, est aujourd'hui renforcé par le néocolonialisme. À cela s'ajoute la véritable dichotomie observée entre le potentiel humain et les richesses naturelles dont dispose l'Afrique, ainsi que l'état généralisé de déliquescence des infrastructures et de la jeunesse qui règne sur ce continent. Aussi, de notre expérience personnelle en tant qu'originaires d'un pays sous-développé, qui a connu une période de croissance économique appelée le « Miracle ivoirien » dans les années 1970, pour célébrer en juin 2012 son entrée dans l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés) renforcée. Cette oscillation développementaliste laisse entrevoir que l'Afrique est un terrain d'essai où chaque quinquennat ou décennie est consacré à l'expérimentation de nouveaux projets ou programmes. D'où la nécessité et l'urgence de sortir de cet imbroglio institutionnel. La communication autonomisante, pour nous, va au-delà d'une simple mutation d'un système ou de l'ajustement de quelques-uns de ses aspects. Il s'agit d'un électrochoc susceptible de provoquer le déracinement d'un système, une approche déconstructiviste visant à construire sur de nouvelles bases. L'étape majeure et essentielle de la communication autonomisante consiste à faire découvrir ou redécouvrir les aspects dissimulés de l'histoire générale des peuples, les amener à l'accepter et à se l'approprier, avant d'intégrer les dimensions de l'échange, du partage, de l'écoute et de l'ouverture contrôlée à l'extérieur.

Contrairement aux cinq étapes du développement de Walter Rostow (1960), qui suivent une certaine linéarité se terminant à l'étape cinq par l'âge de la consommation de masse, la CA pourrait se déployer en cinq niveaux, successivement ou concomitamment. Pour rappel, selon Rostow, le développement est un processus composé de cinq étapes essentielles qui, en passant par la société traditionnelle, vont du démarrage au décollage, puis au progrès vers la maturité, pour aboutir finalement à l'ère de la consommation de masse. Une linéarité développementaliste qui conduit les peuples dans une course effrénée et sans fin vers une consommation de masse, idéal inatteignable

pour certains depuis des siècles. À l'inverse, la CA se veut une communication engagée, un outil de libération et de souveraineté qui se déploie à travers les axes suivants :

- (1) l'éducation et la formation populaire/militante,
- (2) la souveraineté du peuple dans le choix de ses leaders,
- (3) l'appropriation du pouvoir de gestion par les peuples à travers des leaders patriotes,
- (4) la gestion commune des affaires publiques par les dirigeants et les experts locaux et
- (5) l'âge d'ouverture et d'intégration des espaces politico-économiques en toute souveraineté et objectivité en fonction des moyens des États et dans l'intérêt supérieur de leur population.

Ces piliers forment le piédestal de la communication autonomisante que nous présentons dans les pages suivantes, sous forme d'images et de textes, suivis d'illustrations synthétiques.

2.1.2. Recherche documentaire

La collecte de données en ligne a consisté en une démarche itérative, alliant les documents théoriques et les données. Elle a visé à collecter un certain nombre de documents, à en étudier le contenu, puis à décider de la suite de la collecte en tenant compte de ce que les premiers documents nous ont appris (Paillé, 2004). À ce titre, nous avons consulté plusieurs documents, dont, entre autres, des ouvrages et des articles scientifiques, des documents d'organismes internationaux, des documents des Nations Unies et des documents officiels des gouvernements, comme cela sera reflété dans la section de la bibliographie. La démarche procède en trois opérations : repérer les présupposés des approches de développement et de participation discutées dans la littérature mobilisée ; rapprocher des propositions théoriques relatives à la conscientisation, à l'autonomie et à l'expression communautaire ; et construire, à partir de ce dialogue, cinq axes analytiques de la communication autonomisante. Le recours à plusieurs traditions intellectuelles ne signifie pas qu'elles défendent des positions identiques : leurs convergences, mais aussi leurs différences, éclairent toutefois les contours du concept.

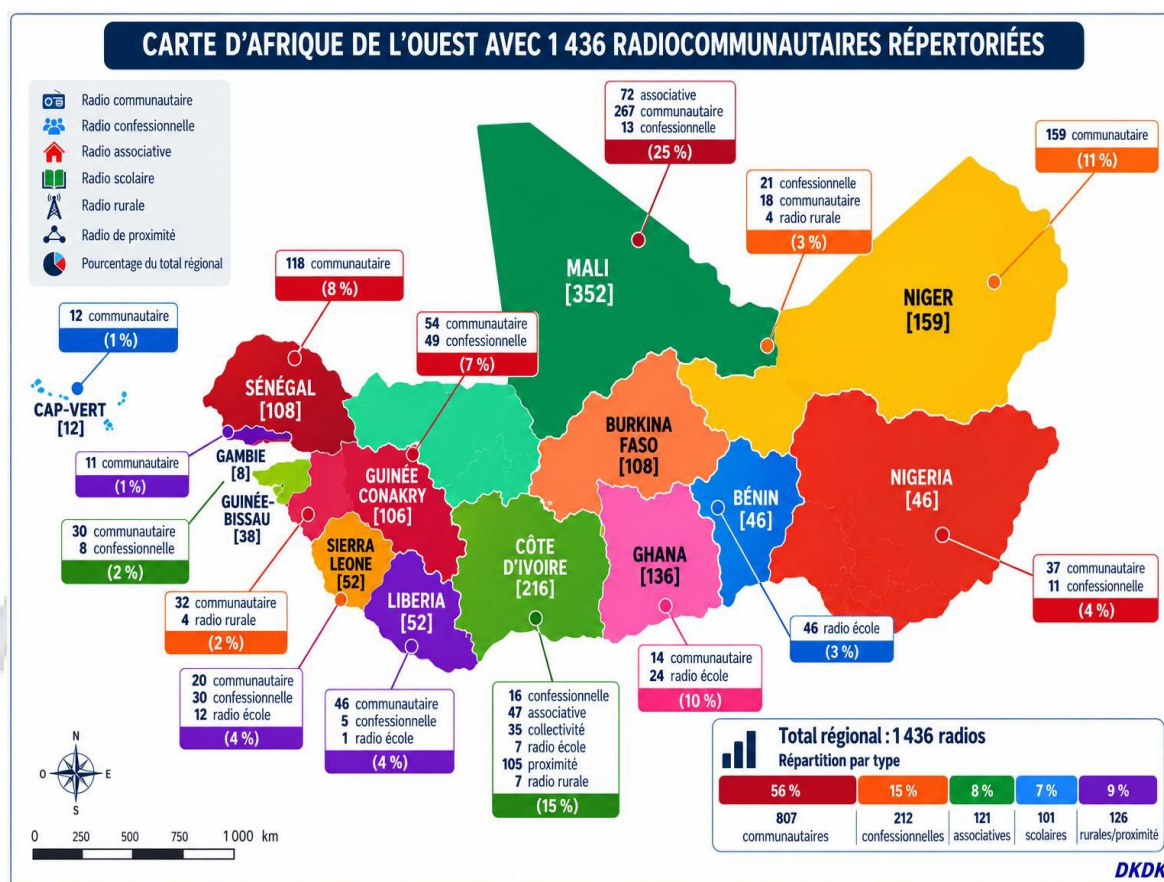
2.1.3. Recherche empirique

Elle nous a permis de confronter notre intuition à la théorie et à la pratique, notamment le terrain effectué en Côte d'Ivoire, qui, bien qu'il ne soit pas représentatif de toute l'Afrique de l'Ouest, a été très riche en données. Nous avons d'ailleurs eu à visiter des organes centraux liés aux radios communautaires et des stations de radio comme indiqué ci-dessous. Quelques stations visitées :

N°	Organe central et type de radios	Noms	Lieux
1	Organe Central	URPCI (Union des radios de proximité de Côte d'Ivoire)	Abidjan, 220 logements
2	Radio École	Atlantique FM	Abidjan, Cocody II Plateaux
3	Radio confessionnelle	Paix Sanwi	Aboisso, siège de la radio
4	Radio associative	Bassam FM	Bassam, siège de la radio
5	Radio de collectivité	La voix de l'Agnéby	Agboville, siège de la radio

Source : Kako-Kakudji, construction à partir du corpus documentaire actualisé, 2026

Ce travail sur le déploiement et le développement des RC en Afrique de l'Ouest nous a permis de répertorier 1436 stations dans les quinze pays de l'Afrique de l'Ouest et d'offrir un portrait général inédit dans ce domaine, comme présenté ci-après.



2.2. Analyse

C'est ce travail de recherche documentaire et de terrain qui nous a inspiré la conceptualisation de la communication autonomisante. En effet, cette recherche menée sur huit ans nous a permis de confirmer l'importance des radios communautaires et leur présence effective en Afrique de l'Ouest. Nous avons toutefois constaté que, malgré la rhétorique onusienne selon laquelle les radios communautaires sont « pour, par et au service de la communauté », les RC en Afrique de l'Ouest tirent leur légitimité essentiellement des accords stratégiques conclus entre les États et leurs partenaires extérieurs. La réalité de ces radios nous ramène, malheureusement, à la perspective de Karl Blanchet dans *Le Développement participatif*, entre souhait et réalité (2001), où l'auteur explique que le caractère passif de la

participation signifie « prendre part à une initiative sans en être réellement l’instigateur et le meneur ». Dans un tel cas, celui qui participe n’a aucun pouvoir. Ce qui, dans le cas de ces radios, pose le problème de leur ancrage, de leur appropriation et de leur financement par les communautés ; mettant ainsi un bémol sur le narratif de participation, de collaboration, de coproduction, de co-crédation et de co-gestion entre les parties prenantes. De plus, nous avons constaté que dans la quasi-totalité des pays étudiés, les radios communautaires sont plus souvent à l’initiative des partenaires de coopération au développement que des communautés avec comme intervenants principaux :

- L’Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Coopération suisse au développement (DDA),
- La Banque mondiale et les Nations Unies, à travers leurs agences spécialisées (l’UNICEF, la FAO, l’UNESCO, l’OMS, etc.),
- Le Fonds canadien d’initiative locale (FCIL)
- , etc.

Cette situation contrevient nettement au principe même des radios communautaires. D’ailleurs, lorsqu’en 1997 l’ONU a exprimé la nécessité de soutenir des systèmes de communication réciproque qui permettent aux communautés de prendre la parole, l’UNESCO, en tête, et les partenaires d’appui au développement, déjà très présents sur le terrain, ont massivement investi dans les radios communautaires, qui se sont multipliées sur le continent africain à une vitesse vertigineuse, avec un taux de croissance de 1386 % entre 2000 et 2006 (Dorelli, 2011).

Nous avons d’ailleurs mobilisé deux exemples qui ont confirmé cette dichotomie entre la rhétorique et la réalité des radios communautaires en Afrique, notamment la station CKRL-FM, fondée par un groupe d’étudiants de l’Université Laval et mise en ondes en 1973 à Québec, et celle de la station KPFA, qui est « la doyenne des stations de radio communautaires américaines », fondée en 1949, et qui ont été portées par des communautés aussi bien dans leur initiation, leur

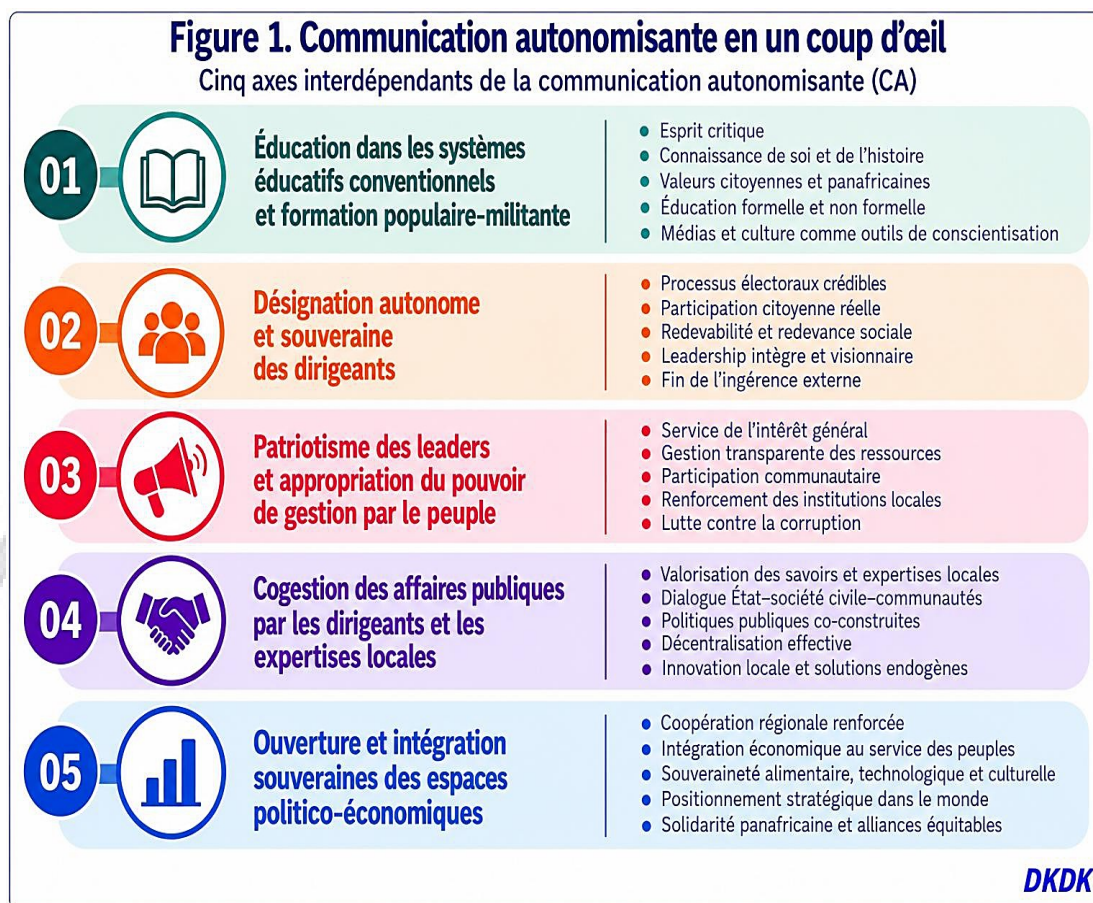
conception, leur financement que dans leur programmation. Ces deux exemples suggèrent que les RC en Afrique de l'Ouest constituent une réalité profondément différente de celle des RC dans les pays développés.

Cette recherche sur les radios communautaires nous a, en outre, permis de constater que le déploiement et la progression des RC en Afrique de l'Ouest suivent un agenda international, d'où le passage des radios agricoles (1950-1960) aux radios de proximité (2010-2020), en passant par les radios rurales/éducatives (1960-1980) et les radios communautaires (1990-2010) émergées dans la foulée de la démocratisation et du multipartisme. Depuis lors, les centres multimédias communautaires (CMC) ont vu le jour à l'issue du sommet sur la « Société de l'information », tenu à Genève en 2003. Elles visaient trois pays africains : le Mozambique, le Mali et le Sénégal, avec un coût de près de 500 millions de francs CFA alloué à chacun, entièrement pris en charge par la Coopération suisse, ainsi que l'installation immédiate de 50 CMC sur l'ensemble du territoire de chacun de ces 3 pays, à raison de 15 millions de francs CFA par CMC. Le CMC est composé d'un équipement radio avec un émetteur, de 4 à 5 ordinateurs connectés à Internet, d'une imprimante, d'un scanner, d'un appareil photo numérique, d'une photocopieuse, d'un téléphone et d'un fax. Une autre mutation qui semble s'inscrire clairement dans la révolution technologique des temps modernes et qui ouvre un marché exponentiel aux GAFAM pour écouler leurs produits : Internet et les médias sociaux.

C'est ce contexte de dépendance accrue dans tous les secteurs stratégiques et de manque d'initiative émancipatrice des gouvernants africains qui nous a inspiré la communication autonomisante comme une voie d'émancipation avec ces cinq axes interdépendants :

3. Communication autonomisante ou la Voie-x de l'émancipation

Le schéma synthétisé qui va suivre permet de rendre compte de la communication autonomisante (figure 1).



3.1. Les cinq axes de la Communication Autonomisante

Ces cinq axes constituent le cœur de notre proposition. Nous les présentons comme des dimensions interdépendantes, et non comme des étapes obligatoires. Leur ordre rend compte d'une logique d'exposition ; leur mise en œuvre peut être concomitante et varier selon les contextes.

3.1.1. Éducation et formation populaire

Le premier axe réunit l'éducation dans les institutions conventionnelles et les pratiques de formation populaire et militante. Il vise l'accès à l'histoire, aux langues, aux savoirs scientifiques et expérientiels, ainsi que le développement de capacités d'analyse critique. Les médias communautaires, les espaces de discussion de proximité et les plateformes

numériques peuvent contribuer à cette formation, à condition que la pluralité des points de vue, la vérification des informations et la liberté de discussion y soient préservées. La restauration de la mémoire collective prend ici le sens d'une enquête critique, et non d'une mémoire officielle imposée.

3.1.2. Désignation autonome et souveraine des dirigeants

Le deuxième axe porte sur la capacité des populations à déterminer, selon des procédures légitimes et transparentes, les personnes auxquelles elles confient des responsabilités publiques. Dans le cadre conceptuel proposé, l'éducation et la circulation de l'information doivent permettre l'examen des engagements, des programmes et de la reddition de comptes. La communication autonomisante ne présuppose pas l'unanimité de la communauté : elle implique, au contraire, la possibilité du désaccord, de la contestation et, si nécessaire, du renouvellement des mandats.

3.1.3. Appropriation citoyenne du pouvoir de gestion

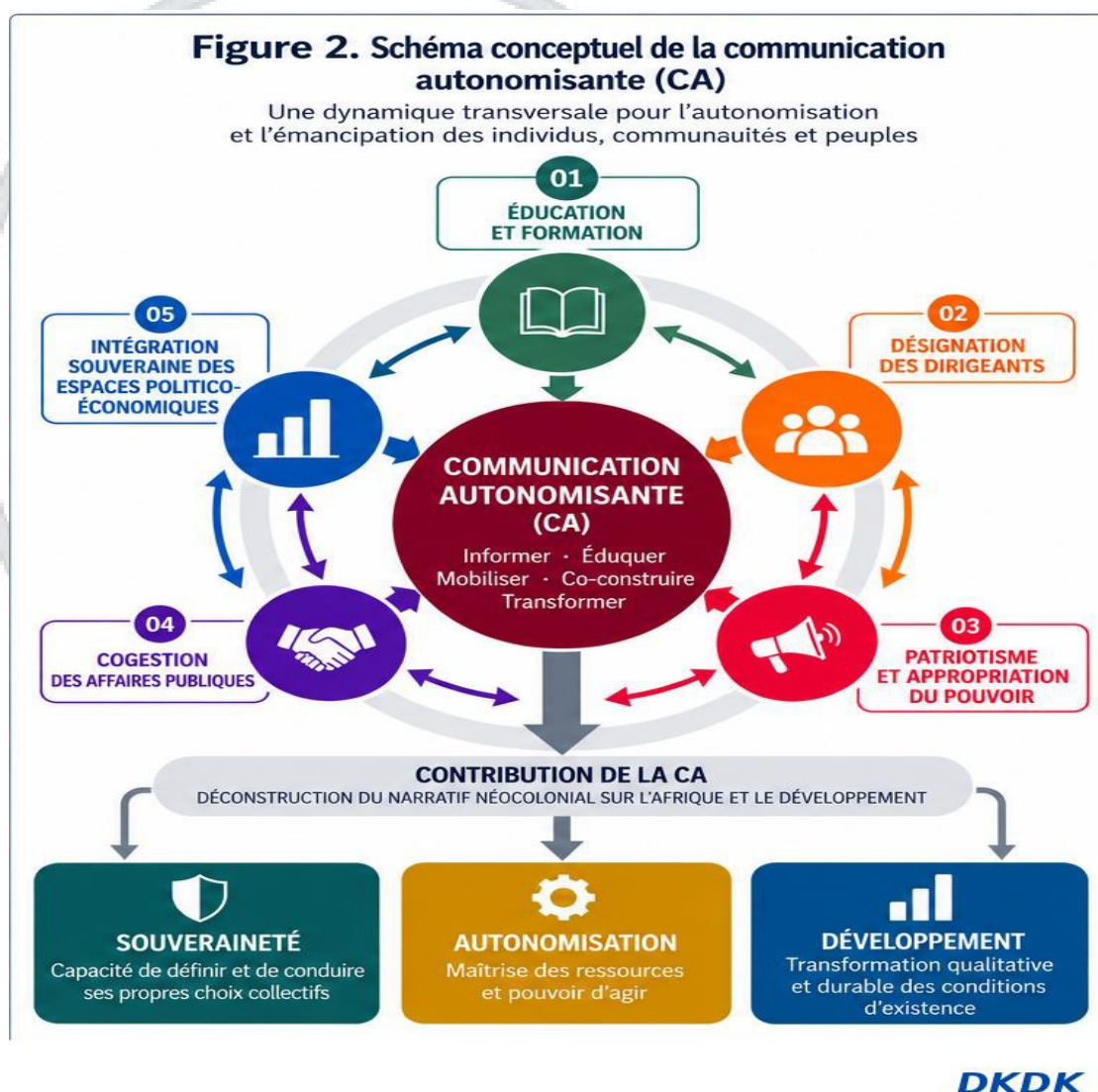
Le troisième axe ne se réduit pas à la désignation de responsables. Il concerne la capacité des populations à suivre les décisions, à contrôler l'usage des ressources collectives et à prendre part à la définition des priorités. Cette appropriation suppose des informations accessibles, des mécanismes de consultation ayant des effets identifiables et des voies de recours. Elle permet de distinguer une participation symbolique d'une participation qui modifie effectivement la conduite des affaires publiques.

3.1.4. Cogestion et reconnaissance des expertises locales

Le quatrième axe propose une coopération structurée entre responsables publics, professionnelles et professionnels. La valorisation des expertises locales ne signifie pas le rejet des connaissances produites ailleurs ; elle implique que les connaissances mobilisées soient discutées à partir des réalités sociales, culturelles et environnementales du territoire. La cogestion appelle aussi des règles de responsabilité, de transparence et d'évaluation partagée.

3.1.5. Ouverture et intégration politico-économiques souveraines

Le cinquième axe concerne la capacité des communautés et des États à définir les modalités de leurs partenariats, de leurs échanges et de leur intégration régionale en fonction de priorités débattues collectivement. L'autonomie n'est donc pas assimilable à l'isolement : elle désigne la possibilité de négocier, de coopérer et de réviser les engagements. Dans cette perspective, la CA interroge la manière dont les décisions économiques et géostratégiques sont expliquées aux populations et soumises à leur contrôle.



3.2. Ancrage théorique de la communication autonomisante

La communication autonomisante prend son ancrage dans les bases de l’afrocentricité et de la philosophie politique panafricaine qui doivent leur structure conceptuelle aux contributions intellectuelles majeures (1) d’auteurs Afro-descendants, d’activistes, panafricanistes, militants des droits civiques, etc., tels que Frederick Douglass, W.E.B. Du Bois, Molefi Kete Asante, Edward Wilmot Blyden, Marcus Garvey, Martin Bernal etc. ; (2) les contributions de chercheurs en éducation populaire comme Myles Horton, Paolo Freire, Paul Bernard, etc., qui soulignent la nécessité de pratiques éducatives vulgarisant le développement personnel et le développement collectif des individus en ouvrant la voie à la notion d’autonomisation des peuples par les mécanismes de l’éducation populaire ; (3) les contributions de chercheurs et auteurs de la décolonialité, comme Souleymane Bachir Diagne, Awazi Mbambi Kungua, Fabien Eboussi-Boulaga, etc., qui s’inscrivent dans le paradigme de la déconstruction et de la décolonialité de l’esprit des individus ou des peuples afin d’entamer un véritable processus d’émancipation, d’autonomisation et de souveraineté et (4) d’autres personnalité historiques comme Kwame Nkrumah avec le fédéralisme africain et Cheikh Anta Diop avec l’historicité africaine, dont les travaux seront plus tard perpétués par d’autres chercheurs comme Théophile Obenga, Niousséré Kalala Omotunde etc. Ainsi, alors que Diop (1979) et Obenga (1993) démontrent les fondements africains de la civilisation antique, des penseurs contemporains comme Diagne (2013), Kungua (2010) et Omotunde (2002) explorent les dynamiques actuelles du savoir, s’inscrivant dans la lignée critique ouverte dès 1968 par Eboussi-Boulaga (1968).

Ces auteurs s’accordent pour dire que le développement assujetti à des pouvoirs externes et les programmes qui en découlent n’ont pas réussi à sortir de l’impasse du paradigme du développement, qui se veut externe, occidental et vertical, conçu sans l’apport des communautés. Or, comme l’indique Romain Pudal,¹⁹ la notion d’autonomie désigne, étymologiquement, le fait de se donner à soi-même sa propre loi et ses propres règles. Une telle autonomie est d’ailleurs centrale dans la

¹⁹ Romain Pudal : chargé de recherche en sociologie au C.N.R.S., Centre universitaire de recherches sur l’action publique et le politique, Université de Picardie Jules Verne. Ce bout de sa recherche sur l’autonomie provient de l’Encyclopédie Universalis. https://www.universalis.fr/encyclopedie/autonomie-sociologie/#i_0

philosophie morale kantienne et sert de critère pour départager ce qui est moral de ce qui ne l'est pas. Kant perçoit la notion d'autonomie comme le processus vers les Lumières, qui consiste en « la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. L'état de tutelle est l'incapacité de se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. »²⁰. Ce qui nous amène à aborder la problématique de l'autonomisation des communautés et de la rupture épistémologique, que nous exprimons par la notion de communication autonomisante.

La communication autonomisante, rupture épistémologique avec le néolibéralisme, embrasse les approches socio-éducatives reposant sur une méthode pédagogique, avec les perspectives réelles d'émancipation des personnes et la centralité des peuples. La soif d'autonomie et de développement d'un peuple va, selon nous, au-delà de simples projets ou programmes de développement conçus de l'extérieur, et ce, en dépit de la magnanimité des concepteurs, de l'ingéniosité des promoteurs, de la solidité du budget et de l'ampleur des moyens de promotion mis à leur disposition.

D'autres chercheurs, comme l'anthropologue Serge Latouche (2014), expliquent d'ailleurs que « l'autonomie dans le projet d'une société de décroissance est à prendre au sens étymologique (autonomos, qui se donne ses propres lois) en réaction contre l'hétéronomie de la main invisible, de la dictature des marchés financiers et des diktats de la technoscience dans la société (sur)moderne »²¹. Pour sa part, Robert Legros (2008) fait remarquer qu'aucune société humaine n'est naturelle dans la mesure où elle ne peut exister en dehors d'une institution symbolique entendu, une institution faite de plusieurs institutions particulières formant et fonctionnant comme un tout cohérent, à savoir « l'institution d'une langue, d'une manière d'habiter, de règles de parenté, de croyances et de pratiques collectives, de techniques, d'un pouvoir, d'une distinction entre le juste et l'injuste, entre le désirable et l'indésirable, entre les membres de la société et les étrangers »²². Ainsi, avant de se présenter au grand rendez-vous universel du donner et du recevoir, toute société n'est société que lorsqu'elle possède une âme, une histoire, une identité, des valeurs, sa propre vision du développement et les moyens qu'elle se donne pour y parvenir. De même, David Sogge (2014)

²⁰ Kant, 1784/1991, p. 43.

²¹ Latouche, 2014, p.17.

²² Legros, 2008, p.132.

constate que presque toutes les agences des Nations Unies ont surestimé la science et la technique au détriment d'une approche autonomisante de leur intégration dans le processus d'amélioration du sort de l'humanité, de sorte que le développement ait été réduit à « un ensemble de problèmes techniques pouvant être résolus par des experts, médecins, ingénieurs, agronomes, économistes » (Sogge, 2014, p.186). Ceci a fait du développement un produit livrable aux pays sous-développés dans une perspective rationnelle et démocratique. James Wolfensohn²³ abonde dans le même sens lorsqu'il reconnaît lors de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en octobre 1998, que le développement n'est ni une question d'ajustement, ni de budget, ni de saine gestion financière, encore moins celle de l'éducation et de la santé, ni de remèdes technocratiques, mais plutôt un tout complexe incluant les aspects sociaux, politiques, environnementaux et culturels des nations (Wolfensohn, 1998, p.4). C'est en cela que Descombes (2013) évoque la nécessité, pour toute société humaine, de se donner la possibilité d'un « je », tout en se représentant à la fois comme fermée et ouverte au monde extérieur. En plus de ces perspectives, nous mobilisons les Community Media Studies pour améliorer le positionnement conceptuel de la communication autonomisante.

4. Communication autonomisante en perspective avec les Community Media Studies

La communication autonomisante que nous développons n'est pas étrangère à la perspective des Community Media Studies (CMS). Les CMS mettent en valeur les initiatives autonomes et marginales, opérant au niveau communautaire ou dans une optique communautariste. Leur apport au début du XXI^e siècle a résidé dans la capacité de ces chercheurs à faire intégrer les études sur les médias communautaires au programme plus large des études sur les médias et la communication. Les médias communautaires sont ainsi apparus comme un terrain d'analyse fertile pour examiner une série de questions et de débats abordés par les études médiatiques et culturelles, allant, par exemple, de la concentration de la propriété des médias à la mondialisation culturelle, en passant par

²³ Alors, Président de la Banque mondiale. Extrait du discours prononcé lors de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en octobre 1998, in Wolfensohn, L'autre crise, Washington, D.C., Banque mondiale, 1998.

les politiques de représentation et la sphère publique (Fuller, 2011). Une telle contribution va faire passer les médias communautaires, autochtones, diasporiques, ethniques et indigènes de la périphérie au centre des études contemporaines sur les médias et les études culturelles. À cet égard, la transition vers des infrastructures de communication gérées par les populations concernées s'avère cruciale, qu'il s'agisse des minorités autochtones cherchant à faire entendre leur propre voix (Browne, 1996 ; Molnar & Meadows, 2001), des réseaux communautaires structurant l'espace politique local (Daley & James, 2004), ou des médias diasporiques cartographiant de nouvelles solidarités à l'échelle globale (Karim, 2003). Cette richesse du domaine des CMS, ainsi que la volonté constante d'ouvrir les médias communautaires à divers types de communautés, rendent ce champ pertinent et fertile pour notre projet.

5. La communication autonomisante et l'urgence de l'éducation populaire

Rappelons que

« l'ouverture du continent africain à d'autres peuples d'Europe, d'Amérique et d'Asie a permis aux Noirs de sortir de l'ontologie de l'identité, de la même-té, pour une ontologie de la différence, c'est-à-dire que les Noirs se sont découverts autres et se sont compris différents par-devant un universalisme expansif occidental ou arabe porté par les clichés ethnocentriques » (Ramazani Bishwende, 2010, p.98.).

Cette conscience de soi et la relation à l'altérité se sont réalisées dans la confrontation et la violence, dans la barbarie consacrée par quatre cents ans d'esclavage institutionnalisé, plus de cent ans de colonisation et de destruction du patrimoine humain, identitaire, culturel, historique, environnemental, etc. Ces deux chapitres importants de l'histoire vont précipiter le continent africain et, en particulier, le peuple noir dans l'abîme. Les Africains vont ainsi entrer dans l'histoire sans en être les acteurs, mais comme des niais chroniques. La conséquence a été plus que tragique : la négation de soi et l'absence des Africains au sein des instances décisionnelles qui définissent les grandes orientations politiques et économiques du monde. L'Afrique a été absente là où l'Occident a pour leitmotiv l'amélioration globalisée et la transformation universelle des conditions d'existence collective des peuples par la production du savoir scientifique. Jusqu'à la révolution technologique

du XXI^e siècle, qui a vu exploser les nouveaux médias, l'Afrique s'est délicatement mise sur le banc de touche, dans l'antichambre du monde, à ne recevoir et vivre que de l'aide et de l'assistance, et à se nourrir du discours occidental, et tout semble mis en œuvre, par des moyens colossaux, pour maintenir le continent dans ce *statu quo*. Comme le fait remarquer Cheikh Anta Diop (1979), l'usage de l'aliénation culturelle comme arme de domination est plus ancien que le monde. Écroûter l'âme nationale d'un peuple dans un passé pittoresque et inoffensif, parce qu'il est suffisamment falsifié, est un procédé classique de domination. C'est pourquoi l'éducation populaire, dans l'environnement africain, considéré comme majoritairement oral, constitue un axe sérieux de la communication autonomisante.

Toutefois, nous constatons que de nouvelles approches ont émergé au cours des deux dernières décennies grâce à la révolution technologique. Ainsi, des personnalités des médias sociaux sont montées au front. Parmi les plus en vue, qui totalisent facilement des millions de vues autour de chacune de leurs interventions, figurent feu Jean-Philippe Omotunde, Franklin Nyamsi, Nathalie Yamb, Banda Kani, Yamb Ntimba, Jonathan Batenguene, Kemi Seba, Anatole Ayissi, etc. Ils sont professeurs d'université, chercheurs pour certains, journalistes et activistes pour d'autres. Ces influenceurs utilisent leurs pages YouTube, Instagram, TikTok, Facebook et même des chaînes de télévision numériques (Afrique Media, For You TV, Afrique Résurrection, etc.) pour rejoindre ou s'adresser directement à des centaines de milliers de personnes à travers le monde. Ces acteurs sociaux sensibilisent, mobilisent, consciencisent, analysent, expliquent, simplifient et rendent beaucoup plus accessibles et compréhensibles à la population lambda certaines relations ambiguës entre l'Afrique et l'Occident. En somme, ces acteurs sociaux contribuent à l'éveil de la conscience des peuples en général et des Africains en particulier.

Ce travail de vulgarisation sur des enjeux sociaux, géostratégiques et géopolitiques à travers les médias sociaux fait de plus en plus prendre conscience aux populations qui découvrent davantage les forces et les faiblesses, les défis, les limites et la puissance réelle de chaque pays, comme ce fut le cas pendant la pandémie de COVID-19 qui en plus de révéler les limites des Etats a accentué le protectionnisme, notamment dans la production et la commercialisation des vaccins par des géants

pharmaceutiques Suédo-britannique AstraZeneca, Américain Moderna et Pfizer-BioNTech, Chinois Sinopharm et Russe Spoutnik V. C'est donc une époque numérique qui permet aux Africains de prendre conscience que, malgré les promesses de liberté, d'instantanéité et de fraternité des échanges sans frontières (Maigret, 2013) qu'offre l'Internet, la convergence des médias modernes et de la concentration de leur pouvoir entre les mains de l'oligopole est toujours d'actualité. Les grands acteurs meurent à l'extérieur de leurs frontières et le monopole est partagé entre les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft). Ces géants bénéficient de la convergence technologique, de l'absence de régulation efficace et de l'accès à des ressources mirobolantes pour étendre leurs activités à l'échelle mondiale (Smyrnaio, 2016). Nous constatons d'ailleurs avec Bauman Zygmunt (1999) que même si dans ce monde dit profondément globalisé, cosmopolite et extraterritorial, pour des hommes d'affaires, des professionnels de la culture ou des universitaires internationaux, pan continentaux etc. les frontières ont été largement démantelées, pour d'autres, les murs dressés par les contrôles d'immigration, les droits de séjour et les politiques de répression de la délinquance sont de jour en jour plus élevés ; les fossés qui les séparent des lieux de leur désir et de leur salut sont de plus en plus profonds. Une communication autonomisante, dont l'architecture repose sur trois piliers fondamentaux, l'autonomisation, l'émancipation et la souveraineté, pourrait constituer une alternative viable.

Conclusion

La communication autonomisante propose de déplacer l'analyse de la communication pour le développement : de la transmission et de la participation à des programmes vers la capacité des populations à produire des savoirs, à débattre de leurs priorités et à intervenir dans les décisions qui façonnent leurs conditions d'existence. Le dialogue entre la pensée décoloniale, l'éducation populaire et les études des médias communautaires éclaire ce déplacement sans abolir les différences entre ces traditions. Les cinq axes formulés dans cet article constituent une architecture conceptuelle ouverte : formation, désignation des responsables, appropriation citoyenne du pouvoir, cogestion et intégration souveraine. Leur articulation demeure une proposition à discuter et à éprouver empiriquement. L'enjeu n'est pas d'offrir un itinéraire universel de développement, mais

de construire des outils d'analyse sensibles aux contextes, aux rapports de pouvoir et aux capacités d'action des communautés. Toutefois, le mal-être qui traverse l'Afrique et s'impose comme un mode de vie est préoccupant pour tout chercheur aspirant à voir un changement qualitatif sur le continent. Ce contexte nous a amenés à considérer sérieusement la perspective de la communication autonomisante. La CA est donc le fruit d'un regard critique sur la dichotomie observée entre le potentiel humain et les richesses naturelles dont dispose l'Afrique de l'Ouest, ainsi que sur l'état de décadence infrastructurelle généralisé qui y règne. En fin de compte, face à l'obscurité imposée dans laquelle le continent africain baigne depuis des siècles, nous envisageons la communication autonomisante comme un levier à la fois académique et socio-développementaliste, capable de susciter un niveau élevé de prise de conscience patriotique et d'estime de soi, clés pour que des leaders visionnaires opèrent des choix raisonnables et les conduisent vers leur destinée.

Références

- Amougou, T. (2006). *Colloque international : analyses et pratiques de développement : enjeux et diversité des approches de la Francophonie*. URL : <http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/dvlp/documents/ta-extremismes.pdf>
- Asante, M. K. (1980). *Afrocentricity : The theory of social change*. Amulefi Publishing Company.
- Asante, M. K. (1987). *The Afrocentric idea*. Temple University Press.
- Asante, M. K. (2007). *An Afrocentric manifesto : Toward an African renaissance*. Polity Press.
- Assidon, E. (2000). *Les théories économiques du développement*. La Découverte.
- Bernal, M. (1987). *Black Athena : The Afroasiatic roots of classical civilization* (Vol. 1). Rutgers University Press.
- Bessette, G. (2004). *Communication et participation communautaire : guide pratique de communication participative pour le développement*. Presses
- Bishwende Ramazani, A. et al. (2010). *Le noir et le savoir scientifique de la post-colonie à la mondialisation* (sous la dir.). Paris. L'Harmattan.
- Blanchet, K. (2001). *Le développement participatif, entre souhaits et réalités*, *Revue internationale des sciences sociales*, 2001/4 n° 170 | pp. 697-702

- Blyden, E. W. (1869). *The Negro in ancient history*. Methodist Quarterly Review.
- Blyden, E. W. (1908). *African life and customs*. C.M. Phillips.
- Browne, D. R. (1996). *Electronic media and indigenous peoples : A voice of our own ?* Iowa State University Press.
- Daley, P. J., & James, B. A. (2004). *Cultural politics and the mass media : Alaska Native network*. University of Illinois Press.
- Descombes, V. (2013). *Les embarras de l'identité*, Paris, Gallimard (NRF essais), 2013, p. 242-
- Diagne, S. B. (2013). *L'encre des savants*. Réflexions sur la philosophie en Afrique. Présence Africaine ; CODESRIA.
- Diop, C. A. (1979). *Nations nègres et culture : De l'antiquité nègre-égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui* (4e éd.). Présence Africaine. (Œuvre originale publiée en 1954). Paris. Présence africaine. P. 564.
- Douglass, F. (1855). *My bondage and my freedom*. Miller, Orton & Mulligan.
- Douglass, F. (1881). *Life and times of Frederick Douglass*. Park Publishing Co.
- Douglass, F. (2019). *Narrative of the life of Frederick Douglass, an American slave*. Penguin Books. (Œuvre originale publiée en 1845).
- Dorelli, J. (2010). *Radios communautaires de Dakar : communication pour le développement et l'extraversion, Mémoire de maîtrise, Département de communication, Université Concordia*, 2010, 136 p.
- Du Bois, W. E. B. (1935). *Black reconstruction in America : An essay toward a history of the part which black folk played in the attempt to reconstruct democracy in America, 1860-1880*. Harcourt, Brace and Company.
- Du Bois, W. E. B. (2018). *The souls of black folk*. Oxford University Press. (Original work published 1903).
- Eboussi-Boulaga, F. (1968). Bantou problématique. *Présence Africaine*, (66), 4-40.
- Freire, P. (2001). *Pédagogie des opprimés*. Éditions La Découverte. (Œuvre originale publiée en 1968)
- Freire, P. (2013). *Pédagogie de l'autonomie*. Érès. doi.org (Œuvre originale publiée en 1996)
- Fuller, C. (2011). *Sociology, gender and educational aspirations : Girls and their ambitions*. A&C Black.

- Garvey, M. (1986). *The philosophies and opinions of Marcus Garvey, or, Africa for the Africans* (A. J. Garvey, Éd.). Dover Publications. (Œuvre originale publiée en 1923).
- Guénolé. T. (2016). *La mondialisation malheureuse ; inégalités-pillage-oligarchie*. Paris. Éditions First. P. 332.
- Jenatsch, T. et Bauer, R. (2016). *Communication pour le développement : un guide pratique*. Berne. Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) / Direction du développement et de la coopération (DDC).
- Kant, I. (1991). *Qu'est-ce que les Lumières ?* (J. Mondot, Trad.). Saint-Étienne : Publications de l'Université de Saint-Étienne. (Œuvre originale publiée en 1784).
- Karim, H. H. (Ed.). (2003). *The media of diaspora : Mapping the globe*. Routledge.
- Koné, H. et Sy, J. H. (1995). *La communication pour le développement durable en Afrique*. PUCI.
- Kungua, A. M. (2010). *Le Noir et le Savoir scientifique*. De la Post-colonie à la Mondialisation (Dir.). L'Harmattan.
- Latouche, S. (2014). *Cornélius Castoriadis et l'autonomie radicale*. Paris : Le Passager clandestin.
- Legros, R. (dir.). (2008). *Tocqueville : La démocratie en question*. Presses universitaires de Caen.
- Lemaire, P.-M. (1980). Communication sociale et développement en Afrique noire francophone. *Communication Information*, 3(2), 129-141
- Lerner, Daniel et Wilbur Lang Schramm (dir.). 1967. *Communication and Change in the Developing Countries*. Honolulu : East-West Center Press.
- Loum, N. (2014). Médias, conflits et droits humains : Actualité et pertinence d'une thématique. *Revue Africaine de Communication*, 1, 9-20.
- Maigret, É. (2013). *Sociologie de la communication et des médias* (3e éd.). Armand Colin.
- Misse, M. (2006). *Pratiques de communication et changement social : recherche sur l'appropriation d'Internet en Afrique subsaharienne*. HDR, Grenoble. Université Grenoble 3.
- Molnar, H., & Meadows, M. (2001). *Songlines to satellites : Indigenous communication in Australia, the South Pacific and Canada*. Pluto Press.
- Nkrumah, K. (1965). *Le néocolonialisme : le dernier stade de l'impérialisme*. Paris. France. Présence africaine. 265 p.
- Nkrumah, K. (1963). *Africa Must Unite*. International Publishers.

- Obenga, T. (1993). *Origine commune de l'égyptien ancien, du copte et des langues négro-africaines modernes*. L'Harmattan. (Exemple d'ouvrage majeur)
- Obenga, T. (2001). *Le sens de la lutte contre l'africanisme eurocentriste*. Gif-sur-Yvette, France, Paris ; Montréal : Khepera, L'Harmattan, 2001, 123 p.
- Omotunde, N. K. (2002). *L'origine négro-africaine des savoirs grecs*. Menaibuc. (Exemple d'ouvrage majeur)
- Paillé, P. (2004). « Douze devis méthodologiques pour une recherche de maîtrise en enseignement », édité par la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke.
- Peemans, J. (1996). « L'utopie globalitaire », *L'Économie à la recherche du développement*, PUF, Paris, pp.62-76.
- Pool, I. de S. (1983). *Technologies of freedom*. Harvard University Press.
- Pye, L. W. (Dir.). (1965). *Communications and political development*. Princeton University Press.
- Recondo, D. (2009). *La démocratie mexicaine en terres indiennes*. Karthala.
- Rogers, E. M. (1962). *Diffusion of innovations*. Free Press of Glencoe.
- Schramm, W. (1964). *Mass media and national development : The role of information in the developing countries*. Stanford University Press.
- Smyrnaio, N. (2016). L'effet GAFAM : stratégies et logiques de l'oligopole d'Internet. *Communication & Languages*, 188(2), 61-83. Doi:10.4074/S0336150016012047
- Sogge, D. (2014). *L'ONU, les agences multilatérales et le développement*, pp.183-202, dans *Enjeux et défis du développement international*, sous la direction de Pierre Beaudet et Paul A. Haslam. Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa.
- Unesco (1995). *Conférence générale, 28e session [35007]*. Effets des programmes d'ajustement structurel sur l'éducation et la formation. Document code: 28 C/14 + ADD. Collation: (23 p. in various pagings).
- Wolfensohn, J. (1998). *Discours prononcé devant l'Assemblée annuelle le 28 septembre*. Des coalitions au service du changement. Page consultée le 14 août 2024. <https://www.imf.org/external/am/1999/speeches/PR02F.pdf> p.4

Subtitled film as a pedagogical tool for teaching Ghomálá': A mixed-methods study of pedagogical effectiveness

Le film sous-titré comme outil pédagogique pour l'enseignement du ghomálá' : une étude à méthodes mixtes de l'efficacité pédagogique

Laurent Ghislain TOGUÉ TOGUÉ, Victor NGU CHEO & Paul ANIMBOM NGONG²⁴

To cite this paper: Togué Togué, L. G., Ngu Cheo, V., & Animbo Ngong, P. (2026). Subtitled film as a pedagogical tool for teaching Ghomálá': A mixed-methods study of pedagogical effectiveness. *Cinétismes*, Hors-série 4, pp. 179-201. Licence CC BY 4.0.

CINETISMES



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

²⁴ Laurent Ghislain Togué Togué is a Cameroonian filmmaker and researcher, and a PhD student in film production at the University of Bamenda. He holds two master's degrees, in cinematography and performing arts and in applied linguistics, and devotes his work to subtitling in national languages, particularly Ghomálá', conceived as a tool against acculturation. He heads radio and television productions at CRTV North-West, is a consultant for the World Bank and chairs FirstFarms Digital Cooperative. In 2021, he published two articles on the subtitling of the film *Black Christmas*, in *Annals of Language and Literature* and in *DJIBOUL*. Email: toguelaurent30@gmail.com. Co-authors Victor Ngu Cheo and Paul Animbo Ngong are professors at the University of Bamenda and the supervisors of Laurent Ghislain Togué Togué's doctoral thesis.

Abstract

This study investigates the use of subtitled film as a pedagogical tool for teaching Ghɔ́málá', a Bantu language spoken by some Bamiléké communities in Cameroon. Through classroom-based learning activities conducted in five secondary schools of Bandjoun, the study examines how audiovisual narratives can support linguistic development, cultural engagement, and learner motivation. The intervention used a 52-minute documentary film titled: *Is What They See a Solution?* which incorporated cartoon sequences based on Ghɔ́málá' cultural themes and was accompanied by French and English subtitles. A mixed-methods approach combined a questionnaire administered to the participating learners with semi-structured interviews, focus group discussions, and classroom observations. The study involved 241 learners aged 12-20 with varying levels of Ghɔ́málá' proficiency. Questionnaire responses indicate that about 74% of learners consider that subtitling can or may promote the teaching of national languages and that 89.6% feel motivated, passionate or both about learning them through cinema, while qualitative data point to stronger cultural engagement. Because the study relies on descriptive and qualitative evidence, without learning measurements or a control group, no claim of statistical significance is made. The study therefore presents subtitled film pedagogy as a promising complementary strategy rather than a replacement for conventional language teaching. Its contribution lies in linking audiovisual learning, cultural storytelling, and indigenous language preservation while highlighting the need for appropriate films, accurate subtitles, teacher preparation, and institutional support.

Keywords: Ghɔ́málá', language preservation, film pedagogy, subtitled films, cultural immersion, learner motivation.

Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Résumé

Cette étude examine l'utilisation du film sous-titré comme outil pédagogique pour l'enseignement du ghomálá', langue bantoue parlée par certaines communautés bamiléké du Cameroun. À partir d'activités d'apprentissage menées en classe dans cinq établissements secondaires de Bandjoun, l'étude analyse comment les récits audiovisuels peuvent soutenir le développement linguistique, l'engagement culturel et la motivation des apprenants. L'intervention reposait sur un documentaire de 52 minutes intitulé *Ce qu'ils voient est-il une solution ?* qui intégrait des séquences de dessins animés fondées sur des thèmes culturels ghomálá' et était accompagné de sous-titres en français et en anglais. Une approche à méthodes mixtes a combiné un questionnaire administré aux apprenants avec des entretiens semi-directifs, des discussions de groupe et des observations de classe. L'étude a porté sur 241 apprenants âgés de 12 à 20 ans, présentant des niveaux variés de compétence en ghomálá'. Les réponses au questionnaire indiquent qu'environ 74 % des apprenants estiment que le sous-titrage peut favoriser l'enseignement des langues nationales et que 89,6 % se disent motivés, passionnés, ou les deux, à l'idée de les apprendre par le cinéma, tandis que les données qualitatives révèlent un engagement culturel accru. L'étude reposant sur des données descriptives et qualitatives, sans mesure des acquis ni groupe témoin, aucune conclusion de significativité statistique n'est avancée. L'étude présente donc la pédagogie du film sous-titré comme une stratégie complémentaire prometteuse plutôt que comme un substitut à l'enseignement conventionnel des langues. Sa contribution consiste à relier apprentissage audiovisuel, narration culturelle et préservation des langues autochtones, tout en soulignant la nécessité de films appropriés, de sous-titres exacts, de la formation des enseignants et d'un soutien institutionnel.

Mots-clés : Ghomálá', préservation des langues, pédagogie par le film, films sous-titrés, immersion culturelle, motivation des apprenants.

Introduction

Language endangerment remains one of the most urgent cultural and educational challenges in Africa, where many indigenous languages are experiencing a decline in use among younger generations. Scholars have warned that the continent's rich linguistic diversity, estimated at between 1,500 and 3,000 languages, is under severe threat because of socio-political, economic, and educational pressures (Bamgbose, 2011; Batibo, 2005). The dominance of colonial languages such as English, French, and Portuguese in schools and media has contributed to the marginalisation of

many African languages in formal domains (Crystal, 2000). UNESCO (2003) has also highlighted the vulnerability of numerous languages, emphasising the urgency of language maintenance and revitalisation. Fishman's (1991) framework for reversing language shift underscores the importance of intergenerational transmission, community-based initiatives, and supportive language policies. Without such interventions, Africa risks losing not only linguistic diversity but also cultural knowledge and identity embedded in indigenous languages. Ghomálá', spoken by some Bamiléké communities in Cameroon, exemplifies this vulnerability, particularly where intergenerational transmission is becoming weaker in urban and diasporic contexts. Conventional teaching approaches, which are often grammar-driven and resource-limited, may struggle to capture learners' interest or provide meaningful cultural immersion. In response to these challenges, this study examines the potential of subtitled audiovisual narratives as a dynamic pedagogical medium for teaching and supporting the revitalisation of Ghomálá'. Previous research has established the value of audiovisual materials in second-language acquisition, showing that film and subtitled media can enhance vocabulary learning, listening comprehension, and learner motivation (Paivio, 1986; Vanderplank, 2016). Studies on African language preservation have also emphasised the importance of culturally embedded teaching methods (Bamgbose, 2011; Batibo, 2005).

However, fewer studies have considered how audiovisual storytelling can function simultaneously as linguistic input and cultural transmission, and even fewer have provided empirical evidence from Cameroon; the use of subtitled film for teaching Ghomálá' specifically remains underexplored, despite its potential to bridge linguistic instruction with cultural identity.

Film can expose learners to language embedded in cultural contexts, while subtitles can provide scaffolding that connects Ghomálá' with familiar languages such as French and English. This dual function positions film pedagogy as more than a classroom innovation: it can also contribute to broader efforts to maintain indigenous languages. By situating language learning within cultural narratives, audiovisual methods may enhance comprehension, foster cultural connection, and motivate learners.

This study therefore examines the effectiveness of subtitled film pedagogy in supporting Ghomálá' language learning, learner motivation, and cultural engagement. The study also speaks to this special issue's broader concern with how scholarly knowledge produced in and about Africa reaches its intended audiences. Because Ghomálá' is a language of everyday and community life rather than a language of academic publishing, findings about its teaching risk remaining inaccessible to the teachers, learners, and communities who might use them. By documenting a classroom pedagogy in which the national language itself, rather than only English or French, is the medium of instruction, the study contributes to discussions of how knowledge generated through African languages can circulate beyond academic audiences reading in colonial languages.

The remainder of the article is organised as follows. Section 1 situates the study within broader debates on language preservation through media, film pedagogy, and the challenges facing African language education. Section 2 presents the theoretical framework. Section 3 describes the study's mixed-methods design, participants, materials, and procedures. Section 4 reports the questionnaire and qualitative findings. Section 5 discusses these findings, outlines the study's contribution and implications, and sets out its limitations and recommendations, before the conclusion.

In line with this gap, the study is guided by the following objectives and research questions:

(a) to examine how learners assess the contribution of classroom exposure to subtitled film to their Ghomálá' vocabulary, listening comprehension, and reading recognition; (b) to explore how learners and teachers describe the influence of subtitled film activities on cultural engagement and learner motivation; and (c) to consider how the qualitative classroom evidence relates to the perceptions measured by the questionnaire.

These objectives correspond to the following questions: RQ1, How do learners assess the contribution of the subtitled film intervention to their vocabulary, listening, and reading? RQ2, How do learners and teachers describe the role of subtitled film in supporting cultural engagement and motivation? RQ3, How do these classroom observations compare with the perceptions measured by the questionnaire?

1. Background

The teaching and preservation of indigenous languages have attracted increasing scholarly attention, particularly in contexts where intergenerational transmission is weakening. Existing research highlights the importance of innovative pedagogical approaches that move beyond traditional grammar-based instruction and engage learners both linguistically and culturally. Media, especially film, have emerged as promising tools because they offer narratives that combine entertainment with educational opportunities (Sánchez-Auñón *et al.*, 2023). This study is situated at the intersection of three concerns: the role of media in sustaining endangered languages, the pedagogical potential of subtitled films, and the challenges confronting African language education. Rather than presenting an exhaustive literature review, this section provides contextual grounding for the study and explains why Ghomálá' requires innovative approaches to language teaching and revitalisation. The discussion establishes the foundation for examining film-based approaches tailored to the language's sociolinguistic context.

1.1. Language preservation through Media

Media can support the maintenance of endangered languages by providing learners with linguistic input and opportunities for cultural immersion. Audiovisual materials can bridge oral traditions and contemporary forms of pedagogy.

Digital technologies, including subtitled films, have been applied in contexts such as Basque, Māori, and Welsh, demonstrating potential for reinforcing identity and linguistic pride (Ajani *et al.*, 2024). In Africa, scholars emphasise that digital platforms can help address declining intergenerational transmission and provide accessible pathways for revitalisation (Michael, 2024). These observations provide a basis for examining film more closely as a pedagogical instrument.

1.2. Film as Pedagogy

Applied linguistics research has highlighted subtitled films as useful instructional media. Subtitles can act as scaffolding by helping learners connect unfamiliar linguistic structures with

familiar languages. Existing studies report benefits for vocabulary acquisition, listening comprehension, contextual learning, and learner motivation (Kanellopoulou, 2019; Sánchez-Auñón *et al.*, 2023; Pavithra & Gandhimathi, 2024).

Film pedagogy therefore extends the potential of media by embedding language learning within narratives that can support linguistic competence and intercultural awareness. Nevertheless, the application of such approaches in African language education remains constrained by resource and institutional challenges.

1.3. African Language Teaching Challenges

African language education continues to face systemic challenges, including limited resources, insufficiently standardised curricula, inadequate teaching materials, teacher preparation gaps, policy inconsistencies, and weakening intergenerational transmission (Batibo, 2005; Bamgbose, 2011).

Studies from South Africa, Lesotho, and Zimbabwe similarly identify insufficient teaching materials, limited teacher training, and policy challenges as barriers to effective indigenous language education (Diko, M., & Celliers, A. B. 2024; Ramolula & Nkoane, 2025; Viriri & Ndimande-Hlongwa, 2023). These constraints can encourage grammar-focused instruction that does not always reflect learners' cultural realities.

1.4. Positioning the Study

Within this context, the present study focuses on Ghomálá' and examines subtitled film pedagogy as a culturally grounded approach to language teaching. The study does not assume that film can replace existing teaching methods. Instead, it investigates how film screening, guided discussion, vocabulary extraction, role-play, comparative cultural analysis, and reflection can be combined to support language learning and cultural engagement.

2. Theoretical Framework

The study draws on three complementary perspectives: Vygotsky's sociocultural theory of learning, a dual coding and multimedia learning perspective (Paivio, 1986; Mayer, 2009), and an identity-based perspective on language preservation. Together, these perspectives explain how subtitled film can support cognitive processing, social interaction, and cultural identity.

2.1. Sociocultural Theory of Learning

Vygotsky's sociocultural theory emphasises that learning is mediated through social interaction and cultural tools. Language acquisition occurs within the zone of proximal development (ZPD), where learners progress through guided participation with teachers or more knowledgeable peers (Vygotsky, 1962/1986; Culligan, 2013).

In the present study, subtitled film provides a shared cultural and linguistic resource, while group discussions and dramatisations provide opportunities for collaborative dialogue and guided oral practice.

2.2. Dual Coding and Multimedia Learning

Paivio's Dual Coding Theory proposes interconnected verbal and non-verbal systems through which information can be represented and processed (Paivio, 1986; Clark & Paivio, 1991). Film combines spoken language, visual imagery, and textual support through subtitles.

These multiple forms of input can help learners interpret meaning through more than one pathway and may support vocabulary learning and retention.

Complementing this, Mayer's Multimedia Learning Theory emphasises that learning is enhanced when verbal and visual information are presented together in ways that reduce cognitive overload and foster integration (Mayer, 2009). Subtitled films exemplify this principle by synchronising auditory input (spoken Ghomálá'), visual imagery (actions and settings), and textual scaffolding (subtitles). Research has shown that subtitles can improve comprehension and

vocabulary acquisition by reinforcing dual coding and multimedia learning processes (Kanellopoulou, Kermanidis, & Giannakopoulos, 2019).

2.3. Language Preservation and Identity

Language revitalisation is closely related to identity and cultural continuity. May (2012) argues that minority language rights must be understood within broader socio-political contexts in which language functions both as a means of communication and as a marker of belonging. Film can embed Ghomálá' in stories, traditions, and values, thereby creating opportunities for learners to connect language learning with cultural identity.

2.4. Integrative Framework for Ghomálá' Pedagogy

The three perspectives converge in the present study. Sociocultural theory explains the role of interaction and guided participation; dual coding and multimedia learning explain the combination of audio, visual, and textual inputs; and the identity perspective explains the relationship between language learning, cultural engagement, and preservation.

The framework therefore links the intervention to four broad outcomes: language comprehension and vocabulary development, oral expression, learner motivation, and cultural engagement.

3. Methodology

The study employed a mixed-methods, classroom-based approach in five secondary schools of Bandjoun, where Ghomálá' is taught. It focused on a film-based intervention rather than on a comparison of several independent teaching methods.

3.1. Research Design

The study adopted a mixed-methods design combining a questionnaire (closed-ended and open-ended items, including Likert-type scales) with semi-structured interviews, focus-group discussions, and classroom observations. The questionnaire captured learners' perceptions of subtitled film for

vocabulary acquisition, listening comprehension, reading recognition, motivation, and cultural engagement. The qualitative component explored learner motivation, cultural engagement, and perceptions of the pedagogical approach. This design combined a descriptive measurement of perceptions with a qualitative exploration of learner experiences.

Because the study did not include a separate control group, it is best classified as a descriptive, single-group intervention study. Its findings are therefore interpreted as indications of the learners' experience of subtitled film pedagogy, rather than as proof that the film-based approach is superior to other teaching methods.

3.2. Participants

The sample consisted of 241 students aged 12-20 with varying levels of Ghomálá' proficiency, selected through purposive sampling to represent both beginner-level and intermediate learners.

The study was conducted in Bandjoun, Koung-Khi Division, West Region of Cameroon, where Ghomálá' is spoken and taught. The 241 learners came from five secondary schools : Government High School Bandjoun (101), Government High School Yom III (77), Saint Joseph College Bandjoun (42), Government Bilingual High School Mbo-Yom (14) and Government Bilingual High School Famleng (7). Fieldwork took place in 2024 (focus group discussion on 22 February 2024; classroom lessons and teacher interviews between 19 and 23 April 2024).

The sample included learners from Forms 3-6 (equivalent to lower and upper secondary levels), with approximately 55% female and 45% male participants. Of the total sample, 148 were beginner learners and 93 were intermediate learners, based on teacher assessments of prior exposure to Ghomálá'. Inclusion criteria required that learners had at least basic literacy in French or English to benefit from the subtitles. Exclusion criteria included learners with prior advanced proficiency in Ghomálá' or those unable to attend the intervention sessions--.

Informed consent was obtained from all participants, ensuring that they understood the purpose, procedures, and voluntary nature of the study. For learners under 18, parental or guardian consent

was additionally secured. Confidentiality and anonymity were maintained, and participation carried no academic or social penalties.

The study was conducted in line with ethical research standards, and approval was obtained from the regional education authority and the institutional review committee of the lead researcher's university.

3.3. Materials

The central instructional material was a 52-minute documentary titled *Is What They See a Solution?* which incorporated cartoon sequences based on Ghomálá' cultural themes. The film was accompanied by French and English subtitles. The Ghomálá' audio track served as the primary instructional input, while subtitles were used as scaffolding to support comprehension.

Learners were encouraged to attend primarily to spoken Ghomálá' and to use the subtitles to confirm or clarify meaning when necessary. The documentary film was directed by Laurent Ghislain Togué Togué and produced by the CRTV and the University of Bamenda.

This arrangement was intended to ensure that learners focused on the target language rather than treating the subtitles as the primary learning material. Repeated exposure to oral narratives, supported by visual context and subtitles, provided opportunities for vocabulary acquisition, structural learning, and cultural engagement.

3.4. Intervention Procedure

The intervention lasted six weeks and comprised seven structured sessions, each lasting approximately 90 minutes. Sessions were scheduled at a rate of one to two per week, depending on school timetables. The same film sequences were used across all sites to ensure consistency. Teachers facilitated each session, while learners engaged actively in both individual and group activities. French and English subtitles were consistently available, but learners were encouraged to prioritise the Ghomálá' audio track, using subtitles only as scaffolding when necessary.

3.4.1. Session 1, Orientation and Film Introduction

Learners were introduced to the study objectives and the documentary *Is What They See a Solution?* Teachers explained how Ghomálá' audio and subtitles would be used, encouraging learners to focus on spoken language while using subtitles for support.

3.4.2. Session 2, Film Screening

Selected sequences of the film were screened. Teachers paused at key points to clarify vocabulary, explain cultural references, and support comprehension. Learners noted new Ghomálá' words and expressions in personal notebooks.

3.4.3. Session 3, Guided Discussion

Structured group discussions followed the screening. Learners reflected on linguistic forms and cultural themes, linking the film content to their own experiences. Teachers facilitated dialogue to encourage oral practice and critical thinking.

3.4.4. Session 4, Vocabulary Extraction and Practice

Learners identified, recorded, pronounced, and practiced new Ghomálá' vocabulary from the film. Word lists were compiled, and learners rehearsed pronunciation and usage in short sentences.

3.4.5. Session 5, Role-Play and Dramatisation

Learners re-enacted selected film scenes. This performative activity provided opportunities for oral expression, confidence building, creativity, and collaborative language practice.

3.4.6. Session 6, Comparative Cultural Analysis

Learners analysed cultural themes presented in the film in relation to their own social contexts. The activity was intended to support identity awareness and intercultural understanding.

3.4.7. Session 7, Consolidation and Reflection

The final session involved vocabulary review, group reflection on cultural insights, and learner feedback on the pedagogical approach. Teachers documented observations, and learners discussed their perceptions of motivation and cultural engagement.

3.5. Evaluation and Data Collection

3.5.1. Quantitative Assessment

The questionnaire, administered during the 2024 fieldwork to the 241 learners, addressed three aspects of Ghomálá' language learning:

- *Vocabulary acquisition*: learners' assessment of their recognition, translation, and use of Ghomálá' words drawn from the film sequences.
- *Listening comprehension*: learners' assessment of their understanding of spoken Ghomálá' in the documentary.
- *Reading recognition*: learners' assessment of their ability to identify, pronounce, and interpret written Ghomálá' words and short sentences.

The questionnaire was piloted with a small group of learners to improve clarity and cultural relevance.

3.5.2. Qualitative Feedback

Semi-structured interviews were conducted with two Ghomálá' teachers and a critical friend, and focus group discussions were held with students, including Form 5 learners (focus group discussion on 22 February 2024; teacher interview on 22 April 2024). All interviews were audio-recorded and transcribed; one focus group interview was translated into French and English.

3.5.3. Data Analysis

Questionnaire data were entered in Excel and analysed descriptively in SPSS, with advice from a biostatistician. Results are reported as frequencies and percentages, without inferential statistics or claims of statistical significance.

Qualitative data were analysed by the lead author as sole researcher. The transcripts were examined descriptively through three guiding questions (what went well, what did not, what needed improving) and triangulated with verbatim extracts from focus groups and learner journals, non-participant observation, a research diary, and discussions with a critical friend.

3.6. Validity and Reliability

To support validity, the questionnaire was piloted before the main study and refined for clarity, cultural relevance, and age appropriateness. Subtitles were cross-checked by bilingual speakers for linguistic and cultural accuracy.

Triangulation was achieved by combining questionnaire data with interview data, focus group responses, and classroom observations.

For reliability, the questionnaire was administered with consistent instructions, and classroom procedures were standardised across the five schools to reduce variability.

4. Findings

The findings draw on two sources: the questionnaire administered to the 241 learners (N = 241), analysed descriptively, and the qualitative data collected through interviews, focus groups, and classroom observations.

The questionnaire percentages express learners' perceptions; they are not measurements of learning gains.

4.1. Enhanced Comprehension

Questionnaire responses suggest that learners perceived subtitled film as a support for vocabulary acquisition and comprehension: 179 of 241 learners (about 74%: 83 “can” and 96 “may”) stated that subtitling can or may promote the teaching of national languages.

These figures are reported descriptively; they reflect learners' perceptions of the approach rather than measured gains in proficiency.

In addition, 31.4% of respondents reported that audiovisual media helped them understand Ghomálá' grammar and vocabulary.

Table 1. Vocabulary Recognition and Audiovisual Media Perceptions

Indicator	Percentage	Source
Learners stating that subtitling can or may promote the teaching of national languages	179 of 241 (74%)	Questionnaire
Respondents reporting that audiovisual media helped with grammar and vocabulary	31.4%	Questionnaire

Source: Authors' compilation

4.2. Cultural Engagement

Classroom discussions and comparative cultural activities indicated that learners connected the film content with Ghomálá' traditions and cultural identity. Learners reported that the audiovisual format helped them situate language learning within familiar cultural narratives, reinforcing both comprehension and identity awareness.

Questionnaire responses further support this finding: 51.5% of respondents stated that films instilled a love for national languages, while 18.3% highlighted the role of films in promoting culture.

These outcomes align with the study's focus on cultural engagement and suggest how subtitled film pedagogy can foster both linguistic and cultural connection.

Table 2. Cultural Engagement Indicators

Indicator	Percentage	Source
Respondents stating that films instilled love for national languages	51.5%	Questionnaire
Respondents highlighting films' role in promoting culture	18.3%	Questionnaire

Source: Authors' compilation

4.3. Learner Motivation

Interviews and focus group discussions indicated that learners found the film-based activities engaging and that the entertainment value of film helped sustain interest. Role-play and dramatisation also encouraged active participation.

Questionnaire responses confirm this trend: 216 learners (89.6%) reported being motivated (24.5%), passionate (25.7%) or both (39.4%) about learning national languages through cinema.

4.4. Collaborative Learning

Group discussions and dramatisations created opportunities for peer-to-peer learning and oral practice. Teacher observations indicated increased willingness among learners to experiment with new vocabulary in supportive group settings.

4.5. General Perceptions of Subtitled Film Pedagogy

Questionnaire responses also indicated positive perceptions of audiovisual strategies. Specifically:

- **46.5%** considered subtitling important for promoting national languages.
- **33.2%** strongly agreed that film-based instruction facilitates the teaching of national languages.

- **37.3%** recommended film projection as an effective method for teaching Ghomálá’.

These figures express learners’ perceptions of the approach.

Table 3. General Perceptions of Subtitled Film Pedagogy (Questionnaire)

Indicator	Percentage	Source
Subtitling important for promoting national languages	46.5%	Questionnaire
Film-based instruction facilitates teaching national languages	33.2%	Questionnaire
Film projection recommended as effective for teaching Ghomálá’	37.3%	Questionnaire

Source: Authors’ compilation

4.6. Summary of Findings

Overall, the questionnaire indicates that a large majority of learners perceive subtitled film as useful and motivating for learning Ghomálá’, while qualitative evidence points to increased engagement, oral participation, and cultural connection.

Taken together, these findings support the potential usefulness of subtitled film pedagogy while highlighting the need for designs that measure learning gains in future studies.

5. Discussion

The study examined the potential of subtitled film pedagogy to support Ghomálá’ language learning, learner motivation, and cultural engagement. The findings suggest that audiovisual

narratives can provide meaningful contexts in which learners encounter vocabulary and spoken language while simultaneously engaging with cultural themes. The results should, however, be interpreted cautiously because the evidence rests on learners' perceptions and qualitative observations, without learning measurements or a control group. The classroom activities align with Vygotsky's sociocultural theory because learners participated in guided discussions, collaborative vocabulary practice, and dramatisation. These activities provided opportunities for social interaction and supported oral language practice. The findings therefore illustrate how film can serve as a cultural tool around which collaborative learning activities are organised.

The use of spoken Ghomálá', visual scenes, and French and English subtitles is also compatible with the principles of multimodal learning and Paivio's dual coding theory. The combination of auditory, visual, and textual information can provide learners with several cues for interpreting meaning. The perceived benefits for vocabulary recognition and usage are compatible with this multimodal learning rationale, although the study design does not permit the independent contribution of subtitles to be established. Stronger experimental evidence would be required to isolate the specific effects of subtitling.

The cultural dimension of the film-based activities is consistent with the identity perspective on language preservation. By connecting language learning with stories, traditions, and social contexts, the intervention created opportunities for learners to view Ghomálá' not simply as a set of linguistic forms but also as a carrier of cultural meaning. The questionnaire finding that 51.5% of respondents associated films with increased love for national languages provides contextual support for this interpretation.

The results also point to practical limitations. The availability of quality Ghomálá' films may constrain scalability. Subtitling accuracy is important because inaccurate translations can interfere with comprehension and distort cultural meanings. In addition, teachers need preparation in selecting films, guiding discussions, managing subtitles, facilitating dramatisation, and linking film activities to curriculum objectives.

Taken together, the findings suggest that subtitled film pedagogy is best viewed as a complementary strategy. It can enrich conventional instruction by providing authentic and culturally grounded language input and opportunities for interactive practice, but it should not be treated as a complete replacement for other forms of language teaching.

5.1. Contribution and Implications

The study contributes to scholarship on indigenous language pedagogy by illustrating how subtitled film can function as both a linguistic resource and a cultural resource. Its contribution is primarily practical: it provides evidence of a sequence of film-based activities that can be adapted for Ghomálá' and potentially for other indigenous languages.

5.1.1. Pedagogical Contribution

The study illustrates how film screening can be combined with guided discussion, vocabulary extraction, role-play, comparative cultural analysis, and reflection. This sequence suggests a structured way for teachers to move from language exposure to guided practice and learner production.

5.1.2. Language and Identity

The findings suggest the potential of film to connect linguistic learning with cultural identity. Embedding Ghomálá' in culturally relevant narratives can create opportunities for learners to appreciate the relationship between language, history, traditions, and community identity.

5.1.3. Implications for Teacher Preparation

Teacher preparation programmes can introduce educators to audiovisual pedagogy, including film selection, subtitle use, vocabulary extraction, discussion facilitation, role-play, and assessment. Such preparation would help teachers use film systematically rather than treating it merely as entertainment.

5.1.4. Potential for Adaptation

The approach may be adapted for other indigenous language contexts, provided that films and subtitles are culturally and linguistically appropriate. Adaptation should be based on local needs rather than assuming that a single model will work equally well across different languages and communities.

5.2. Limitations and Recommendations

Several limitations should be acknowledged. First, the study did not include pre- and post-tests: its quantitative evidence consists of learners' perceptions measured by a questionnaire, so no learning gain can be measured and no claim of statistical significance can be made.

Second, the design did not include a control group, which limits the ability to attribute learners' perceptions exclusively to the film intervention. Third, the qualitative analysis was carried out by a single researcher.

Fourth, the intervention relied on one principal film, which restricts generalisability to other audiovisual materials.

Future studies should:

- Measure learning gains through pre- and post-tests and report complete statistics, including means, standard deviations, t-values, degrees of freedom, p-values, confidence intervals, and effect sizes.
- Where feasible, include a comparison or control group to strengthen causal interpretation.
- Document the questionnaire and the sampling procedure in full, and involve several independent coders in the qualitative analysis.
- Develop and evaluate additional Ghomálá' films and ensure culturally appropriate subtitling.

- Examine which individual film-based activities (e.g., role-play, vocabulary extraction, cultural analysis) contribute most strongly to language learning.
- Investigate longer-term retention of vocabulary and oral language skills.
- Prepare teachers to integrate audiovisual materials into structured language curricula.
- Explore community-based film production and digital platforms to increase access to indigenous-language resources.

Conclusion

This study examined subtitled film pedagogy as a complementary approach to teaching and revitalising Ghòmálá', combining a culturally themed documentary with discussion, vocabulary practice, dramatisation, comparative cultural analysis, and reflection.

In response to RQ1, questionnaire responses indicate that about 74% of learners (179 of 241) consider that subtitling can or may promote the teaching of national languages, and that 89.6% feel motivated, passionate or both about learning them through cinema; these figures express perceptions rather than measured learning gains.

Regarding RQ2, interviews, focus groups, and teacher observations indicate that learners found the film-based activities engaging, that role-play and dramatisation encouraged active participation, and that discussions and cultural analysis helped learners connect language learning with Ghòmálá' traditions and identity.

On RQ3, the questionnaire and the classroom observations point in the same direction: learners report that audiovisual media aid comprehension, foster love for national languages, and support film-based instruction.

Sociocultural theory, dual coding and multimedia learning, and an identity-based perspective on language preservation together help to explain these results, pointing respectively to the value of guided social interaction, of combining spoken language with visual and textual input, and of connecting language learning to cultural identity.

The absence of learning measurements and of a control group means the findings should not be read as proof that film-based instruction is superior to conventional teaching. Subtitled film pedagogy is best understood as a promising complementary strategy. Future research should measure learning gains, include a comparison group, document the questionnaire in full, and examine which activities contribute most to learning, building a stronger evidence base for indigenous-language film pedagogy in Cameroon and beyond.

References

- Ajani, Y. A., Oladokun, B. D., Olarongbe, S. A., Amaechi, M. N., Rabiou, N., & Bashorun, M. T. (2024). *Revitalizing indigenous knowledge systems via digital media technologies for sustainability of indigenous languages*. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 53(1), 35-44. <https://doi.org/10.1515/pdte-2023-0051>.
- Bamgbose, A. (2011). *Language and the nation: The language question in sub-Saharan Africa*. Edinburgh University Press.
- Batibo, H. M. (2005). *Language decline and death in Africa: Causes, consequences and challenges*. Multilingual Matters.
- Clark, J. M., & Paivio, A. (1991). Dual coding theory and education. *Educational Psychology Review*, 3(3), 149-210.
- Crystal, D. (2000). *Language death*. Cambridge University Press.
- Culligan, K. (2013). The relationship between language and thought: Exploring Vygotsky and sociocultural approaches to second language research. *Atlantic Journal of Graduate Studies in Education*, 2(1), 15-28.
- Diko, M., & Celliers, A. B. (2024). Revisiting the challenges of teaching and learning indigenous South African languages. *Forum for Linguistic Studies*, 6(4), 254-267. <https://doi.org/10.30564/fls.v6i4.6835>
- Fishman, J. A. (1991). *Reversing language shift: Theoretical and empirical foundations of assistance to threatened languages*. Multilingual Matters.
- Kanellopoulou, C. (2019). Film subtitles as a successful vocabulary learning tool. *Open Journal of Modern Linguistics*, 9(2), 145-152. <https://doi.org/10.4236/ojml.2019.92014>

- Kanellopoulou, C., Kermanidis, K., & Giannakopoulos, A. (2019). The dual-coding and multimedia learning theories: Film subtitles as a vocabulary teaching tool. *Education Sciences*, 9(3), 210. <https://doi.org/10.3390/educsci9030210>
- May, S. (2012). *Language and minority rights: Ethnicity, nationalism and the politics of language* (2nd ed.). Routledge.
- Mayer, R. E. (2009). *Multimedia learning* (2nd ed.). Cambridge University Press.
- Paivio, A. (1986). *Mental representations: A dual coding approach*. Oxford University Press.
- Pavithra, K., & Gandhimathi, S. N. S. (2024). A systematic review of empirical studies incorporating English movies as pedagogic aids in English language classroom. *Frontiers in Education*, 9, 1383977. <https://doi.org/10.3389/educ.2024.1383977>
- Ramolula, K., & Nkoane, M. (2025). Teaching methodological challenges of indigenous African languages in the foundation phase. *International Journal of Social Science and Economics Invention*, 11(9), Article 413. <https://doi.org/10.23958/ijsssei/vol11-i09/413>
- Sánchez-Auñón, E., Férez-Mora, P. A., & Monroy-Hernández, F. (2023). The use of films in the teaching of English as a foreign language: A systematic literature review. *Asian-Pacific Journal of Second and Foreign Language Education*, 8(1), 1-17. <https://doi.org/10.1186/s40862-022-00183-0>
- UNESCO. (2003). *Education in a multilingual world*. UNESCO Publishing.
- Vanderplank, R. (2016). *Captioned media in foreign language learning and teaching: Subtitles for the deaf and hard-of-hearing as tools for language learning*. Palgrave Macmillan.
- Viriri, E., & Ndimande-Hlongwa, N. (2023). African languages as medium of assessment in the teaching of indigenous languages in higher education: A paradigm shift. *Journal for Language Teaching*, 57(2), Article 5836. <https://doi.org/10.56285/jltVol57iss2a5836>
- Vygotsky, L. S. (1962/1986). *Thought and language*. MIT Press

Recalibrating dark skin in cinema: A visual analysis of *Elesin Oba: The King's Horseman* by Biyi Bandele (2022)

Recalibrer la représentation visuelle des peaux foncées au cinéma : analyse visuelle du film Elesin-Oba: The King's Horseman de Biyi Bandele (2022)

NGANG Romanus Ntseh, Tafor KMCHWANG & Paul ANIMBOM NGONG²⁵

To cite this paper: Ngang, R. N., Kmchwang, T., & Animbom Ngong, P. (2026). Recalibrating dark skin in cinema: A visual analysis of *Elesin Oba: The King's Horseman* by Biyi Bandele (2022). *Cinétismes*, Hors-série 4, pp. 202-223. Licence CC BY 4.0.



²⁵ngangromanus24@gmail.com NGANG Romanus Ntseh is a Cameroonian filmmaker, screenwriter and director, and a PhD student and part-time lecturer in the Department of Performing and Visual Arts, Faculty of Arts, University of Bamenda. His research focuses on the cinematic presentation of dark skin tones, particularly on how lighting, exposure, colour grading, framing and mise-en-scène shape the visibility of dark-skinned subjects. He directed *Hidden Dreams* and wrote and directed *Kismet*, Cameroon's submissions for the 94th and 97th Academy Awards respectively. His recent works include *The Barber's Chair* and *Blessed or Cursed*. Co-authors: Tafor Kmchwang and Paul Animbom Ngong.

Abstract

The cinematic presentation of dark skin remains a significant concern in film studies, shaped by historical imaging practices, aesthetic conventions, and racialised standards of visibility. Although scholarship has extensively examined racial representation, less attention has been given to the cinematographic techniques through which dark skin is visually rendered. This study employs qualitative visual analysis of Biyi Bandele's *Elesin Oba: The King's Horseman* (2022), drawing on formalist film theory and critical perspectives on racial visibility. It examines how lighting, exposure, colour grading, framing, costume, makeup, and mise-en-scène influence the visual presentation of dark-skinned characters. Findings reveal that diffuse lighting preserves facial contours and tonal detail, while low key illumination creates dramatic depth through controlled highlights and shadows. Earth-toned colour palettes, costume contrasts, and close-up framing enhance facial definition and visual prominence. Practical lighting and chromatic relationships further support tonal differentiation across complexions. The study concludes that effective dark skin presentation depends on coordinated cinematographic choices that balance aesthetic intention, technical considerations, and racial visibility. It contributes to discussions on inclusive visual practices by distinguishing cinematic presentation from narrative representation.

Keywords: Cinema; Dark skin tones; Cinematic presentation; Lighting; Racial visibility; Visual analysis.



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Résumé

La présentation cinématographique des peaux foncées demeure une préoccupation majeure dans les études cinématographiques, en raison des pratiques historiques de l'imagerie, des conventions esthétiques et des normes racialisées de visibilité. Bien que les recherches aient largement abordé la représentation raciale, les techniques cinématographiques permettant de restituer visuellement les peaux foncées restent moins étudiées. Cette étude propose une analyse visuelle qualitative du film *Elesin Oba: The King's Horseman* (2022) de Biyi Bandele, fondée sur la théorie formaliste du cinéma et les approches critiques de la visibilité raciale. Elle examine l'influence de l'éclairage, de l'exposition, de l'étalonnage des couleurs, du cadrage, des costumes, du maquillage et de la mise en scène sur la présentation des personnages à la peau foncée. Les résultats montrent qu'un éclairage diffus préserve les contours du visage et les détails tonaux, tandis qu'un éclairage en clair-obscur renforce la profondeur dramatique. Les palettes chromatiques, les contrastes vestimentaires et les gros plans favorisent également la définition des visages et leur visibilité. L'étude conclut qu'une présentation adéquate des peaux foncées repose sur une coordination des choix cinématographiques conciliant intentions esthétiques, exigences techniques et visibilité raciale.

Mots-clés : Cinéma ; Peaux foncées ; Présentation cinématographique ; Éclairage ; Visibilité raciale ; Analyse visuelle.

Introduction

Cinema is fundamentally an art of light. Every image projected onto the screen emerges from the interaction between light and surface, skin, as one of the most prominent surfaces in film becomes a central site where light produces meaning. Yet not all skin interacts with light under equal conditions. Dark skin tone, historically and technologically, has been treated as a deviation from normative calibration standards designed around light skin (Roth, 2009).

The problem is not merely one of representation in terms of narrative presence; Dark skinned characters have appeared in cinema for over a century. The more pressing concern is how their skin is presented, how it is lit, graded, framed, and spatially positioned. A character may be narratively central yet visually marginalised through improper use of some technical elements of film like

lighting, tonal flattening, or chromatic distortion etc. Thus, a critical distinction must be made between cinematic representation (what is told), and cinematic presentation (how it is seen).

This article explores the latter. It interrogates how formal cinematic mechanisms construct racial visibility and how aesthetic practice can either reinforce or disrupt inherited hierarchies of visual privilege.

1. Historical Development of Skin Tone in Cinema

The cinematic presentation of skin tones has evolved alongside developments in imaging technologies, lighting practices, and colour reproduction standards, reflecting changing approaches to the visibility and aesthetic treatment of diverse complexions.

The historical presentation of dark skin in cinema has been influenced by photographic technologies, exposure standards, and colour reproduction practices. Early photographic calibration frequently relied on lighter skin tones as reference points, particularly through Kodak's Shirley cards, which were used to assess colour balance and printing consistency (Roth, 2009). Such practices contributed to imaging conventions that did not adequately account for the tonal diversity of darker complexions.

The transition from photochemical film to digital cinematography introduced new possibilities for exposure control, dynamic range, and colour reproduction. Modern digital cinema cameras, including ARRI ALEXA and RED systems, employ image sensors and sophisticated colour processing pipelines designed to capture and encode extensive luminance and chromatic information. However, accurate dark skin tone rendition depends not only on sensor capabilities but also on exposure, lighting, colour encoding, monitoring, and post-production decisions (ARRI, n.d.-a; RED Digital Cinema, 2026).

Digital cinematography commonly employs logarithmic encoding curves to accommodate a broad range of captured tonal information for subsequent processing. ARRI's LogC3 and LogC4 and RED's Log3G10 provide examples of camera-specific logarithmic encodings. These are

combined with wide gamut colour spaces, including ARRI Wide Gamut and REDWideGamutRGB, to support colour manipulation during post-production (ARRI, n.d.-a, n.d.-b; RED Digital Cinema, 2026). Although such workflows provide substantial grading flexibility, they do not independently guarantee accurate reproduction of dark skin tones. Look Up Tables (LUTs) further influence the appearance of digitally captured images by transforming colour and tonal values for monitoring, creative grading, or display. Inappropriate LUT selection or colour space conversion may alter skin tone hue, saturation, contrast, and shadow detail. Consequently, the visual presentation of dark skin may be affected by the interaction between camera encoding, colour transforms, and creative grading decisions rather than sensor performance alone (ARRI, n.d.-a; RED Digital Cinema, 2026).

The Academy Color Encoding System (ACES) provides a standardised framework for managing colour across cameras, post-production applications, and display environments. Through input and output transforms, ACES supports consistent colour processing and delivery across different imaging systems (Academy Color Encoding System, n.d.-a, n.d.-b). However, colour management consistency does not necessarily establish equitable skin tone reproduction, particularly where exposure decisions, creative looks, or processing choices affect the visibility and tonal variation of darker complexions. Technical bias in contemporary digital cinematography should therefore be understood as a potential outcome of imaging practices and processing decisions rather than an inherent limitation of digital sensors. Exposure placement, highlight and shadow retention, white balance, colour space transformations, and grading practices may influence how different complexions appear on screen. Establishing systematic disparities requires controlled evaluation across skin tones and imaging conditions.

Roth's (2009) historical analysis provides a useful context for examining how imaging standards may privilege particular tonal references, although historical photographic practices and contemporary digital workflows involve different technologies. From a formalist perspective, these developments demonstrate that the cinematic presentation of dark skin is shaped by both technological capabilities and deliberate aesthetic choices. In *Elesin Oba: The King's Horseman* (2022), the interaction of lighting, contrast, colour, and mise-en-scène provides a basis for

examining these relationships, although the film's specific camera encoding and colour-management workflow are not established in this study.

2. Theoretical considerations: the formalist film theory

This section examines the theoretical perspectives underpinning the study, with particular emphasis on formalist film theory and its relevance to understanding how cinematographic techniques shape the visual presentation and racial visibility of dark skin tones.

Formalist film theory provides a framework for examining how cinematographic techniques construct visual meaning. Early theorists, including Hugo Münsterberg, Rudolf Arnheim, Sergei Eisenstein, and Béla Balázs, emphasised framing, lighting, composition, editing, and camera movement as expressive elements. Formalism therefore considers cinema an artistic construction shaped by deliberate technical and aesthetic choices rather than a direct reproduction of reality (Arnheim, 1957).

Although classical formalism remains relevant to digital filmmaking, it does not adequately address racialised conventions of visibility. Understanding dark skin tone presentation consequently requires integrating formalist principles with contemporary theories of race, visual culture, and imaging technologies. Dyer (1997), in *White*, examines whiteness as an often-unmarked norm in Western visual culture, demonstrating how photographic and cinematic conventions reflect racialised assumptions. His perspective suggests that lighting, exposure, and tonal reproduction are not culturally neutral, as these choices influence the visibility and visual prominence of different complexions.

Keeling (2007) examines how cinema constructs racialised ways of seeing and shapes the visibility of Black subjects. Her perspective distinguishes cinematic representation, concerned with the presence and narrative roles of Black characters, from cinematic presentation, which examines how their bodies, faces, and complexions are visually rendered. Roth (2009) extends this discussion through her examination of Shirley cards and historical photographic colour calibration. Her concept

of cognitive equity highlights the importance of accommodating diverse skin tones in imaging technologies, providing a basis for evaluating exposure, colour balance, and tonal reproduction.

Together, these perspectives connect cinematic form with racial legibility, understood as the ways visual techniques make racialised subjects visible and meaningful. Lighting shapes facial highlights and shadows, exposure determines tonal detail, colour grading influences chromatic relationships, and framing directs visual attention. These choices can enhance or diminish the visibility of dark-skinned characters. However, reduced visual visibility does not necessarily indicate discriminatory intention. Cinematographic decisions operate within historical and cultural contexts, where inadequate illumination, compressed shadows, or limited background separation may obscure facial detail. Conversely, controlled contrast, appropriate exposure, and deliberate colour relationships can enhance skin definition without artificially lightening darker complexions. This study therefore integrates classical formalism with Dyer's (1997) critique of whiteness, Keeling's (2007) analysis of Black visibility, and Roth's (2009) examination of colour calibration. This approach connects cinematographic techniques with the cultural and technological conditions shaping racial visibility.

Applied to Biyi Bandele's *Elesin Oba: The King's Horseman* (2022), the framework examines how lighting, exposure, colour grading, framing, costume, makeup, and mise-en-scène influence the tonal definition and aesthetic prominence of dark-skinned characters. It positions dark skin presentation as both a cinematographic and cultural concern.

3. Methodology

This study adopts a qualitative research approach grounded in formalist film theory to examine the cinematic presentation of dark skin tones in Biyi Bandele's *Elesin Oba: The King's Horseman* (2022). Although the findings are limited to a single film and cannot be generalised to all cinematic productions, the analysis provides a focused examination of how coordinated visual elements contribute to the presentation of dark skin. The methodology therefore offers a framework for

discussing the relationship between cinematographic aesthetics, technical image characteristics, and racial visibility within contemporary African cinema.

3.1. A qualitative and interpretive approach

The methodology focuses on the relationship between cinematographic techniques and the visual appearance of dark-skinned characters, particularly how lighting, exposure, colour palettes, framing, set design, practical light sources, makeup, and colour grading influence facial visibility, tonal differentiation, and aesthetic composition.

The film was purposively selected as a case study because its predominantly Black cast, culturally specific visual environment, and varied lighting conditions provide opportunities to examine the presentation of dark skin across different cinematic settings. The study is limited to the film's observable visual characteristics rather than its production processes or audience reception. Accordingly, the analysis considers the finished film as the primary research material and interprets its visual composition within the framework of formalist film theory (Arnheim, 1957).

The study is interpretive rather than experimental. It does not involve calibrated image measurements, access to original camera files, production lighting records, or post-production grading documentation. Consequently, observations concerning exposure, colour grading, and lighting are based on the visible characteristics of the finished film and do not establish the precise technical settings or production decisions responsible for those characteristics.

3.2. Visual analysis

The research employs visual analysis to investigate selected scenes representing different lighting environments, spatial arrangements, and character compositions. Particular attention is given to the relationship between skin luminance and surrounding surfaces, the preservation of facial details in illuminated and shadowed areas, and the interaction between costume, makeup, and environmental colours. These features provide the basis for assessing how cinematographic decisions contribute to the visibility and aesthetic presentation of dark-skinned characters.

Visual analysis is a qualitative research method concerned with the systematic examination and interpretation of visual materials. Rose (2016) emphasises the importance of examining visual composition and the cultural contexts through which images communicate meaning. Within film studies, this approach enables researchers to investigate how cinematic elements interact to construct visual meaning and aesthetic expression.

In this study, selected scenes from *Elesin Oba: The King's Horseman* (2022) constitute the units of analysis. The examination focuses on seven interconnected visual categories: lighting and exposure; colour palette and costume harmony; framing and camera work; set design and location; props and practical light sources; makeup design; and colour grading and post-production aesthetics. These categories provide a consistent analytical framework for examining the film's visual treatment of dark-skinned characters.

The analysis involves close observation of selected frames and sequences, with attention to lighting direction, intensity, contrast, facial highlights, shadow detail, colour relationships, and spatial composition. Scene timestamps and screenshots are used to identify and illustrate relevant visual characteristics. The observations are interpreted through formalist film theory, which considers the expressive significance of visual organisation and cinematic technique (Arnheim, 1957).

The analysis also considers how the relationship between characters and their surroundings affects tonal separation and facial visibility. In scenes involving low-key illumination, particular attention is given to whether facial contours remain distinguishable from darker backgrounds. In brighter compositions, the examination considers the preservation of tonal variation and highlight detail. These observations are interpreted alongside the film's broader visual style rather than treated as isolated technical characteristics.

4. Synopsis of *Elesin-Oba: The King's Horseman*

This section provides a brief synopsis of Biyi Bandele's *Elesin-Oba: The King's Horseman* (2022), outlining its central narrative, cultural setting, and principal characters to contextualise the subsequent analysis of the film's cinematographic presentation of dark skin tones.

Elesin Oba-The King's Horseman directed by Biyi Bandele is a 2022 Yoruba Language Nigerian historical drama. It is an adaption of Wole Soyinka's *Death and the King's Horseman* stage play. Based on a true story and set in the 1943/1944 Oyo town, Southwestern Nigeria. The king has just died, and as tradition demands, Elesin Oba must perform a ritual suicide in order to join his dead king in the afterlife so that the king may gain free passage into the land of the gods, thus blocking disaster from befalling the community. Elesin Oba's sexual appetites cause him to mangle, which leads to a mortal confrontation with the British and with devastating consequences. When the horseman is unable to fulfill his final responsibility, it is believed that the king's ghost wanders the earth, spelling calamity for the land and its people. Also, due to his inability to fulfill his duty, his son, Olunde, takes his place in the ritual.

5. Cinematic Presentation of Dark Skin in *Elesin-Oba: The King's Horseman* (2022) by Biyi Bandele

This section presents a formalist visual analysis of selected scenes from *Elesin Oba: The King's Horseman* (2022), examining how lighting, exposure, colour palettes, framing, set design, props, makeup, and colour grading contribute to the visibility, tonal differentiation, and aesthetic presentation of dark-skinned characters.

5.1. Lighting and Exposure

Lighting refers to the controlled arrangement of light to illuminate subjects, establish visual contrast, and enhance the expressive qualities of cinematic images (Arnheim, 1957). Exposure, on the other hand, refers to the amount of light recorded by the camera, influencing image brightness and the retention of tonal detail.

Lighting and exposure are fundamental cinematographic elements that influence the visibility, tonal accuracy, and facial definition of dark-skinned characters. Appropriate exposure preserves tonal gradations and facial details, while underexposure may obscure shadow information and overexposure may reduce highlight detail. These technical considerations are particularly significant in relation to historical photographic conventions that have influenced the visual reproduction of different skin tones (Dyer, 1997; Roth, 2009). From a cinematographic perspective, these qualities depend on the direction, intensity, diffusion, and contrast of illumination.

In the bedroom sequence (00:02:49), relatively soft illumination produces gradual transitions between highlighted and shadowed facial regions. The diffuse lighting reduces pronounced shadow boundaries, allowing facial contours and skin texture to remain visually distinguishable. This suggests a relatively controlled contrast relationship between illuminated and unilluminated areas, although the exact key-to-fill ratio cannot be determined from the finished image.

Figure 1: Medium shot of Elesin Oba and numerous sexual partners.



Source: Screen captured from the movie *Elesin-Oba: The King's Horseman* (00:02:49) .

The prison sequence (01:27:58) presents a contrasting low key lighting approach. Subdued illumination and deeper shadows create dramatic tension while directing attention towards selected facial features. The relationship between localised highlights and surrounding darkness contributes to facial modelling and perceived depth. These sequences demonstrate that the presentation of dark

skin depends not simply on increasing exposure but on controlling luminance distribution, specular highlights, and shadow detail. Within the film's visual language, lighting operates as both a technical and expressive element, shaping facial visibility and narrative atmosphere.

Figure 2: Medium shot. A night scene of Simon, Jane and Elesin Oba in prison.



Source: Screen captured from the movie *Elesin-Oba: The King's Horseman* (01:27:58)

Elesin-Oba: The King's Horseman suggests that, with intentional planning, dark skin can be lit not just accurately but beautifully. The film's lighting design and exposure choices appear to counter the visual hierarchies that have historically neglected dark skin in cinema. Rather than adjusting dark skin to fit the camera, the film adapts the camera to fit dark skin, an essential distinction in constructing a truly inclusive cinematic vocabulary.

5.2. Colour Palette and Costume Harmony

Colour palette refers to the selection and coordination of colours within a cinematic composition, while costume harmony concerns the relationship between characters' clothing, skin tones, and surrounding visual elements. These elements contribute to visual balance, character distinction, and the construction of meaning within the frame (Arnheim, 1957; Rose, 2016). In the presentation of dark skin, carefully coordinated colour palettes and costume contrasts can enhance tonal differentiation, facial visibility, and the aesthetic prominence of dark-skinned characters. Colour palette and costume design influence skin tone presentation through chromatic contrast, luminance separation, and relationships between foreground subjects and surrounding

environments. These elements contribute to the visual distinction of dark-skinned characters within the cinematic frame.

In the bedroom sequence (00:02:03), patterned Ankara fabrics, burgundy, green, orange, and other warm colours create a layered chromatic environment. The interaction between costume saturation, background colour, and facial luminance contributes to the separation of actors' complexions from surrounding visual elements.

Rather than functioning solely as cultural decoration, costume colours contribute to compositional balance and visual hierarchy. Their relationship with lighting and skin tone helps maintain facial prominence within visually complex scenes. From a formalist perspective, these chromatic relationships demonstrate how costume and production design participate in constructing the aesthetic visibility of dark skin.

Figure 3: open shot of Elesin Oba having fun with women.



Source: Screen captured from the movie *Elesin-Oba: The King's Horseman* (00:02:03)

5.3. Framing, Camera Work, and Close-ups

Framing refers to the arrangement of visual elements within the camera's field of view, while camera work encompasses shot composition, camera angles, and movement. Close-ups emphasise

facial expressions and details, directing viewers' attention towards characters and their emotional experiences. These techniques contribute to cinematic meaning and visual expression (Arnheim, 1957)

Framing and camera movement influence the cinematic presentation of dark skin through shot scale, subject positioning, visual emphasis, and figure ground contrast. These techniques determine how facial features and bodily expressions are presented within the composition.

The close up of Elesin Oba (01:03:13) foregrounds facial expression and tonal variation, directing attention towards the character's emotional state. The restricted framing increases the visual prominence of facial contours, skin texture, and the distribution of illumination across the face.

Figure 4: Close up of Elesin Oba.



Source: Screen captured from the movie Elesin-Oba: The King's Horseman (01:03:13).

Similarly, the tracking sequence (00:03:41) places Elesin Oba within a predominantly green landscape. The contrast between costume colour, surrounding vegetation, and subject movement contributes to figure ground separation, helping maintain the character's visual prominence

Figure 5: Tracking shot that follows Elesin Oba through the forest on horseback.



Source: Screen captured from the movie *Elesin-Oba: The King's Horseman* (00:03:41).

These compositional choices suggest that the visibility of dark skin is influenced not only by exposure and colour reproduction but also by the spatial organisation of the cinematic image. Framing therefore contributes to both visual clarity and narrative emphasis. In this respect, the practice departs from historical norms in western cinema where dark skinned characters were often neglected both literally and metaphorically within the frame (Dyer, 1997).

5.4. Set Design and Location

The relationship between characters and their physical surroundings plays a significant role in shaping cinematic meaning and visual identity. As Bordwell and Thompson (2013) observe, the arrangement of settings and other elements of mise-en-scène contributes to the overall composition of a film. Set design and location contribute to skin tone presentation through background luminance, surface reflectance, colour relationships, and environmental contrast. The visual characteristics of a setting can influence how clearly an actor's complexion is distinguished from surrounding objects and surfaces.

In *Elesin-Oba: The King's Horseman*, interior environments feature earth toned walls, wooden furniture, textured fabrics, and subdued lighting. These elements establish chromatic and tonal

relationships with the actors' complexions, influencing the visual separation between foreground subjects and backgrounds.

Figure 6: Open shot of Elesin Oba and Simon



Source: Screen captured from the movie *Elesin-Oba: The King's Horseman* (01:08:52)

The contrast between skin luminance and environmental surfaces is particularly relevant in darker interiors, where limited tonal separation may reduce the visibility of facial features. (Malkiewicz & Mullen, 2005). The film's set compositions demonstrate how colour and spatial arrangement contribute to perceived depth and visual continuity. From a formalist perspective, set design functions as an active component of cinematographic presentation, shaping the relationship between skin, light, and the surrounding visual environment.

5.5. Props and Practical Light Sources

The interaction between props, practical light sources, and surrounding spaces contributes to the visual atmosphere and dramatic composition of cinematic scenes. According to Landau (2014), props and practical lighting contribute to the cinematic presentation of dark skin by influencing localised illumination, contrast, and the visual organisation of interior spaces. Practical light

sources, including lamps and candles, can establish motivated lighting within a scene while contributing to its dramatic atmosphere. In the prison sequence (01:09:02), visible practical lights form part of a subdued lighting environment characterised by localised highlights and deeper surrounding shadows. These contrasts influence the visibility of facial contours and contribute to the scene's emotional intensity.

Specular highlights across facial surfaces are particularly relevant because they provide visual information about skin texture, surface reflectance, and facial structure (Brown, 2016). Their relationship with shadow detail contributes to the perception of dimensionality. Although the precise contribution of individual light sources cannot be established without production lighting records, the observable interaction between illumination, facial highlights, and surrounding darkness demonstrates the significance of practical lighting in dark skin tone presentation.

Figure 7: Open shot of Simon and Elesin Oba.



Source: Screen captured from the movie *Elesin-Oba: The King's Horseman* (01:09:02).

5.6. Makeup Design

The visual treatment of the skin of characters extends beyond lighting and camera techniques to include makeup choices that influence facial texture, surface reflectance, and tonal consistency. Corson and Glavan (2001) acknowledge the relationship between makeup application and the visual

appearance of performers under theatrical lighting. Makeup design influences the visual presentation of dark skin through surface texture, reflectance, and its interaction with cinematographic lighting. The appearance of makeup under different lighting conditions may affect specular highlights, perceived skin texture, and tonal continuity.

In *Elesin-Oba: The King's Horseman*, selected close-up and interior sequences, facial highlights and variations in skin texture remain visible, contributing to the dimensionality of the characters' faces. The distribution of reflected light across the forehead, cheeks, and other facial surfaces influences the perception of facial definition. These characteristics illustrate the relationship between makeup, lighting, and skin tone presentation. However, the specific makeup products, foundation formulations, and application techniques cannot be established from the finished film alone.

Figure 8: A close up shot of Olunde.



Source: Screen captured from the movie *Elesin-Oba: The King's Horseman* (01:01:55).

5.7. Colour Grading and Post Production Aesthetics

Colour grading and post-production processes play a significant role in shaping the visual coherence, tonal balance, and aesthetic identity of cinematic images. As Brown (2016) observes,

colour adjustments contribute to visual continuity, atmospheric expression, and the overall stylistic treatment of a film.

Beyond its narrative scope, *Elesin-Oba: The King's Horseman* stands out for its careful use of colour grading and postproduction aesthetics to visually honor dark skin tones. Bandele's grading choices seem to reflect a deliberate commitment to visual dignity, narrative clarity, and cultural resonance. Warm earth tones dominate the film's palette, providing skin tones with a luminous glow while maintaining depth and texture. Distinct from typical western productions that often "lift" shadows or apply cool tones that unintentionally desaturate and flatten dark skin, *Elesin-Oba: The King's Horseman* resists this aesthetic trap through intentional and culturally oriented post production colour grading.

A clear example happens in the scene where Iyajola with a lighter shade of dark skin shares the screen with Simon's police officers with notably darker complexion. The grading in this scene appears carefully calibrated retaining Iyajola's fair skin tone without allowing it to command the visual field, while also enhancing the glow and definition of the officer's darker skin. The lighting is natural but warm, and the postproduction team seemed to have used subtle contrast curve adjustments to make sure that both characters are seen clearly and emotionally expressive, not minding their relative positioning in the frame. This suggests an understanding of dynamic range in colour grading and an effort to centre visual equity across skin tones.

Through this well thought balancing act, the film transmits a visual ethic that transcends aesthetics and enters the realm of cultural politics. It implicitly maintains that dark skin in all its tonal diversity belongs at the centre of the cinematic image not obscured in shadow or flattened by poor exposure. Using colour grading and post production aesthetics in *Elesin-Oba: The King's Horseman* may serve as a model for African and global filmmakers alike, showing how artistic vision and technical discipline can align to affirm visual dignity for all skin tones.

Figure 9: Mid shot of Iyajola and police officers



Source: Screen captured from the movie *Elesin-Oba: The King's Horseman* (00:11:08)

6. Conclusion

This section synthesises the principal findings of the visual analysis of *Elesin-Oba: The King's Horseman* (2022), highlighting the relationship between cinematographic choices, visual aesthetics, and the presentation of dark skin tones, while considering their broader implications for inclusive filmmaking practices. The study examined the cinematic presentation of dark skin in Biyi Bandele's *Elesin-Oba: The King's Horseman* (2022) through formalist visual analysis and critical perspectives on racial visibility. The findings suggest that lighting, exposure, colour, framing, costume, makeup, and mise-en-scène collectively shape the visibility and aesthetic presentation of dark-skinned characters.

The analysis identified diffuse lighting and gradual shadow transitions in bedroom scenes, low-key lighting and localised highlights in prison sequences, and chromatic contrast in market and interior compositions. Close-up framing emphasises facial expression and tonal variation, while mixed-skin-tone compositions demonstrate the importance of visual distinction.

Drawing on Dyer (1997), Keeling (2007), and Roth (2009), the study extends classical formalism by demonstrating how cinematographic choices shape racial legibility. It argues that cinematic presentation involves not only the representation of dark-skinned characters but also the visual conditions through which they become visible and meaningful.

The study is limited to qualitative observations of the finished film and does not establish precise lighting ratios, colour temperatures, or grading workflows. Future research could employ calibrated image analysis, waveform monitoring, and vectorscope measurements to assess skin tone rendition more precisely. The study concludes that effective dark skin presentation requires an integrated approach to cinematographic technique, aesthetic intention, and racial visibility, contributing to more inclusive visual practices in contemporary cinema.

References

- Academy Color Encoding System. (n.d.-a). *Input transforms*. <https://docs.acescentral.com/system-components/input-transforms/>
- Arnheim, R. (1957). *Film as art*. University of California Press.
- ARRI. (n.d.-a). *Log C*. <https://www.arri.com/en/learn/camera-systems/image-science/log-c>
- ARRI. (n.d.-b). *REVEAL color science*. <https://www.arri.com/en/learn/camera-systems/image-science/reveal-color-science>
- Bordwell, D., & Thompson, K. (2013). *Film art: An introduction* (10th ed.). McGraw-Hill.
- Brown, B. (2016). *Cinematography: Theory and practice: Image making for cinematographers and directors* (3rd ed.). Routledge.
- Corson, R., & Glavan, J. (2001). *Stage makeup* (9th ed.). Allyn & Bacon.
- Dyer, R. (1997). *White*. Routledge.
- Keeling, K. (2007). *The witch's flight: The cinematic, the Black femme, and the image of common sense*. Duke University Press. <https://doi.org/10.1215/9780822390145>
- Landau, D. (2014). *Lighting for cinematography: A practical guide to the art and craft of lighting for the moving image*. Bloomsbury Academic.
- Malkiewicz, K., & Mullen, M. D. (2005). *Cinematography* (3rd ed.). Simon & Schuster.

- Rose, G. (2016). *Visual methodologies: An introduction to researching with visual materials* (4th ed.). SAGE Publications.
- Roth, L. (2009). Looking at Shirley, the ultimate norm: Colour balance, image technologies, and cognitive equity. *Canadian Journal of Communication*, 34(1), 111-136.
<https://doi.org/10.22230/cjc.2009v34n1a2196>



Notices biographiques | Contributors

Danielle Olive MOUASSO LOTIN

Danielle Olive Mouasso Lotin est enseignante-chercheuse, chargée de cours au Département de Communication de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Douala (Cameroun). Spécialiste de la communication publique, elle mène des recherches sur les collectivités territoriales décentralisées et sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), en particulier les nouveaux médias et les plateformes numériques, dont *YouTube*, qu'elle étudie dans le présent numéro. Elle est l'autrice de plusieurs ouvrages et articles consacrés à ces questions d'actualité. Courriel : olidanie2002@yahoo.fr.

Demindoyee D. KAKO-KAKUDJI

Demindoyee D. Kako-Kakudji est chercheuse et autrice indépendante établie en Ontario (Canada). Titulaire d'un doctorat en communication, elle articule sa pratique scientifique autour de l'écriture argumentative, de la recherche documentaire et de l'analyse fine des réalités sociales. Ses travaux s'inscrivent dans la sociologie des médias et la communication pour le développement, et mobilisent des approches décoloniales axées sur la justice sociale. Ses recherches interrogent en priorité les dynamiques des communautés africaines et afrodescendantes, ainsi que les rapports complexes entre savoirs, représentations et pouvoir. Courriel : kako.n_gatoye_denise@courrier.uqam.ca.

Edouard Epiphane YOGO

Édouard Épiphan Yogo est politologue, chargé de cours en science politique à l'Université de Yaoundé II-Soa et chercheur au Centre de Recherche d'Études Politiques et Stratégiques (CREPS). Il enseigne également à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) et à l'École Supérieure Internationale de Guerre (ESIG). Directeur exécutif et chercheur principal du Bureau des Études Stratégiques (BESTRAT), rédacteur associé de la revue *NEXUS*, il travaille sur la sécurité, la défense et la géopolitique en Afrique centrale et dans le bassin du lac Tchad, notamment sur la fragilité étatique, la contre-insurrection et la résilience communautaire. Contact : edouardyogo@yahoo.fr ; ORCID 0009-0000-4563-4726.

Faty-Myriam MANDOU AYIWOUO

Faty-Myriam Mandou Ayiwouo est enseignante-chercheuse au Département de Français et Études Francophones de l'Université de Douala, fondatrice et rédactrice en chef de la revue *Cinétismes*. Titulaire d'un doctorat en sciences du langage (Université de Yaoundé I) et d'un master professionnel en ingénierie des formations (Université Jean Monnet de Saint-Étienne), elle est membre de l'Observatoire européen du plurilinguisme. Spécialiste de la psychomécanique guillaumienne appliquée aux corpus francophones africains, elle travaille sur les articulations entre linguistique énonciative, gouvernance éducative et politiques de la connaissance en Afrique. Contact : mandou.ayiwouo@gmail.com.

Laurent Ghislain TOGUÉ TOGUÉ

Laurent Ghislain Togué Togué is a Cameroonian filmmaker and researcher, and a PhD student in film production at the University of Bamenda. He holds two master's degrees, in cinematography and performing arts and in applied linguistics, and devotes his work to subtitling in national languages, particularly Ghomálá', conceived as a tool against acculturation. He heads radio and television productions at CRTV North-West, is a consultant for the World Bank and chairs FirstFarms Digital Cooperative. In 2021, he published two articles on the subtitling of the film *Black Christmas*, in *Annals of Language and Literature* and in *DJIBOUL*. Email: toguelaurent30@gmail.com. Co-authors Victor Ngu Cheo and Paul Animbom Ngong are professors at the University of Bamenda and the supervisors of Laurent Ghislain Togué Togué's doctoral thesis.

Lionel Thierry OWONA ESSENGUE

Lionel Thierry Owona Essengue est doctorant en sciences de l'information et de la communication (SIC) à l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC). Diplômé en édition et arts graphiques de la même institution, il est, depuis deux ans, enseignant vacataire au Département de Sciences et Techniques de la Communication (STC) de l'Université d'Ebolowa. Ses recherches portent notamment sur l'édition, la médiation et l'écriture numérique. Le présent article est sa première publication scientifique. Courriel : owonalionel578@gmail.com.

Olivier Ange-Yannick MOUSSAVOU NDJIMBIT

Olivier Ange-Yannick Moussavou Ndjimbit est docteur en sciences de l'information et de la communication (thèse soutenue en 2026) et membre du laboratoire MICA (Médiations, Informations, Communication, Arts, UR 4426) de l'Université Bordeaux Montaigne (France). Il inscrit ses travaux dans l'axe Analyse des transitions et des innovations en information et en art (ATIIA). Ses recherches portent sur les usages numériques et l'intelligence artificielle, la circulation des savoirs, la gouvernance environnementale et les formes de justice cognitive en Afrique. Contact: olivier-ange-yannick.moussavou-ndjimbit@etu.u-bordeaux-montaigne.fr; yannickaldanirvana@gmail.com.

NGANG Romanus Ntseh

NGANG Romanus Ntseh is a Cameroonian filmmaker, screenwriter and director, and a PhD student and part-time lecturer in the Department of Performing and Visual Arts, Faculty of Arts, University of Bamenda. His research focuses on the cinematic presentation of dark skin tones, particularly on how lighting, exposure, colour grading, framing and mise-en-scène shape the visibility of dark-skinned subjects. He directed *Hidden Dreams* and wrote and directed *Kismet*, Cameroon's submissions for the 94th and 97th Academy Awards respectively. His recent works include *The Barber's Chair* and *Blessed or Cursed*. Co-authors: Tafor Kmchwang and Paul Anim bom Ngong.

Victorine Bertille NGO MAKOUMAG

Victorine Bertille Ngo Makoumag est enseignante-chercheuse, chargée de cours au Département de Communication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université de Douala. Elle est membre de l'équipe pédagogique de la spécialité Communication publique pour le développement, ainsi que du Laboratoire des Arts et Communications (LAC) et du Laboratoire des Conjonctures de Communication (LACOCOM). Ses recherches portent sur la médiation et la communication agricoles, la communication pour le changement social, la circulation des savoirs et l'agriculture numérique. Courriel : bertilvictory@gmail.com.

Prochain appel | Next call

Appel à contributions

Langage, intelligence artificielle et médiations numériques : discours, pratiques et enjeux de légitimité scientifique en Afrique

Numéro thématique, parution prévue en février 2027

Argumentaire

L'intelligence artificielle générative, les plateformes numériques et les agents conversationnels transforment, depuis peu mais de façon rapide et déjà sensible, la manière dont on produit, diffuse et reçoit le discours scientifique, médiatique et ordinaire en Afrique. Traduction automatique, génération et correction de texte assistées, modération algorithmique des réseaux sociaux, désinformation outillée par l'IA, automatisation de la rédaction académique : ces usages touchent de plein fouet les sciences du langage, les sciences de l'information et de la communication, et plus largement les pratiques de communication, sans que leurs effets sur les discours, les pratiques langagières et les rapports de légitimité scientifique aient encore été suffisamment théorisés depuis le continent et à partir de ses propres corpus (Andler, 2023).

Ce numéro thématique de *Cinétismes* se propose d'interroger ces transformations à l'articulation de trois champs : les sciences du langage (analyse du discours, plurilinguisme, traduction, pragmatique), les sciences de l'information et de la communication, et la communication au sens large (médiatique, organisationnelle, publique). Il s'adresse en priorité aux doctorant·e·s de ces disciplines, dont les pratiques de recherche (écriture, traduction, revue de littérature, diffusion) sont elles-mêmes directement concernées par ces outils, et pour qui ce numéro entend offrir un

espace de publication et de légitimation scientifique exigeant mais accompagné, dans un contexte où la culture numérique reconfigure déjà les pratiques de lecture, d'écriture et de validation des savoirs (Cardon, 2019).

Ce numéro organise ces questionnements en deux axes majeurs, dont la distinction répond à une double exigence analytique. (1) Le premier axe, Discours et enjeux de légitimité, regroupe les contributions portant sur ce qui est dit, par qui, et selon quelle autorité reconnue : les biais et normes linguistiques inscrits dans les modèles de langue, la désinformation et la confiance accordée aux sources, l'auctorialité et l'intégrité de l'écriture scientifique à l'ère de l'IA, et les politiques linguistiques comme discours institutionnels de légitimation. (2) Le second axe, Pratiques, regroupe les contributions portant sur ce que les acteurs font effectivement de ces outils et de ces savoirs : la médiatisation et la vulgarisation scientifique, les pratiques doctorales assistées par l'IA, l'éducation aux médias et à l'information, et les pratiques culturelles articulées aux objectifs de développement durable. Cette distinction entre l'ordre du discours et l'ordre de l'action, classique en sciences du langage et en sciences de l'information et de la communication, permet de ne pas confondre l'analyse des représentations avec celle des usages, tout en admettant des contributions qui travaillent les deux de façon articulée.

Cette articulation fait suite aux travaux engagés par la rédactrice en chef et son équipe dans deux ouvrages collectifs consacrés à l'influence : *Influenceur ou influenceuse, une position socio-numérique qui fait débat* (2024, en deux tomes), qui interrogeait déjà, à travers la mesure de l'influence, ses dérives et l'épreuve du droit, la légitimité des discours produits par les figures de l'influence numérique ; et *Influences et gouvernance* (à paraître, également en deux tomes), dont le second tome, consacré aux dynamiques sociales, au discours et à la communication, élargit cette réflexion aux rapports entre influence, pouvoir et légitimité en Afrique contemporaine. Ce numéro entend prolonger et spécifier ces travaux dans le champ de l'intelligence artificielle et des médiations numériques (Mandou Ayiwouo, Ondoua Biwole, Tonyè & Ngodji Tcheutou, 2024 ; à paraître).

Ce questionnement intègre également deux dimensions connexes mais essentielles : l'éducation aux médias et à l'information (EMI), comme réponse pédagogique directe à ces

transformations (Frau-Meigs & Corbu, 2024) ; et les pratiques culturelles, dans la mesure où leur médiatisation croise de plus en plus les objectifs de développement durable (ODD), qu'il s'agisse de la valorisation des savoirs locaux, de la communication environnementale ou de la diffusion des pratiques culturelles comme vecteur de développement.

Les contributions pourront être théoriques, empiriques ou méthodologiques, et s'appuyer sur des corpus africains ou comparatistes.

Axe majeur 1 : Discours et enjeux de légitimité

1.1. IA générative et sciences du langage : biais et normes linguistiques inscrits dans les modèles de langue, traduction automatique, outillage des langues africaines par le numérique.

1.2. Communication, désinformation et plateformes numériques : modération, viralité, fact-checking, rapport du public africain à l'information automatisée et confiance accordée aux sources.

1.3. Écriture scientifique à l'ère de l'IA : auctorialité, intégrité académique, plagiat algorithmique, et dérives prédatrices de l'édition scientifique.

1.4. Politiques linguistiques et numérique : fracture, inclusion, souveraineté technologique et diversité des langues africaines dans les outils d'IA, comme discours institutionnels de légitimation.

Axe majeur 2 : Pratiques

2.1. Médiatisation du savoir et vulgarisation scientifique en contexte numérique africain : chaînes, réseaux sociaux, podcasts.

2.2. Jeunes chercheur·e·s et IA : pratiques doctorales assistées, méthodologies, questions éthiques et de formation à la recherche.

2.3. Éducation aux médias et à l'information (EMI) : développement de l'esprit critique face aux contenus générés ou relayés par l'IA, dispositifs pédagogiques, formation des publics scolaires et universitaires.

2.4. Pratiques culturelles, communication et objectifs de développement durable (ODD) : médiatisation des savoirs et pratiques culturelles locales, communication environnementale, le numérique et l'IA comme leviers ou obstacles à ces objectifs.

Public visé

Ce numéro est destiné en priorité aux doctorant·e·s en sciences du langage, en sciences de l'information et de la communication, et en communication. Il reste ouvert aux jeunes chercheur·e·s et aux enseignant·e·s-chercheur·e·s confirmé·e·s dont la contribution s'inscrit dans l'un des axes.

Il est également ouvert aux praticien·ne·s des médias (journalistes, communicant·e·s, community managers, modérateur·rice·s de plateformes), dont les contributions sont bienvenues dans chacun des deux axes majeurs. Ce numéro se veut en effet résolument transversal : les questions de droit (droit d'auteur et plagiat algorithmique, responsabilité éditoriale, régulation des plateformes et protection des données) traversent aussi bien l'axe des discours que celui des pratiques, et appellent donc des contributions qui dépassent le seul clivage disciplinaire entre sciences du langage, SIC et communication.

Les propositions en binôme associant un·e chercheur·e sénior ou expert·e confirmé·e à un·e doctorant·e ou jeune chercheur·e sont vivement encouragées : cette formule permet d'adosser l'exigence scientifique attendue à un accompagnement direct des jeunes chercheur·e·s dans l'écriture et la soumission de leur premier article.

Modalités de soumission

Conformément au protocole de la revue, les auteur·e·s soumettent directement l'article complet, et non un résumé : une version anonymisée de l'article (12 à 15 pages), avec page de titre portant le titre, le résumé et 5 mots-clés dans la langue de l'article, ainsi qu'une bibliographie de 30 références maximum au style APA 7 ; et une page d'accompagnement séparée comportant nom, fonction, affiliation, adresse et courriel des auteur·e·s, résumé et mots-clés en français ET en anglais

(5 mots-clés maximum par langue), et une courte notice biographique (voir le détail complet dans le document « Guidelines to authors » joint à cet appel).

L'ensemble est à adresser à revuecinetismes@gmail.com et sera soumis à une évaluation en double aveugle par deux pairs.

Calendrier

Étape	Date
Diffusion de l'appel à contribution (avec la parution du hors-série n° 4)	15 octobre 2026
Date limite de soumission des articles complets	15 janvier 2027
Évaluation en double aveugle	15 janvier, 10 février 2027
Retour des versions révisées	20 février 2027
Parution du numéro	28 février 2027

Références indicatives

1. Andler, D. (2023). *Intelligence artificielle, intelligence humaine : la double énigme*. Gallimard.
2. Cardon, D. (2019). *Culture numérique*. Presses de Sciences Po.
3. Frau-Meigs, D., & Corbu, N. (dir.). (2024). *Disinformation debunked: Building resilience through media and information literacy*. Routledge.
4. Tonyè, A. J., Ondoua Biwolé, V., Ngodji Tcheutou, L., & Mandou Ayiwouo, F.-M. (dir.). (2024). *Influenceur ou influenceuse, une position socio-numérique qui fait débat* (Tome 1 et Tome 2). Éditions Connaissance et Savoirs.
5. Ondoua Biwolé, V., Tonyè, A. J., Mandou Ayiwouo, F.-M., & Ngodji Tcheutou, L. (dir.). (à paraître). *Influences et gouvernance* (Tome 1 : Économie, droit et dynamiques politiques ; Tome 2 : Dynamiques sociales, discours et communication).

Coordination scientifique

Dr Mandou Ayiwouo Faty-Myriam, rédactrice en chef de *Cinétismes*, Université de Douala, et Dr Mbarga Asseng Cosmas (co-coordination).

Contact : revuecinetismes@gmail.com



Call for papers

Language, Artificial Intelligence and Digital Mediation: Discourse, Practices and the Stakes of Scientific Legitimacy in Africa

Thematic issue, publication scheduled for February 2027

Rationale

Generative artificial intelligence, digital platforms and conversational agents are transforming, rapidly and already perceptibly, how scientific, media and everyday discourse is produced, circulated and received in Africa. Machine translation, AI-assisted text generation and editing, algorithmic moderation of social media, AI-enabled disinformation, and the automation of academic writing all bear directly on language sciences, information and communication sciences, and communication practices more broadly, yet their effects on discourse, language practices and the conditions of scientific legitimacy have not yet been sufficiently theorised from the continent and from its own corpora (Andler, 2023).

This thematic issue of *Cinétismes* sets out to examine these transformations at the intersection of three fields: language sciences (discourse analysis, multilingualism, translation, pragmatics), information and communication sciences, and communication in the broad sense (media, organisational, public). It is addressed primarily to doctoral students in these disciplines, whose own research practices (writing, translation, literature review, dissemination) are directly affected by these tools, and for whom this issue aims to offer a rigorous but supportive space for publication and scientific legitimisation, in a context where digital culture is already reconfiguring the practices of reading, writing and validating knowledge (Cardon, 2019).

This issue organises these questions into two major strands, a distinction that answers a twofold analytical need. (1) The first strand, Discourse and the Stakes of Legitimacy, brings together

contributions on what is said, by whom, and on what recognised authority: the biases and linguistic norms embedded in language models, disinformation and the trust placed in sources, authorship and the integrity of academic writing in the age of AI, and language policies as institutional discourses of legitimation. (2) The second strand, Practices, brings together contributions on what actors actually do with these tools and this knowledge: the mediatisation and popularisation of science, AI-assisted doctoral practices, media and information literacy, and cultural practices articulated with the Sustainable Development Goals. This distinction between the order of discourse and the order of action, standard in language sciences and in information and communication sciences, keeps the analysis of representations from being conflated with that of uses, while still admitting contributions that work through both in an articulated way.

This framing follows on from work undertaken by the Editor-in-Chief and her team in two collective volumes devoted to influence: *Influenceur ou influenceuse, une position socio-numérique qui fait débat* (2024, in two tomes), which already examined, through the measurement of influence, its excesses and its confrontation with the law, the legitimacy of discourses produced by figures of digital influence; and *Influences et gouvernance* (forthcoming, also in two tomes), whose second tome, devoted to social dynamics, discourse and communication, extends this reflection to the relationships between influence, power and legitimacy in contemporary Africa. This issue intends to extend and specify this work within the field of artificial intelligence and digital mediation (Mandou Ayiwouo, Ondoua Biwole, Tonyè & Ngodji Tcheutou, 2024; forthcoming).

This questioning also integrates two related but essential dimensions: media and information literacy (MIL), as a direct pedagogical response to these transformations (Frau-Meigs & Corbu, 2024); and cultural practices, insofar as their mediatisation increasingly intersects with the Sustainable Development Goals (SDGs), whether through the valorisation of local knowledge, environmental communication, or the dissemination of cultural practices as a vector for development.

Contributions may be theoretical, empirical or methodological, and may draw on African or comparative corpora.

Major Strand 1: Discourse and the Stakes of Legitimacy

- 1.1. Generative AI and language sciences: biases and linguistic norms embedded in language models, machine translation, the digital instrumentation of African languages.
- 1.2. Communication, disinformation and digital platforms: moderation, virality, fact-checking, African audiences' relationship to automated information, and trust placed in sources.
- 1.3. Academic writing in the age of AI: authorship, academic integrity, algorithmic plagiarism, and the predatory drift of scientific publishing.
- 1.4. Language policy and digital technology: divides, inclusion, technological sovereignty and the place of African languages in AI tools, as institutional discourses of legitimization.

Major Strand 2: Practices

- 2.1. Mediatisation of knowledge and science popularisation in the African digital context: channels, social media, podcasts.
- 2.2. Early-career researchers and AI: AI-assisted doctoral practices, methodologies, and ethical and training questions.
- 2.3. Media and information literacy (MIL): fostering critical thinking toward AI-generated or AI-relayed content, pedagogical approaches, and training for school and university audiences.
- 2.4. Cultural practices, communication and the Sustainable Development Goals (SDGs): mediatisation of local knowledge and cultural practices, environmental communication, digital technology and AI as levers or obstacles to these goals.

Intended audience

This issue is addressed primarily to doctoral students in language sciences, information and communication sciences, and communication. It remains open to early-career researchers and established scholars whose contribution fits one of the strands above.

It is also open to media practitioners (journalists, communication professionals, community managers, platform moderators), whose contributions are welcome in either major strand. This issue is intended to be resolutely transversal: legal questions (copyright and algorithmic plagiarism, editorial liability, platform regulation and data protection) run through both the discourse strand and the practices strand, and therefore call for contributions that go beyond the disciplinary divide between language sciences, information and communication sciences, and communication.

Joint submissions pairing a senior researcher or established expert with a doctoral or early-career researcher are strongly encouraged: this format allows the expected scientific rigour to be paired with direct mentorship of early-career researchers in writing and submitting their first article.

Submission guidelines

In keeping with the journal's protocol, authors submit the full article directly, not an abstract: an anonymised version of the article (12 to 15 pages), with a title page giving the title, the abstract and 5 keywords in the language of the article, and a bibliography of 30 references at most in APA 7th-edition style; and a separate accompanying page giving the authors' name, position, affiliation, address and email, an abstract and keywords in both French AND English (5 keywords at most per language), and a short biographical note (see the full detail in the attached "Guidelines to authors").

The complete submission is to be sent to revuecinetismes@gmail.com and will undergo double-blind peer review by two reviewers.

Timeline

Step	Date
Call for papers released (alongside the publication of the special issue Hors-série n° 4)	15 October 2026
Deadline for full article submissions	15 January 2027
Double-blind peer review	15 January, 10 February 2027
Return of revised versions	20 February 2027
Publication of the issue	28 February 2027

Indicative references

1. Andler, D. (2023). *Intelligence artificielle, intelligence humaine : la double énigme*. Gallimard.
2. Cardon, D. (2019). *Culture numérique*. Presses de Sciences Po.
3. Frau-Meigs, D., & Corbu, N. (Eds.). (2024). *Disinformation debunked: Building resilience through media and information literacy*. Routledge.
4. Tonyè, A. J., Ondoua Biwolé, V., Ngodji Tcheutou, L., & Mandou Ayiwouo, F.-M. (Eds.). (2024). *Influenceur ou influenceuse, une position socio-numérique qui fait débat* (Volume 1 and Volume 2). Éditions Connaissance et Savoirs.
5. Ondoua Biwolé, V., Tonyè, A. J., Mandou Ayiwouo, F.-M., & Ngodji Tcheutou, L. (Eds.). (forthcoming). *Influences et gouvernance* (Volume 1: Économie, droit et dynamiques politiques; Volume 2: Dynamiques sociales, discours et communication).

Scientific coordination

Dr Mandou Ayiwouo Faty-Myriam, Editor-in-Chief of *Cinétismes*, University of Douala, and Dr Mbarga Asseng Cosmas (co-coordination).

Contact: revuecinetismes@gmail.com

Protocole de rédaction | Guidelines

Protocole de rédaction

Cinétismes publie des contributions originales en français et en anglais. Les autrices et auteurs soumettent directement l'article complet ; le texte ne doit pas être en cours d'évaluation dans une autre revue.

Types de contributions

- Articles scientifiques originaux : 30 000 à 50 000 signes, espaces et notes compris.
- Notes de recherche : 15 000 à 25 000 signes (retours d'expérience documentés, résultats préliminaires).
- Comptes rendus critiques d'ouvrages : 8 000 à 12 000 signes.

Présentation du manuscrit

- Fichier Word (.docx), police Times New Roman 12, interligne 1,5, marges de 2,5 cm, texte justifié.
- Titre en français et en anglais, centré, en gras.
- Résumé en français et *abstract* en anglais de 150 à 200 mots chacun, suivis de 5 à 7 mots-clés et *keywords*.
- Intertitres numérotés et hiérarchisés, sur trois niveaux au plus.
- Citations de plus de trois lignes détachées du texte, en retrait ; titres d'ouvrages et de revues, ainsi que les mots étrangers, en italique.

Références et notes

- Normes APA, 7e édition : appel dans le texte sous la forme (Auteur, année, page) ; chaque citation renvoie à une entrée de la bibliographie, et inversement.

- Notes de bas de page réservées aux compléments, numérotées en continu.

Tableaux et figures

- Numérotés, titrés au-dessus et sourcés en dessous ; fournis également en fichiers séparés (JPG ou PNG, 300 dpi minimum).

Notice biographique

- De 80 à 100 mots : nom, titre, institution, spécialité et courriel institutionnel. Elle figure en note de bas de page à la première page de l'article et est reprise en fin de volume.

Évaluation

- Examen préalable par le comité de rédaction, puis double évaluation en aveugle par deux évaluatrices ou évaluateurs extérieurs, dans un délai maximal d'un mois.
- Décisions possibles : acceptation sans modification, révisions mineures, révisions majeures ou refus motivé. Les autrices et auteurs disposent d'un mois pour remettre leur version révisée.

Droits et frais

- La soumission et l'évaluation sont gratuites. En cas d'acceptation définitive, des frais d'insertion des métadonnées de 50 000 FCFA (environ 76 €) sont demandés.
- Les autrices et auteurs cèdent à la revue le droit de première publication et conservent leurs droits d'auteur sous licence Creative Commons CC BY 4.0.

Envoi

- Par courriel à revuecinetismes@gmail.com, avec pour objet : « Cinétismes, titre abrégé, nom de l'autrice ou de l'auteur ».

Guidelines

Cinétismes publishes original contributions in French and English. Authors submit the full article directly; the text must not be under review elsewhere.

Types of contribution

- Original research articles: 30,000 to 50,000 characters, including spaces and notes.
- Research notes: 15,000 to 25,000 characters (documented accounts of ongoing research, preliminary findings).
- Critical book reviews: 8,000 to 12,000 characters.

Manuscript format

- Word file (.docx), Times New Roman 12, 1.5 line spacing, 2.5 cm margins, justified text.
- Title in French and English, centred, in bold.
- Abstract in English and *résumé* in French, 150 to 200 words each, followed by 5 to 7 keywords in both languages.
- Numbered and hierarchical headings, with no more than three levels.
- Quotations longer than three lines set off from the text and indented; titles of books and journals, and words in other languages, in italics.

References and notes

- APA style, 7th edition: in-text citations in the form (Author, year, page); every citation matches an entry in the reference list, and vice versa.
- Footnotes kept for supplementary information and numbered consecutively.

Tables and figures

- Numbered, titled above and sourced below; also supplied as separate files (JPG or PNG, minimum 300 dpi).

Biographical note

- 80 to 100 words: name, title, institution, field and institutional email. It appears as a footnote on the first page of the article and again at the end of the issue.

Review process

- Initial screening by the editorial board, then double-blind peer review by two external reviewers, within one month at most.
- Possible outcomes: acceptance without changes, minor revisions, major revisions or reasoned rejection. Authors have one month to submit their revised version.

Rights and fees

- Submission and review are free of charge. After final acceptance, a metadata insertion fee of 50,000 FCFA (about €76) is requested.
- Authors grant the journal the right of first publication and retain their copyright under a Creative Commons CC BY 4.0 licence.

Submission

- By email to revuecinetismes@gmail.com, with the subject line: “Cinétismes, short title, author’s name”.

Déjà parus | Published

- *Cinétismes*, Vol. 1, n° 1, septembre 2022. En ligne : https://www.revue-cinetismes.com/vol-1_n1/
- *Cinétismes*, Vol. 1, n° 2, février 2023, coordination Amoïkon Dyhie Assanvo, Claude Bernard Fingoue et Demba Lô. En ligne : <https://www.revue-cinetismes.com/n2/>
- *Cinétismes*, Vol. 1, n° 3, février 2024. En ligne : https://www.revue-cinetismes.com/vol-1_n3/
- *Cinétismes*, Hors-série n° 1, juin 2024 : actes du 5^e colloque scientifique international de Koudjouboué-Bonoua, « La sémantique de l’adverbe à travers la forme, la typologie et la fonction dans quelques faits de langues », coordination Jean-Martial Tape, Kouakou Appoh Enoc Kra et Amoïkon Dyhie Assanvo. En ligne : <https://www.revue-cinetismes.com/hors-serie-n1/>
- *Cinétismes*, Hors-série n° 2, décembre 2024, double numéro spécial : « Du rayonnement des littératures africaines : 30 ans de création et de pensée », coordination Faty-Myriam Mandou Ayiwouo, Hugues Azérad et Jean-Pierre Fewou-Ngouloure. En ligne : <https://www.revue-cinetismes.com/hors-serie-n2/>
- *Cinétismes*, Hors-série n° 3, février 2026, monographie consacrée à un cadre de référence pour les langues africaines, en collaboration avec l’Observatoire du plurilinguisme en Afrique (OPA). En ligne : <https://www.revue-cinetismes.com/hors-serie-n3/>

Comment citer ce numéro

Mandou Ayiwouo, F.-M., et Bitouga, A. (dir.). (2026). Publier sans être lu : pour une théorie de la communauté de réception du livre scientifique en Afrique [numéro hors-série]. *Cinétismes*, Hors-série 4. <https://www.revue-cinetismes.com/>

Annexe. Métadonnées pour la mise en ligne OpenEdition

Edouard Epiphane Yogo

Dossier	Thématique, Axe 1. Théories et concepts
Titre (FR)	Sécuriser le livre pour le faire exister ? Essai de sécuritisation du savoir scientifique endogène en Afrique centrale
Titre (EN)	Securing the book to make it exist? An essay on the securitization of endogenous scientific knowledge in Central Africa
Autrice / auteur	Edouard Epiphane Yogo
Affiliation	CREPS, Université de Yaoundé II, Cameroun ; BESTRAT
Courriel	edouardyogo@yahoo.fr
Mots-clés	sécuritisation ; communauté de réception ; colonialité épistémique ; souveraineté cognitive ; Afrique centrale
Keywords	securitization ; reception community ; epistemic coloniality ; cognitive sovereignty ; Central Africa
Pages	pp. 14-35
Licence	CC BY 4.0

Faty-Myriam Mandou Ayiwouo

Dossier	Thématique, Axe 3, en dialogue avec les axes 5 et 6
Titre (FR)	Séduire pour publier : analyse du discours des sollicitations de revues prédatrices auprès des enseignantes-chercheuses et des enseignants-chercheurs camerounais
Titre (EN)	Courting to publish: A discourse analysis of predatory journal solicitations targeting Cameroonian scholars
Autrice / auteur	Faty-Myriam Mandou Ayiwouo
Affiliation	Département de Français et Études Francophones, FLSH, Université de Douala, Cameroun
Courriel	mandou.ayiwouo@gmail.com
Mots-clés	revues prédatrices ; analyse du discours ; colonialité épistémique ; édition scientifique africaine ; sollicitation académique ; Cameroun
Keywords	predatory journals ; discourse analysis ; epistemic coloniality ; African scholarly publishing ; academic solicitation ; Cameroon
Pages	pp. 36-67
Licence	CC BY 4.0

Lionel Thierry Owona Essengue

Dossier	Thématique, Axe 5. Éthique, solidarité intellectuelle et perspectives institutionnelles
Titre (FR)	Le livre comme opérateur de lien en milieu scolaire rural camerounais : rareté documentaire, pratiques d'échange et espace symbolique d'interdépendance
Titre (EN)	The book as a relational operator in rural Cameroonian schools: Documentary scarcity, exchange practices, and the symbolic space of interdependence
Autrice / auteur	Lionel Thierry Owona Essengue
Affiliation	ESSTIC, Université de Yaoundé II ; Université d'Ebolowa, Cameroun
Courriel	owonalionel578@gmail.com
Mots-clés	livre, médium, économie du don, espace symbolique, discours de la pauvreté, approche systémique de la communication
Keywords	book, medium, gift economy, symbolic space, discourse of poverty, systemic approach to communication
Pages	pp. 68-86
Licence	CC BY 4.0

Olivier Ange-Yannick Moussavou Ndjimbit

Dossier	Thématique, Axe 4. Numérique, <i>open access</i> et nouvelles pratiques de réception
Titre (FR)	Accès ouvert et réception des savoirs sur l'IA éducative en Afrique : état des lieux à partir d'un corpus documentaire
Titre (EN)	Open access and reception of knowledge on educational AI in Africa: A documentary corpus review
Autrice / auteur	Olivier Ange-Yannick Moussavou Ndjimbit
Affiliation	Laboratoire MICA (EA 4426), Université Bordeaux Montaigne, France
Courriel	olivier-ange-yannick.moussavou-ndjimbit@etu.u-bordeaux-montaigne.fr ; yannickaldanirvana@gmail.com
Mots-clés	accès ouvert ; intelligence artificielle ; éducation ; Afrique ; visibilité ; réception
Keywords	<i>open access</i> ; artificial intelligence ; education ; Africa ; visibility ; reception
Pages	pp. 87-105
Licence	CC BY 4.0

Victorine Bertille Ngo Makoumag

Dossier	Thématique, Axe 3. Colonialité épistémique et hiérarchies du savoir
Titre (FR)	Les figures énonciatrices des discours publics sur l'agriculture au Cameroun : regards à partir de la problématique de la circulation des savoirs
Titre (EN)	Enunciative figures in public discourses on agriculture in Cameroon: Perspectives based on the issue of knowledge circulation
Autrice / auteur	Victorine Bertille Ngo Makoumag
Affiliation	Département de Communication, FLSH, Université de Douala, Cameroun
Courriel	bertilvictory@gmail.com
Mots-clés	figures énonciatrices, discours publics, genres discursifs, circulation des savoirs, herméneutique, agriculture.
Keywords	enunciative figures, public discourse, discursive genres, knowledge circulation, hermeneutics, agriculture.
Pages	pp. 106-130
Licence	CC BY 4.0

Danielle Olive Mouasso Lotin

Dossier	Varia
Titre (FR)	Analyse interactionniste des titraillles à l'écran sur YouTube : écart et puissance communicationnelle dans les polémiques FECAFOOT-MINSEP
Titre (EN)	Interactionist analysis of on-screen headlines on YouTube: discrepancy and communicative power in the FECAFOOT-MINSEP controversies
Autrice / auteur	Danielle Olive MOUASSO LOTIN
Affiliation	Département de Communication, FLSH, Université de Douala, Cameroun
Courriel	olidanie2002@yahoo.fr
Mots-clés	écart, titraillle, YouTube, clickbait, interactions, communication politique
Keywords	discrepancy, headlines, YouTube, clickbait, interaction, political communication
Pages	pp. 132-153
Licence	CC BY 4.0

Demindoyee D. Kako-Kakudji

Dossier	Varia
Titre (FR)	La communication autonomisante ou démarche de rupture épistémologique
Titre (EN)	Empowering communication, or the approach of epistemological rupture
Autrice / auteur	Demindoyee D. KAKO-KAKUDJI
Affiliation	Chercheuse indépendante, Ontario, Canada
Courriel	kako.n_gatoye_denise@courrier.uqam.ca
Mots-clés	communication autonomisante ; décolonialité ; éducation populaire ; médias communautaires ; souveraineté ; développement endogène.
Keywords	Empowering Communication; Decoloniality; Popular Education; Community Media; Sovereignty; Endogenous Development.
Pages	pp. 154-178
Licence	CC BY 4.0

Laurent Ghislain Togué Togué, Victor Ngu Cheo et Paul Animbom Ngong

Dossier	Varia
Titre (FR)	Le film sous-titré comme outil pédagogique pour l'enseignement du ghɔ́málá' : une étude à méthodes mixtes de l'efficacité pédagogique
Titre (EN)	Subtitled film as a pedagogical tool for teaching Ghɔ́málá': A mixed-methods study of pedagogical effectiveness
Autrice / auteur	Laurent Ghislain TOGUÉ TOGUÉ, Victor NGU CHEO, Paul ANIMBOM NGONG
Affiliation	Université de Bamenda, Cameroun
Courriel	toguelaurent30@gmail.com
Mots-clés	Ghɔ́málá', préservation des langues, pédagogie par le film, films sous-titrés, immersion culturelle, motivation des apprenants.
Keywords	Ghɔ́málá', language preservation, film pedagogy, subtitled films, cultural immersion, learner motivation.
Pages	pp. 179-201
Licence	CC BY 4.0

NGANG Romanus Ntseh, Tafor Kmchwang et Paul Animbom Ngong

Dossier	Varia
Titre (FR)	Recalibrer la représentation visuelle des peaux foncées au cinéma : analyse visuelle du film Elesin-Oba: The King's Horseman de Biyi Bandele (2022)
Titre (EN)	Recalibrating dark skin in cinema: A visual analysis of Elesin Oba: The King's Horseman by Biyi Bandele (2022)
Autrice / auteur	NGANG Romanus Ntseh, Tafor KMCHWANG, Paul ANIMBOM NGONG
Affiliation	Department of Performing and Visual Arts, Faculty of Arts, University of Bamenda, Cameroon
Courriel	Non communiqué
Mots-clés	Cinéma ; Peaux foncées ; Présentation cinématographique ; Éclairage ; Visibilité raciale ; Analyse visuelle.
Keywords	Cinema; Dark skin tones; Cinematic presentation; Lighting; Racial visibility; Visual analysis.
Pages	pp. 202-223
Licence	CC BY 4.0



Revue pluridisciplinaire sur le langage
Pluri-disciplinary Journal on language

Les numéros de Cinétismes | Cinétismes issues

La revue *Cinétismes* a été créée en 2021 à l'Université de Douala ; son premier numéro a paru en septembre 2022. Tous ses numéros sont consultables et téléchargeables gratuitement, en accès ouvert, sur le site de la revue (liens relevés le 17 octobre 2026) : <https://www.revue-cinetismes.com/>.

Numéro	Thème et coordination	Consultation en ligne
Vol. 1, n° 1 Septembre 2022 <i>Mise en ligne le 25/09/2022</i>	Numéro ordinaire.	revue-cinetismes.com/vol-1_n1/ Télécharger le numéro complet (PDF)
Vol. 1, n° 2 Février 2023 <i>Mise en ligne le 06/02/2023</i>	Numéro ordinaire, coordination Amoikon Dyhie Assanvo, Claude Bernard Fingoue et Demba Lô.	revue-cinetismes.com/n2/ Télécharger le numéro complet (PDF)
Vol. 1, n° 3 Février 2024 <i>Mise en ligne le 29/02/2024</i>	Numéro ordinaire.	revue-cinetismes.com/vol-1_n3/
Hors-série n° 1 Juin 2024 <i>Mise en ligne le 01/06/2024</i>	Actes du 5e colloque scientifique international de Kodjoboué-Bonoua, « La sémantique de l'adverbe à travers la forme, la typologie et la fonction dans quelques faits de langues », coordination Jean-Martial Tape, Kouakou Appoh Enoc Kra et Amoikon Dyhie Assanvo.	revue-cinetismes.com/hors-serie-n1/ Télécharger le numéro complet (PDF)
Hors-série n° 2 Décembre 2024 <i>Mise en ligne le 31/12/2024</i>	Double numéro spécial, « Du rayonnement des littératures africaines : 30 ans de création et de pensée », coordination Faty-Myriam Mandou Ayiwouo, Hugues Azérad et Jean-Pierre Fewou-Ngouloure.	revue-cinetismes.com/hors-serie-n2/ Télécharger le numéro complet (PDF)
Hors-série n° 3 Février 2026 <i>Mise en ligne le 28/02/2026</i>	Monographie consacrée à un cadre de référence pour les langues africaines, en collaboration avec l'Observatoire du plurilinguisme en Afrique (OPA).	revue-cinetismes.com/hors-serie-n3/ Télécharger le numéro complet (PDF)
Hors-série n° 4 30 septembre 2026 <i>Le présent numéro</i>	« Publier sans être lu : pour une théorie de la communauté de réception du livre scientifique en Afrique », coordination Faty-Myriam Mandou Ayiwouo et Aristide Bitouga.	revue-cinetismes.com/